



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

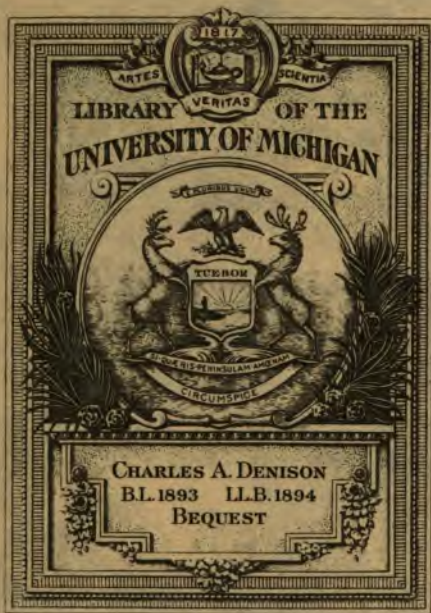
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

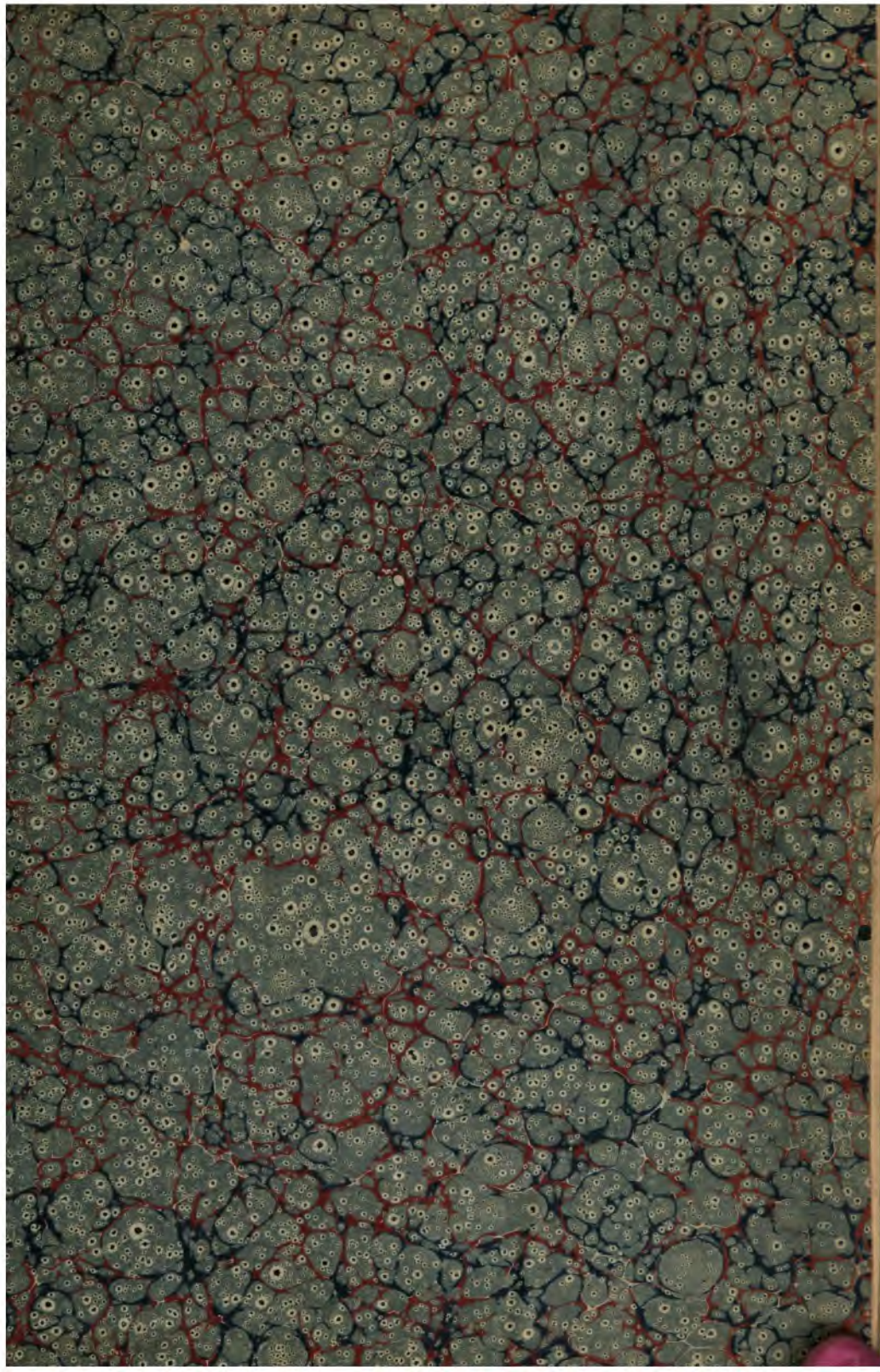
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



LIBRARY OF THE  
UNIVERSITY OF MICHIGAN

CHARLES A. DENISON  
BL.1893 LL.B.1894  
BEQUEST





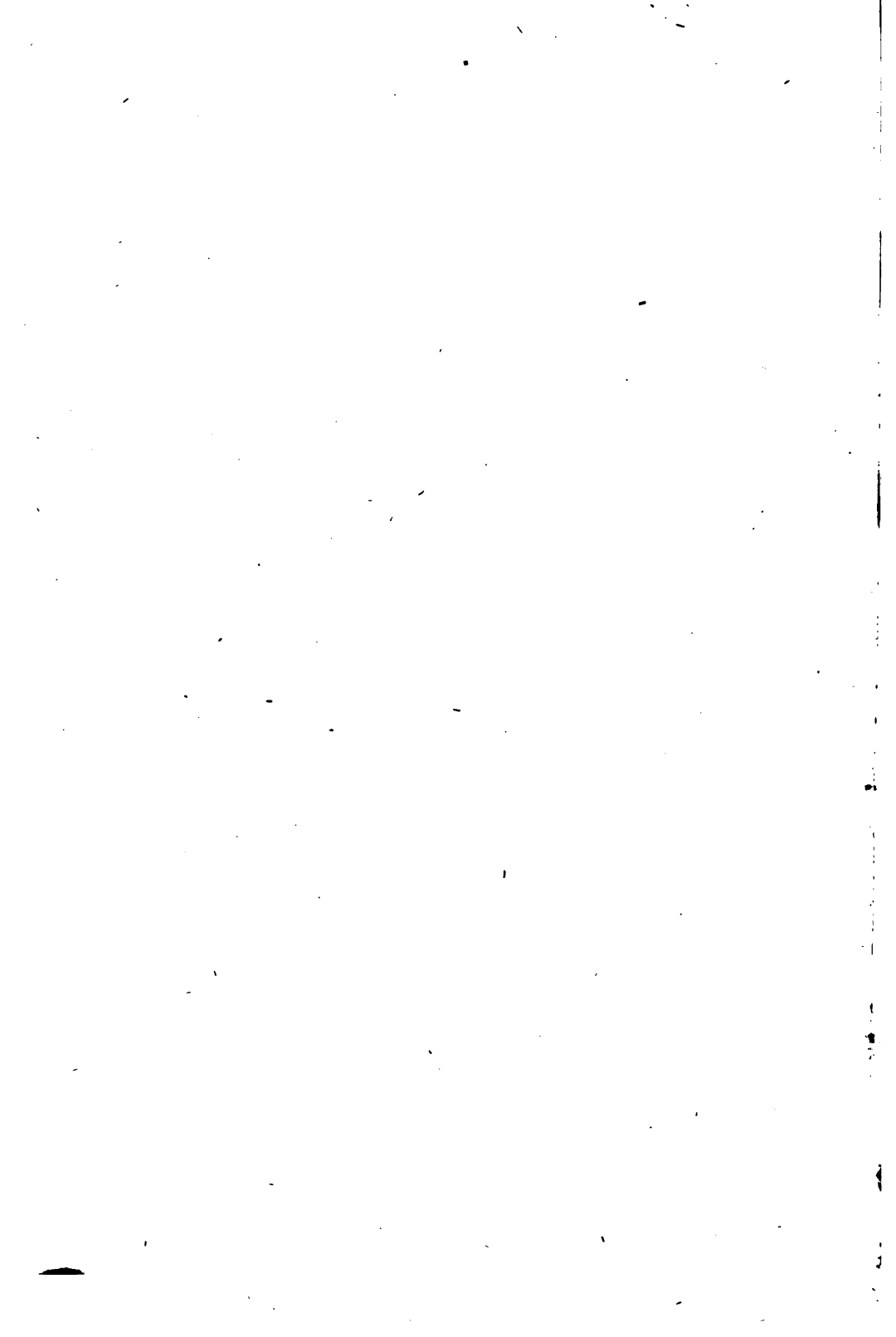
DC

252.5

.G9

v. 45





# LETTRE AU SÉNAT





---

Imprimerie de BEAU, à Saint-Germain-en-Laye.

2453  
1  
2  
ÉTUDES CONTEMPORAINES

---

LETTRE  
AU SÉNAT

PAR  
LE COMTE D'HAUSSONVILLE



PARIS,  
H. DUMINERAY, ÉDITEUR,  
78, RUE RICHELIEU,

Et chez les principaux Libraires de Paris, de la France,  
et de l'Étranger.

1860.

---



Devison  
mayer  
3-30-88  
25848

2

# LETTRE AU SÉNAT

---

MESSIEURS,

J'ai l'avantage de vous connaître tous, ou du moins presque tous. Vous avez, pour la plupart, été mes collègues quand j'étais Député. Lorsqu'ils siégeaient, plus occupés que rétribués à la Chambre des pairs, beaucoup d'entre vous m'honoraient de quelque confiance. S'il m'était donné de vous rencontrer sur le pied de l'ancienne familiarité, j'aimerais à causer intimement avec vous des affaires publiques et de votre rôle dans l'Etat.

Dès l'origine, et dans tous les temps, selon la pensée du législateur de 1852, ce rôle de-

---



vait être très-considérable. Peu enclin à se faire illusion sur la nature humaine et tenant grand compte de ses faiblesses, l'Empereur a voulu, pour s'assurer de votre part un contrôle efficace, garantir avant tout votre pleine indépendance. Il a donc eu le soin de ne vous laisser rien à désirer, rien à craindre. Le conseiller d'Etat peut souhaiter d'être fait sénateur ; plus d'un député se voit conseiller d'Etat dans ses rêves. Pour vous, Messieurs, il vous serait difficile de vous élever plus haut dans la hiérarchie des pouvoirs aussi bien que dans la considération publique. Cette situation éminente est en outre entourée d'une entière sécurité. Vous n'êtes sujets à aucune réélection ; vous pouvez braver, si votre conscience l'ordonne, tous les mécontentements du Pouvoir. Arrivés au port, vous contemplez avec sécurité les orages de la vie politique ; et votre fermeté civique, sans en devenir pour cela moins méritoire, ne peut être accompagnée d'aucun genre d'ennui ; elle ressemble, en ce point, à la vertu des bienheureux, qui ne leur coûte rien. Aussi les yeux de tout bon Français qui

---

a parcouru la Constitution de son pays, et qui lit habituellement le *Moniteur*, s'arrêtent-ils avec une complaisance particulière sur les articles qui vous concernent : C'est là, s'écrie-t-on avec quelque gratitude, c'est dans cette puissante et incorruptible assemblée, que la prévoyance désintéressée du législateur a pris soin d'élever, contre les excès éventuels de sa propre autorité, une infranchissable barrière. Rien de plus important, en effet, que vos attributions.

« Le Sénat, dit un rapport de M. le Ministre de l'intérieur, peut suggérer au gouvernement toutes les grandes mesures d'utilité publique : il entend les pétitions des citoyens, il examine la situation du pays, il recherche ses besoins, il étudie les perfectionnements de son organisation, il signale les réformes utiles, il propose les améliorations réelles (1). »

Mais le gouvernement ne s'est pas contenté de vous rappeler vos devoirs : il a pris soin de vous mettre à même de les remplir. Sachant que, dans la pensée de l'Empereur,

(1) Rapport du Ministre de l'Intérieur à l'Empereur (*Moniteur* du 11 février 1856.)

« Le droit d'initiative conféré au Sénat par l'art. 30 de la Constitution ne doit pas être une prérogative nominale et stérile pour le bien du pays, »

il fait imprimer chaque année, pour votre usage particulier, l'analyse des vœux des Conseils généraux, afin que

« Ce tableau vivant des besoins, des désirs et des réclamations présente incessamment à votre sagesse les plus utiles indications pour cette recherche des pensées d'amélioration et de progrès pratiquées que la constante sollicitude de Sa Majesté impose à tout son gouvernement, mais qui a été plus expressément confiée par la Constitution à l'initiative du Sénat (1). »

Ce n'est pas tout. Inquiet de savoir si vous aviez parfaitement compris votre mission, le même *Moniteur* vous a recommandé de ne pas vous endormir sur la foi de la félicité universelle; et, comme à voyager l'on devient plus instruit, il vous a conseillé de dépenser vos traitements sur les routes, de courir un peu le pays, afin d'étudier sur place, et, quand vous vous en serez bien pénétrés, afin de rapporter fidèlement au Prince les moindres mouvements de cette opinion publi-

(1) *Moniteur* du 11 février 1886.

que qu'il lui importe tant de connaître (1).

Une seule prérogative vous manquait. Vos débats ne jouissaient que d'une publicité intermittente. Vous ne pouviez mettre toujours le public dans la confiance de vos excellentes intentions, et vos sages avis n'avaient point chance de se fortifier du tout-puissant concours de l'assentiment universel. Aujourd'hui l'interdit est levé. Non-seulement le Chef de l'Etat vous autorise, mais il vous convie à vous adresser publiquement à lui. Il est avide de savoir ce que vous pensez de la politique intérieure et extérieure de l'Empire. Ces discussions toujours si longues, quelquefois un peu vides, qui inauguraient autrefois nos sessions législatives, et qui ne sont peut-être pas ce qu'il y a de plus à regretter dans l'ancien système parlementaire, ne l'effrayent à aucun degré. Afin que vos consciences soient mieux éclairées, il veut que des ministres sans portefeuille, ayant le rang et le traitement des ministres et comme eux logés aux frais de l'Etat, soient, pendant toute

(1) *Moniteur* du 11 janvier 1856.



la durée des sessions, uniquement occupés à vous donner toutes les explications que vous jugerez nécessaires.

Quoi de plus sage, en effet, quoi de plus utile, et peut-être faudrait-il ajouter quoi de plus nécessaire pour le Chef de l'Etat que de vous provoquer à lui dire incessamment sur toutes choses la vérité tout entière ! S'il ne l'obtient de vous, d'où lui viendra-t-elle ? Les ministres chargés d'exécuter ses ordres sont dispensés de les contrôler. Le Corps législatif, admis comme vous à voter des adresses, n'a pas recouvré l'initiative politique. La presse française, même après le décret du 24 novembre, reste malheureusement divisée en rares journaux indépendants qui hésitent à donner des avertissements de peur d'en recevoir, et en feuilles soumises ou chèrement entretenues par de riches capitalistes. Héritiers des prérogatives autrefois partagées entre les ministres, le Corps législatif et la presse, vous êtes aujourd'hui les uniques conseillers d'un Souverain qui s'est hautement déclaré seul responsable devant la nation (1).

(1) Préambule de la Constitution.

Les dangers de cette responsabilité font l'importance de vos fonctions. Plus elle est effrayante à imaginer, plus elle serait terrible à mettre en jeu, plus l'Empereur est fondé à réclamer vos avertissements, et plus vous êtes tenus de lui indiquer les améliorations réelles. Il est fort naturel qu'elles vous échappent et que pour les découvrir un peu d'assistance ne vous soit pas inutile. Dans la sphère où vous êtes placés, vous ne voyez guère près de vous que consentement et satisfaction de tous genres. A juger par vos alentours (comme nous le faisons tous ici-bas), la France doit vous sembler une Salente parfaitement réglée où tout va bien, dans laquelle, du moins, rien ne saurait aller mieux. A vouloir même regarder un peu plus avant, à parcourir nos provinces en *missi Dominici* d'un nouveau Charlemagne, ne risquez-vous point de revenir près du Maître les mains plus chargées de pétitions intéressées, que de renseignements véridiques ? Vous participez trop de sa grandeur, pour entendre, non plus que lui, de bien sincères révélations. Voilà pourquoi, Messieurs,

vous ne trouverez pas mauvais si restés, par dignité personnelle, en dehors des affaires, désireux toutefois de se rendre utiles à leur pays, décidés à ne s'écarter jamais envers vous des égards que M. le comte Persigny veut bien, avec un juste et honnête sentiment des situations respectives, réclamer pour eux-mêmes un petit nombre de sincères partisans de la liberté politique, tout en réservant l'indépendance de leurs allures et de leurs opinions particulières, se sont mis d'accord pour vous aider de leur mieux à remplir la portion la plus délicate de votre importante mission, je veux dire : à vous servir de votre initiative.

Cette initiative est votre plus beau rôle. Vous n'en avez pas usé dans une circonstance récente. L'Empereur a été plus libéral que vous. Aucune discussion du Sénat n'avait fait pressentir la création des ministres sans portefeuille, et l'autorisation de publier vos séances dans le *Moniteur*. Peut-être est-il de votre intérêt, il est certainement de votre devoir, de contribuer à perfectionner une œuvre à laquelle vous n'avez pas contribué. Il ne vous

échappera pas, Messieurs, que ces réformes, excellentes en elles-mêmes, ont surtout le mérite d'être un commencement. C'est ce qu'ont dit dès le premier jour les journaux les plus enthousiastes. Ils ont même été jusqu'à considérer une certaine liberté de la presse comme la conséquence nécessaire du décret du 24 novembre.

C'est donc à vous, Messieurs, qu'il appartient de seconder l'auteur du décret dans l'achèvement de son œuvre ; c'est pour cette tâche que nous voulons vous apporter notre loyal concours ; et ce n'est pas vous qui nous accuserez de coalition, parce que le goût des réformes libérales nous a réunis, dans ce but, des points divers de l'horizon. Bien au contraire, il nous semble que cette circonstance doit nous rapprocher de vous, et nous permettre de nous adresser au Sénat avec plus de confiance, puisque nous sommes un peu composés à son image. Nous comptons comme vous dans nos rangs des personnes de tous les partis : c'est un point de contact entre nous. Chacun de vous peut, en effet, reconnaître parmi nous



ses anciens collègues, et distinguer ainsi, parmi nos voix, celles qui lui sont le plus familières. Comment M. de la Rochejacquelein serait-il tout à fait sourd à la parole éloquente de M. Berryer ? Comment les convictions libérales de M. Odilon Barrot auraient-elles perdu tout crédit sur M. Billault et sur M. Barthe ? Comment l'honnête accent de M. Jules Simon pourrait-il être tout à fait oublié de ses anciens collègues à l'Assemblée constituante et au Conseil d'Etat ? Si notre prétendue coalition ne peut avoir pour résultat que de rendre nos relations plus naturelles, et ne peut être qu'un titre à vos yeux, que dirai-je de cette prétendue conspiration dont on nous accuse ? Pouvez-vous entendre un si grand mot sans sourire, vous qui, mêlés pour la plupart à la politique de nos divers régimes, devez, bon gré mal gré, vous connaître en conspirations et en conspirateurs ! Vous savez, mieux que personne, que ce triste nom de conspirateurs ne convient pas à d'honnêtes gens qui disent tout haut ce qu'ils pensent, et qui, prenant au pied de la lettre les promesses solennellement faites,

réclament par les moyens légaux, à leurs risques et périls, d'une voix modeste et ferme, l'extension des libertés publiques et l'amélioration des lois de leur pays. Un conspirateur, Messieurs, c'est celui qui veut troubler l'Etat par la force et par la ruse ; c'est celui qui tente par de l'argent et par des promesses la fidélité des soldats pour les induire à tourner les armes contre la loi. Un conspirateur, c'est le ministre qui sert un gouvernement et qui en attend ou en prépare un autre ; c'est le magistrat qui médite la condamnation de ceux au nom desquels il rend la justice. Fouché, pendant les Cent-Jours, était un conspirateur ; le magistrat qui osa dire, au nom de la Cour suprême, que les vœux de sa compagnie n'avaient cessé sous l'Empire d'appeler les rois légitimes, était un conspirateur. Cette lettre vous paraîtrait bien longue, Messieurs, si j'essayais de vous indiquer tous les autres ; mais aucun d'eux n'échappera au jugement de l'histoire.

Il suffit, d'ailleurs, de lire les titres de nos publications pour reconnaître le caractère pacifique des idées qui nous occupent. Plusieurs

de ces publications ont déjà paru ; il en est même une qui a paru et disparu presque en même temps, et dont les exemplaires ont été, en un seul jour, très-inégalement partagés entre le public et les agents de l'autorité. De celle-là, nous ne devons rien dire ; mais d'autres ont circulé sans obstacle, et vous avez pu les juger. Aurions-nous eu tort d'appeler l'attention du public sur notre colonie d'Afrique, et de réclamer certaines réformes dont plusieurs sont maintenant acceptées du gouvernement, et viennent de recevoir, par le décret du 24 novembre, une si éclatante consécration. Après que vous en aviez solennellement délibéré, attirés vers ce sujet par l'éclat donné à l'une de vos discussions, nous avons osé dire un mot, à notre tour, sur le rôle qui revient à l'Etat dans les choses de la religion, et s'il faut tout avouer, nous ne nous sommes trouvé d'accord avec aucun de vos illustres orateurs. C'est sans doute un malheur, à coup sûr ce n'est pas un crime ; nous sommes persuadé que vous ne nous en voulez point.

Pourquoi serions-nous plus mal venus à

tâcher d'appeler également votre attention sur d'autres sujets dont le public se préoccupe à bon droit, et dont chaque jour, n'en doutez pas, il se préoccupera davantage ? Et, par exemple, ne souffrirez-vous pas que nous vous entretenions d'une illustre infortunée qui, si l'on s'en tient aux lois écrites, n'a point encore participé aux récentes bonnes grâces du Chef de l'Etat ; qui a eu des jours si brillants, qui a fait, il est vrai, bien des folies, mais qui expie aujourd'hui plus durement qu'il ne convient sa gloire et ses faiblesses ? C'est au sort de la presse française que nous voudrions intéresser votre justice. Elle vivait jadis dans l'intimité de Benjamin Constant, de Châteaubriand, de Carrel et de quelques autres personnes distinguées dont la fréquentation lui faisait grand honneur. On l'écoutait avec attention par toute l'Europe, non-seulement à cause de l'éloquence ou de la finesse aiguë de ses discours, mais encore, et surtout, parce qu'on y cherchait la fidèle image de notre esprit public, et qu'elle semblait parler au nom d'un grand peuple. Ce n'est rien vous apprendre, à coup sûr, que de vous dire que



jusqu'à la veille d'une toute récente circulaire, parmi les journaux, les uns gardaient le silence, et ceux qui parlaient avaient changé en même temps de ton et de compagnie, et non pas à leur avantage. Osons même ajouter, bien entre nous, qu'une partie de cette presse sentait parfois le tripot et trop souvent l'antichambre, et que la mauvaise fortune avait gâté ses manières en même temps qu'elle diminuait son cœur.

Est-ce à dire qu'elle eût perdu toute influence sur le monde et qu'elle ne fût plus écoutée par personne ? Bien au contraire, les rois et les peuples lui prêtaient une oreille attentive ; et l'on pourrait citer tel article de M. Boniface, tel article de M. Grandguillot, tel article même de M. Guérault qui a fait, par toute l'Europe, l'effet d'un tremblement de terre. Qu'est-ce donc si l'on entrevoyait dans quelques colonnes énigmatiques la trace redoutable de la plume de M. de la Guéronnière ? Aussitôt les aides-de-camp se précipitent, les ordres volent par le télégraphe, les canons remplacent les voyageurs sur les chemins de fer du continent ; et l'on voit s'épaissir en-

core la noire fumée qui sort des arsenaux de l'Angleterre. Telle est encore la puissance presque magique des journalistes français.

Mais leur gloire égalait-elle leur puissance ? Tenaient-ils de leur propre mérite et de leur propre fonds, ce don d'agiter les hommes et les choses ? Est-ce à force d'art qu'ils intéressaient ainsi tout le monde, et la postérité, en lisant leurs écrits, se rendrait-elle par là même un compte suffisant de leur influence ? Nul n'ose le prétendre, et ces modestes écrivains moins que personne. Ils laissent à l'âne chargé de reliques ces illusions ridicules ; ils savent qu'hier encore il s'agissait moins pour eux de dire ce qu'ils pensaient que de deviner comment il convenait de penser. C'est parce qu'ils avaient des maîtres qu'ils avaient des lecteurs, et ils le savent. C'est de leur docilité même, c'est de leur empressement à suivre le Pouvoir, et s'il le faut à le devancer dans les divers sentiers de sa politique, que leur venait leur triste autorité. Insignifiants quand il s'agissait de nos affaires intérieures, redoutables dès qu'ils

touchaient à nos affaires étrangères, parce que les peuples de l'Europe s'obstinaient à chercher dans leur langage ce qu'ils avaient à craindre ou à espérer du gouvernement français, c'en eût été fait de leur crédit si l'on eût cru un instant à leur indépendance. Aujourd'hui que, sur l'invitation de M. de Persigny, tout va changer, ils risquent de devenir aussi invisibles que la lune lorsqu'elle n'est pas éclairée des rayons du soleil.

Mais cette tolérance intelligente, si grande qu'elle soit, ne suffit point pour rendre à la presse son autorité ; une loi serait nécessaire pour l'affranchir de la suppression, de la suspension, de l'avertissement officiel, et surtout de ces avertissements officieux qui ne sont point écrits dans la loi, et qui, dans la pratique, gouvernaient les journaux plus étroitement que la loi. Que ce vœu soit accompli, et bientôt, Messieurs, le Chef de l'Etat entendra s'élever la voix de la presse française, faible d'abord comme celle d'une personne longtemps malade et encore languissante, puis un peu plus forte et enfin assez claire pour

arriver jusqu'à son oreille. Doutez-vous qu'à demi affranchie, comme elle vient de l'être, elle ne lui soit déjà une source d'informations plus sûre et plus utile que les harangues officielles qui l'accueillent à ses moindres déplacements pour l'instruire si l'on veut, mais pour l'instruire sans lui déplaire. Hélas ! c'est à ces mêmes endroits et quelquefois par les mêmes bouches, que cette éloquence de voyage a tant de fois assailli ses prédécesseurs, et nous savons comme elle les a tous trompés. C'étaient alors des relais de poste, ce sont aujourd'hui des stations de chemin de fer. Mais on y parle, après tout, la même langue, en y faisant les mêmes saluts ; et Sa Majesté, qui a jadis daté de Ham plus d'une page hardie, sait mieux que personne qu'un article de journal écrit sans la crainte du préfet ou du Ministre de l'Intérieur devant les yeux, est autrement instructif et intéressant qu'un gros volume de ces discours officiels.

Vous nous saurez donc gré, Messieurs, de vous indiquer, dans quelques-uns des travaux que nous nous proposons de publier, les

moyens d'affranchir définitivement et légalement la presse sans ébranler l'Etat. Mais en attendant l'heureux résultat de nos recherches et de votre assentiment qui doit les seconder, vous ne trouverez pas mauvais que nous commencions, *ab Jove principium*, par étudier notre Constitution elle-même (1).

Voici plus de huit années que la Constitution fonctionne ; nous voudrions l'analyser respectueusement et chercher comment on pourrait, sans lui faire violence, étendre les garanties qu'elle contient, appliquer les principes qu'elle proclame et en tirer enfin la liberté promise. Au premier rang des questions que cet examen soulève, nous trouvons le suffrage universel, dont l'usage tend à devenir, hors de nos frontières, aussi fréquent qu'il l'est chez nous. Nous n'avons aucune envie d'en médire ; nous ne pouvons qu'être fiers de voir une invention toute française commencer ainsi son tour du monde ; et lorsque nous voyons les souverains légitimes renversés les uns sur les autres par

(1) *La Constitution de 1852 et le Décret du 24 novembre 1860*, par M. de Lavergne.

ce puissant instrument de destruction, exposé longtemps avant qu'on eût l'idée de s'en servir, dans les bureaux de la *Gazette de France*, nous ne pouvons nous empêcher de reconnaître quelque justice dans cette ironie du sort.

Partie intégrante et fondamentale de notre Constitution, le suffrage universel est au-dessus de toute atteinte; mais n'y a-t-il rien à faire pour lui assurer parmi nous un jeu plus facile et plus sûr? pour augmenter surtout aux yeux de tous les citoyens l'importance de leur droit de suffrage et leur puissant intérêt à l'exercer? N'êtes-vous pas, en effet, surpris et affligés comme nous, Messieurs, de l'indifférence témoignée par un si grand nombre de communes pendant les dernières élections municipales? Combien de conseillers municipaux n'ont été nommés qu'au second tour de scrutin et à des majorités si faibles qu'ils ne peuvent vraiment s'enorgueillir d'une telle victoire? N'est-il pas bon de se demander pourquoi, dans la plupart des villes où la lutte s'est sérieusement engagée, comme à Bordeaux, à Nancy, à Lisieux, à Villefranche, et dans maint endroit,

les candidats de l'administration n'ont passé qu'en partie; ou pourquoi ils sont, ailleurs, restés tous dehors? Au point de vue du respect dû à l'autorité, n'est-il pas utile de s'enquérir quelle est, à l'égard de leurs administrés, la situation des fonctionnaires qui ont été battus dans la personne de leurs candidats? Est-il bien sûr qu'il soit indispensable et surtout est-il juste que les maires soient nommés par le gouvernement la veille même de l'élection, au lieu d'attendre que l'élection ait formé le conseil municipal duquel ils devraient eux-mêmes sortir? Est-il sage de mettre une commune dans la triste alternative de choisir, bon gré, mal gré, un conseil municipal dans lequel le maire, nommé d'avance, puisse se trouver à l'aise; ou d'entourer ce maire de conseillers hostiles, de telle sorte qu'une dissolution du conseil municipal devienne indispensable et qu'il faille compter parmi les communes de France une commission municipale de plus?

Mais, par-dessus tout, Messieurs, nous voudrions appeler votre attention la plus sérieuse sur des irrégularités du genre de celles qu'a

récemment et honnêtement constatées le conseil de Préfecture des Bouches-du-Rhône. Peut-on apprendre sans surprise et sans regret que dans cette grande cité de Marseille, le lendemain même du passage de l'Empereur, une foule de faux électeurs sans droit, ou votant sans être inscrits, ont pu altérer le résultat du vote au point d'arracher au conseil de Préfecture, organe accoutumé de l'administration, un arrêt aussi sévère et aussi fortement motivé que celui du 20 septembre 1860 ? Veuillez remarquer, Messieurs, que si la majorité du conseil de Préfecture des Bouches-du-Rhône s'était trouvée composée de ces hommes si nombreux dans notre pays, qui ont pour principe qu'il faut avant tout fuir l'agitation, éviter le scandale et ne créer aucun genre d'embarras à l'administration, nous n'aurions jamais su la vérité sur les élections de Marseille. Quel journal, en effet, quel particulier se fût hasardé à la dire, et avec quelle chance de succès aurait-il été possible d'attaquer ce scrutin mensonger ?

Tout s'oublie si vite en ce pays, et nos pro-



pres affaires tiennent si peu de place dans nos imaginations toujours remplies des événements du dehors, que la fameuse brochure de M. Le Beschu de Champsavin sur l'élection de l'arrondissement de Vitré, est sans doute sortie de presque toutes les mémoires. Vous seuls, Messieurs, gardiens vigilants de nos institutions, vous n'avez pu oublier la curieuse protestation du conseiller de la Cour de Rennes. Nous sommes certain qu'elle est sur le bureau de la plupart d'entre vous et qu'elle a été l'objet de votre sérieux examen. A l'époque où parut cette brochure, un journal fit remarquer qu'en présence de faits si graves et si nombreux, attestés sur l'honneur par un membre de Cour souveraine, il fallait de toute nécessité qu'on vît de deux choses l'une : ou le magistrat descendre de son siège pour rendre légalement compte des diffamations les plus précises et les plus odieuses qu'un citoyen ait pu se permettre contre un fonctionnaire public ; ou bien que ce fonctionnaire public lui-même fût poursuivi et puni pour avoir commis les actes les plus capables d'altérer parmi nous la sincérité

du suffrage universel et d'en rabaisser l'exercice au rang d'une indigne comédie. On n'a cependant vu ni l'une ni l'autre de ces deux choses. Fonctionnaire et magistrat, accusé et accusateur sont sortis sans blessures de ce combat mortel, et un conflit où il semblait impossible que quelqu'un n'eût pas gravement tort, s'est tranquillement terminé comme si tout le monde avait eu raison. Non, Messieurs, il n'est pas terminé, puisqu'on peut en appeler à votre conscience et à votre justice, puisqu'on peut vous demander à vous, chargés spécialement de la défense des lois, pourquoi la loi n'a point suivi son cours contre la prévarication du fonctionnaire ou contre la calomnie du magistrat.

Faut-il vous rappeler enfin cette célèbre élection de M. Migeon, qu'un illustre avocat a cru pouvoir appeler un fragment de miroir brisé dans lequel la France pouvait se contempler elle-même ? Nous voulons seulement vous demander, Messieurs, comment le pays et comment le Sénat lui-même aurait pu, dans la condition où se trouve la presse, connaître ce grand scandale, si le gouvernement, qui ne

voulait plus de la collaboration de M. Migeon à l'œuvre législative, ne s'était chargé d'établir lui-même, avec une redoutable surabondance de preuves, l'indignité de son ancien candidat et l'irrégularité de sa nouvelle élection.

Si nous avons le dessein, Messieurs les Sénateurs, d'insister sur ces déplorables souvenirs, ce n'est point, veuillez bien le croire, que nous soyons animé d'aucun mauvais sentiment contre le suffrage universel. C'est, au contraire, parce que nous le croyons entré dans nos mœurs et uni désormais à nos destinées, que nous voudrions le rendre tout à fait digne et capable de servir d'organe incontesté à la volonté d'un grand peuple. Vous vous souvenez comme nous du temps où les élections pour nos assemblées législatives étaient l'œuvre d'une partie restreinte, et, selon nous, beaucoup trop restreinte de la nation. Nous avons abandonné sans regret inutile, sans arrière-pensée coupable, ce système qui, avec tous ses défauts, assurait pourtant une certaine prépondérance et une intervention constante dans nos affaires à la partie la plus réellement

indépendante et la plus éclairée du pays ; mais nous avons au moins quelque droit de désirer que l'exercice du suffrage universel soit libre et sincère. Nous vous signalerons donc avec constance les obstacles que cette liberté et cette sincérité peuvent parfois rencontrer : mais là s'arrête notre tâche ; la vôtre, plus difficile peut-être, mais plus brillante, est de détruire ces obstacles et d'empêcher qu'ils ne soient relevés.

Quoi de plus digne d'attention, Messieurs, que les finances d'un grand pays, en ce siècle où la question d'argent a pris dans la politique des Etats aussi bien que dans la vie des particuliers, le pas sur presque toutes les autres ? Quand le régime actuel s'est inauguré sous cette devise justement célèbre : *L'Empire, c'est la Paix* ! une des principales espérances offertes au public était de voir les rentes monter jusqu'au pair. Entre la cote des fonds anglais et des fonds français, l'écart habituel n'est pas moins de 30 pour cent. La dette de l'Angleterre, bien que nous ayons emprunté plus de deux milliards depuis cinq ans, est plus

lourde que la nôtre ; nos ressources de toute nature égalent, si elles ne surpassent, celles de nos voisins. Pourquoi dès lors cette différence entre le crédit des deux gouvernements ? Provient-elle des vices de notre système financier ? Serait-il possible de l'attribuer à l'absence d'un contrôle efficace ? Pourrait-on enfin soupçonner un certain défaut de confiance dans notre stabilité politique d'être la cause de cette différence ? Toutes ces questions méritent d'être examinées en détail, et le moindre contribuable a strictement le droit de contrôler, selon ses lumières, le budget qu'il alimente en proportion de ses ressources. C'est là un sujet sur lequel nous croirons utile de revenir souvent.

Nous nous reprocherions aussi de laisser de côté les affaires si importantes de la ville de Paris, ces emprunts, ces maniements et remaniements de fonds, ces achats et ces ventes de terrain qui ont une action diverse sur tant de fortunes et sur tant d'existences, et qui préoccupent si légitimement l'opinion publique. Voilà, Messieurs les Sénateurs, ce qui est

de votre domaine; et de même que vous devez chercher les moyens d'améliorer nos lois, vous devez veiller à cette sage et honnête administration des finances qui touche également et de si près, à la force et à l'honneur de la nation.

Mais il y a quelque chose de plus important encore que l'amélioration des lois et la bonne gestion des finances, c'est l'état moral d'un pays. Quand à une ère de liberté peut-être excessive, a succédé un système où le principe de l'autorité domine presque exclusivement, lorsque ce nouvel état des choses a duré près de neuf années, il est opportun d'étudier quels changements l'empire des faits nouveaux a introduits dans les habitudes et dans les penchants des diverses classes de la société. On voit les allures et parfois le caractère même d'un peuple se modifier profondément avec ses institutions. Autres étaient les mœurs des Romains sous la République, ou pendant le règne de César et des successeurs de César. Chaque régime politique a des inconvénients qui lui sont

propres, qu'il faut, par raison, accepter avec ses avantages, contre lesquels il faut aussi, par conscience, réagir courageusement. Le dégoût des folles licences, l'ennui des turbulences populaires, ont fait naître chez beaucoup d'honnêtes gens fort éclairés le goût passionné de l'ordre matériel, et une sorte d'amour effréné pour la force bien organisée. Rien de plus naturel. Ils cesseraient cependant d'être aussi éclairés et même simplement honnêtes s'ils arrivaient à se figurer que tout est désormais pour le mieux, parce que la tranquillité règne dans la cité et la consigne dans les corps-de-garde. Ce n'est pas à vous, Messieurs, qu'il est besoin d'apprendre qu'il y a une certaine apathie inerte qui est plus fâcheuse que la plus vive agitation, comme il y a un désordre des esprits plus dangereux que celui même des rues. C'est la portion la plus fine de l'art de gouverner, que d'agir indirectement, d'une façon détournée, par le conseil, par la persuasion, et surtout par l'exemple, sur les tendances des générations de son temps. Il

serait parfaitement injuste, je me hâte de le dire, de rendre le Pouvoir responsable des maux auxquels il ne peut rien. Dieu me garde de tomber dans cette ridicule manie et de mettre à son compte, comme c'était assez l'usage sous d'autres gouvernements, la pluie, la grêle et les inondations. Mais d'autres fléaux, qui ne viennent pas des éléments, travaillent notre société moderne, et nous prendrons la liberté d'examiner si, au lieu de les combattre et de les atténuer, les moyens mis en usage depuis une dizaine d'années n'ont pas contribué à les aggraver. La population française, qui avait toujours augmenté depuis 1814, tend tout à coup à diminuer. Le nombre des morts excède chez nous celui des naissances. Ne pourrait-on pas imputer, trop justement, ce fait si grave et si nouveau, en partie au développement croissant de nos armées, qui oblige à appeler sous les armes et à retenir si longtemps loin de la famille l'élite de nos enfants, en partie au dépeuplement de nos campagnes ? Les populations agricoles désertent les champs pour les manufactures ; nos





départements se déversent sur Paris immensément agrandi, bouleversé dans tous les sens, follement embelli, où le luxe le plus effréné coudoie, à chaque pas, la misère la plus navrante, où s'accumulent des masses d'ouvriers qu'il faudra peut-être, un jour, laisser sans ouvrage si on n'aime mieux les constituer en ateliers nationaux. Encore une fois, il y a ici la part de l'inévitable, nous la ferons ; mais il faut aussi signaler les conséquences désastreuses de beaucoup de fausses mesures, et d'une impulsion exagérée donnée à des besoins factices ; nous n'y manquerons pas.

Ce que nous ferons tout de suite, Messieurs, car il dépend de vous d'y porter immédiatement remède, c'est d'appeler votre plus vive sollicitude sur quelque chose qui a toujours particulièrement répugné à la France, sur une loi toute provisoire et toute d'exception : la loi qu'on appelle de *sûreté générale*. J'entends dire, de toute part, que cette loi est abolie de fait par l'amnistie de l'année dernière. Vous savez, mieux que personne, qu'il n'en est

rien, et si par hasard vous en doutiez, vous avez dans votre sein plus d'un jurisconsulte capable de vous en instruire. Consultez M. Dupin, par exemple. Versé dans l'interprétation variée de nos lois, il vous dira aussitôt que la loi de sûreté générale contient deux parties bien distinctes : la première relative aux personnes qui avaient été, antérieurement à cette loi, l'objet de certaines condamnations ou mesures administratives ; la seconde relative aux personnes qui seraient à l'avenir condamnées pour certains délits communs, prévus par le Code pénal, ou pour certains délits nouveaux créés par la loi de *sûreté générale* elle-même. Ce sont toutes ces personnes anciennement ou nouvellement condamnées, qui tombaient naguère sous le coup de la loi de sûreté générale, et qui pouvaient, en conséquence, être sommairement déportées, exilées ou internées sur un point quelconque du territoire.

L'amnistie a fait nécessairement disparaître la première partie de cette loi ; mais la seconde reste en pleine vigueur, et chaque jour voit



s'accroître, par la force même des choses, le nombre des citoyens qu'elle peut légalement atteindre selon le bon plaisir du gouvernement. En effet, il n'est pas besoin, pour tomber sous le coup de cette loi, d'être condamné pour les délits nouveaux qu'elle a créés, tels que les manœuvres et intelligences ayant pour but d'exciter à la haine et au mépris du gouvernement : nullement ; il suffit d'avoir été condamné en vertu de certains articles du Code visés dans la loi de *sûreté générale*, pour tomber de plein droit sous son application. Certains délits de presse, le fait si fréquent d'une rébellion quelconque envers les agents les plus humbles de la force publique, entraînent cette terrible conséquence, et l'ivrogne qui s'est battu avec un sergent de ville, et qui a fait ses huit jours de prison, peut se voir à l'expiration de sa peine déporté, banni ou interné sans avoir légalement le droit de se plaindre.

Nous sommes loin de croire qu'on prodigue ces terribles peines à la suite de condamnations si légères, mais ce pouvoir immense n'en existe pas moins au milieu de nous ; il existe jus-

qu'au 31 mars 1865, à moins que votre sagesse n'en hâte le terme. Mais, tant qu'il dure, il nous semble que le soin d'en surveiller l'application ne devrait vous laisser aucun repos, et tenir en éveil votre conscience. Non-seulement, en effet, le pouvoir discrétionnaire que cette loi confère à l'administration est immense, mais l'application n'en est pas nécessairement publique, et c'est sans éveiller le moindre écho dans le pays, sans laisser passer la moindre plainte, qu'elle peut atteindre, çà et là, qui il lui plaît dans la foule de ceux qui lui sont livrés. Je suppose, Messieurs, que le jour où, selon la formule consacrée, vous avez déclaré ne pas vous opposer à la promulgation de cette loi, un d'entre vous se fût levé et qu'il eût dit : « Puisque la dureté des temps nous » oblige à laisser passer cette loi formidable, » je demande, au moins, qu'un article y soit » ajouté ; je demande qu'on assure à ceux que » cette loi doit atteindre, non point la publicité » des débats (puisqu'il n'y a point de débats), » non point la liberté de la défense (puisqu'il » n'y a point de défense), mais simplement

[N

» cette publicité de la condamnation qui est  
» assurée à tous les genres de criminels. Quoi !  
» la justice, qui peut fermer ses portes pendant  
» les débats, est forcée de les rouvrir pour pro-  
» noncer la peine ; et l'administration investie  
» exceptionnellement du pouvoir judiciaire ,  
» pourrait frapper comme elle a jugé, en si-  
» lence ? Quoi ! le *Moniteur* cite tous les jours  
» les noms des marchands condamnés pour la  
» fraude la plus légère, et il serait muet pen-  
» dant sept années sur le sort des citoyens qui  
» auraient été administrativement chassés de  
» leurs foyers ! Pourquoi le *Moniteur* ne serait-  
» il pas légalement obligé de nous tenir au  
» courant de l'application de cette loi ? Et qu'il  
» dise en deux lignes :

« Un tel, qui se trouvait sous le coup de la loi de  
» sûreté générale, en vertu de telle condamnation anté-  
» rieure, vient d'être, par décision administrative, en  
» date de tel jour, banni, déporté en tel lieu, ou interné  
» en tel autre. »

« Vous ne refuserez pas, Messieurs, d'ajouter  
» à cette loi cet article si nécessaire. Qui donc ,  
» parmi nous, après avoir voté pour cette loi,

» pourrait dormir d'un sommeil tranquille, en  
 » sachant que l'application lui en échappe, et  
 » qu'on ne pourra, désormais, répéter qu'à voix  
 » basse le nom de ceux qu'elle aura frappés ? »

A coup sûr, si quelqu'un avait tenu ce langage, je ne vous fais pas l'injure de croire qu'il n'eût pas trouvé de l'écho parmi vous. Aujourd'hui plus que jamais, au nom même des principes soutenus par notre gouvernement à Vienne, à Naples, à Rome et jusqu'en Valachie, vous êtes à même de réclamer et d'obtenir de lui une addition si juste à la loi de sûreté générale; et nous sommes persuadés qu'éveillée sur ce point, votre sollicitude ne s'arrêtera point que nous n'ayons obtenu l'accomplissement d'un vœu si modeste et à la fois si légitime.

N

Je n'ai pu cependant prononcer, même en passant, le nom de Rome, de Vienne et de Naples, sans que ma pensée n'embrassât aussitôt l'ensemble si curieux de nos relations extérieures. Un jour peut-être essaierai-je de les discuter en détail, et de soumettre à votre attention quel-

ques considérations qui pourraient n'être pas tout à fait inutiles. Présentement ce travail me tente peu ; non pas que je ne me sente à mon aise pour vous ouvrir entièrement mon cœur. Je sais, en effet, que les résolutions d'un Souverain qui est à lui-même son premier ministre et que la Constitution déclare responsable, sont livrées à l'appréciation des citoyens ; et je suis trop habitué à prendre au sérieux toutes les lois, pour voir dans cette responsabilité de l'Empereur et dans le droit qui en découle de discuter ses actes, un piège tendu à ma bonne foi imprévoyante. Je ne fais pas au gouvernement cette injure ; mais si, pour traiter ces questions formidables, ma main est assez libre, mon esprit ne l'est pas autant.

Tandis qu'il y a des peuples pour qui la politique extérieure n'est le plus souvent qu'une sorte de diversion attrayante et volontaire à leurs propres affaires, d'autres nations voient au contraire leurs plus graves intérêts et leur sort même compromis, à chaque instant, par des événements qui leur sont étrangers. La France est, à cet égard, dans une position particulière.

hors ; mais il lui est difficile de s'en tenir à l'écart ; et quand elle a une fois résolu de s'engager dans les complications européennes, il ne dépend plus d'elle d'y jouer un rôle effacé. Sa grandeur, ses intérêts, l'opinion qu'on a d'elle, la poussent forcément au premier rang. C'est son honneur, c'est aussi son danger ; car il entre également dans ses destinées d'exciter autour d'elle les plus vives sympathies ou les plus implacables jalousies. Comment ne serions-nous donc pas un peu troublé en voyant la fortune de notre pays peut-être irrévocablement engagée dans des événements qui échappent si complètement à son contrôle, et dans les périls mêmes que peut courir un allié qui méprise si ouvertement nos conseils ? Il fait plus, Messieurs, que de les mépriser, il les calomnie en donnant à entendre qu'ils ne sont pas sincères. Rappel d'ambassadeur, dépêches menaçantes, déclaration qu'on s'opposera à telle ou telle invasion, il endure tout avec un perpétuel et tranquille sourire : ses généraux comme ses journaux, se plaisent à faire croire qu'ils savent à quoi s'en tenir, et qu'en faisant vite et bien ce qu'on leur

N



défend, ils ne courent pas le risque de déplaire. Quelque favorable que nous soyons à la liberté des Italiens (nous qui sommes si préoccupé de la nôtre), nous n'en sommes pas moins blessé de voir ceux que blâme hautement le gouvernement de notre pays, affecter de le contrarier dans tous ses desseins avec une si imperturbable et si injurieuse confiance.

Si de Turin nous portons nos regards vers Rome, c'est un autre motif d'affliction patriotique. Nous faisons profession d'être les soutiens de l'Eglise catholique et du Saint-Père. A Villafranca nous l'avions fait président honoraire de la Confédération italienne. Tout le monde sait avec quelle vivacité nous avons protesté contre l'invasion de ses Etats. Nous lui avons envoyé renforts sur renforts. Plus son territoire temporel diminue, plus il se couvre de nos soldats. Il n'aura bientôt pour serviteurs pieux et fidèles, que nos zouaves et nos chasseurs d'Afrique. Cependant il ne paraît pas être très-touché de notre assistance. Qu'il est étrange à la fois et désolant de nous sentir ainsi, avec toute notre puissance, si peu re-

doutés de ceux que nous menaçons et si mal remerciés par ceux que nous protégeons !

Que dire, cependant, au milieu de tant d'obscurités et d'incertitudes ? Ajoutez que la situation change chaque jour, et que discuter celle d'aujourd'hui, c'est raisonner sur les couleurs de l'arc-en-ciel qui tout à l'heure aura sans doute disparu. Pour vous, Messieurs, chargés, au dehors aussi bien qu'au dedans, de veiller au salut de l'Empire, la confiance que vous témoigne le chef de l'État vous permettra de pénétrer les mystères d'une volonté qui passe généralement pour impénétrable, et qui en est d'autant plus redoutée. Vous aurez rendu un service notable à notre pays et à l'Europe, également avides de la paix, si vous leur épargnez l'épreuve d'une guerre nouvelle. Votre tâche paraît, au premier abord, assez difficile, puisque l'Empereur a déclaré hautement, dans la lettre écrite à M. de Persigny, que la situation était bien *embrouillée*. Mais, une chose nous rassure, c'est que Sa Majesté a ajouté aussitôt, qu'il fallait que cette situation se dénouât, *n'importe comment*. Si la solution importe si

N

peu, vous ne sauriez manquer d'en trouver une.

Vous n'oublierez pas cependant, Messieurs, que pour détourner vers nos affaires intérieures le funeste courant qui, depuis tant d'années, emporte au delà de nos frontières l'imagination et la bonne volonté du peuple français, il n'y a pas de moyens plus sûrs que d'entrer dans la voie qui vous est tracée par le gouvernement lui-même, et d'améliorer de plus en plus, dans un sens libéral, les institutions actuelles. En vous pressant de contribuer au maintien de la paix au dehors et à l'extension de nos libertés au dedans, nous ne faisons, le Ciel en est témoin, que solliciter par votre entremise l'exécution de deux promesses. On nous a dit que l'Empire et la paix étaient deux expressions équivalentes; et une fatalité, glorieuse je le veux bien, nous a sans cesse, depuis ce temps, mis les armes à la main ou menacés de la guerre. On nous a dit encore que la liberté serait le couronnement de l'édifice, et, de l'aveu de tous, l'édifice n'est point encore tout à fait couronné.

Couronnez-le définitivement, Messieurs;

c'est de vous que cela dépend. Quelle sera la forme de ce couronnement ? Cela est en soi assez indifférent. Les formes de la liberté importent peu quand on en tient l'essence. Toutes les institutions seront les bien venues, qui assureront sincèrement le contrôle sérieux du pays dans ses propres affaires. Il est temps que le signal soit donné. Qu'on entende bientôt dans le Sénat, nous vous en prions, des discours analogues à ceux qui ont récemment honoré le grand Conseil de l'Autriche, et qui pourront peut-être sauver cet Empire qu'un gouvernement opiniâtre et superbe a mis sur le penchant de sa ruine. N'avez-vous point connaissance de ces discours ? Quel honneur, quelle force pour nous si, à l'ouverture de votre session désormais publique, des paroles aussi libérales que celles du président du grand Conseil de Vienne tombaient inopinément de la bouche de votre honorable président M. Troplong ; si Mgr le cardinal Morlot se mettait à parler un beau matin sur l'indépendance de l'Eglise comme faisait naguère l'archevêque de Vienne ; si M. Mimere

N

de Roubaix devenait un partisan de la liberté de la presse aussi décidé que le transylvain M. Maager ! L'Autriche a entendu tous ces discours avec une surprise mêlée d'espérance. Voilà d'honnêtes conseillers ! Leur maître n'a point jadis insisté pour établir chez les Moldaves la responsabilité des ministres ; son ambassadeur ne s'est point exposé par son ordre à recevoir des coups de bâton pour imposer à quelque souverain dans l'embarras une constitution libérale. Ils ont parlé cependant ; et voyant des constitutions libérales semées à profusion par le monde, ils n'ont pas cru que le descendant des Hapsbourg dût s'attarder outre mesure en route.

Le gouvernement ne vous a-t-il pas déjà maintes fois sollicités lui-même à l'action ? ne vient-il pas de vous sommer publiquement de lui proposer les réformes que vous jugerez nécessaires ? Il ne l'eût pas fait, que cela ne diminuerait en rien votre responsabilité ni vos devoirs. Napoléon I<sup>er</sup> n'avait rien demandé de semblable à ses Sénateurs, et vous savez comment il les a flétris plus tard pour ne

lui avoir pas offert d'eux-mêmes des conseils qu'il n'avait jamais sollicités. En quels termes n'a-t-il pas cru pouvoir parler de cette célèbre et malheureuse assemblée :

« Le Sénat se fonde sur les articles de la Constitution pour la renverser; il ne rougit pas de faire des reproches à l'Empereur, sans remarquer que comme premier corps de l'État il a pris part à tous les événements. Il est allé si loin qu'il a osé accuser l'Empereur d'avoir changé les actes dans leur publication. Le monde entier sait qu'il n'avait pas besoin d'un tel artifice : un signe était un ordre pour le Sénat, qui tous les jours faisait plus qu'on ne désirait de lui... Si longtemps que la fortune s'est montrée fidèle à leur Souverain, ces hommes sont restés fidèles, et nulle plainte n'a été entendue sur les abus du pouvoir. Si l'Empereur avait méprisé les hommes comme on le lui a reproché, alors le monde reconnaîtrait aujourd'hui qu'il a eu des raisons qui motivaient son mépris (1). »

N

Voilà les cruels reproches qu'il vous faut éviter. Nous serions aise qu'on pût porter sur vous un jugement tout contraire, et qu'un jour la postérité dit en parlant du Sénat du deuxième Empire : Il a réhabilité le Sénat du

(1) Ordre du jour à l'armée, Fontainebleau, 5 avril 1814.

premier Empire. C'est en quoi nous nous efforcerons de venir à votre aide. A nous donc la tâche modeste d'exposer exactement les faits et d'étudier humblement les questions. A vous le soin d'aviser et l'honneur d'avertir qui de droit. Ce que de généreux citoyens ont osé faire naguère à Vienne pour la cause de la liberté de leur pays, le nôtre attend avec confiance que vous le fassiez maintenant pour lui, et c'est justice; car, en vérité, la France vaut l'Autriche. Encore une fois, relisez ce qui s'est dit à Vienne, relisez la note du *Moniteur* du 11 janvier 1856 et tâchez, en la méditant, de bien *comprendre votre mission*. Nous vous promettons de ne point faillir à la nôtre.

FIN.

**NOTICE**

**SUR LA VIE**

**DE J. D. M. COCHIN**



**LE MANUEL**  
**DES FONDATEURS ET DES DIRECTEURS**  
**DES SALLES D'ASILE**

**PAR J. D. M. COCHIN**

**4<sup>e</sup> ÉDITION.**

**MISE EN HARMONIE AVEC LA LÉGISLATION ACTUELLE**

**Se trouve chez MACHETTE et C<sup>e</sup>**

**RUE PIERRE-SARRAZIN, 14.**

2

**NOTICE**  
**SUR LA VIE**  
**DE**  
**J. D. M. COCHIN**

**ANCIEN MAIRE, DÉPUTÉ, CONSEILLER MUNICIPAL, DE PARIS**

**FONDATEUR DE LA PREMIÈRE SALLE D'ASILE MODÈLE**

**ET**  
**SUR L'ORIGINE ET LES PROGRÈS**  
**DES SALLES D'ASILE**

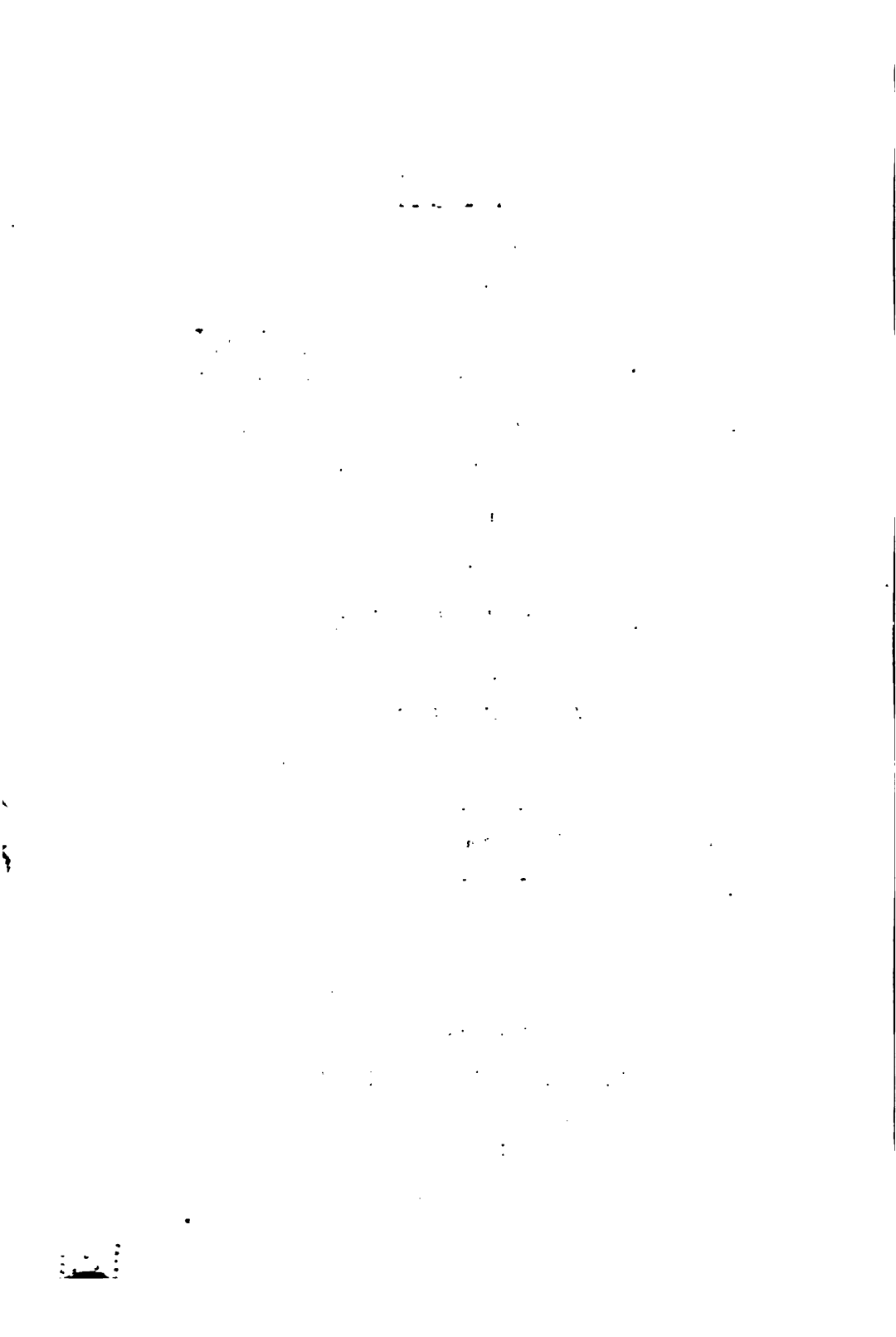
**PAR**  
**AUGUSTIN COCHIN**

---

Extrait de la 4<sup>e</sup> édition du *Manuel des Salles d'Asile*.

---

**PARIS**  
**IMPRIMERIE D'E. DUVERGER**  
**RUE DE VERNEUIL, 6**  
**1853**



# NOTICE

SUR LA VIE DE M. COCHIN

ET SUR LA FONDATION DES SALLES D'ASILE EN FRANCE.

---

Il est des étoiles qui pourraient s'éteindre au firmament sans que leur douce lumière cessât, dit-on, de nous parvenir pendant des milliers d'années ; ainsi les œuvres de l'homme de bien resplendissent et vivent après qu'il est mort. Il est bon de recueillir sa mémoire ; en le bénissant on l'imite, et le bien qu'il a accompli est perpétué. Celui qui, pour rendre ce service, entreprend le récit d'une vie toute utile et vertueuse, se prépare d'ailleurs un noble plaisir. Mais combien l'âme troussaille et s'émue davantage, lorsqu'on peut dire : Cet homme vertueux, cet homme utile, c'était mon père !

Cette émotion est la mienne au moment où j'écris la Notice qu'on va lire.

Je le sais ; on pensera peut-être qu'un fils est le pire historien de son père. L'histoire d'un homme doit être vraie, sincère sur les défauts, sincère sur les mérites ; et l'amour filial, oubliant les défauts, exaltant les mérites, est exposé à prendre pour la vérité la pieuse illusion de la tendresse.

Il me suffit de répondre, pour éviter ce reproche, que la vie de mon père, si prématurément brisée, est présente à l'esprit de toutes les personnes qui l'ont connu ; et parmi elles je n'en

ai point encore rencontré une seule qui n'ait trouvé plutôt à ajouter qu'à enlever à mes éloges<sup>1</sup>.

Le livre même en tête duquel j'aime à placer ces lignes sert plus qu'elles à la louange de son auteur<sup>2</sup>.

Il suffira de le lire pour s'associer au trop imparfait hommage de respect filial que je viens offrir à la mémoire de mon père et dédier à mon frère et à notre famille, dont il accrut l'honneur, à ses amis, dont il mérite les regrets, et à toutes les âmes généreuses qui trouvent quelque prix et quelque charme au spectacle d'une vie consacrée tout entière à servir Dieu et l'humanité.

---

Jean-Denys-Marie Cochin naquit à Paris, le 14 juillet 1789, de Jacques-Denys, baron Cochin, maire et député du 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris, et d'Angélique-Suzanne de Matigny de La Boissière, fille d'un maître des eaux et forêts.

Notre famille n'est pas illustre, mais il en est peu de plus constamment et de plus anciennement honorables. Ses membres figurent parmi les plus vieux bourgeois de la ville de Paris, dont ils sont tous originaires. Les uns marchands, les autres dans les fonctions du clergé, de l'administration, du parlement, au barreau; dans les assemblées publiques, ils surent tous se concilier la considération, et être utiles à leur ville et à leur pays. Charles Cochin appartenait à l'administration municipale de Paris, sous François II, en 1560. Son fils et son petit-fils faisaient, dans la même ville, le commerce en gros de draps, et possédaient la seigneurie de Massy, près Palaiseau.

(1) Assurément on trouvera moins d'éloges dans cette Notice que dans celles qui ont été précédemment publiées, et dont les auteurs ont droit à toute notre reconnaissance.

(2) *Manuel des fondateurs et directeurs des Salles d'Asile*, 4<sup>e</sup> édition.

Claude-Denys Cochin, mort à 88 ans, fut doyen des échevins de Paris, doyen des administrateurs des pauvres, doyen des juges-consuls, doyen des grands messagers-jurés de l'université, doyen des marguilliers de Saint-Benoît, doyen des quarante porteurs de la châsse de Sainte-Geneviève<sup>1</sup>.

Claude-Denys Cochin, son fils, était payeur des rentes et administrateur des hôpitaux. Le frère de celui-ci, Jacques-Denys Cochin, curé pendant vingt-six ans de la paroisse Saint-Jacques-du-Haut-Pas, docteur de Sorbonne, ecclésiastique savant et pieux, dont les prônes attiraient tout Paris et sont encore lus aujourd'hui, fonda de ses deniers et de ses quêtes un hôpital dont deux indigents posèrent la première pierre, et auquel la reconnaissance publique, après sa mort (1784), a donné son nom.

Jacques-Denys, baron Cochin, fut maire et député du 12<sup>e</sup> arrondissement, et y a laissé le souvenir de son respectable caractère et de son ardente charité.

A la même famille, en ligne collatérale, appartiennent les deux Charles-Nicolas Cochin, père et fils, graveurs célèbres; Antoine-Henry Cochin, conseiller d'État sous Louis XV; et l'illustre avocat Henry Cochin. L'une des gloires du barreau français, il y mit en honneur l'improvisation, dieta, pour ainsi dire, à un siècle de distance, plusieurs des dispositions du code civil, et se fit admirer par sa vertu autant que par sa parole. Lenormand, son émule, s'écriait, après une de ses plaidoiries : « *Je n'ai rien entendu de si éloquent.* » Rollin, son ami, a dit : « *Jusqu'à Cochin, je n'ai pas trouvé d'application de la définition : Orator vir bonus dicendi peritus.* » Merlin, son admirateur, a écrit : « *Il ne défendit jamais que ce qu'il aurait jugé.* »

Dévouement civique, religion, travail, charité, nobles senti-

(1) Il fallait, pour avoir ce titre, être de famille parisienne et sans tache.

ments, traditions vénérables perpétuées de siècle en siècle dans d'honorables vies, voilà les véritables titres d'anoblissement de la famille Cochin; et si, à diverses reprises, des lettres royales, ou la possession de certaines charges, ont conféré à ses membres la noblesse et les titres d'écuyer, de chevalier ou de baron, ces lettres et ces charges n'ont fait que revêtir d'un caractère public une noblesse dont l'ancienneté de leurs vertus et de leurs services les avait, j'ose le dire, dès longtemps mis en possession.

« C'est beaucoup d'être le fruit d'un bon arbre, a dit saint François de Sales; mais la vertu et la naissance sont comme la lumière et la splendeur : l'une brille par elle-même, l'autre n'a qu'un éclat emprunté. »

J.-D.-M. Cochin avait reçu de Dieu tout ce qu'il fallait pour *briller par lui-même*. Son éducation, au milieu de la révolution et des temps agités qui la suivirent, eût été bien incomplète sans l'énergie de sa volonté. Il travailla, fit la réputation d'une médiocre pension où il avait été placé, et dont le chef vécut plus tard entouré de ses bienfaits. Ses condisciples se sont toujours étonnés qu'à pareille école, et dans un pareil temps, il ait pu tant apprendre et su tant retenir. A quinze ans, il avait fini ses études. Son goût le portait à étudier les sciences naturelles et la médecine. Par l'étude de la médecine, il se promettait de soulager l'humanité; il suivait ainsi les inspirations de la religion sincère et de l'ardente charité qu'il devait à la fois à son éducation et à son âme. Cependant il était appelé à parcourir d'autres voies sans cesser d'obéir à ces mêmes inspirations.

La famille de M. Cochin possédait, avant la révolution, une fortune très suffisante; mais elle s'était divisée en deux parts. L'une, mise tout entière dans la charge de payeur des rentes, avait été remboursée en assignats; pour l'autre, le placement était sûr, car elle avait été heureusement déposée entre les

main de Dieu, et donnée aux pauvres par la fondation de l'hôpital Cochin. Entre ce qu'avaient reçu les pauvres, et ce qu'avaient anéanti les événements, il ne restait rien ; mais c'est souvent un bonheur et toujours un mérite pour un jeune homme d'avoir à créer son avenir. M. Cochin le comprit ; il voulut tout à la fois être le digne fils de ses pères, et le fils de ses œuvres. La carrière d'avocat, conforme aux traditions de sa famille, et plus prompte que la carrière médicale, s'offrit à lui. Il quitta la médecine, qu'il avait étudiée deux ans, et fit son droit avec le plus grand succès. Cité dans les cours pour son travail, dans les conférences de jeunes gens pour son talent, il fut bientôt reçu avocat, fit son stage sous les auspices de M. le procureur général Bellart, dont le patronage éclairé fut alors utile à tant de jeunes gens d'élite ; puis il acheta, en 1815, un cabinet d'avocat à la cour de cassation et au conseil d'État.

On omet d'ordinaire, dans l'histoire de la vie d'un homme, ces simples commencements ; ils ont pourtant une réelle importance. La Providence a mêlé sur la terre les générations qui l'habitent, de telle façon que les actions aient à tous les moments de l'existence des témoins et des juges. Vieillard, on est en présence de ceux dont l'opinion sera un jour pour vous le premier langage de la postérité ; jeune, on agit sous les yeux des contemporains qu'on retrouvera dans toutes les carrières, et dont on sera toute la vie comme accompagné. Dès vingt-cinq ans, M. Cochin possédait déjà à un si haut degré l'estime de ses contemporains qu'en peu d'années il était devenu l'un des premiers avocats de la cour de cassation. Ami intime et émule de MM. Odilon Barrot, Dalloz, Macarel, etc., il obtenait la confiance des administrations les plus importantes, et était chargé des affaires de la ville de Paris, de l'administration des contributions indirectes, du syndicat des agents de change,



de l'administration des Hospices, du Mont-de-Piété, du commerce des bois, de la chambre des avoués, etc.

On n'a pas perdu au barreau le souvenir du talent de M. Cochin, mais il est impossible d'en donner ici une idée. La parole est comme la beauté : on l'admire, on ne la reproduit pas sans l'altérer. Cependant, si l'on pouvait recueillir les témoignages, on entendrait les obligés si nombreux de M. Cochin rendre hommage à la sagesse de ses conseils, à son infatigable bonté, à son extrême désintéressement ; ses juges parler de la profondeur de sa science, de l'heureux choix de ses moyens, de l'incomparable clarté de ses expositions ; ses amis enfin applaudir encore à l'abondance de son éloquence, à la vigueur de ses raisonnements, à la vivacité de ses répliques, au charme et à l'éclat de cette parole spirituelle, facile, éminemment claire, toujours chaleureuse et toujours mesurée, qui n'était jamais l'écho trompeur d'un bel instrument, mais l'accent soutenu d'un cœur généreux et droit.

Le cabinet de M. Cochin resta plusieurs années l'un des plus occupés et surtout l'un des plus considérés de la cour de cassation. Chargé d'affaires graves<sup>1</sup>, il sut toujours faire triompher le bien public au milieu des intérêts privés, et intervenir dans les discordes des familles pour leur rendre la paix.

La profession d'avocat a tout ce qu'il faut pour engendrer, selon les âmes, l'orgueil ou l'humilité : l'orgueil, car l'avocat n'appartient qu'à lui et ne doit rien qu'à lui ; l'humilité, car tous ses succès sont fragiles, et, précédés de rudes travaux, ils sont suivis d'un rapide oubli.

M. Cochin s'en souvint pour lui-même, et il chercha moins

(1) Plusieurs sont signalées dans le répertoire de Dalloz, aux mots : *Hypothèque, Privilège, Nantissement, Antichrèse*, 1818, 1819, 1822, 1823, 1824, etc.

à obtenir des triomphes qu'à rendre des services. Il s'en souvint aussi pour la mémoire de son ancêtre Henry Cochin ; car il prit soin de publier une édition complète de ses œuvres, précédée d'une notice pleine de science et d'éclat.

Tout lui souriait alors ; aux succès s'était joint le bonheur. Un mariage digne de lui l'avait fait entrer dans une famille non moins honorable et non moins excellente que la sienne, et lui avait donné pour beau-père M. le comte Benoist<sup>1</sup>, l'un des hommes les plus distingués de son temps par l'intelligence et le talent, pour oncle l'illustre baron Larrey, pour frères M. Prosper Benoist<sup>2</sup>, appelé par sa haute distinction à une brillante carrière militaire, qu'il quitta pour continuer et accroître, dans une retraite volontaire, l'honneur de son nom, et M. Benoist d'Azy<sup>3</sup>, dont le mérite supérieur, le beau caractère, les services immenses, n'ont pas besoin d'éloges.

Il semble qu'il se sentit obligé, par son bonheur, à travailler davantage à celui de ses semblables, et il en trouva une large occasion en acceptant la mairie du 12<sup>e</sup> arrondissement, à laquelle il fut appelé en février 1825. Il succédait à son père, qui se retirait volontairement, entouré de regrets que la nomination de son fils pouvait seule adoucir.

Les fonctions purement administratives ont toujours quelque chose de très désintéressé. On ne songe communément, en voyant un édifice, qu'à l'architecte qui en a conçu le plan et aux artistes qui en ont décoré l'extérieur ; on oublie les ouvriers patients qui ont posé les fondations et élevé les murailles. C'est

(1) Conseiller d'État, député de Maine-et-Loire, directeur général des contributions indirectes, ministre d'État, etc.

(2) Lieutenant-colonel de cavalerie à trente ans.

(3) Inspecteur général des finances, fondateur de plusieurs chemins de fer et de grandes entreprises industrielles, député, vice-président de l'Assemblée nationale, etc.

là le rôle que jouent les administrateurs dans l'édifice social. Les fonctions municipales, à Paris, ont éminemment ce caractère. Elles donnent peu de droits et beaucoup de devoirs. Il faut, pour accomplir tout le bien qu'on veut, ajouter par son initiative et l'ascendant personnel à l'autorité si honorable, mais si restreinte, dont on est investi.

M. le baron Cochin avait, pendant dix ans, donné à son fils ce bel exemple. Maire, à une époque où tant de choses étaient à recommencer (1815-1825), il eut l'honneur de présider à l'organisation du bureau de charité du 12<sup>e</sup> arrondissement (1817) et à l'établissement des quatre maisons de secours des quartiers, à la fondation de cinq écoles de filles et de trois écoles de garçons. Il fit rétablir les monuments funéraires dans les églises, d'où ils avaient été enlevés pendant la révolution, transporter le corps du poète Santeuil à Saint-Nicolas-du-Chardonnet, placer les pierres tumulaires de Racine et de Pascal à Saint-Étienne-du-Mont (1817, 1818); enfin il s'associa activement aux démarches faites pour obtenir la consécration de l'église Sainte-Geneviève, rendue au culte (1822). C'était bien mériter de la religion, de la pauvreté et de l'enfance.

M. Cochin imita dès le premier jour son père. Ce qui le frappa davantage, ce fut la double nécessité d'assainir le 12<sup>e</sup> arrondissement par le percement des rues et une meilleure distribution d'eaux, et de sauver de l'abandon la multitude de petits enfants que leurs parents, retenus par le travail, laissaient sans soins, sans éducation, et quelquefois sans nourriture dans un quartier où l'on compte communément un indigent sur dix, et, dans les temps mauvais, sur trois habitants.

La première œuvre lui coûta beaucoup de peine; il ne pouvait y prendre part qu'indirectement et par des démarches. Il eut le bonheur d'obtenir la canalisation et l'assainissement de la rivière de Bièvre, et parvint à concilier 171 propriétaires

riverains, dont le concours était la condition des subventions accordées par la ville. C'est à son active intervention, et à des efforts que surent continuer plus tard ses dignes successeurs, que l'on doit en grande partie :

1° L'établissement d'un grand réservoir sur la place de l'Estrapade, de bornes-fontaines et de conduites d'eau dans tous les quartiers, la construction de plusieurs égouts nécessaires ;

2° La régularisation de la place du Panthéon et le dégagement de ses abords ;

3° Le percement des rues Pascal, du cardinal Lemoine, de l'École polytechnique ; l'ouverture de deux entrées nouvelles au Luxembourg ;

4° L'amélioration et le prolongement des quais depuis l'Hôtel-Dieu jusqu'à la barrière de la Gare ;

5° L'amélioration des boulevards intérieurs, notamment entre la Seine et la barrière d'Italie ; le pavage, l'établissement de trottoirs et d'arbres dans plusieurs rues ou places, etc.

Mais M. Cochin se consacra avec plus de dévouement encore à l'amélioration morale de son arrondissement, et le bien qu'il y fit devait en dépasser les limites.

Le bureau de bienfaisance prit, sous son administration, une activité nouvelle, et, en 1828, il fut chargé de faire, au nom des 12 bureaux de Paris, un rapport, document fort remarquable, plein d'excellents vœux dont les uns sont maintenant réalisés, et les autres continuent d'être universellement souhaités.

A la même époque, il forma le plan d'une maison complète d'instruction primaire gratuite pour le faubourg Saint-Marceau, et conçut la pensée d'y adjoindre un établissement tout nouveau pour l'éducation des petits enfants de deux à six ans ; ce devait être la *Salle d'asile*.

Juger par soi-même est le premier devoir d'un bon adminis-

trateur ; agir par soi-même est le premier devoir d'un bon chrétien. M. Cochin était l'un et l'autre. Aussi ne trouva-t-il rien de mieux, pour essayer ses idées, que de réunir de petits enfants dans deux chambres qu'il loua rue des Gobelins (1826), et il se mit à diriger lui-même ces enfants, à imaginer avec une grande sagacité une méthode appropriée à leur âge, et à l'enseigner à ceux dont il voulait faire des maîtres.

Au milieu de ces charitables essais, un affreux malheur vint briser son âme, ses forces, sa carrière. Madame Cochin mourut à vingt-sept ans d'une rapide maladie, contractée en soignant ses enfants ; on peut dire que, frappé du même coup, son mari mourut aussi pour le monde et pour le bonheur. Dieu ne lui conserva de goût et de forces que pour la charité. Seul pour assister deux fils, dont l'aîné avait à peine cinq ans, il se sentit plus de pitié pour les pauvres enfants dont il faut suppléer les mères ; il quitta son avenir et ses succès à la cour de cassation, mais ne voulut pas abandonner son charitable projet, la fondation des Salles d'Asile.

Cette belle institution a par elle-même une trop réelle importance, et occupe dans la vie de mon père une trop grande place, pour que je ne me croie pas obligé d'en exposer avec quelque détail le but et l'origine.

« C'est pour suppléer aux soins, aux impressions, aux enseignements que chaque enfant devrait recevoir de la présence, de l'exemple et des paroles de sa mère, qu'il a paru nécessaire d'ouvrir des salles d'hospitalité et d'éducation en faveur du premier âge. » (*Manuel des Salles d'Asile*, n° 7.)

Ces paroles contiennent la définition juste, claire et complète des Salles d'Asile. Qui les comprend bien, connaît l'idée première, le but et le caractère de cette institution vraiment chrétienne.

L'idée fausse d'une éducation publique et uniforme pour tous

les enfants n'est pas moderne. Ses partisans (car elle en a encore) n'imaginent rien de mieux, pour trouver du nouveau, que de s'adresser aux anciens; ils admettent volontiers que les lois humaines peuvent démentir les lois divines, et voudraient que l'homme, assujetti de bonne heure à un niveau commun sous lequel seraient confondues toutes les aptitudes et toutes les destinées, fût formé d'avance pour remplir un rôle déterminé dans une société de convention, à peu près comme la pierre se façonne sous la main qui la taille, pour occuper, dans un plan symétrique, une place qu'elle ne quittera jamais.

D'autres penseurs, confiants dans l'infailibilité de tel ou tel procédé sorti de leur cerveau, voudraient que la jeunesse fût confiée à leurs expériences, et font dépendre le salut du monde d'une manière plus lente ou plus expéditive d'écrire ou d'épeler.

La Salle d'Asile n'est due ni à la fausse théorie des uns, ni à l'orgueilleuse confiance des autres. Elle est née d'une juste appréciation de notre état social, et d'une pensée de charité religieuse.

En effet, depuis que, grâce au christianisme, on s'occupe de former moins le *citoyen* que l'*homme*, l'importance de l'éducation des premières années est mieux sentie, et l'on reconnaît que cette éducation est, avant tout, l'œuvre de la famille, et, dans la famille, l'œuvre de la mère; Dieu, pour conserver la vertu et la vérité dans le monde, leur a fait un asile bien sûr, il les a mises à l'abri de l'amour que les mères ont pour leurs enfants. En même temps, on éprouve pour l'enfant, pour sa pureté, pour son âme naissante, un plus tendre, un plus scrupuleux respect. Nos inclinations et nos croyances s'unissent pour élever sur nos autels un enfant et sa mère, et ne présenter à nos cœurs rien de plus sacré qu'une mère, et de plus charmant qu'un enfant.

Sous l'empire de ce respect de la maternité et de l'enfance, tous les hommes de bien et de cœur souhaitent que la première éducation soit toujours l'ouvrage des mères.

Mais ce souhait n'est qu'un idéal impossible à atteindre. Sans parler des malheureux orphelins, combien d'enfants dans les cités manufacturières et aussi dans les campagnes, sont séparés de leurs mères par les nécessités du travail ! Combien de mères, auxquelles le plus médiocre savoir et la vertu manquent pour bien accomplir leurs devoirs envers leurs enfants ! Que de malheurs, et quelquefois que de crimes résultent de ces abandons involontaires !

L'auteur du *Manuel des Salles d'Asile* a donc eu bien raison de penser, de dire et de mettre en pratique ces simples mots par lesquels nous avons commencé :

« C'est pour suppléer aux soins, aux impressions et aux enseignements que chaque enfant devrait recevoir de la présence, de l'exemple et des paroles de sa mère, qu'il a paru nécessaire d'ouvrir des Salles d'hospitalité et d'éducation en faveur du premier âge. »

Ainsi donc, la charité se mettant à la place et tâchant de se former à l'image de la maternité, telle est l'idée première des Salles d'Asile.

Voici leur simple histoire.

Il est rare qu'une bonne œuvre ne soit pas inspirée vers la même temps à plusieurs âmes généreuses ; il semble que Dieu le veuille ainsi, de peur que, réduite à un seul instrument, l'œuvre ne périclite s'il fait défaut. Il est également rare qu'elle ne débute par plusieurs essais infructueux avant de réussir. Cette épreuve, ces tâtonnements semblent nécessaires à la perfection, et ce mérite indispensable au succès de l'œuvre. Les Salles d'Asile ont traversé ces pénibles commencements.

En 1770, Oberlin, vénérable pasteur d'une petite commune

des Vosges, Le Ban-de-la-Roche, fonda, dans cinq communes, des écoles de petits enfants. On les appela les *écoles à tricoter*, parce que non-seulement la prière, le chant, mais aussi le travail manuel, occupaient le temps des enfants, surveillés et instruits par de pieuses femmes, qu'on nommait *conductrices*; la première fut *Sara Bauzet*, et la plus connue *Louise Scheppler*, qui continua l'œuvre du vieux pasteur pendant cinquante-cinq ans.

En 1801, une femme d'un haut mérite et d'un admirable cœur, madame la marquise de Pastoret, touchée par le spectacle de deux pauvres enfants, l'un tué, l'autre contrefait, par suite de l'abandon où les avait laissés l'absence de leurs mères, se promit de trouver un moyen de garder et de protéger les pauvres enfants placés dans de semblables conditions, et bientôt elle satisfît sa pitié, en confiant à une sœur de la charité douze berceaux établis dans une chambre de la rue de Miromesnil. Les mères des enfants qui y furent admis les apportaient le matin, les venaient allaiter deux fois par jour et les emportaient le soir. C'était, on le voit, plutôt une crèche qu'une Salle d'Asile. L'œuvre ne put se développer; madame de Pastoret éleva toutes ses petites filles de ses berceaux avec une charité toute maternelle, mais la salle d'hospitalité dut être transformée en une école ordinaire.

Plus heureux furent les essais tentés en 1817 dans le nord de l'Écosse par un manufacturier connu, M. Owen, de New-lanark. Par ses soins, 150 enfants, âgés de deux à sept ans, furent réunis sous la direction de *James Buchanan*; c'était un simple tisserand, mais à qui Dieu avait donné l'amour de l'enfance et le génie de l'éducation. Encouragé par lord Brougham et quelques illustres amis de l'humanité, il donna aux *Infants' Schools* une méthode régulière.

Paris comme Londres fut attentif aux essais de Buchanan,



et, en 1826, un comité de dames, présidé par le vénérable abbé des Genettes, curé des Missions, et à la tête duquel était très naturellement et très justement placée madame de Pastoret, se forma dans le but de fonder à Paris des écoles pour les petits enfants. Environ 80 enfants de deux à six ans furent réunis dans un local dépendant de l'hospice des Ménages et accordé avec une subvention de 3,000 francs par le conseil général des hospices ; des dons et souscriptions firent le reste des dépenses ; l'établissement fut confié à des sœurs de la Providence de Portieux (Vosges).

Cette tentative devait encore échouer sans laisser l'admirable dévouement de celles qui l'avaient entreprise. La traduction de deux manuels anglais n'avait pas suffi pour faire comprendre suffisamment la méthode ; il fallait se livrer à de nouvelles recherches.

C'est alors, et dans les tristes circonstances que nous avons rapportées, que M. Cochin, qui avait commencé une Salle d'Asile sans connaître l'essai tenté par le comité des dames, fut mis en rapport avec les personnes si charitables qui le composaient (1827). Il associa volontiers ses efforts intelligents aux leurs, et de cette alliance devait sortir enfin, pour ne plus périr, l'œuvre tant de fois ébauchée des Salles d'Asile. M. Cochin présenta au comité une personne pleine d'activité et de persévérance, madame Millet, qui fut envoyée en Angleterre pour étudier en détail l'œuvre qu'on voulait imiter en la perfectionnant. M. Cochin s'y rendit lui-même.

Il revint d'Angleterre, ayant étudié complètement l'organisation des *Infants' Schools* ; madame Millet s'était initiée également à tous les détails pratiques, et, à son retour, elle entreprit, avec les conseils de M. Cochin et l'assistance du comité des dames, la direction d'une Salle d'Asile (rue des Martyrs) qui réussit parfaitement. En même temps, M. Cochin fondait à ses frais le

grand établissement d'instruction gratuite pour mille élèves, auquel une ordonnance du 22 mars 1831 donna son nom, et qui, projeté, bâti, terminé en trois mois, plaça auprès d'écoles spacieuses et excellentes pour les garçons et les filles, pour les adultes, hommes et femmes, la première *Salle d'Asile modèle*, depuis si souvent imitée sans être dépassée.

Trois autres Salles d'Asile furent fondées par les soins du comité des dames, avec le concours du conseil des hospices, du gouvernement et de la charité publique. Sur les instances de M. Cochin, auxquelles se joignirent ses honorables collègues MM. de Pastoret, de Gérando, Delessert, de La Bonardière, MM. Valdruche et Desportes, le conseil des hospices adopta l'œuvre des Salles d'Asile, qui devinrent ainsi établissements d'utilité publique. Cette haute protection accéléra les progrès de l'institution ; vingt-quatre asiles furent fondés en onze ans. Madame Adélaïde en devint protectrice après la révolution de Juillet. Ils continuèrent d'être plutôt considérés comme des établissements de charité que d'éducation, jusqu'au moment où le ministre de l'instruction publique, qui venait de soumettre à une loi générale (la loi du 28 juin 1833) toute l'instruction populaire, les considéra comme un premier degré de cette instruction et les rangea, par une circulaire et des arrêtés successifs, au rang des écoles de l'enfance.

Au même moment, M. Cochin (sur la vie duquel nous anticipons, pour ne pas morceler cette histoire des premiers développements des Salles d'Asile) publia le *Manuel des fondateurs et directeurs des Salles d'Asile*, livre à la fois plein de science, de méthode, d'invention et de charme, qui est devenu le code indispensable de l'institution, le guide de la méthode, et mériterait d'être nommé, si l'on pouvait personnifier un livre, le fondateur et le directeur de la plupart des Salles d'Asile.

Que de rapides progrès, que de touchants détails, que d'en-

couragement au bien dans cette simple histoire des Salles d'Asile! Quelques dames, pleines d'une ardente charité, trois ou quatre humbles religieuses, un saint prêtre, des administrateurs éclairés, un homme intelligent et dévoué, persévérant et confiant, voilà les auteurs, après Dieu, d'une des œuvres qui honorent le plus l'humanité! Et (s'il est permis à un fils de revendiquer, même avec un orgueil un peu partial, les mérites de son père) quelle belle part M. Cochin eut dans cette fondation! Pendant qu'on discute, il agit; on hésite, il invente; on quête, il donne; on essaye dans une ville, il propage dans toutes. La Salle d'Asile était une bonne œuvre, il en fait une institution.

Le 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris profita le premier du grand établissement par lequel son honorable maire venait de rendre service à l'humanité entière. Il devait servir encore de berceau à une autre fondation presque aussi utile, mais qui devait par malheur être discontinuée, pour être, nous voulons le croire, reprise plus tard : c'est la *Maison de refuge pour l'extinction de la mendicité*. Je crois pouvoir affirmer que rien n'a été écrit de plus précis, de plus clair, de plus complet, de plus pratique sur l'extinction de la mendicité à Paris, que le rapport lu en 1839 par M. Cochin au conseil chargé d'utiliser les 700,000 francs que de généreux souscripteurs venaient de destiner à la création d'une maison de refuge et de travail<sup>1</sup>.

Ce délicat problème, ce terrible fléau qui semble avoir bravé tous les efforts de la charité, les menaces du pouvoir, les sévérités des lois, allait peut-être pour la première fois être vaincu à Paris.

(1) Ce conseil se composait de MM. les préfets de la Seine et de police, les ducs de Caraman, de Choiseul, de La Rochefoucauld-Liancourt et de Doudeauville, Henrion de Pansey, Pasquier, Séguin, Dupin aîné, Barbé-Marbois, Greffulhe, Vassal, de Laborde, Ternaux, Bréton, Lecordier, et Cochin, rapporteur.

Détair nettement les *mendiants*, que l'on confond toujours avec les infirmes et les pauvres ; établir des moyens permanents de les classer, d'analyser en quelque sorte tous les éléments de leur condition, de manière à les diriger vers la prison quand ils *peuvent et ne veulent pas* travailler, vers l'hospice ou vers le secours quand ils *veulent et ne peuvent pas* travailler, vers l'atelier quand ils *peuvent et veulent*, mais *ne trouvent pas*, vers leur domicile enfin quand ils l'abandonnent pour se livrer à la mendicité ; demander au gouvernement l'aide de son autorité et, s'il le faut, de sa force, aux particuliers l'inépuisable concours de la charité ; modifier la législation, armer l'administration, provoquer la bienfaisance, effrayer le vice, soutenir la vraie indigence : telles étaient les mesures ou plutôt les armes avec lesquelles l'habile rapporteur proposait d'attaquer et de terrasser la mendicité. Ces mesures devaient, dans sa pensée, être combinées avec les développements de l'instruction élémentaire, l'établissement des colonies agricoles, la réforme pénitentiaire et l'extension des secours à domicile, pour produire un effet général en France ; mais, appliqués à Paris, ils lui semblaient suffisants pour purger les rues des mendiants et transformer ces dépôts de Villers-Cotterets et de Saint-Denis, dont le dernier surtout est un opprobre pour l'humanité.

La maison de refuge établie sur ces données, en 1829, dans les bâtiments de la rue de Lourcine qui sont actuellement occupés par l'hôpital des Vénériennes, réussit en effet parfaitement. M. Cochin présida avec M. Debelleyme, préfet de police, à tous les détails de la fondation. Mais il eut le vrai chagrin de la voir fermer après peu d'années d'excellents résultats, à cause des difficultés administratives, et surtout de la nécessité où l'on fut pendant le choléra de mettre en réquisition des locaux nouveaux pour le service des malades.

Vers la même époque, M. Cochin fut nommé membre du

conseil des hospices, où l'appelaient ses services personnels, le souvenir de son grand-oncle, fondateur de l'hôpital Cochin, et de tous ses grands-pères paternels, successivement administrateurs des hospices.

La révolution de Juillet le trouva au milieu de ces grandes et nombreuses œuvres de charité. M. Cochin était de ceux qui avaient redouté et signalé les dangers auxquels s'exposait la monarchie, sans cesser de lui être fidèle. On le vit donner sa démission des fonctions de maire, mais aller immédiatement monter la garde sous l'uniforme de soldat de la garde nationale à la porte de sa mairie, et contribuer par son ascendant personnel au maintien de l'ordre dans le 12<sup>e</sup> arrondissement. Il était d'ailleurs du nombre des hommes universellement estimés dont un gouvernement qui veut se faire respecter aime à s'entourer et à se parer, et, dans le genre d'occupations auxquelles il avait dévoué sa vie, il ne pouvait se laisser décourager ni interrompre par une révolution. On sait trop que le premier effet de ces bouleversements n'est pas de diminuer la misère.

Aussi accepta-t-il la tâche qui lui fut offerte de réorganiser l'institution des aveugles des Quinze-Vingts, belle fondation de saint Louis (1260), mais de tous temps troublée par de grands abus, comme le prouvent ces mots des statuts de 1522 : « Plu-  
« sieurs grands abbuz et mauvaises façons de vivre ont brus-  
« quement pululé et régné par le mauvais ordre, conduite et  
« régime qui a esté par cy-devant <sup>1</sup>. » On aurait pu, en nom-  
mant M. Cochin administrateur avec plein pouvoir pour tout réorganiser, lui adresser ces autres paroles des mêmes statuts :  
« Prions et requérons avoir lesdits hôpital et affaires de ladite  
« maison pour recommandez, sans que pour l'occupation,  
« peines et travaux qu'ils prendront, ils preignent aucune

(1) Notice sur les Quinze-Vingts, par M. Battelle.

« chose, mais en attendant la rétribution à N.-S. J.-C. et qui  
« leur en sera faite par lui au royaume de paradis sans aucune  
« difficulté ; car les pauvres frères et sœurs sont vrais mem-  
« bres de N.-S. » Grâce au nouvel administrateur, l'ordre fut  
rétabli dans la maison, l'économie dans les ressources, et le  
sort des aveugles fut amélioré, puisqu'au lieu de 90 centimes  
qu'ils recevaient avant la Restauration, ils reçurent 1 fr. 30 c.  
(non compris 30 centimes pour l'époux non aveugle, et 15 cen-  
times par enfant déjà accordés précédemment).

A la fin de 1830, M. Cochin accepta d'entrer au conseil gé-  
néral de la Seine (à la fois conseil municipal de Paris).

Vers la même époque, il fut associé à la difficile administra-  
tion du Mont-de-Piété, vaste établissement dont les opéra-  
tions, comme on le sait, s'élèvent à peu près à 25 millions par  
an, et qui rend de vrais services, mais plutôt en assurant la po-  
lice du prêt sur gage qu'en diminuant les conditions de l'em-  
prunt pour les classes laborieuses.

Partout où il passait, il devenait bientôt nécessaire, en ne  
cherchant qu'à être utile. Au conseil des hospices, chargé de  
l'administration de l'hôpital Cochin et de celle de plus vastes  
maisons, de Bicêtre, de la Salpêtrière, il savait s'intéresser à la  
fois au service médical, religieux et administratif d'où dépen-  
daient le bien-être de plusieurs milliers de pauvres ; rappor-  
teur des plus graves affaires, il méritait d'être regardé comme  
l'âme de cette réunion qui comptait tant d'hommes illustres ;  
à tous, sa perte inspira des regrets profonds, dont l'honorable  
M. Benjamin Delessert se rendit, sur sa tombe, l'éloquent  
organe.

Le choléra de 1832 fut pour M. Cochin l'occasion de mon-  
trer son zèle, et ce mépris de la mort, qui convient si bien à  
une âme chrétienne. Il passa ses journées dans les hôpitaux,  
surveilla partout les mesures prises pour l'enlèvement des

morts, recueillit à la Maison de refuge, dans ses écoles, à l'hôpital Cochin, les petits orphelins pauvres. Une grande médaille lui fut décernée à cette occasion.

Au conseil général et municipal, réélu sans interruption jusqu'à sa mort par les électeurs du 12<sup>e</sup> arrondissement, et nommé neuf fois de suite secrétaire par ses collègues, M. Cochin prit la plus grande part à l'immense impulsion imprimée alors (et si bien continuée depuis) à l'amélioration de tous les services administratifs et charitables, au développement des travaux, à l'embellissement de la cité. Ses connaissances approfondies l'avaient fait appeler en outre à la présidence du comité consultatif des affaires contentieuses de la ville de Paris.

Enfin son dévouement à la cause de l'instruction primaire lui avait fait accepter les laborieuses fonctions de secrétaire du comité central d'instruction primaire, réunion à laquelle est certainement dû le rapide développement des écoles dans le département de la Seine; il en fut le membre le plus actif et le plus influent avec ses honorables amis MM. Boulay (de la Meurthe) et Périer. Dès 1831, il avait adressé aux Chambres une pétition fort remarquée, contenant un projet de loi sur l'instruction primaire, assez semblable à celui qui fut adopté en 1833, mais bien plus favorable à la liberté du dévouement et au droit des communes. Dire ce qu'il fit pour assurer à la ville de Paris les bienfaits de la loi de 1833, en écartant ses dangers, combien de volumes, d'arrêtés et de rapports furent écrits de sa main, ce serait chose impossible; il rendait là le genre de services qu'il préférait, les services inconnus.

Les Salles d'Asile surtout profitèrent, comme il est naturel, de sa vive prédilection.

M. Guizot, désireux de les rattacher à l'ensemble des institutions que la loi de 1833 était destinée à régir, pressa M. Cochin de mettre au jour l'ouvrage qu'il avait commencé, et qui fut

terminé en peu de mois et publié sous le titre de *Manuel des fondateurs et des directeurs des Salles d'Asile*. L'Académie couronna ce beau livre comme *le plus utile aux mœurs* qui ait paru dans l'année, et il méritait bien cette qualification. On ne sait, nous le répétons, qu'apprécier davantage en le lisant, ou la profondeur des vues, ou la clarté des explications, ou la sagacité des inventions, ou la pureté des sentiments; l'intelligence d'un homme et le cœur d'une mère semblent s'être associés pour le composer.

Lorsque M. de Salvandy voulut consacrer une ordonnance spéciale aux Salles d'Asile en 1837, M. Cochin fut naturellement l'un de ses principaux conseillers, et il fut nommé président de la commission d'examen instituée par cette ordonnance.

Il avait voulu continuer en quelque sorte le *Manuel*, et le tenir à chaque moment au courant des progrès des Salles d'Asile, en fondant, avec la collaboration de M. Battelle, *l'Ami de l'Enfance*, journal plein d'intérêt, sorte de lettre périodique à l'adresse de tous les amis des Salles d'Asile, qui dura tout le temps qui fut nécessaire pour guider les débuts, propager la méthode, fixer le caractère de l'institution naissante.

Antérieurement à cette époque (1835), et après des refus souvent répétés, il fut présenté comme candidat à la députation, dans le 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris, et bien qu'éloigné, et bien que s'abstenant de toute démarche, il fut élu à une grande majorité. Il resta député jusqu'à sa mort.

« Vous, député, monsieur Cochin ! » lui dit un jour la Reine ; « la politique n'est pas le pays des bonnes actions. » Il sut cependant, même au sein de la politique, ne pas désertier ce pays. Se servant de son mandat pour le bien public, sans jamais en faire l'instrument de son ambition personnelle, il devint bientôt l'un des députés les plus laborieux et les plus utiles de la Chambre. Membre de nombreuses commissions, rapporteur



de plusieurs, il attacha son nom à des lois importantes; tantôt, préoccupé des immenses effets que l'industrie des chemins de fer devait exercer sur le bien-être des peuples, il se fit le défenseur du chemin de fer de la Rive Gauche, en même temps qu'il s'associait, comme vice-président du conseil d'administration, aux difficiles débuts du chemin de fer d'Orléans, entreprise aujourd'hui prospère, et qui a sa place dans les plus grandes œuvres de la civilisation moderne; tantôt, revenant de préférence aux objets de ses prédilections, il éclairait par d'excellents discours les questions d'enseignement ou de charité (lois sur les aliénés (1838), sur le travail des enfants dans les manufactures, etc.), et s'y montrait supérieur par le savoir, l'expérience et le cœur.

Sa vie publique, comme sa vie privée, se résume dans ce mot de Bossuet<sup>1</sup> : « Le bon usage de la raison, l'emploi légitime de la liberté, la pureté de la conscience, c'est-à-dire tout le bien et tout l'ornement de la créature raisonnable. »

Ses collègues lui auraient encore appliqué volontiers ces belles paroles, où M. le comte Molé semble avoir tracé son propre portrait<sup>2</sup> : « C'est une source abondante d'inspiration que l'honnêteté du cœur, que le désintéressement de la vie... On ne sait pas tout ce qu'une âme scrupuleuse peut apporter d'autorité et de lumière à un esprit supérieur. »

Comme homme politique, M. Cochin n'appartint, à bien dire, au moins exclusivement, à aucune fraction spéciale; il était toujours du parti de sa conscience. Cependant l'examen de la série des actes politiques et des événements qui se succédèrent pendant les sessions auxquelles il prit part, le porta à donner souvent tort au gouvernement d'alors, et il fut classé parmi les

(1) *Quatrième sermon pour le jour de la Circancision.*

(2) *Discours à l'Académie, en réponse à M. Vilot, 1846.*

députés qu'on appelait *de l'opposition dynastique* ; il crut même devoir entrer dans la *coalition* en 1840. Nous ne jugerons pas s'il eut raison ; et comment le faire aujourd'hui ?

L'histoire contemporaine n'est qu'une suite de démentis donnés aux hommes par les événements. Tel homme d'État, après sa chute, est grandi par la chute plus éclatante de ceux qui l'ont remplacé, et justifié des malheurs qu'il a rendus possibles par les fautes de ceux entre les mains desquels ils sont devenus irréparables. Aussi est-il bien difficile, après dix ans, de juger les actes d'un homme politique comme on l'avait fait dix ans avant : les passions ont changé, et aussi les points de vue.

Où sont maintenant toutes les discussions si vives sur la *politique personnelle*, la maxime : *le roi règne et ne gouverne pas*, l'affaire d'Ancône, la question d'Orient ! Beaux discours, vives agitations, chutes de ministères, dépêches télégraphiques, tout ce drame est terminé, et ceux qui en furent les acteurs l'ont peut-être eux-mêmes oublié pour regarder d'autres spectacles. Il ne manque cependant pas d'esprits convaincus et d'hommes honorables, prêts encore à affirmer que ce qu'on a appelé la *politique personnelle* a été l'une des principales causes de la chute de la dynastie de juillet ; ces hommes approuvent les députés qui, bien que d'une fidélité incontestable à la monarchie, crurent devoir entrer dans ce qu'on nomma la *coalition*, pour l'avertir et la préserver de ses propres entraînements. Que cette coalition comprît des ambitieux, nul n'en doute ; mais elle comprenait aussi nombre d'hommes honnêtes qui faisaient violence à leur amour de la paix, et, sans rechercher les honneurs, auxquels ils se fermaient plutôt le chemin, sans craindre les calomnies, qui ne leur furent pas ménagées, entrèrent par conscience dans une opposition momentanée. M. Cochin fut, de l'aveu même de ses adversaires, l'un de ces hommes, et ses amis, ses

enfants se rappellent encore avec quels scrupules, avec quels combats il prit cette résolution. Ses électeurs ne s'y trompèrent pas, et, après la dissolution de la Chambre, il était réélu, comme il l'avait été en 1837 et en 1839, à la presque unanimité, en même temps que son beau-frère M. Denys-Benoist d'Azy, auquel tant de liens de sympathie et d'affection l'unissaient.

Il était presque d'usage alors de consacrer par l'élévation à la pairie les suffrages répétés des électeurs, joints à la notoriété de longs et éclatants services. M. Cochin était compris en 1841 sur la liste des promotions qui devaient être faites, et personne ne se fût étonné de voir une si haute dignité donnée comme couronnement à un nom si pur et à une vie si pleine. Occupé sans cesse, à l'administration des hospices depuis vingt-trois ans, et au conseil supérieur des établissements de bienfaisance depuis son institution, du soulagement des pauvres ; au comité central, de l'éducation des enfants ; au conseil général, des affaires de Paris ; à la Chambre, des intérêts de la France ; officier de la Légion d'honneur ; prenant part, au conseil du chemin d'Orléans, à une des plus grandes entreprises de son temps ; s'associant, dans des commissions importantes ou dans des œuvres utiles<sup>1</sup>, à l'étude de tous les progrès ; trouvant au milieu de devoirs si variés des heures de réflexion pour consacrer de grands travaux à la science du droit administratif et aux méthodes d'éducation, et des heures de liberté pour être le conseil de tant de familles, l'inspirateur de tant de bonnes œuvres, le correspondant de tant d'amis ; enfin l'honneur, le charme, le lien, l'exemple de ses parents et de ses enfants, M. Cochin dépensait au profit de

(1) Commission pour les intérêts de la Rive Gauche, — pour le déplacement de la Bibliothèque, — pour la réforme des prisons, etc. — Société pour l'instruction élémentaire. — Caisse d'épargne. — Fondation de la colonie de Mettray, etc.

l'humanité et de la France toutes les forces de son noble esprit, tous les mouvements de son cœur généreux. « Ma vie ne sera « pas assez longue pour réaliser tout le bien qui est dans mon « cœur, » disait-il à un ami. Elle devait être plus courte encore qu'il ne le pensait. Dieu, qu'il servait si bien, trouva cette belle vie assez pleine. Il lui plut de l'abrégé, sans doute pour la couronner plus tôt. Le 18 août 1841, après une rapide et violente maladie, M. Cochin fut enlevé à tous ceux qui l'aimaient, et mourut à l'âge de cinquante-deux ans, désolé de laisser ses fils si jeunes, ses œuvres interrompues, ses travaux inachevés, mais consolé par les secours et les fermes espérances de la religion.

Ses funérailles eurent lieu le 23, au milieu d'un concours immense de personnes de tout rang et de tout âge.

« Je désire que mon convoi soit suivi par les maîtres et les « élèves de la maison Cochin, et s'il est possible, par des députations des autres écoles de Paris, mon cœur ayant vécu et « devant mourir dans les sentiments d'un dévouement constant « à l'amélioration de l'instruction populaire en France, et spécialement à Paris, patrie de mes frères et résidence de mes « enfants. Ce vœu du testament de M. Cochin fut accepté par la reconnaissance. Son convoi fut suivi par les mille élèves de la maison Cochin, par des députations de toutes les écoles, des pauvres de Bicêtre, des aveugles des Quinze-Vingts, par les maires de Paris, par le conseil général, un grand nombre de députés, etc. Les habitants du quartier Saint-Jacques fermèrent spontanément leurs boutiques sur le passage du char mortuaire. Au cimetière Mont-Parnasse, le président du comité central d'instruction primaire, M. Périer, le maire du 12<sup>e</sup> arrondissement, M. de Lanneau, M. Benjamin Delessert, au nom de la Chambre des députés ; M. Preschez, au nom du corps municipal ; M. Battelle, au nom des hospices, au nom des pauvres ; M. Choppin,

au nom des avocats, et un jeune ouvrier inconnu et sorti de la foule, prononcèrent sur la tombe des paroles émanées, au milieu d'un funèbre concert de larmes et de regrets.

Quelques mois après, les dépouilles mortelles de madame Cochin furent apportées près de celles de son mari, selon le vœu qu'ils avaient tous deux exprimé, et leurs fils eurent la suprême consolation de voir ces précieux restes réunis, à l'ombre de la même pierre, porte mystérieuse, qui est la sortie du monde et l'entrée du ciel.

Une autre consolation leur est donnée chaque jour. Les œuvres, de M. Cochin ne sont pas mortes avec lui. Les Salles d'Asile sont aujourd'hui au nombre de plus de deux mille en France; elles se répandent dans toute l'Europe et dans tout l'univers chrétien. Par son livre, parvenu à la quatrième édition, il prend part à la fondation de presque toutes. La Salle d'Asile modèle et les écoles de la maison Cochin, toujours confiées aux mains habiles qu'il sut choisir <sup>1</sup>, sont l'objet d'une admiration qui ne s'est pas ralentie, et, ce qui vaut mieux encore, sont fréquentées chaque jour par des milliers de pauvres enfants. Les améliorations qu'il apporta à la méthode mutuelle<sup>2</sup> sont consacrées par l'expérience et adoptées officiellement. Au barreau, à la mairie du 12<sup>e</sup> arrondissement<sup>3</sup>, au conseil général de la Seine, au conseil académique (ancien comité central), aux hospices, dans toutes les administrations auxquelles il appartient, dans tous les

(1) M. et M<sup>me</sup> Cornevin, M. de Kerguidu, qu'on peut appeler les directeurs modèles d'établissements modèles.

(2) On sait que l'assistance d'un instituteur adjoint et une classe de moniteurs ont été regardées par le conseil municipal de Paris comme indispensables aux perfectionnements des écoles mutuelles; or cela existe à la maison Cochin depuis sa fondation.

(3) Un des plus honorables successeurs de M. Cochin, M. le baron Clément, a fait placer son buste dans la grande salle de la mairie.

conseils où il siégea, son témoignage est cité, son opinion consultée, sa mémoire honorée; en un mot, partout où il passa il a marqué sa trace, et ses enfants, recommandés d'avance par le souvenir qu'il a laissé, recueillent tous les jours l'estime dont leur père, après ses parents, environna leur nom; ce nom est pour eux comme un honorable étendard, beau symbole pour ceux qui le saluent, lourd fardeau pour celui qui le porte.

Mais, hélas! inconsolables regrets et perte irréparable! il ne reste jamais d'un homme que le vestige de ses actions extérieures, mais rien de ce qui l'a inspiré et soutenu, rien des sentiments de son cœur, rien des convictions de son esprit, rien de ce qui a fait devant les hommes et fera devant Dieu sa personnalité véritable. De même que le pinceau le plus habile ne peut mettre la vie sous les traits, de même la main la plus attentive, en écrivant une biographie, ne peut qu'allonger plus ou moins l'épithaphe sans soulever la pierre du tombeau.

Qui redira ce que fut comme homme privé ce fils excellent dont sa vieille mère disait toujours : « *Présentez mes respects à mon fils,* » ce père admirable qui répondait à une invitation du roi : « Sire, je ne puis accepter pour aujourd'hui; c'est le jour de mes enfants; » cet ami dévoué, infatigable, dont on pouvait répéter ce mot de Benjamin Constant : « Sa manière d'obliger est si unie et *immaniérée* qu'on croit qu'il est tout simple d'abuser de ses bontés ? »

Ceux qui l'ont vu n'ont pas oublié cette belle stature et cet agréable visage tout empreint de la dignité d'un noble caractère, de la douce tranquillité que prête l'absence de remords, cette santé de l'âme, et ordinairement animé par ce sourire que Lavater appelle « le plus beau de tous, le sourire de la générosité qui cache ses bienfaits. »

Quelle haute raison, quelle facile éloquence, quelle admiration passionnée pour les beautés de la nature! Quel culte ar-

dent pour les lettres et particulièrement pour ces grands écrivains du dix-septième siècle, avant tout pour Lafontaine et Corneille, toujours présents à sa mémoire, qui étaient comme les hôtes familiers, et, si je puis dire, les amis de cœur de son esprit ! Quel dévouement au bien public ! Quel courage, soit dans les discussions civiles, soit dans les grandes afflictions ! quelle patience dans ces mille contrariétés qui traversent la vie et sont comme la monnaie du ciel ! Que de qualités variées et brillantes !...

Mais, en racontant une telle vie, vainement voudrait-on, avec la minutieuse recherche qu'on pardonne à un fils, entrer dans les plus petits détails ; vainement composerait-on de ces récits plusieurs volumes ; il en manquerait toujours un, de tous le meilleur : c'est le recueil de tous les sentiments religieux, des actes de piété, des bienfaits cachés de l'homme de bien, livre scellé, inédit pour le monde, que Dieu seul s'est réservé de connaître, de lire et de récompenser.

AUGUSTIN COCHIN.

*Hommage de l'auteur, membre de  
l'Académie des Sciences et  
de l'Institut de France  
à  
M. de B. M. de F.*

DE LA  
NOBLESSE FRANÇAISE

EN 1864



*Handwritten signature*

---

PARIS. — IMPRIMERIE DE CH. LAHURE ET C<sup>ie</sup>  
Rues de Fleurus, 9, et de l'Ouest, 21

---

DE LA  
**NOBLESSE FRANÇAISE**

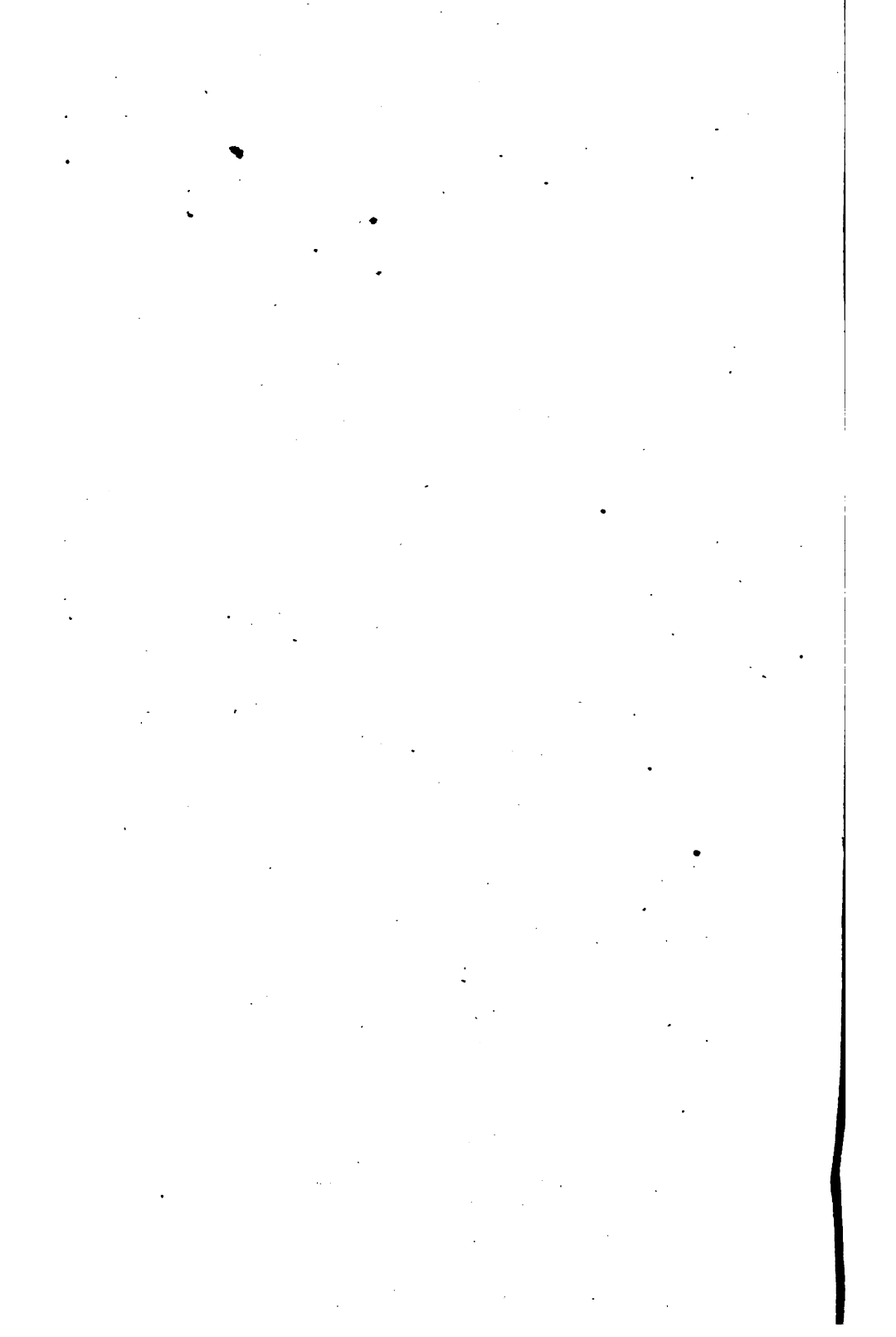
EN 1861

PAR  
  
**UN MAIRE DE VILLAGE**



**PARIS**  
  
**IMPRIMERIE DE CH. LAHURE ET C<sup>ie</sup>**  
Rues de Fleurus, 9, et de l'Ouest, 21.

—  
1861



DE LA

# NOBLESSE FRANÇAISE

EN 1861.

---

## I

Dira-t-on aujourd'hui *Monsieur l'Écuyer*,  
*Madame l'Écuyère*, *Monsieur le Chevalier*,  
*Madame la Chevalière*?

Combien de nobles en France, et c'est le plus grand nombre, ne peuvent cependant aujourd'hui prendre d'autres titres pour se faire annoncer dans le monde, à côté des hommes portant loyalement les titres de Duc, Marquis, Comte, Vicomte et Baron, et pour se couvrir en même temps de ridicule.

Un bon gentilhomme, souvent beaucoup plus noble, beaucoup plus ancien que tel Duc, Mar-

quis, Comte, Vicomte et Baron, ne peut légalement prendre d'autres qualifications.

Peu de familles, avant 1789, possédaient des terres titrées, érigées pour elles et sous leur nom en titre de dignité<sup>1</sup>.

La fortune seule permettait de posséder en France une terre titrée; or, en France, la noblesse était pauvre et principalement la plus ancienné; elle négligeait l'administration de ses terres, dépensait ses revenus pour se soutenir à l'armée, entamait souvent son capital et se ruinait.

Pour fonder un Marquisat, un Comté, une Baronnie, on exigeait un nombre déterminé de fiefs et de clochers, suivant l'importance des titres; on payait en outre des frais considérables de chancellerie, et de plus, sans crédit on n'obtenait pas une telle faveur.

Aussi beaucoup de nobles, n'ayant ni fiefs ni clochers, avaient-ils pris *sans façon* et sans autorisation du Roi les titres de Marquis, de Comte, de Vicomte et de Baron.

On s'arrêtait tout court devant le titre de Duc et on le respectait.

Les plus hardis furent, comme presque toujours en toutes choses, les mieux inspirés; car,

1. Voir le catalogue qui en a été dressé dans les *Annuaire*s de M. Borel d'Hauterive, années 1837 et 1838.

aujourd'hui, si une famille prouve qu'avant 1789 elle a pris dans des actes authentiques, et principalement dans les actes de l'état civil, l'un de ces titres, et si elle peut y ajouter la preuve qu'elle a été convoquée avec ce titre pour la nomination des députés de la noblesse aux états généraux de 1789, il paraît qu'on ne lui conteste pas le droit de le conserver et de s'en prévaloir.

Il devenait en effet nécessaire de poser des limites aux recherches, et pouvait-on prendre un point de départ plus saillant que le jour de la destruction de la noblesse par l'assemblée constituante en 1790? •

Cette assemblée, débordée alors par les principes démocratiques, se trouvait déjà bien loin de la fameuse nuit du 4 août 1789, dans laquelle elle n'avait détruit que les privilèges et les exemptions de la noblesse, respectant encore les titres.

Nous venons de dire que beaucoup de nobles avaient d'eux-mêmes usurpé des titres sans l'autorisation de la couronne. Cela paraissait extraordinaire dans les premiers moments; quand la famille était ancienne, on pardonnait facilement l'usurpation, on se contentait de rire et de se moquer des autres, surtout dans les provinces, où l'on se connaît parfaitement et où il n'est pas facile d'en imposer. Ce premier moment passé, le public finissait par s'accoutumer à l'usurpation.

On employait un autre moyen pour prendre des titres ; on écrivait au Roi pour lui demander une faveur ou pour l'en remercier, on signait la lettre le Marquis de..., le Comte de.... Un simple secrétaire du cabinet, sans aucune mission pour conférer des titres, répondait à la lettre en l'adressant à Monsieur le Marquis de..., à Monsieur le Comte de.... On se disait alors autorisé par le Roi. Quand la lettre était écrite de la main du Roi lui-même, et que ce titre se trouvait dans la lettre, on avait alors de plus justes motifs de se croire autorisé. Ce titre ne pouvait cependant être considéré que comme personnel, mais on le faisait héréditaire.

Tout cela, on le voit, n'était qu'une surprise et une fraude.

Les Parlements ne reconnaissaient pas ces titres ; ils tonnaient contre, les biffaient impitoyablement et d'office dans les procédures, et se gardaient bien d'allouer dans les taxes des témoins qui figuraient soit dans les enquêtes civiles, soit dans les enquêtes criminelles, les sommes plus ou moins élevées attribuées aux nobles *pour leur comparence*, suivant l'importance de leur titre.

Les usurpations, quoique nombreuses, ne faisaient cependant qu'exception en comparaison de toute la noblesse du royaume.

Et encore en ce moment, malgré le gaspillage



des titres pendant la Restauration et sous le règne de Louis-Philippe, le plus grand nombre des nobles de l'ancien régime, nous l'avons déjà dit, ne peut prendre que les titres d'*Écuyer* ou de *Chevalier*.

## II

Le seul titre de noblesse, dans les temps anciens et jusqu'à la fin du dix-septième siècle, était celui d'*Écuyer*. (*Appendice A.*)

Malgré la résistance des parlements, le titre de *Chevalier* avait fini par ne plus être contesté aux nobles qui comptaient quatre degrés de noblesse; ils se qualifiaient en même temps de Hauts et Puissants Seigneurs, principalement s'ils possédaient de grandes seigneuries.

Aujourd'hui, en France, les familles qui ne portaient que le titre d'*Écuyer* en 1789, se trouvent placées dans une position plus fâcheuse qu'avant la Révolution. Les degrés qu'elles ont parcourus (et l'on peut sans crainte de se tromper les porter à trois), ne leur servent plus à rien pour prendre le titre de *Chevalier*.

Et l'on dira éternellement aussi bien aux



Écuyers qu'aux Chevaliers : Votre père, votre grand-père ne prenaient que le titre d'Écuyer ou de Chevalier ; conservez ces titres, sinon on vous considérera comme usurpateurs.

La possession des Seigneuries, les privilèges qui y étaient attachés, l'exemption de la Taille, de la Gabelle, de la Milice, les honneurs dans les églises, les premières places dans les assemblées des villages, l'avancement presque assuré dans toutes les carrières, l'entrée dans les chapitres nobles, dans l'ordre de Malte, etc., etc., établissaient une distinction dont l'amour-propre pouvait se contenter ; nous avons vu pourtant combien autrefois la noblesse avait hâte de sortir d'une telle position en se faisant donner légalement ou en usurpant un titre pouvant se porter décemment dans la société. Maintenant, que reste-t-il à la noblesse non titrée ? Rien.

Les privilèges ont disparu pour toujours, et tandis qu'après d'eux des nobles plus audacieux, sans droit aucun, leurs semblables en tout et souvent bien inférieurs en ancienneté, ont pris de leur autorité privée les titres de Marquis, de Comte, de Vicomte et de Baron, voilà des familles très-respectables, très-modestes, déshéritées, pour ainsi dire, et réduites à renoncer à des titres ridicules, que plus tard même elles négligeront de prendre dans leurs actes.

### III

Il nous semble qu'il y aurait quelque chose à faire pour l'ancienne noblesse qui n'a pas usurpé de titres et qui, sous ce rapport, nous paraît plus digne d'intérêt et de protection que des usurpateurs heureux. On pourrait accorder des titres de *Baron* ou de *Vicomte* à ceux qui portaient légalement le titre d'Écuyer et de Chevalier avant la destruction de la noblesse, en 1790.

La concession de l'un de ces titres serait faite sur la demande des gentilshommes; avant que d'accorder le titre, on examinerait avec soin l'honorabilité des familles, leur position dans la société. Il serait juste de ne leur faire payer qu'un simple droit de sceau.

Un registre bien tenu en Chancellerie et ainsi à la disposition de la commission du sceau, constaterait l'investiture; extrait de ce registre serait remis au nouveau titulaire.

Il ne resterait plus en dehors de ce cadre que des familles d'une minime importance qui, plus tard, dans le cas d'une meilleure fortune, pour-

raient aussi se présenter et obtenir la même faveur.

On dira peut-être que de *Barons*, que de *Vicomtes* vont poindre tout à coup?

Hélas, on sait avec quelle rapidité s'éteignent les familles nobles. Si l'on consulte la célèbre maintenue de toute la noblesse de France faite sous Louis XIV en 1666, combien reste-t-il aujourd'hui, après deux cents ans, des familles inscrites dans ce catalogue?

Regardons autour de nous, examinons parmi nos parents et nos amis, combien de familles nobles sont sur le point de s'éteindre; le nombre en est véritablement effrayant. Combien en avons-nous vu disparaître depuis un demi-siècle!

Si cette idée était adoptée, il faudrait maintenir les titres de tous les bons nobles avant 1790, et consacrer aussi définitivement les titres de ceux qui en ont pris sans droit sous la Restauration et sous le règne de Louis-Philippe.

#### IV

Quelle règle serait observée pour la transmission des titres dans chaque famille? C'est une question grave, embarrassante, et qui mérite sérieuse réflexion.

On ne peut se dissimuler qu'il existe sur ce point une grande confusion, et qu'il conviendrait d'établir des règles invariables en cette matière, dont il ne serait pas permis de s'écarter.

Pourquoi les membres d'une même famille ne porteraient-ils pas le même titre, en distinguant (sauf le chef de la branche aînée, qui ne serait pas assujetti à prendre son nom de baptême) chaque individu par son nom patronymique : le Marquis *Charles*, le Marquis *François*, le Comte *Henri*, le Comte *Louis*, le Comte *Charles*? On pourrait alors dire de chaque famille noble, c'est une famille de Princes, de Ducs, de Marquis, de Comtes....

Il y aurait aussi *autonomie*, pour me servir d'une expression très à la mode depuis quelque temps, dans les titres d'une même famille; cette

communauté d'un même titre pourrait contribuer puissamment à leur union.

Tous les membres des familles Princières d'Allemagne portent le titre de Prince : on dit le Prince *Charles*, le Prince *Ernest*.

En France, les rejetons des plus grandes maisons portent souvent le même titre et ne se distinguent que par leur nom de baptême. On en voit de nombreux exemples dans les maisons de La Rochefoucauld, de Choiseul, de Croy, de Montesquiou, de Broglie; en résulte-t-il des inconvénients? Nous ne le croyons pas.

## V

Votre père a été secrétaire du Roi, maison et couronne de France, et de ses finances; il avait exercé cette charge pendant plus de vingt années. Je vais vous apprendre une bonne nouvelle. On doit vous considérer comme *ayant quatre degrés de noblesse*. Vous paraissez surpris, car votre grand-père était marchand de drap dans la rue Saint-Denis. Nos rois, dans de nombreux édits, ont comblé de faveurs les secrétaires du Roi;

leurs privilèges étaient si importants, que de grands personnages achetaient souvent de telles charges.

Vous êtes Gentilhomme de par la loi ; seulement gardez cela pour vous, et surtout n'en parlez à personne.

Vous justifiez que votre grand-père a obtenu des lettres de noblesse enregistrées au Parlement et à la Chambre des Comptes ; la barrière est ouverte, passez.

Votre père, votre grand-père, dévoués à la monarchie, ont péri sur l'échafaud révolutionnaire comme *ci-devant nobles*, ils ont mêlé leur sang avec celui de la plus haute noblesse. Voilà des lettres de noblesse *enregistrées sur l'échafaud*.

Il y a cent ans que l'on prend dans votre famille les titres de Messire, d'Écuyer et même de Chevalier. Vos parchemins ne sont pas piqués des vers, convenez-en ; cependant vous êtes noble, on ne vous chicanera pas.

Devenue très-pauvre, votre famille, noble anciennement, s'est livrée au commerce en grand pour sortir de cette triste position, et elle y est parvenue.

*Vous n'avez pas dérogé*, les édits ont permis le commerce en grand.

Si vous êtes Breton, votre noblesse a dormi ; elle s'est réveillée au moment où vous avez cessé

le négoce. Reprenez votre épée suspendue dans la salle des états pendant le *sommeil* de votre noblesse.

Vous étiez noble autrefois, la misère vous a contraint à devenir marchand en boutique, *c'est du petit commerce* : je suis fâché de vous le dire, *vous avez dérogé* ; il faut vous faire relever de cette déchéance, et ce n'est pas chose facile.

On avait, avant 1789, fait échevin de la ville de Lyon un honnête apothicaire retiré (on dirait aujourd'hui pharmacien) ; il comptait, de père en fils, deux cents ans dans la même boutique. Ce brave homme se vantait un jour de cette circonstance pour tâcher de coudre un peu d'ancienneté à sa nouvelle noblesse d'échevinage. On se moqua de lui<sup>1</sup>.

Il faut, pour s'assurer si une famille est noble, bien connaître les règles qui régissaient chaque province avant la Révolution.

Ainsi, en Normandie, le titre de *Noble Homme* représentait le titre d'Écuyer ; les bons bourgeois se contentaient du titre d'*Honorable Homme* ; dans presque toutes les autres provinces de France le titre de *Noble Homme* était un titre bourgeois.

Le titre de Messire indiquait la noblesse prin-

1. On raconte que le comte de Laurencin, qui était présent, lui dit : *Apprenez, Monsieur, que l'on n'entre pas dans la noblesse par la porte de derrière.*

cipalement en Dauphiné, les Parlements le considéraient comme un titre de noblesse de premier ordre. (*Appendice A*).

Il existait pour la noblesse d'échevinage ou de cloche<sup>1</sup> des règles particulières à chaque ville pour obtenir et transmettre la noblesse.

Un magistrat se vantait beaucoup, sous la Restauration, des fonctions exercées par son père et son grand-père, qui avaient été *Conseillers des traites foraines*. Ces charges ne conféraient pas la noblesse<sup>2</sup>, il se trompait grandement.

Les souverains, satisfaits de la fidélité des villes pendant les troubles civils, avaient étendu plus ou moins, suivant leurs mérites, les privilèges de l'échevinage.

Pour les provinces réunies au Royaume, comme le Comtat, la Franche-Comté, la Lorraine, où les femmes nobles transmettaient autrefois la noblesse à leurs enfants, la Savoie et le Comté de Nice depuis six mois, il faut consulter les lois qui ont régi ces provinces avant leur réunion.

Souvent les privilèges accordés soit aux villes, soit à l'exercice de certaines fonctions publiques, ont été suspendus, rétablis, puis suppri-

1. On l'appelait noblesse de cloche, parce que la convocation des échevins se faisait au son des cloches de l'hôtel de ville.

2. Une personne présente se permit de lui rappeler ce dicton populaire : *Vous êtes noble comme une jambe de chien*.



més tout à fait ; il convient donc de consulter les époques pour se fixer sur les droits des familles et ne pas commettre d'injustice.

• On se tromperait si l'on pensait que la simple possession d'un fief ou même d'une terre titrée avant 1789 conférait la noblesse et le droit de porter le titre de la terre titrée, comme l'ancienne famille qui en était autrefois propriétaire, et dont les lettres d'érection avaient été enregistrées au Parlement. Il fallait de nouvelles lettres patentes enregistrées au Parlement et à la Chambre des Comptes

Les charges dans les Sénéchaussées, les Présidiaux, les Bailliages, les Élections, (il faut en excepter le Châtelet de Paris, où la noblesse était transmissible à certaines conditions), ne conféraient pas la noblesse ; mais le Roi choisissait souvent dans ces différentes classes pour élever à la noblesse les hommes les plus distingués qui en faisaient partie.

Les professions de chirurgien, de médecin, d'avocat, de procureur, ne conféraient pas la noblesse ; ce fut un grand malheur, nous n'aurions peut-être pas eu, en 1793 et 1794, les Robespierre, les Fouquier-Tainville, les Marat, etc.

A quels excès, à quels crimes n'entraîne pas souvent l'amour-propre blessé ? Nous conseillons à tous les nobles nés sous l'empire de ces affreux

démagogues, de faire rectifier par les tribunaux les actes de l'état civil qui les concernent ou ceux de leurs auteurs.

Nous serions même tenté de les engager à porter avec eux ces titres dans leurs voyages, s'ils ont quelque acte à passer par-devant des notaires éloignés de leur domicile, qui pourraient leur soulever des difficultés.

## VI

On a vu précédemment combien de chemins divers conduisaient à la noblesse et combien aussi les commencements d'un grand nombre de familles nobles avaient été modestes.

On comprendra dès lors que la possession des grandes dignités devait à plus forte raison conférer la noblesse héréditaire.

Ainsi, les Maréchaux de France, les Lieutenants généraux des armées du Roi, les Maréchaux de camp, les Grand' Croix de l'ordre de Saint-Louis et du Mérite Militaire, les Chanceliers et garde des Sceaux de France, les Premiers Présidents des Cours souveraines et les titulaires

de quelques autres grandes charges, transmettaient la noblesse à leur postérité.

Comme ils étaient presque tous nobles par eux-mêmes, l'application des règles de l'anoblissement ne pouvait être que très-rare à leur égard.

A Paris, les simples Présidents des Cours souveraines, les Conseillers et les Gens du Roi de ces Cours, après vingt années d'exercice, ou, s'ils mouraient revêtus de leurs charges, transmettaient la noblesse au premier degré. Chaque Cour se trouvait régie par des règles spéciales; il y en avait beaucoup où la condition de l'hérédité exigeait que le père et le fils eussent possédé une charge en Cour souveraine : *Patre, et avo consulibus*.

Les magistrats ayant perdu leurs charges en 1790, il serait, ce nous semble, trop rigoureux de leur appliquer la règle des vingt années de services et la condition de la mort dans l'exercice de leurs fonctions. *A l'impossible nul n'est tenu*; il serait juste de les maintenir nobles.

## VII

Il est bon de dire quelques mots des Couronnes et des Heaumes ou Casques.

Il n'y a que les Princes, les Ducs, les Marquis, les Comtes, les Vicomtes et les Barons qui puissent poser les couronnes de leur titre au-dessus de leurs armes, ce que l'on appelait autrefois *timbrer*.

Ils peuvent aussi placer sur leurs écussons des casques ou heaumes tous plus ou moins ouverts, suivant l'importance de leurs titres.

Mais les pauvres nouveaux anoblis, ils semblent avoir pleuré pour en avoir. C'est à peine si autrefois ils pouvaient y voir clair quand ils posaient sur leur tête les casques qu'ils avaient droit de porter, tant la visière en était petite. Les auteurs en donnent UNE RAISON SANS RÉPLIQUE, *c'est qu'ils sont nobles depuis trop peu de temps pour regarder ce qui se passe dans le monde*. Il est curieux de lire sur ce sujet, et nous le conseillons à nos lecteurs, l'extrait que nous donnons du célèbre ouvrage de Paillot sur cette matière. (*Appendice B.*)

Paillot, s'appuyant sur le P. Monet, donne une forte leçon aux usurpateurs de couronnes et de heaumes; nous avons même supprimé une *impertinence* qu'il se permet, mais que l'on pourra lire dans l'auteur lui-même.

Cette leçon fut inutile, les abus et les usurpations continuèrent jusqu'en 1789.

Il en a été de même sous la Restauration et sous le gouvernement de Juillet; l'amour-propre est de tous les temps.

## VIII

Nous nous expliquerons en peu de mots sur la noblesse impériale.

Toutes les familles qui ont créé des majorats avec leurs biens propres, ou qui en ont reçu de la munificence de Napoléon I<sup>er</sup>, sont nécessairement maintenues dans leurs titres. Les immeubles et rentes composant ces majorats ont été perdus par suite des événements de 1814. Il y a ici force majeure.

Le gouvernement de Napoléon III s'est réservé le droit incontestable d'examen des titres impé-

riaux purement personnels, pour, après s'être assuré du rang honorable des familles, les confirmer ou leur défendre de continuer à les porter.

Sans nul doute, on doit se montrer favorable au maintien des titres accordés pour de belles actions à des hommes qui ont rendu leur nom célèbre et illustré leur famille.

Il en doit être des titres impériaux comme des titres personnels accordés sous la Restauration et le gouvernement de Juillet à des personnes non nobles, et dont le maintien ne doit avoir lieu qu'après un examen sérieux de la dignité et de la bonne réputation des familles.

Le mode de transmission doit être réglé de la même manière pour la noblesse impériale, la noblesse de la Restauration et pour celle de Louis-Philippe ; il convient qu'une seule et même règle régie toute la noblesse, quelle que soit sa date.

## IX

Avant 1789, la particule *de* ne prouvait, pas plus qu'à présent, qu'une famille appartint à la noblesse; il y a longtemps que l'on s'est moqué de ceux qui ajoutaient à leur nom le célèbre *de*<sup>1</sup>.

En France il y a des gens de tous états et de toutes conditions dont le nom de famille se trouve précédé du *de* depuis des siècles. Ainsi, nous connaissons des gens de campagne, de simples ouvriers qui se nomment de Lépine, de La Roche, de La Rose.

Quand le nom ne comporte pas le *de* dans sa composition, il est ridicule de l'ajouter.

Le *de*, en effet, suppose la possession de quelque chose, de quelque terre ou une origine de naissance dans quelque village, comme : de Saint-Etienne, de Saint-Mandé, de Franqueville.

On ne peut être *de* de soi-même et de sa propre personne.



L. M. Quatremère demanda au roi de lui permettre de s'appeler à l'avenir de Quatremère; le roi lui fit répondre qu'il pouvait, à son choix, placer le *de* avant ou après son nom.

On n'a jamais dit : de Séguier, de Molé, de Bignon, de Brisson, de Briçonnet. Nous lisons dans Paillot, page 371 : « Les nobles et les roturiers sont si simples qu'ils croient se rehausser en ajoutant devant les surnoms de leurs maisons qui n'ont pas de juridiction la diction *de, du* ou *des*, en quoi *ils se trompent lourdement*, parce que cette diction *de, du* ou *des* emporte toujours avec elle un titre de juridiction, laquelle doit être sous le nom de la maison et de la famille. Ainsi, on ne se doit pas attribuer cette diction, *car pour ne la pas porter on n'est pas moins gentilhomme*, puisqu'il y a *de grandes maisons qui n'en ont point eu à leurs surnoms*, et ceux qui mettent cette diction devant leurs surnoms sans avoir juridiction de ce nom-là, s'ils sont roturiers, *ils sont soupçonnés de déguiser leur nom en quelque façon*; s'ils sont nobles, *ils se font tort et à leurs descendants*. Pour vérifier leur généalogie parceque voyant par les contrats de mariage, les testaments, partages et autres titres que leurs prédécesseurs n'avaient pas ajouté (étant mieux avisés) ces dictions desquelles ils se servent, ils donnent sujet de croire, et aux personnes et aux commissaires, qu'ils ne sont pas descendus de ceux qui ne s'en servaient pas en leurs surnoms, d'autant que la *moindre diversité de noms et d'armes* constitue *différentes familles* n'ayant que les brisures qui diffèrent ainsi les



cadets des aînés, et les charges qui se donnent par les souverains pour récompense de quelque action généreuse ou vertueuse, que *si leurs ancêtres se sont servis de ces dictions ils sont obligés de CONTINUER*, pour faire voir qu'ils sont véritablement issus d'eux et de leur famille. »

## X

Occupons-nous maintenant des changements et des additions de noms.

Il y a véritablement recrudescence de fièvre à cet égard aujourd'hui ; qu'on lise le *Moniteur* de chaque jour on en sera convaincu. On m'a assuré qu'un homme de beaucoup d'esprit avait répondu à un solliciteur qui lui demandait de changer son nom pour en prendre un plus ronflant : *Rendez, monsieur, votre propre nom célèbre.*

Vous vous appelez Lannes, devenez Montebello ; Oudinot, Reggio ; Soult, Dalmatie ; Pélistier, Malakoff.

Dans les lettres, devenez célèbres comme Racine, Molière, Corneille.

Dans la robe, comme les illustres magistrats que nous avons cités plus haut.

Que si vous vous portez un nom ayant par exemple *mauvaise odeur* (on en a vu des exemples) ou une fâcheuse signification, changez ce nom et le plus tôt possible, c'est tout simple, on vous viendra en aide; c'est pour vous une nécessité et un devoir de ne pas laisser un semblable héritage à vos enfants<sup>1</sup>.

Quant à l'addition d'un nom, s'il est prouvé par l'acte de naissance de l'aïeul que ce nom lui a appartenu, le petit-fils, *si cette possession a continué*, a le droit de s'en prévaloir.

Il faut bien poser une limite aux recherches dans le passé et assurer le repos des familles. En ce qui concerne des noms à ajouter au nom que l'on porte depuis des siècles, pourquoi le gouvernement se prêterait-il à cet enfantillage?

S'il est question d'un nom imposé par de bons parents à succession dans un testament, cette position exceptionnelle est plus favorable; il y a lieu à un sérieux examen; on peut trouver dans cette circonstance un véritable intérêt; dans tous

1. Vous êtes ecclésiastique, vous demandez à changer votre nom en y intercalant la lettre I, vous vous appellerez Merida. J'approuve ce changement. (Voir le *Moniteur* du 1<sup>er</sup> décembre 1860.)

Déjà une personne dans la même position avait obtenu un résultat analogue, non par l'addition, mais par le retranchement d'une lettre : elle s'est fait appeler Méda.

les cas qu'il ne soit jamais permis de prendre le nom de familles dont il existe encore des membres vivants.

Que la disposition du Code qui autorise l'adopté à ajouter à son nom propre le nom de l'adoptant ne s'applique jamais quand il reste encore d'autres branches portant le même nom, à moins que le consentement de toute la famille n'intervienne.

Que les noms des familles illustres éteintes soient toujours respectés, ils appartiennent à l'histoire, la nouvelle famille pourrait les déshonorer.

Je ne voudrais pas voir les noms de Catinat, de Faber, de Châtillon, de Bossuet, glorieusement éteints, reparaître au risque de figurer plus tard à la police correctionnelle ou même aux assises.

Convient-il que le premier venu, à l'aide d'un nom illustre dans l'histoire de France, trompe le public ignorant (et c'est en cette matière la masse du public) et vienne prendre une place laissée vide par l'extinction des grandes familles, dont la disparition accroît et profite à celles qui existent encore et qui ont résisté comme par miracle à toutes les révolutions?

Il y a eu malheureusement des tentatives de ce genre et qui ont réussi; on se dit tout bas *ils n'en sont pas*, mais la masse du peuple l'ignore.

Il faut convenir que c'est un puissant motif

d'encouragement pour les usurpateurs; la résistance de la Chancellerie et de la commission du Sceau doit être des plus énergiques *et la méfiance encore plus grande*, car il n'y a pas en cette matière de tromperies de tout genre que *l'on n'emploie*.

Il est si agréable et si profitable en même temps, pécuniairement parlant, de pouvoir tout à coup se dire descendant des plus grandes maisons, d'en usurper le rang et l'illustration et de contracter de belles et fructueuses alliances!

## XI

Voici donc tous les nobles de France anciens et nouveaux bien reconnus, bien enregistrés, tous honorablement titrés, à l'abri de toute poursuite.

Convient-il de fermer la porte à l'avenir et de ne plus donner de titres?

La forme de notre gouvernement pourrait-elle se passer de noblesse sans inconvénient?

N'y aurait-il plus qu'à créer à des intervalles très-grands des ducs de Malakoff et de Magenta?

S'il en était ainsi, il arriverait que dans deux cents ans on se mettrait aux fenêtres pour voir passer un gentilhomme.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, il n'en arrivera pas ainsi dans un pays continental comme la France, où une grande armée est nécessaire pour la conservation de ses frontières et la défense du territoire ; avec des généraux et de nombreux officiers, il y aura toujours des nobles : l'épée ennoblit.

Ce qu'il y a donc de mieux à faire, c'est d'accorder des titres et des récompenses à de braves militaires couverts de blessures et de lauriers, en usant avec prudence et discrétion de ce moyen puissant de récompense et d'encouragement.

Le Conseil du sceau se montre sévère dans la reconnaissance des titres concédés par les souverains étrangers : beaucoup sont ridicules, rarement ils sont accordés pour de véritables services. Nous ne saurions faire un reproche au Gouvernement d'avoir voulu couper court à un abus qui, en menaçant de se généraliser, aurait fini par enlever au chef de l'Etat une de ses plus précieuses prérogatives.

Nous n'avons fait que reproduire quelques principes qui doivent diriger dans l'appréciation des droits à la qualité de noble ; les cas divers sont infinis ; ainsi trois degrés d'officiers ou de

chevaliers de Saint-Louis donnaient la noblesse héréditaire.

Au surplus, si le principe que toute famille qui justifie de la prise d'un titre de noblesse, quelque minime qu'il soit, dans un acte authentique avant 1789 prévaut, beaucoup des règles anciennes tombent, il n'y a plus à consulter que ces actes. Les listes des nobles convoqués pour nommer des députés aux états généraux peuvent aider puissamment pour faire connaître la noblesse, celle surtout qui avait le plus d'importance par la possession des fiefs. Les nobles, à cette époque, passèrent par le creuset; on fut sévère.

## XII

J'ai beaucoup connu votre respectable père à Vichy, où nous avons passé deux saisons; nous faisons ensemble de longues promenades; il est mort peu de temps après. Je l'ai beaucoup regretté. Il vous laissait à peine âgé de dix ans. Il avait acquis une immense fortune dans le commerce et de la manière la plus honorable.

M. Simon me disait souvent, en vous voyant

jouer dans les belles allées du parc de Vichy :  
« Je suis très-infirmes, ma santé est délabrée; je crains bien de ne pouvoir élever cet enfant et le diriger quand il entrera dans le monde. Je n'ai que lui, ma femme étant morte peu après sa naissance. Mon frère sera son tuteur, mais il n'aura jamais sur lui l'autorité d'un père. Que de dangers environnent dans le monde un jeune homme qui y entre à vingt et un ans avec plus de deux cent mille livres de rente!

« Rendez-moi le service, me disait-il, et promettez-moi de lui donner alors de bons conseils; il les écouterait de la part d'un homme tel que vous. »

Je viens aujourd'hui accomplir cette mission. Vous avez vingt-cinq ans; votre conduite a toujours été excellente, j'aime à vous rendre cette justice; vous avez tout ce qu'on peut désirer : une belle taille, une figure agréable. Ces avantages ne sont pas indifférents dans le monde. Votre femme est douce et jolie; elle vous a rendu père d'une petite fille très-gentille; que pouvez-vous désirer? Cependant vous n'êtes pas heureux; vous croyez qu'il vous manque quelque chose! Le nom que vous portez et que votre père a porté si honorablement vous pèse. Vous vous désespérez de vous appeler *Simon* tout court; vous avez la fureur d'être noble et de porter un titre. On lit tout nouvellement sur vos cartes de visite : *le baron de Simon*. Vous n'osez pas en-

core à la vérité prendre de titre dans vos actes ; vous craignez d'être inquiété, car aujourd'hui on est sévère : on inflige des peines aux usurpateurs des titres de noblesse.

Je vous préviens que l'on rit de votre titre nouveau. Je vous conseille de le quitter tout de suite.

Mais que vois-je à la boutonnière de votre habit ? Quoi ! une *brochette* de décorations, quatre au moins ! Où avez-vous donc acheté ces breloques ? de quelques petits princes d'Allemagne ? Combien cela vous a-t-il coûté, ce n'est pas cher ? J'en vois une que l'on prétend pouvoir acquérir pour cent écus, et si l'on ajoute encore cent francs on l'a dit on pour soi et pour son domestique.

Resserrez bien vite ces mauvaises décorations et rendez-vous digne de la croix d'honneur ; on l'achète aussi, mais par des services rendus à la patrie et de belles actions ; je vous indiquerai la manière assurée de l'obtenir un jour.

En attendant, usez honorablement de votre grande fortune, ayez de beaux chevaux, de belles voitures, des gens bien habillés, mais point d'*armoiries sur votre voiture, point de couronnes, pas de casques.*

Cependant si, en 1700, sous le règne de Louis XIV et lorsque ce prince aux abois accordait, *moyennant finance*, des armoiries à tous



ceux qui en demandaient, il est possible que votre arrière grand-père, bon bourgeois de Paris, ait payé une somme assez ronde à cette époque pour en avoir. Dans ce cas, placez-les sur votre voiture sur un simple *cartouche*, mais sans *couronne* ou *casque*, et *point de supports*.

Soyez généreux envers les malheureux ; il y a tant de souffrances à soulager. Associez-vous à toutes les bonnes œuvres, vous y ferez connaissance avec de grands noms, chez lesquels la charité coule de source ; ils vous accueilleront à bras ouverts ; plus ils seront grands et mieux ils vous traiteront ; la grande naissance exclut la fierté.

Votre nom sera béni et ne tardera pas à être connu et honoré.

Vous recevrez des plus grandes dames du faubourg Saint-Germain de petits billets écrits de leur main blanche et commençant par ces mots : *Chargée, Monsieur....*

Vous comprendrez tout de suite ce que cela veut dire ; vous en serez accablé, je puis vous en assurer, *il y a tant de concurrence à présent en toutes choses !*

Que votre réponse soit toujours accompagnée d'une pièce d'or de 40 francs.

Ce n'est qu'une affaire de quatre mille francs dans votre hiver, car vous pouvez compter sur

cent lettres de ce genre ; c'est peu de dépenses pour vous, et des œuvres utiles et pieuses à secourir. Ayez une bonne table à Paris et dans votre beau château à la campagne, vous recevrez tous ceux que vos relations de charité vous auront fait connaître ; vous verrez les plus grands seigneurs à votre table, ils viendront chez vous avec plaisir, en vous estimant du moins, *car il leur arrive souvent d'aller chez des gens très-riches qu'ils n'estiment pas*, mais dont la table est splendide.

Vous finirez peut-être par donner des bals. Vous aurez alors une détermination *difficile, très-difficile* à prendre ; il vous faudra renoncer aux amis de votre père, qui en seront courroucés ; si plus tard vous étiez forcé de revenir vers eux, ils ne vous rouvriraient peut-être plus leurs rangs, si vous prenez ce parti. Mais il faut bien réfléchir auparavant. Une belle dame du faubourg Saint-Germain fera votre liste ; surtout ne vous en écarterez pas ; *pas de figures, pas de mélange*.

Soyez la providence de votre village, de votre canton et de votre arrondissement ; que l'on vous trouve toujours disposé à aider de votre bourse pour un pont, une route, les réparations des églises, les associations agricoles....

Vous serez récompensé ; vos concitoyens reconnaissants vous nommeront du conseil géné-

ral ; votre préfet, que vous aurez secondé, vous appuiera.

Après d'aussi bons services, vous verrez luire la croix d'honneur à votre boutonnière, qui remplacera avantageusement vos anciennes décorations.

Vous portez un nom qui fut jadis cher aux Athéniens ; imitez votre homonyme, habillez comme lui les pauvres ; nourrissez-les ; placez-leur furtivement de la bonne monnaie dans la main ; ils vous auront bientôt reconnu, vous serez béni de tous.

N'allez pas cependant comme lui abattre les murs de vos potagers, de vos vastes vergers pour faciliter à tout le monde la récolte de vos fruits, ou pour mieux dire, le pillage ; aujourd'hui on se moquerait de vous ; on verrait là une affectation de popularité déplacée, car il faut faire le bien avec prudence et discrétion, et même, qui le croirait, se le faire pardonner.

Quand votre fille unique sera en âge d'être mariée, vous aurez un choix difficile à faire ; il se présentera de grands seigneurs quelquefois un peu endettés. Votre fille désirera entrer dans une noble famille, il y en a tant d'exemples, surtout depuis peu. Le temps est passé où l'on osait dire c'est *du fumier pour fumer les terres de la noblesse*. Il n'y a plus à essayer un ancien reproche. *Madame, vous m'avez fermé la porte*

*de l'ordre de Malte, et moi, Monsieur, la porte de l'hôpital.* Tout cela n'est plus de notre siècle; de tels hommes épouseraient les plus grandes demoiselles qu'ils les rendraient malheureuses; mais vous pouvez facilement tomber sur un brave garçon, qui sera toujours bien pour vous, et ils sont nombreux aujourd'hui.

Voici, Monsieur, de bons conseils que je vous supplie, au nom de votre père, de ne pas manquer de suivre.

### XIII

Napoléon I<sup>er</sup>, en créant une nouvelle noblesse, avait compris qu'il convenait à l'éclat et à la conservation de cette grande institution, de joindre aux titres qu'il venait d'accorder à ses braves compagnons d'armes, des dotations héréditaires pour en soutenir l'éclat; de là la création des majorats. L'Empereur Napoléon en a donné en Italie, en Allemagne, sur les biens conquis. Ces majorats devaient, dans un temps donné, être vendus et remplacés en domaines territoriaux situés en France.

1815 a renversé cette combinaison, qui aurait

conservé quelques grandes propriétés dans notre pays.

Nous avons vu fonctionner cette institution, ne présentant, quoi qu'on en ait pu dire, aucun caractère féodal, pas plus que les substitutions ordinaires, depuis l'empereur Auguste jusqu'en 1789.

Se plaignait-on des majorats en 1812, 1813, 1814? *Nullement.*

Nous convenons qu'un trop grand nombre de majorats présenterait de graves inconvénients en paralysant le mouvement des transactions sur les propriétés et en centralisant les terres dans un petit nombre de mains.

Mais quelques majorats, destinés à soutenir des noms illustres, anciens et nouveaux, *sagement répartis* sur la vaste étendue du territoire français, ne pourraient nuire aux intérêts de la nation et de l'agriculture. Ainsi, à côté des hommes ayant bien mérité de la patrie par de grands services, pourraient aussi se placer quelques grands propriétaires riches, qui seraient autorisés à en fonder, mais en terre seulement et non en rentes, dont la présence dans le Sénat et dans le Corps législatif ne serait pas déplacée.

Je ne veux rien d'excessif, je crois qu'il convient, surtout en cette matière, de ne rien faire qu'avec prudence et réserve.

Quand on a vécu comme nous sous l'empire de Napoléon I<sup>er</sup>, *on ne comprend pas* comment des majorats, quand ils ne sont pas trop nombreux, pourraient présenter des inconvénients ; ils contribueraient au contraire puissamment à l'éclat du trône.

Les sénatus-consultes et les décrets qui ont rétabli l'institution des majorats, ont été rendus au milieu des préjugés révolutionnaires, encore très-vifs et très-animés à cette époque ; il n'en est plus de même aujourd'hui.

Ce serait au Sénat que le rétablissement d'une telle institution devrait être confié, car il s'agirait ici d'une institution nécessaire à *la marche de la Constitution*, placée naturellement dans sa compétence et ne se trouvant en aucune façon contraire aux principes proclamés par l'Empereur dans la déclaration du 3 décembre 1852.

Il nous semble que le moment est arrivé, après de grandes victoires, au milieu du calme et de la paix, de s'occuper d'une mesure conséquence nécessaire du rétablissement de l'Empire et d'une noblesse héréditaire.

Nous ajouterons que pour perpétuer les grandes et illustres maisons, il convient encore aujourd'hui, car les grands noms rappellent les faits mémorables de l'histoire de France, de favoriser

un ancien usage. Quand une de ces familles se voyait menacée d'extinction, elle faisait venir du fond de la province un petit *rejeton de leur race bien authentique, bien véritablement de leur nom*, resté obscur, ignoré au fond de son castel, pauvre comme Job. Arrivé à Paris, on l'élevait à l'ombre de la grande maison ; on lui faisait donner une bonne éducation, on le plaçait au service ; il épousait une fille riche, et plus tard on obtenait du Roi, soit pour lui-même, soit plus certainement pour son fils, la concession d'un beau titre ; la branche aînée éteinte, la cadette prenait sa place et son rang.

Je termine ici ces courtes réflexions sur la noblesse française, et je crois avoir appelé son attention sur la plupart des questions qui l'intéressent.

FIN.



## APPENDICE A.

*JOURNAL DES AUDIENCES*, t. II, p. 540, ch. xxviii.

### RÈGLEMENT SUR LES QUALITÉS DE MESSIRE, CHEVALIER ET ÉCUYER.

Le lundi 13 août 1663, en l'audience de la grande chambre au rôle d'Angoumois, l'arrêt a été rendu au sujet que le sieur Denezeau, gentilhomme d'Angoumois, avait pris la qualité de *messire* et de *chevalier*, par un aveu qu'il avait donné et rendu à M. le duc de La Rochefoucauld, son seigneur suzerain, lequel avait blâmé cet aveu et avait fait appeler le sieur Denezeau par-devant les présidiaux d'Angoulême sur les conclusions du substitut de M. le procureur général. Les premiers juges avaient fait défense à tous gentilshommes qui n'avaient aucun titre, de prendre les qualités de messire et de chevalier, ni porter armes avec couronnes; de laquelle sentence le sieur Denezeau avait interpellé appel et fait intimer M. de La Rochefoucauld et le substitut en son nom.

Montholon plaidait pour l'appelant, qui alléguait titre et possession. Son titre était les lettres d'érection de sa terre



en châteltenie, par lesquelles il était qualifié messire et chevalier ;

Langlois, pour M. le duc de La Rochefoucauld. M. Bignon, avocat général, représenta que cette qualité de messire et de chevalier avait été insérée par *obreption* dans les lettres que produisait l'appelant ; qu'à l'égard de la possession, c'était plutôt une usurpation qu'une possession légitime, et ainsi qu'il était obligé de prendre le fait et cause du substitut, lequel avait été intimé. Voici la teneur de l'arrêt :

EXTRAIT DES REGISTRES DU PARLEMENT.

Entre François de Denezau, écuyer, sieur de Laage et de Chasneuil, appelant de la sentence donnée par le sénéchal d'Angoumois ou son lieutenant le 16 février 1663, par laquelle avant de faire droit sur la fin de non-recvoir et appel interjeté par ledit appelant de la sentence donnée par le juge du duché-pairie de La Rochefoucauld à la diligence d'icelui appelant le fermier de ladite terre, serait appelé et faisant droit sur les conclusions incidentes de l'intimé, ordonne que les qualités de messire et de chevalier prises par l'appelant seront rayées et sera seulement appelé écuyer, sans qu'il puisse porter dans ses armes aucune couronne comtale, et ordonne qu'elle sera effacée des lieux où il se trouvera l'avoir fait empreindre, d'une part, et messire François, duc de La Rochefoucauld, pair de France, intimé d'autre ;

Après que Montholon, pour l'appelant, a conclu en son appel, et que Langlois, pour ledit de La Rochefoucauld, a été ouï ensemble, Bignon, pour le procureur général du Roi, qui a demandé acte de ce qu'il prenait le fait et cause pour son substitut et requérait la sentence être confirmée ;

La Cour, sur l'appel, a mis et met les parties hors de cour et de procès sans dépens, condamne néanmoins l'appelant à l'amende de douze livres envers le Roi et faisant

droit sur les conclusions du procureur général du Roi, fait défense à *tous propriétaires* de terres, de se qualifier : baron, comte ou marquis, et d'en prendre les couronnes à leurs armes, *sinon en vertu de lettres patentes bien et dûment vérifiées en la cour ;*

A tous gentilshommes de prendre la qualité de messires et de chevaliers, *sinon en vertu de bons et légitimes titres*, et à ceux qui ne sont pas gentilshommes, de prendre qualité d'écuyer, ni de timbrer leurs armes, le tout à peine de 1500 livres d'amende, applicable, **le tiers**, aux pauvres de cette ville de Paris, le tiers au dénonciateur, et l'autre tiers aux pauvres des lieux.

Fait en Parlement, le 13 août 1663.

---

## APPENDICE B.

« Les couronnes, dit cet auteur<sup>1</sup>, ne sont pas tant à présent des marques d'ancienne noblesse, que des dignités et titres des terres qui sont possédées par les particuliers, d'autant que personne n'a droit de porter ses armes timbrées de couronnes par sa naissance, dit M. Faure, que les fils aînés des empereurs, rois, princes, souverains ains seulement par les terres et États qu'elle possède, qui lui donnent cet honneur, non personnel, mais réel, parce qu'elle tient de la chose qu'elle possède et non pas de sa personne et de sa naissance. Un marquis ou un comte a droit de porter une couronne non pas pour être ancien gentilhomme, mais parce qu'il est marquis, parce qu'il est comte. De là il s'ensuit que les couronnes ne sont pas toujours des preuves d'ancienne noblesse, puisque l'on voit ordinairement en ce temps nombre de marquis, de comtes et de barons qui, en noblesse, sont les premiers de leur race et qui ont eu ces titres *par le nombre d'or*.

« Outre ceux qui usurpent et affectent ces titres sans avoir ni marquisat, ni comté, ni baronnie, tant l'abus et le désordre règnent, ce qui ne se pratiquait anciennement, car outre que l'on n'osait se qualifier de ces titres que par la pos-

1. Page 207.

session des terres qui en étaient décorées, il fallait, pour être marquis, trois comtés; pour être comte, trois baronnies, et pour être baron trois châtelainies et trois maladreries, et pour lors, les couronnes étaient les marques d'ancienne noblesse, aussi bien que des titres, des terres que l'on possédait. »

Voilà pour les couronnes ; voici maintenant pour les heaumes ou casques, autre ornement des armoiries ; le même auteur, page 369, s'exprime ainsi :

« Les empereurs et les rois le portent tout d'or et damasquiné, taré de fond, la visière entièrement ouverte, sans aucune grille ou barreau.

« Les princes et ducs non souverains, les connétables, amiraux, généraux d'armées, maréchaux, gouverneurs de provinces, chanceliers et autres grands seigneurs qui ont des charges relevées, le doivent porter d'argent, la visière œillère nasale et ventaille bordure et clouds d'or, taré de front et à neuf grilles ou barreaux, qui est le dernier nombre impair.

« Les marquis le portent tout d'argent à sept barreaux taré de front; les comtes, vidammes et vicomtes; les premiers présidents, gardes des sceaux, colonels et maîtres de camp, pourvu qu'ils soient gentilshommes, le portent tout d'argent taré des deux tiers montrant sept barreaux.

« Les barons et les anciens gentilshommes chevaliers qui ont justice haute ou qui ont eu des emplois militaires ou ont été employés par le prince en quelques ambassades ou négociations importantes le portent d'argent bruni, ne le tarèrent pas de front mais seulement de côté, montrant les deux tiers de la visière et à cinq barreaux. *Pour les cinq sens de nature*, les premiers présidents non nobles le doivent porter ainsi.

« Les anciens gentilshommes qui n'ont pas haute justice et les gentilshommes des trois races paternelles et maternelles doivent le porter d'acier poli, posé et taré en profil, la visière ouverte, le nasal relevé, le ventail abaissé, montrant trois grilles à la visière. »

Bientôt il ne sera plus possible, si cela continue, de voir clair le heaume en tête; c'est ce qui devait arriver pour les simples écuyers, car ceux-ci « ne le doivent porter que de fer posé de profil et morné, dit le P. Monet, c'est-à-dire clos et fermé; le *nasal* qui est le dessus et le ventaille qui est le dessous joints sans aucune visière et néanmoins *un peu entr'ouvert*, disent quelques-uns.

« Les nouveaux anoblis, soit par armes, par office ou par finances, comme les premiers de leur race, ils ne doivent pas seulement porter de même que les écuyers, de côté. »

Ici l'auteur en donne *la véritable raison; elle est sans réplique.*

« Car c'est ainsi que l'on représentait autrefois en profil Annibal pour couvrir la défectuosité de son oeil : *et statua meditatur prelia lusca*. Mais aussi la visière close et abattue pour montrer qu'ils n'ont rien à voir sur les actions d'autrui ni rien à commander, *ains à obéir avec silence*, ayant la bouche close aussi bien que les yeux.

« Voilà, dit le sieur Faure, l'ordre qui doit être observé pour les heaumes, que si l'usage fait voir le contraire *c'est par abus*, et que les officiers d'armes et hérauts n'y surveillent pas, soit par négligence, ignorance ou complaisance, souffrant qu'il soit pris indifféremment par toutes sortes de personnes sans naissance qui sortent de la poussière. . . .

« Ils le mettent le plus souvent de front, le posent et taillent en pierre à plus de demi-relief avec autant de vues que ceux des princes; le ciseau d'une commission extraordinaire *biffera et ramera* quelque jour *les bossés* des murailles remplies de telles armes prises par droit présomptif et mal fondé étant leurs archives vides de vieilles chartres et titres authentiques et ensuite punis par la bourse pour avoir usurpé les plus belles marques des gentilshommes qu'eux ou leurs prédécesseurs se sont acquises par leurs générosités et par leurs services au milieu des alarmes et des combats; ce qui fait que la noblesse voyant ce désordre en commit un autre en quittant les *heaumes*, prenant souvent

sans aucun droit des couronnes. Les simples gentilshommes posant sur leurs écus pour en timbrer leurs armes les couronnes des barons ou des vicomtes, les barons et les vicomtes celles des comtes, les comtes celles des marquis, et si le désordre continue l'on verra à la fin les marquis prendre celles des ducs, les ducs celles des souverains. Si les mêmes souverains ne mettent ordre à ces abus *et ne rétablissent les choses dans leurs principes*, et tous ceux qui s'attribuent soit les heaumes, soit les couronnes *d'autres façons qu'ils ne les doivent porter se font tort*, parce que pour usurper ces marques d'honneurs et de dignités ils n'en sont pas plutôt estimés, ni nobles, ni gentilshommes, ni barons, comtes ou marquis; mais, au contraire, ils s'exposent au mépris, à la censure et au danger de se voir condamner à rompre leurs armes et à *payer l'amende* pour leur injuste usurpation; ainsi François Besnard, avocat, fut condamné, par arrêt du parlement de Bourgogne du 4 janvier 1655, à faire biffer une cordelière qu'il avait fait mettre autour des armes de Benigne de Vilmereux, sa femme, gravées sur son tombeau et à cinq cents livres d'amende applicable *à la réparation du palais*, et par le même arrêt la cour fit très-expresses inhibitions et défenses à toutes personnes qui ne sont nobles de naissance ou qui n'ont obtenu du Roi lettres de noblesse *dûment vérifiées* et ne sont constituées en office et charges qui les anoblissent de prendre la qualité de noble et d'écuyer, ni entreprendre de timbrer leurs armes sur les peines portées par les ordonnances aux gentilshommes qui n'ont leurs terres érigées en marquisats, comtés, vicomtés et baronnie, de prendre qualité de messire et couronner leurs armes à même peine; à tous notaires, procureurs et autres ministres de justice de leur donner lesdites qualités, en aucuns contrats, actes, inventaires, requêtes, écritures et autrement à peine de cinquante livres d'amende payable sans déport, ledit arrêt publié à l'audience et envoyé par tous les bailliages.

« Cet arrêt a été précédé d'un autre rendu en ladite cour toutes les chambres assemblées, le 26 février 1625, et pu-

publié en l'audience le dernier dudit mois, par lequel est fait aussi inhibitions et défenses à tous gentilshommes de prendre qualité de messire et à *leurs femmes celle de dames* s'ils n'ont et possèdent des terres à titres de marquisats, comtés, vicomtés ou baronnies anciennes, comme encore de prendre la qualité de chevalier ni orner l'écusson de leurs armes des marques de chevalerie s'ils ne sont chevaliers en effet et obtenu lettres de Sa Majesté, *selon qu'il est accoutumé de tout temps et ancienneté*, à toutes personnes de se dire gentilshommes ou écuyers, porter armes timbrées, soit en public ou en particulier, s'ils ne sont issus de noble race ou ayant acquis cette qualité par les voies introduites par les lois, édits et ordonnances, ou qu'ils soient anoblis par lettres patentes de Sa Majesté dûment vérifiées, selon qu'il est accoutumé de tout temps. Si ces arrêts et les ordonnances étaient ponctuellement observés il ne se verrait pas tant d'usurpateurs. »

#### FIN DES APPENDICES.

**NOTICE BIOGRAPHIQUE**

**SUR M. LE COMTE**

**GEORGE DE CARAMAN**





NOTICE BIOGRAPHIQUE

SUR M. LE COMTE

**GEORGE DE CARAMAN**

ANCIEN MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE

SOUS LES RÈGNES DE LOUIS XVIII ET DE CHARLES X

CHEVALIER DE L'ORDRE DE S<sup>T</sup>-JEAN DE JÉRUSALEM, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
DÉCORÉ DE PLUSIEURS ORDRES ÉTRANGERS, ETC.

Décédé à Paris, le 7 février 1860



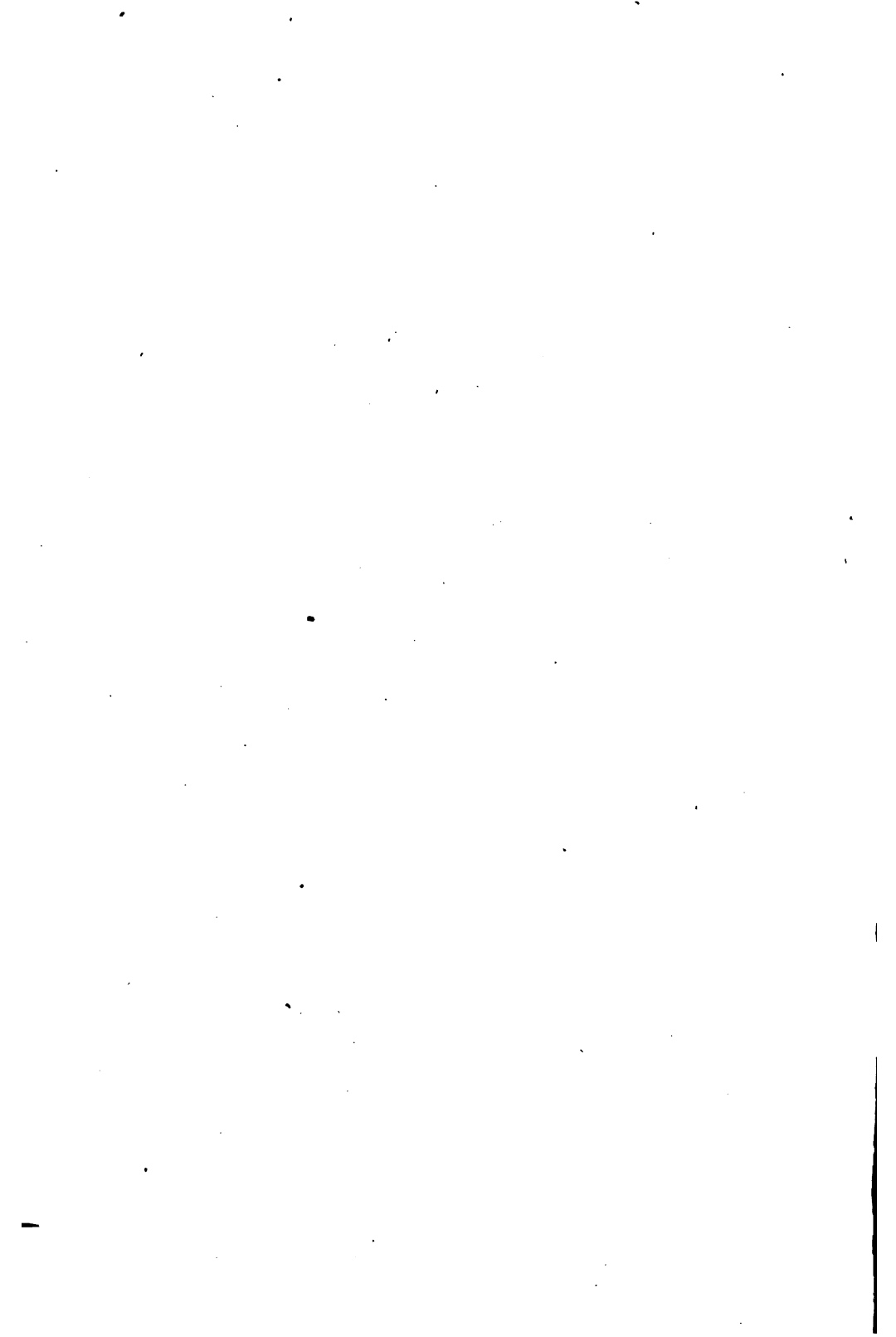
PARIS

LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES

IMPRIMEURS DE L'INSTITUT ET DE LA MARINE

RUE JACOB, 56

1861



## NOTICE BIOGRAPHIQUE

SUR M. LE COMTE

# GEORGE DE CARAMAN

---

Quand un homme de bien a passé sur la terre, qu'une mort cruelle est venue l'enlever presque soudainement à tous ceux qui l'ont connu et chéri, il se fait auprès d'eux un si grand vide, qu'ils ont de la peine à se figurer que tout est fini. Ils ne le verront plus, cet ami, ce parent, qu'ils avaient pris la douce habitude de retrouver toujours ; et pourtant, ils veulent croire que ce n'est qu'une absence momentanée qui les prive ainsi du bonheur de sentir battre, auprès de leur propre cœur, un cœur tendre et bienveillant sur lequel ils pouvaient s'appuyer. Non, aucun retour ne le ramènera sur cette terre ; son passage n'y sera plus retracé que par des souvenirs que l'on évoquera souvent, et par les nombreux bienfaits dont sa mort seule a pu dévoiler le mys-

tère que sa modestie imposait à son immense charité.

Ces sentiments, ce sont ceux qu'ont éprouvés bien des personnes, dans tous les rangs de la société, en apprenant qu'à la suite d'une violente et courte maladie, M. le comte George de Caraman avait été enlevé, le 7 février dernier, à sa famille, à ses amis, aux pauvres. Qu'il nous soit permis de résumer ici en peu de mots la vie de celui qui fut sincèrement regretté de tous ceux qui l'ayant rencontré dans le monde avaient su l'apprécier, et auxquels cette notice succincte est spécialement destinée.

George-Joseph de Riquet, comte de Caraman, naquit à Paris le 1<sup>er</sup> novembre 1790, à la veille de cette terrible révolution qui devait engloutir l'existence et la fortune de ses parents, avec celles de tant d'autres anciens serviteurs de cette France qui se montrait dès lors si peu reconnaissante envers eux. La famille de Caraman avait droit à cette reconnaissance, non-seulement en raison de ses services militaires, mais encore pour avoir doté son pays d'une source immense de richesses par la conception et la création de ce beau canal du Languedoc, dont les voies ferrées n'ont pu détruire l'utilité.

Tant de services rendus à leur patrie ne purent soustraire les membres de cette famille à la proscription révolutionnaire ; et le jeune George resta seul à Paris, élevé par sa grand'mère, la comtesse de Caraman, née princesse de Chimay. Au fond d'un hôtel du faubourg Saint-Germain, où elle cachait ses soins maternels, elle était abritée par le souvenir de ses anciennes charités,

et par la grande vénération qu'elle inspirait. Elle put y traverser les plus mauvais jours de la révolution sans être persécutée, et, dans l'été de 1797, elle alla rejoindre son mari à Wesel, sur les bords du Rhin. Il y eut là une de ces réunions de famille dont les émotions sont impossibles à décrire. Éloignés les uns des autres depuis sept longues années, que de choses n'avait-on pas à se dire ! Que d'événements à se raconter ! Là, devait avoir lieu pour George de Caraman une cruelle séparation. Il fallut qu'il quittât sa grand'mère pour suivre son père. La pauvre comtesse s'affligeait de perdre son petit compagnon d'infortune ; mais, comme l'écrivait le vieux comte de Caraman dans ses mémoires, « il était à désirer pour cet enfant qu'il fût moins aimé, et plus élevé en homme. » Et il passa toute la journée à essuyer les larmes de sa grand'mère.

Ce fut à Berlin que se fit l'éducation de George de Caraman. Ses parents, forcés par les événements de quitter cette ville, l'y confièrent en partant à la digne famille de M. et M<sup>me</sup> Molière, et les principes qu'il y puisa, l'éducation solide qu'il y reçut, formèrent la base des connaissances et de l'instruction facile et variée qui le distinguèrent dans toutes les positions qu'il occupa plus tard. Dès lors commençait entre lui et quelques illustres Prussiens et Polonais une intimité qui ne devait plus cesser. C'était surtout le comte Klapowski, compagnon de son enfance, dont la vive amitié l'a suivi jusqu'à son dernier jour. Élevé en pays étranger, les langues allemande et anglaise lui devinrent familières, et lui furent dans la suite d'une précieuse ressource. Il se

trouvait à Berlin, le 27 octobre 1806, lorsque l'empereur Napoléon y fit son entrée triomphale, à la tête de sa garde, après la bataille d'Iéna. Les événements qui se précipitaient, cette monarchie prussienne anéantie en trois jours, la vue des troupes françaises défilant sous ces uniformes sentant encore la poudre des batailles, tout impressionnait vivement le jeune Français exilé, mûrissait son jugement, et, en le faisant assister de bonne heure aux grandes péripéties politiques de ce temps, lui donnait l'envie d'y jouer bientôt lui-même un rôle actif. Les revues des troupes l'enthousiasmaient, et ce goût, il le conserva jusque dans sa vieillesse ; mais il aima toujours à raconter ce qu'il avait vu à Berlin. C'était encore la France qui se révélait à lui en venant le chercher au fond de l'Allemagne ; on a beau être proscrit, on se retrouve toujours Français à l'étranger.

Lorsqu'à la fin de 1806 George de Caraman quitta Berlin pour retourner à Paris, il n'y trouva plus sa grand'mère, et il arriva pour recevoir le dernier soupir de son grand-père, qui succomba le 24 janvier 1807. C'était le meilleur, le plus tendre et le plus respectable des hommes ; son petit-fils le pleura beaucoup ; cette première réunion de famille après les malheurs de la révolution se passa dans les larmes. Son père l'enleva d'ailleurs promptement aux distractions que pouvait lui causer la société de Paris, qui se reformait des restes de l'ancien régime et de la jeunesse toujours séduisante du nouveau ; il l'envoya voyager en Italie. C'est ainsi que se formaient le cœur et l'esprit du jeune Caraman ; le frottement du monde, la réalité de la vie, les épiso-

des des voyages, l'habitude des pays étrangers, concouraient à développer son aptitude à la carrière diplomatique qu'il lui était réservé de parcourir. Il a laissé un journal très-intéressant de ce premier voyage en Italie, et du séjour qu'il fit alors à Turin. Ce fut à son retour à Paris, au mois de mars 1808, qu'il fut présenté à M. de Champagny, et nommé attaché à l'ambassade de Hollande, sous les ordres du comte Alexandre de la Rochefoucauld. George de Caraman n'avait donc pas encore dix-huit ans, lorsqu'il entra dans la carrière diplomatique ; il devait la poursuivre avec honneur pendant vingt-deux ans, et se résoudre à la briser lui-même en 1830, lorsque ses convictions ne lui permirent pas de prêter un nouveau serment. Mais n'anticipons pas sur les dates.

Ce séjour en Hollande fut très-intéressant pour le jeune diplomate. Il put suivre de près toutes les difficultés du gouvernement du roi Louis vis-à-vis des exigences impériales de la France. Il fut très-bien accueilli à la Haye, et, de temps en temps, il allait à Bruxelles, où il se retrouvait avec tous ses parents du côté de sa mère, qui était née Mérode. Ce fut à la Haye qu'il fit la connaissance de M. Sérurier, qui y remplissait les fonctions de premier secrétaire de légation, et qui remplaça plus tard M. de la Rochefoucauld lorsque la position, toujours délicate vis-à-vis du roi Louis, de ce mandataire de l'Empereur, le força de demander un congé pour venir se justifier à Paris du zèle avec lequel il avait dû exécuter ses instructions. Ces relations avec M. le comte Sérurier, qui devaient se resserrer encore en Amé-



rique, survécurent à toutes les commotions politiques; et les deux amis sont morts à quelques jours d'intervalle l'un de l'autre, ayant conservé pendant cinquante-deux ans les mêmes rapports d'amitié et d'affection réciproque, ce qui certes fait l'éloge de tous les deux. De ces conversations avec M. Sérurier, naquirent chez George de Caraman ce goût de la littérature, qui, se développant avec l'âge, le rendait si sensible au charme du style, et le porta pendant toute sa vie à relire nos meilleurs auteurs, les moralistes surtout, dont les pensées exprimées avec grâce le ravissaient en le faisant rêver.

Le roi de Hollande, délaissé par les sujets mêmes dont il avait chaudement épousé les passions, eut la pensée un moment de se soumettre aux volontés de son frère. Il offrit à M. Sérurier de faire tout ce qu'on exigerait de lui, pourvu toutefois que les troupes françaises n'entrassent pas dans Amsterdam.

M. de Caraman fut envoyé au quartier-général du maréchal duc de Reggio, qui se trouvait à Utrecht, avec la mission de constater l'état et les projets de l'armée, et il s'en acquitta de manière à mériter à la fois la confiance des deux partis. Le maréchal le traita avec la plus grande bonté, et si les ordres positifs de l'empereur ne permirent pas de différer une mesure qu'il avait impérieusement prescrite, M. de Caraman put rapporter en réponse aux communications de son chef, « qu'il eût  
« à rassurer le roi sur la présence des soldats français;  
« car ils étaient ses compatriotes, l'avaient élevé au  
« trône, et respecteraient toujours en lui le frère de

« leur empereur ; de plus ils avaient l'ordre de se comporter comme il convenait envers une royauté proche parente, amie et alliée. » L'entrée des troupes françaises n'ayant pu être prévenue, le roi Louis abdiqua. M. de Caraman, qui dans toutes ces circonstances s'était montré agent diplomatique très-intelligent entre M. le duc de Cadore à Paris, le maréchal duc de Reggio à Utrecht, et son chef M. Sérurier à Amsterdam, fut encore envoyé en France pour y porter la nouvelle de l'abdication du roi, et tous les détails qui s'y rattachaient. Il arriva à Paris le 6 juillet 1810 de grand matin, et remit ses dépêches au duc de Cadore en y ajoutant des informations verbales. Le ministre se hâta de se rendre à la Malmaison où était l'empereur, et deux jours après, le décret qui réunissait la Hollande à l'empire français était promulgué par le *Moniteur*. Ces circonstances furent rappelées au comte de Caraman, dans les conversations les plus intéressantes, par le roi Louis lui-même, lorsque, parfaitement accueilli par ce prince, trente et un ans après, à Florence, il lui rappela cette honorable abdication, dont il avait été chargé, dans le temps, de porter à Paris la première nouvelle (1).

M. Sérurier fut nommé, à la fin de 1810, ministre aux États-Unis, en remplacement du général Turreau.

1. Sous le titre de *Souvenirs de la Hollande en 1810*, M. de Caraman a publié un fragment de ses mémoires, qui parut presque en même temps que le volume de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* de M. Thiers relatif à ces événements ; et les faits dont il fut témoin oculaire et qu'il raconte dans cet opuscule, viennent confirmer l'exactitude du récit animé et émouvant de la réunion de la Hollande à la France, tel que nous l'a tracé la plume de notre éminent historien.

Ce choix témoignait de la juste satisfaction de l'empereur pour la conduite de son chargé d'affaires en Hollande. Celui-ci qui avait, dans des circonstances difficiles, su apprécier son collaborateur des deux années précédentes, proposa à M. de Caraman de l'accompagner. L'idée d'une mission en Amérique séduisit tout d'abord le jeune diplomate ; et, au cœur de l'hiver, il s'embarqua avec son chef à Bayonne. Ce port avait été choisi comme le plus favorable pour échapper aux croisières anglaises qui bloquaient les côtes. La baie de Biscaye étant peu tenable dans la mauvaise saison, on avait l'espoir d'échapper aux Anglais en affrontant les tempêtes. En effet, grâce à la marche supérieure d'un simple navire de commerce du port de New-York, ils purent doubler en quarante-huit heures le cap Ortégal, et dans la suite d'une traversée rude, mais heureuse, se dérober à tout ce qui pouvait leur présager capture et prison. Les longues nuits leur furent d'un puissant secours. A la moindre apparition d'une voile suspecte, on faisait fausse route : M. de Caraman se tenait sur le pont du navire, tout prêt à jeter à la mer instructions et chiffres renfermés dans une boîte de plomb. Ce fut ainsi qu'ils atteignirent Norfolk, en Virginie, le 2 février 1811.

A cette époque, les États-Unis étaient en proie à une grande fermentation, prélude de la guerre avec l'Angleterre. Deux partis étaient en présence : les fédéralistes avaient une disposition non équivoque à concentrer le pouvoir, et une propension égale à se rapprocher plus intimement de l'Angleterre ; tandis que le

parti démocratique, ne rêvant qu'extension de territoire, devait l'emporter dans la balance. La politique de la légation française était de favoriser cette tendance; mais il fallait user de beaucoup de ménagement. Nous n'en étions plus au temps où Louis XVI envoyait au secours de l'Amérique en insurrection ses flottes et ses armées; nous ne pouvions guère offrir que des assurances vagues, que les fédéralistes n'hésitaient pas à qualifier de mensongères. Telle était la situation des esprits; et M. Sérurier sut, par une grande prudence, pallier ce qu'il y avait d'incomplet dans les décisions de la France, encourager le parti de la guerre, et cette guerre fut solennellement déclarée le 18 juin 1812. Ce fut là une excellente école diplomatique pour le comte de Caraman. L'entière confiance qu'il avait su inspirer à son chef lui permit même de le remplacer pendant quelques absences; il se trouva en position de correspondre directement avec M. le duc de Bassano, et de faire pressentir au ministère des affaires étrangères le cas que l'on ferait un jour de ses dépêches.

Il profita de son séjour en Amérique pour y étudier les coutumes des habitants et les mœurs des sauvages qu'il alla visiter. Il se plaisait extrêmement dans les grands spectacles de la nature; et où pouvaient-ils être plus saisissants que dans ce pays couvert encore à cette époque de vastes forêts vierges, qu'il eut à traverser pour se trouver en face de ces majestueuses chutes d'eau du Niagara? Cette notice ne doit pas reproduire la description qu'il a tracée de ses impressions dans ces voyages; mais peut-être un jour les lira-t-on avec in-

térêt dans un recueil plus étendu, dont il a laissé les éléments manuscrits. Qu'il nous suffise ici d'insister sur ce point, qu'une extrême activité de corps et d'esprit lui permettait à la fois de suivre toutes les complications politiques auxquelles il assistait, et de ne rien négliger de ce qui pouvait l'instruire et l'intéresser dans ce pays nouveau pour lui (nouveau, pourrions-nous ajouter, pour tout le monde), soit en le traversant dans tous les sens, soit en profitant des relations de société que sa position officielle lui rendait faciles. C'est ainsi que M. de Caraman se trouva en rapport avec les hommes des États-Unis les plus distingués de cette époque. MM. Dallas, Ingersoll, Rush et Middleton, à Philadelphie; MM. Livingston et Montgomery dans l'État de New-York. Il vit là le fameux Fulton, l'inventeur de l'application de la vapeur à la navigation, et le général Moreau, qui faisait ses préparatifs de départ pour l'Europe et Dresde, où il devait trouver sa tombe. Mais nul ne savait captiver son attention autant que M. Gouvernier Morris, qu'il avait rencontré à Washington, et dont la conversation se rattachait sans cesse aux souvenirs de sa mission en France pendant les années 1791 et 1792. On a lu depuis les importants mémoires de cet homme remarquable, de ce républicain qui parlait avec vénération de Louis XVI, de la reine Marie-Antoinette, de leurs malheurs, des confidences qu'il avait reçues, des efforts qu'il avait faits pour servir leur si juste cause, et des impressions toutes contre-révolutionnaires produites sur lui par les douloureux événements dont il avait été le témoin. C'est ainsi que la jeunesse de

M. de Caraman recevait les meilleures leçons d'une expérience raisonnée, acquise en présence des faits historiques qui se déroulaient sous ses yeux dans toute leur vérité, et dont la liberté de la presse, telle qu'elle existait aux États-Unis, permettait de constater les moindres détails.

Les événements de 1814 rappelèrent M. de Caraman en France. Il s'embarqua le 4 juillet sur le brick de l'État *l'Olivier*, commandé par le capitaine Galabert, et après une heureuse traversée il arriva à Lorient le 29. Il se rendit tout de suite à Paris, où, après avoir remis ses dépêches au comte Reinhart, qui le mena chez le prince de Talleyrand, il alla se jeter dans les bras de sa famille où il était attendu avec une vive impatience. Il pouvait y reposer sa jeunesse jusqu'ici si bien employée, en profitant de la société brillante de Paris qui l'accueillait avec une extrême bienveillance et avec cette curiosité qui se rattachait à ses récits du Nouveau-Monde. Il fut présenté au roi et à toute la famille royale; et de ce moment data l'origine des relations nombreuses qu'il avait dans le monde, et que son exquise politesse, ses manières affables et distinguées, son esprit vif et enjoué, lui ont fait conserver jusqu'à son dernier jour. Profitant du loisir que lui laissait un congé, il fit alors son premier voyage en Angleterre, et il put emporter avec lui, parmi de nombreuses lettres de recommandation pour ce que Londres renfermait de plus distingué, ce charmant billet de la baronne de Staël : « Voilà, « Monsieur, trois lettres au lieu d'une, serez-vous assez « bon pour les remettre *tout de suite*. Je vous recom-

« mande à ces trois dames, les premières d'Angleterre, « mais vous n'avez besoin de recommandation que le « premier jour. » *N. de Staël-H.* Ce billet est précieusement conservé parmi les lettres des personnages les plus marquants avec lesquels M. de Caraman s'est trouvé en correspondance; souvenirs dont il aimait à s'entourer dans sa retraite des affaires.

Il était en Angleterre lorsque la nouvelle du débarquement de l'empereur Napoléon à Cannes se répandit; il se hâta de revenir à Paris. Il a laissé dans ses notes les récits les plus intéressants de cette époque des Cent-Jours et des faits dont il fut témoin alors. Dans cette courte notice nous ne pouvons pas les reproduire; ils appartiennent à l'histoire générale, dont l'appréciation individuelle ne peut avoir qu'une importance relative et privée. M. de Caraman se trouva à Gand avec MM. de Jaucourt et de La Tour du Pin, mettant au service du roi leurs personnes et leurs talents diplomatiques. Ce fut là qu'il rencontra pour la première fois M. de Chateaubriand, dont les écrits l'avaient tellement enthousiasmé en Amérique, et entre les mains duquel, il lui était réservé plus tard de remettre, à Londres, l'ambassade de France. Après la seconde Restauration, on se souvint des services de M. de Caraman en Hollande, et, dès le 22 juillet 1815, il fut nommé secrétaire de légation à la Haye. Il y remplit à la fois les fonctions de chargé d'affaires et de consul: et lorsque M. le marquis de La Tour du Pin, son chef, prit lui-même la direction des affaires de la légation, le duc de Richelieu écrivait à M. de Caraman: « Je ne veux pas, Mon-

« sieur le comte, terminer ma correspondance avec  
« vous sans vous dire combien j'ai été satisfait du zèle,  
« de l'exactitude et de l'intelligence dont vous avez fait  
« preuve dans les fonctions que vous avez momentanément  
« remplies. Je n'ai point laissé ignorer au roi les  
« titres que vous vous êtes acquis à sa bienveillance,  
« et il ne tiendra pas à moi que Sa Majesté ne vous en  
« donne des témoignages. » Effectivement M. de Caraman  
était nommé, le 18 juillet 1816, premier secrétaire  
d'ambassade à Londres. Il y fut reçu comme un fils par  
le vieux marquis d'Osmond, ambassadeur du roi à  
Londres, et ancien ami de sa famille, qui ne tarda pas  
à retourner en France, laissant tout le poids des affaires  
au jeune secrétaire. Ce fut ainsi qu'en 1817 il fut  
chargé de négocier avec lord Castlereagh les prélimi-  
naires de la convention, qui ne fut signée que le 25  
avril de l'année suivante, relative à l'extinction des  
dettes contractées par la France à l'étranger envers des  
particuliers, et dont le payement était réclamé en vertu  
des traités des 30 mai 1814 et 20 novembre 1815; ce  
qui aboutit à l'inscription sur le grand-livre d'une rente  
d'environ 15 millions. M. de Caraman était encore seul  
à Londres, chargé d'affaires, lorsque mourut la prin-  
cesse Charlotte, le 16 novembre 1817, et il eut à ren-  
dre compte de l'effet produit en Angleterre par ce vrai  
deuil national, qui attestait en outre le peu de popula-  
rité du prince régent. Enfin il eut à tenir un langage  
digne du pays qu'il représentait, à l'égard du droit de  
visite, en annonçant à lord Castlereagh que dans aucun  
cas la France ne reconnaîtrait ce droit. Le duc de



Richelieu fut si satisfait de la correspondance et de l'attitude digne et habile du jeune diplomate en Angleterre, qu'il n'hésita pas à l'adjoindre à ses secrétaires lorsqu'il se rendit au congrès d'Aix-la-Chapelle, à la fin de septembre 1818. • M. de Caraman assista donc à cette imposante réunion de souverains, qui devait décider de l'indépendance de la France. Le beau caractère de M. le duc de Richelieu contribua puissamment à faciliter une solution favorable et telle qu'on n'aurait pu se flatter de l'obtenir. On connaît les conventions de ce fameux congrès qui débarrassaient le territoire français des armées d'occupation, et fixaient à 265 millions tous les comptes entre la France et les puissances alliées. Ces stipulations furent signées à huit heures du soir, le 9 octobre 1818, et furent regardées alors comme un résultat entièrement dû au duc de Richelieu, qui eut ainsi le bonheur d'attacher son nom à une transaction inespérée, effaçant de grands maux dont il n'était pas l'auteur. Dès le lendemain, le comte de Caraman fut expédié à Paris pour y soumettre à la ratification les traités échangés. Le 15 octobre, le roi le reçut avec bonté dans son cabinet, et tirant d'un petit tiroir la croix de la Légion d'honneur, il le fit approcher pour lui attacher lui-même cette croix, en y ajoutant ces paroles qui doublent le prix d'une telle faveur : « Quand  
« on apporte une aussi bonne nouvelle, on mérite une  
« récompense, mais je vous la devais depuis long-  
« temps. » Ce fut, certes, un des jours les plus heureux de la vie du comte George de Caraman, et il put retourner au congrès d'Aix-la-Chapelle auprès de son chef,

lui rapporter un zèle accru de toute sa reconnaissance.

Se trouvant en rapports journaliers avec le duc de Wellington, lord Castlereagh et tous les grands diplomates de cette époque, il en profita pour achever de se former à une telle école. A Londres, le marquis d'Osmond était régulièrement tenu au courant de tout ce qui pouvait l'intéresser, par son secrétaire d'ambassade, qui se trouvait placé tout naturellement pour lui servir d'intermédiaire vis-à-vis de lord Castlereagh. La vie du monde, les brillantes fêtes du congrès, ne nuisirent jamais à l'exactitude de sa correspondance; et cette habitude d'écrire, M. de Caraman la conserva jusqu'à la fin de sa vie, sachant rendre compte des événements avec la diction la plus pure et une grande clarté. Il avait aussi le talent de résumer avec intérêt les faits de la société où il vivait, et ses lettres témoignent souvent de cet esprit léger et charmant qui faisait le fond de son caractère.

M. le marquis d'Osmond, inquiet de la santé de madame d'Osmond, étant retourné en France au mois de mars 1819, M. de Caraman fut appelé à gérer l'ambassade à Londres pendant l'intérim. Il le fit avec toute l'approbation de M. le marquis Dessolles, alors ministre des affaires étrangères. L'extrême facilité du comte de Caraman pour parler la langue anglaise, le mettait à même de suivre parfaitement les conversations les plus sérieuses comme les plus frivoles de la société des salons, et de constater ainsi l'esprit public en Angleterre. Ses dépêches en étaient à la fois plus piquantes et mieux informées. Il retrouva à Londres, comme mi-

nistre des États-Unis, M. Rush, qu'il avait connu précédemment en Amérique. Il obtint par lui les renseignements les plus précieux sur la politique et les idées de ces États, au moment où il s'agissait pour eux de la cession des Florides. Les Américains avaient dès lors cette confiance en eux-mêmes qui leur faisait contempler leur avenir comme pouvant un jour contrebalancer l'Angleterre, et ils s'étonnaient que cette puissance, qui s'arrogeait l'empire des mers, méconnût le développement progressif de leur république dans le Nouveau-Monde.

Un jour, à propos d'un article injurieux à la France qui avait paru dans le *New Times*, M. de Caraman crut devoir adresser au gouvernement auprès duquel il était accrédité un vigoureux *memorandum*. Lord Castlereagh se hâta de lui dire que son indignation était fondée, et caractérisa ce journal du nom de *libelle infâme*, dont les hommes de loi devaient faire justice. La fermeté du chargé d'affaires tint ainsi en respect la licence de la presse anglaise. M. le marquis de Latour-Maubourg ayant été nommé ambassadeur à Londres en remplacement de M. d'Osmond, M. de Caraman reprit ses fonctions de premier secrétaire. Dès le mois de décembre de cette même année 1819, M. de Latour-Maubourg rentrait en France, et, d'après les instructions de M. le baron Pasquier, présentait avant son départ M. de Caraman comme chargé d'affaires à lord Castlereagh.

Le commencement de l'année 1820 fut fatal à bien des princes régnants ou destinés à porter un jour la couronne. D'abord mourut le duc de Kent, père de la

reine d'Angleterre; puis le roi George III lui-même, qui s'éteignit doucement sans avoir retrouvé sa raison. On sait que, séquestré de la société depuis 1810 (car son dérangement mental avait forcé le parlement à conférer la régence au prince de Galles), le malheureux monarque vivait renfermé dans le château de Windsor. Privé de la vue, l'auguste vieillard, dont l'infirmité présentait le caractère d'une douce mélancolie, errait dans ses appartements, au milieu des fantômes de son imagination qui lui représentaient tous les êtres qu'il avait aimés autrefois; il se figurait qu'il causait avec eux; la musique seule semblait de loin en loin lui rendre quelques lueurs de raison: et, lorsqu'assis à son piano, ses longs cheveux épars, sa barbe blanche flottante, il exécutait ses mélodies favorites de Haendel, on eût dit une évocation du roi Lear du Brut d'Angleterre, si poétiquement mis en scène par *Shakspeare*. Ce portrait émouvant, nous l'empruntons aux notes de M. de Caraman. Bientôt il eut à rendre compte des royales funérailles de George III, et de l'avènement au trône de George IV. Les cérémonies étaient à peine terminées, qu'il recevait de France l'affreuse nouvelle de l'assassinat de monseigneur le duc de Berry, et qu'il fut chargé de la notifier au nouveau souverain. Puis vint la scandaleuse affaire du procès de la reine. Il n'entre pas dans le cadre de cette notice d'en redire les détails; mais M. de Caraman reçut de son chef les éloges les plus flatteurs et les plus encourageants pour son zèle à l'instruire de tous les événements qui agitaient alors les esprits en Angleterre. M. le duc Decazes

ayant été nommé ambassadeur de France à Londres, y arriva au mois de juillet 1820, et M. de Caraman reprit encore son poste de premier secrétaire. Mais au mois de mars de l'année suivante, il était appelé, pour la troisième fois, à gérer l'intérim comme chargé d'affaires. Il eut à se louer extrêmement de ses rapports avec les représentants des autres puissances, ses collègues à Londres, et sut profiter des bonnes dispositions qu'ils lui témoignaient, toujours dans la mesure que pouvaient lui prescrire sa position et l'intérêt du service de la France. L'ambassadeur d'Autriche, le prince Esterhazy, lui exprima spécialement le désir d'entretenir avec lui les plus intimes relations. M. de Caraman savait apprécier de pareilles démarches, et il en conservait toujours le souvenir. Le roi George IV lui-même saisit une fois l'occasion de lui dire qu'il le revoyait avec beaucoup de plaisir à sa cour. Ce fut ainsi qu'en sa qualité de représentant de l'ambassade ordinaire de France, il assista, le 19 juillet 1821, à la grande cérémonie du couronnement du roi d'Angleterre, où il avait accompagné M. le duc de Gramont, ambassadeur extraordinaire de S. M. le roi Louis XVIII. A cette époque M. le baron de Bourqueney fut attaché à l'ambassade en qualité de troisième secrétaire, et de là dataient les rapports d'estime et d'amitié entre lui et M. de Caraman, qui, survivant à toutes les crises politiques, à toutes les situations diverses de leurs carrières respectives, ne devaient se rompre que par la mort. Cette époque de la vie du comte de Caraman fut certes la plus brillante de sa carrière diplomatique.

Admis, par la position qu'il occupait, à conférer et à correspondre avec les plus hauts personnages, accueilli de la manière la plus flatteuse par la société aristocratique et intellectuelle de l'Angleterre, à la faveur de son nom et de ses qualités personnelles, les souvenirs qu'il avait conservés de cette période de sa vie lui étaient restés chers ; il aimait à raconter ces solennités du couronnement de George IV, comme ces épisodes du procès de la reine, qui faillirent mettre l'Angleterre en combustion, et que la mort de cette princesse vint terminer.

Il se hâtait de transmettre sur-le-champ en France les événements de toutes les parties du monde, dont les nombreux bâtiments anglais apportaient journellement les nouvelles. C'est ainsi qu'il fut le premier à faire connaître au gouvernement français la mort de l'empereur Napoléon à Sainte-Hélène, et, qu'il put en même temps lui en donner les plus intéressants détails qu'il tenait de lord Bathurst lui-même.

Cette brillante position de chargé d'affaires à Londres devait se terminer pour M. de Caraman par un avancement dans sa carrière. Il fut nommé, le 8 décembre 1821, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la cour de Wurtemberg ; mais il avait, en même temps, l'ordre de ne quitter l'Angleterre qu'après l'arrivée du nouvel ambassadeur ; celui-ci était M. de Chateaubriand. Ce fut l'occasion d'une correspondance avec cet homme illustre qui porta si haut le génie de la langue française. Lorsque, par les soins de M. de Caraman, tout fut préparé pour sa réception, M. de Chateaubriand arriva à Londres le 5 avril 1822, et se

rendit bientôt après à son audience solennelle dans un magnifique carrosse aux panneaux armoriés de fleurs de lis sans nombre sur un champ de gueules, exécuté d'après ses ordres ; se complaisant, comme il l'a dit lui-même, dans le contraste de sa position d'ambassadeur de France avec celle de pauvre gentilhomme breton émigré quelque vingt ans auparavant, jeté sur le pavé de la même ville, dénué de toutes ressources et abandonné de tous, hormis de la hardiesse de son génie.

M. de Caraman quitta Londres avec regret, emportant les souvenirs les plus affectueux de ses relations avec les personnes de l'ambassade, et surtout avec M. de Marcellus, qui venait de lui succéder en qualité de premier secrétaire.

M. le comte de Marcellus ayant précédé de deux mois à Londres M. de Chateaubriand, y vécut dans une grande intimité de pensées et de sentiments avec M. de Caraman. Ce fut le point de départ de cette constante et vive affection qui unit toute leur vie ces deux amis, qui fit pour eux la douceur de leurs longues années passées en dehors des affaires publiques, et qui reste dans le cœur de celui qui a survécu à l'autre comme un ineffaçable souvenir et un éternel regret, dont nous avons été nous-mêmes les confidents et les témoins.

Le 17 mai 1822, M. de Chateaubriand écrivait à M. de Caraman : « Je ne sais pas de quoi vous me re-  
« merciez, Monsieur, quand c'est moi qui vous dois  
« tant de remerciements. Nous vous regrettons tous les  
« jours ici ; vous étiez notre joie, et nous sommes au-

« jourd'hui tristes au milieu des bals et des fêtes. On  
« prétend que nous faisons merveille, mais ce sont  
« les flatteurs qui parlent ainsi, et vous allez être exposé  
« à cette peste à Stuttgard. Je sais, Monsieur, que vous  
« dites quelque bien de moi, et je vous en remercie.  
« Puisque vous assisterez aux séances de la nouvelle  
« session, défendez-moi contre M. le général Foy; il  
« s'agit de l'honneur du corps. Toute l'ambassade  
« vous dit mille choses, et moi je vous prie d'agréer,  
« avec mes remerciements de tous vos soins, l'assurance  
« de ma considération la plus distinguée. »

Nous ne suivrons pas M. de Caraman dans les fonctions de ministre plénipotentiaire qu'il remplit successivement auprès des cours de Wurtemberg et de Saxe. Il avait été nommé envoyé extraordinaire à Dresde, le 11 septembre 1827. La connaissance qu'il avait depuis son extrême jeunesse de la langue allemande, les relations de sa famille dans la société la plus distinguée de ces pays, lui rendaient extrêmement faciles ses fonctions diplomatiques. Il avait épousé, en 1822, mademoiselle Duval de Grenonville, d'une ancienne famille normande, dont une branche s'était établie aux colonies; il présenta sa jeune femme à toutes les cours d'Allemagne, où il était toujours accueilli avec faveur et extrême bonté. Son père, le duc de Caraman, ambassadeur à Vienne, l'y reçut avec sa nouvelle belle-fille. La comtesse de Caraman sut se faire apprécier et tenir parfaitement sa place au milieu de cette société viennoise, si élégante, si choisie, mais si exclusive.

M. de Caraman, nommé officier de l'ordre de la



Légion d'honneur par ordonnance royale du 22 mai 1825, avait, à l'étranger, reçu du roi de Wurtemberg la croix de commandeur de l'ordre de sa couronne, et, le 24 novembre 1828, il était nommé grand'croix de l'ordre du Mérite civil de Saxe. Tout concourait à le diriger vers les plus hauts honneurs de la carrière diplomatique, lorsque la révolution de Juillet 1830 vint briser son avenir, et clore à tout jamais sa vie politique, après vingt-deux ans de bons et loyaux services.

En apprenant ce qui venait de se passer en France, M. de Caraman jugea qu'une interruption dans la mission qu'il avait remplie jusqu'alors en Saxe devenait nécessaire; il remit à son premier secrétaire les affaires de la légation, comme il y avait été autorisé, et revint à Paris pour mieux apprécier les faits et les conséquences de cette grande révolution. Les événements ayant prononcé contre celui qui avait été son roi, il crut devoir subir les conséquences de la chute du trône, et restant fidèle à la politique qu'il avait été chargé de défendre à l'étranger, fidèle à ses convictions, il se retira d'une carrière qu'il avait toujours parcourue avec honneur et conscience, et que bien des insinuations affectueuses du gouvernement d'alors l'engageaient pourtant à continuer.

Jeune encore, se sentant en position de représenter dignement son pays auprès de toutes les cours de l'Europe, il déclina toutes les offres officieuses qui lui furent faites, et conservant précieusement l'estime et la considération de tous les partis, dans lesquels il savait garder des relations agréables et distinguées, il

renonça complètement à la vie publique pour se livrer davantage à la vie privée, au milieu des siens et d'une société choisie qu'il aimait et où il était apprécié. Ce fut pourtant un grand sacrifice. Sa position de fortune lui imposa une existence restreinte, quoique toujours digne, au milieu souvent du monde le plus brillant, et il n'en eut, certes, que plus de mérite à se tenir à l'écart de toute fonction officielle dont les devoirs n'eussent pas été constamment conformes à ses convictions. Nous devons ajouter qu'il fut courageusement secondé dans cette résolution par la comtesse de Caraman, qui se consacra dès lors entièrement à l'éducation de ses deux filles. Quant à lui, profitant de ses nombreuses relations, il put solliciter encore parfois pour les autres, et contribuer à *faire des heureux*.

Son cœur se réjouissait de tout ce qui était bon et charitable. Se trouvant à Paris en 1832, à l'époque du choléra, il n'hésitait pas à se dévouer aux soins des malades, et faisant partir sa femme et ses enfants pour la campagne, lui, restait au foyer de l'épidémie et s'inscrivait infirmier volontaire à l'hôpital du Gros-Caillou. Le 12 avril 1832 fut la journée la plus meurtrière; les convois se succédaient aux églises; des charrettes, des tapissières chargées de cercueils de pauvres roulaient dans les rues occupées par un rare public, qui, la figure blême, l'œil contristé, tremblant pour lui et pour les siens, se rangeait pour voir passer ces funèbres voitures. La mort devenait une puissance à Paris, et c'est alors que M. de Caraman fut la voir de plus près encore au chevet des malades. Sa courageuse conduite dans ces

circonstances lui valut une médaille de la ville de Paris, qui lui fut décernée par ordonnance royale du 6 février 1833.

Les voyages étaient le goût dominant de M. de Caraman, et à la fois une grande occupation et une consolation dans sa retraite des affaires. Il profita des loisirs que lui laissait sa nouvelle existence pour parcourir toutes les provinces de France, pour revoir à diverses reprises cette Angleterre où il avait conservé quelques relations. L'Allemagne le revit aussi plusieurs fois ; là se trouvaient tous les souvenirs de son enfance, tous ceux des dernières années de sa carrière diplomatique. Parfaitement accueilli dans toutes les résidences princières, où n'était jamais effacé le souvenir de son aimable caractère, ces excursions avaient pour lui le plus grand charme. Mais ce qui remplissait son cœur de reconnaissance et le récompensait bien de la ligne droite et naturelle que sa conscience politique lui avait dictée, ce fut l'accueil toujours gracieux, toujours affectueux, qui l'attendait auprès de ses princes exilés, lorsque les circonstances lui permettaient d'aller déposer à leurs pieds l'hommage de sa fidélité et de sa vénération. Les beautés de la nature, l'harmonie des teintes que par un beau jour le soleil jette avec profusion sur une vue étendue, l'aspect des montagnes, des sites les plus accidentés, les glaciers de la Suisse, toutes ces récréations de la vue et de la pensée que la Providence a semées généreusement sur la route du voyageur, M. de Caraman savait en jouir extrêmement. L'Italie lui plaisait par-dessus tout. Son beau ciel, ses souve-

nirs historiques, ses pompes religieuses, l'y attirèrent plusieurs fois. Il passa tout l'hiver de 1841 à 1842 à Rome avec sa famille. La colonie française y était nombreuse et choisie, et les ressources de l'amitié, de la société, s'allièrent pendant ce séjour à tout ce que la religion offrait de doux et de fortifiant à son cœur ému du voisinage du tombeau des Apôtres.

C'était à Vaux-sur-Aure, terre située en basse Normandie, non loin de la mer, et propriété de son beau-frère, M. le vicomte de Toustain, que M. de Caraman venait se reposer de ses voyages, auprès de sa femme et de ses enfants. Il aimait extrêmement ces réunions de famille, et il savait employer son temps à la campagne entre la mise au net de ses souvenirs, de ses impressions de voyages, de ses pensées qu'il avait le talent de bien résumer, et les relations de parenté et de voisinage qu'il avait rendues encore plus intimes par l'établissement de ses deux filles tout près de lui dans cette même partie de la Normandie. Une nombreuse bibliothèque, qu'il avait contribué pour sa part à enrichir, lui fournissait à Vaux toutes les ressources de la littérature, de l'histoire et des arts, et lui faisait attendre patiemment la saison d'hiver qui le ramenait tous les ans à Paris.

Lorsqu'il eut le malheur de perdre son père, le duc de Caraman, qui mourut à Montpellier le jour de Noël 1839, le comte George dut le remplacer dans la surveillance des intérêts de la famille et de tous les propriétaires du canal du Midi. Il s'y consacra entièrement, et dans les tournées administratives qu'il faisait comme

censeur, presque tous les ans, dans tout le parcours de ce bel ouvrage de son aïeul Riquet, il réussit à se concilier une très-grande popularité et à attacher au nom de Caraman, parmi les populations du Midi, une immense considération. Sa bienfaisance, sa bonté, y étaient proverbiales, et les familles des employés du Canal en conserveront longtemps le souvenir. Si quelquefois la charité de son cœur passa pour faiblesse ; si le souvenir des services rendus par ses aïeux était pour lui l'objet d'un vrai culte, et l'engagea parfois à faire quelques dépenses, n'en accusons que les qualités de son âme qui l'entraînaient toujours. Il retrouvait ses habitudes diplomatiques dans la clarté des rapports qu'il soumettait aux assemblées générales du Canal, réunies annuellement sous la présidence du grand chancelier de la Légion d'honneur, et il était fier de pouvoir constater ainsi lui-même les bienfaits de cette création de Riquet pour son pays. Mais les voies ferrées vinrent assombrir ces beaux résultats par une implacable concurrence, trop protégée peut-être. Ce fut en 1856 que M. de Caraman fit sa dernière tournée du Canal, et, entouré de tous les chefs de l'administration, admira pour la dernière fois ces magnifiques travaux. Il fallut subir les exigences d'un bail à la compagnie du chemin de fer du Midi, et le profond chagrin qu'en ressentit le comte de Caraman fut incontestablement le début de l'ébranlement de sa santé.

Se concentrant dès lors de plus en plus dans sa famille, il y repassait sa vie, et se préparait en silence à la quitter le plus chrétiennement possible, lorsque Dieu l'appelle-

rait à lui. Il avait le pressentiment de sa fin prochaine, et l'ordre minutieux qu'il mit à toutes ses affaires, les réflexions tristes et sérieuses qui lui échappaient parfois, quelques suprêmes recommandations, prouvaient que cette idée était constante chez lui. Du reste, sa piété éclairée, sa foi profonde, sa confiance immense en la bonté de Dieu, lui permettaient d'envisager l'avenir, quel qu'il fût, avec courage, et de conserver même assez de gaieté pour donner le change à ses enfants sur la gravité de son état.

Un catarrhe chronique s'étant compliqué d'une fluxion de poitrine, devint en peu de jours si inquiétant, que sa femme et ses enfants furent appelés à Paris en toute hâte au commencement de février 1860. Il les accueillit avec joie, heureux de voir auprès de lui tout ce qu'il avait de plus cher au monde, ses filles, mesdames de Fournès et de Toustain, qui l'entouraient de leurs soins les plus tendres. Hélas ! ces soins furent impuissants. Le 7 février au matin, ayant reçu avec la plus grande fermeté et toute sa connaissance les secours de la religion, il s'éteignit doucement, entouré de sa femme, de ses enfants, de son frère et de sa belle-sœur, tous agenouillés en larmes auprès de son lit. Son ami de tous les temps, le comte de Marcellus, dans un coin de cette triste chambre, unissait ses sanglots à ceux d'une famille désolée.

Il existe un petit coin de terre entouré d'une haie vive, ombragé de quelques ifs, et situé en plein soleil au midi du cimetière champêtre qui entoure l'église de Vaux-sur-Aure. C'est là que M. de Caraman avait tou-

jours désiré reposer, auprès d'une église qu'il affectionnait, auprès des lieux qu'il avait tant aimés, et qu'habitent ses enfants. C'est là qu'une pierre et quelques fleurs, entretenues par la piété filiale, recouvrent les restes de cet homme excellent et si justement regretté pour lequel on peut véritablement dire :

*Pertransiit benefaciendo !*

7 février 1861.

# POLITIQUE

## RÉELLE

\*

AVANT-PROPOS ET CONCLUSION DU LIVRE DE  
L'INFAILLIBILITÉ

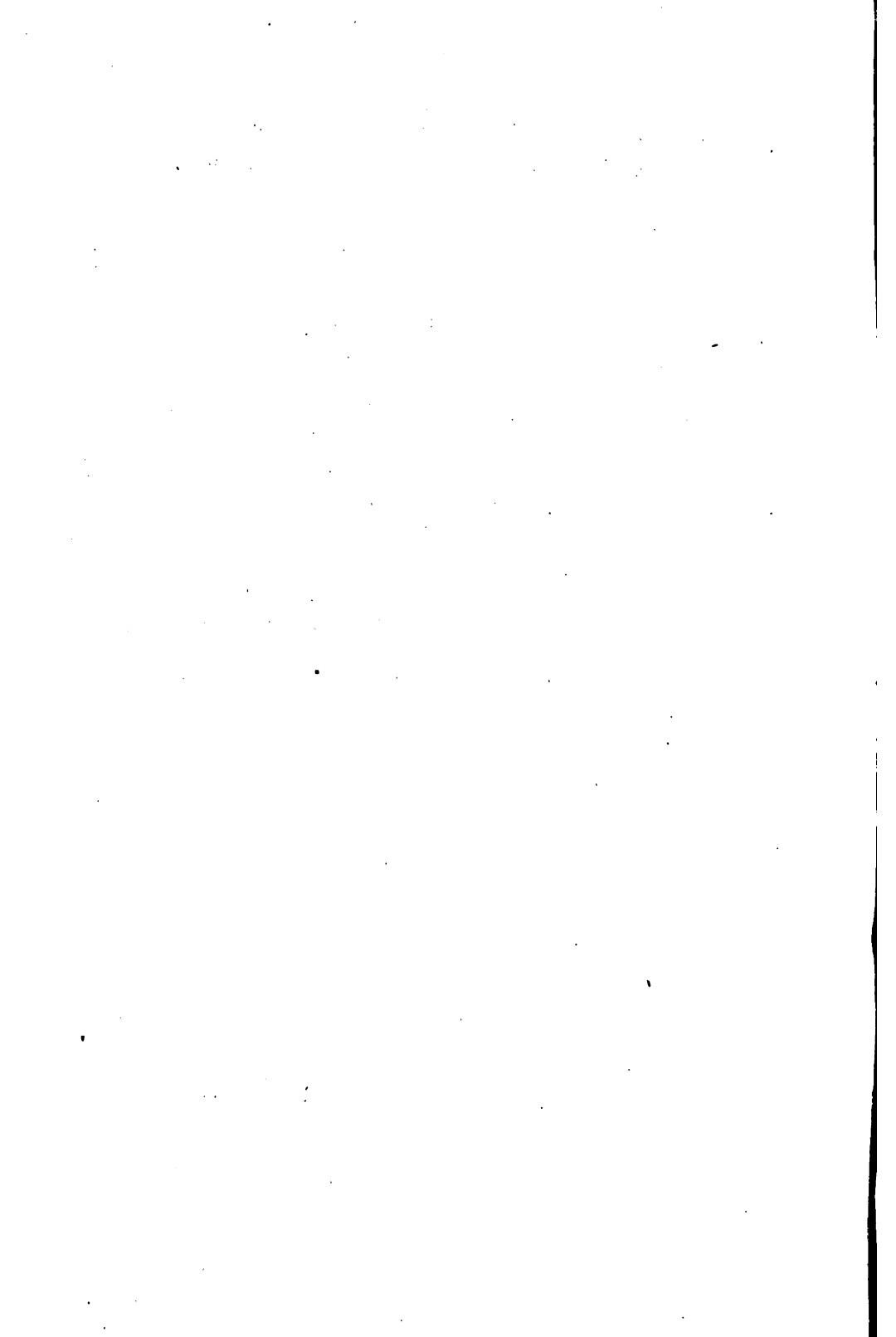
\*

PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR | GAUME FRÈRES ET J. DUPREY  
Palais-Royal, galerie d'Orléans, 13 | Libraires-éditeurs, rue Cassette, 4

1864





## AVANT-PROPOS.

L'EUROPE se précipite vers une crise nouvelle, personne ne peut plus le nier. Des principes qu'on se flattait de contenir, inondent maintenant les États, et menacent les Sociétés modernes d'une dissolution. Il est naturel de porter nos regards vers les lois qui les ont fondées, de chercher dans ces lois les chances de salut qu'elles peuvent offrir.

Le Christianisme opéra une révolution dans le monde, il substitua l'Église à l'État en ce qui concerne notre âme. Il mit la force morale à la place de la contrainte politique : et c'est ce qu'on nomme la Civilisation moderne. Les hommes veulent à cette heure substituer l'État à l'Église. Ils veulent remplacer l'ordre moral par l'ordre politique : et c'est ce qu'on appelle la Révolution.

Le Christ délivrait l'homme, la conscience recevait le sceptre du monde. Ici, rien ne pénètre dans l'ordre politique, qui ne découle de l'ordre moral, c'est-à-dire de la conscience. Mais dans le fait nouveau, rien ne pénétrera au sein de l'ordre moral, qui ne dérive de l'ordre politique, c'est-à-dire de la contrainte. Les Princes avaient les peuples, ils veulent avoir les âmes : de là on les appelle souverains absolus.

Mais Jésus-Christ étant venu racheter l'homme, on ne ravira plus sa liberté, on détruira le monde.

Les hommes ont-ils bien conscience de la révolution qu'ils veulent accomplir ? Laisseront-ils périr le droit d'où la logique et d'où l'histoire ont fait découler tous les droits ? Laisseront-ils la force reconquérir la conscience, le droit de l'homme prendre la place du droit de Dieu ? Si l'homme est libre, il ne doit obéir qu'à Dieu, de qui toute justice et toute autorité découlent ; si l'homme est libre, il a droit à la vérité...

La question de la vérité est au fond de toutes les autres. La pensée et la loi, le droit, la Société entière ne sont en peine que d'un fait, ne cher-

chent éternellement qu'une chose, la vérité. Il faut une raison dernière : si elle n'est pas morale, elle sera politique, ainsi que dans l'Antiquité. Ce qui ne se fera plus par la Foi, se fera par la loi. Otez l'Infaillibilité, les tyrans la remplacent.

Les libertés, les lois, les dynasties, la Civilisation entière ne peut avoir qu'un point d'appui en dehors de la force, à savoir la force morale, la force de la vérité. La question de nos droits, de notre conscience, la question de la vérité est au fond de tous nos problèmes, et constitue la base de notre inviolabilité... La confusion arrive au comble : il faut qu'une affirmation se pose en face de la Révolution ! Cette affirmation ne peut être donnée que par la vérité, et la vérité elle-même que par l'Infaillibilité.

Dès qu'on ôte à la Société le moyen de reconnaître la justice et la vérité, le Pouvoir, aussi bien que l'esprit de l'homme, n'a plus de règle que sa propre pensée : dès lors, sur la terre, plus de souveraineté de droit ; dès lors, plus d'obligation d'obéir, l'ordre social devient logiquement impossible. L'Infaillibilité est le pivot de toutes les

questions chez les hommes : c'est le point d'appui dont parlait Archimède... Il faut qu'on sache où est la vérité, autrement on ignore où est le droit, où est la loi, où sont les mœurs, où est la Société, et les hommes en cherchent les principes à travers des révolutions et des déchirements sans fin.

QUATRE droits tenaient debout l'Europe : l'Infaillibilité, la royauté, l'hérédité, et la propriété. Quatre erreurs les ont successivement ébranlés : le gallicanisme, le libéralisme, le républicanisme, et le socialisme. Le gallicanisme, en attribuant les droits du Saint-Père aux membres du Concile et aux rois ; le libéralisme, en attribuant ceux du Roi aux assemblées et à la foule ; le républicanisme, en renversant, au nom de droits prétendus innés, les droits acquis, issus du mérite de l'homme ; et le socialisme, en distribuant le capital à ceux qui n'en ont point créé. Car celui-là vint renverser l'hérédité morale dans l'Aristocratie, qui n'est que le développement social de la famille, et celui-ci, convertir en droit public le droit essentiellement personnel de la propriété, qui est la royauté de l'individu.

C'est d'en haut qu'est parti le mal. Une fois la cognée dans l'arbre, elle suivra le fil du bois...

Le gallicanisme fut l'erreur des classes les plus élevées, le libéralisme fut celle des classes intermédiaires, et le socialisme, celle des classes inférieures : chacun s'est emparé du droit qui confinait au sien. Frappé à la racine, le tronc s'est incliné, et la foule s'est précipitée sur les branches. Comment rétablir la propriété sans rétablir l'hérédité ? l'hérédité, sans rétablir la Royauté ? la Royauté, sans rétablir l'Infaillibilité, qui est la royauté de Dieu ? Si le mal est venu d'en haut, c'est d'en haut qu'on doit le bannir ! Les droits se tiennent ; le champ du laboureur et le trône du roi, l'épargne du manoeuvre et les fonds du banquier, le palais comme la chaumière n'ont que le même fondement : rien ne repose que sur le droit, rien n'est garanti que par Dieu. En défendant le Droit chrétien, c'est l'homme, c'est notre Civilisation que le Pape défend à cette heure. En brisant son pouvoir, l'Europe briserait son droit, elle s'abdiquerait elle-même.

Le gallicanisme fut le protestantisme des trônes, le schisme fut la révolution des Rois. On en-

tama le droit de Dieu, on vit tomber dès lors le droit qui se rapporte à l'homme. Mais le trouble où les événements surprennent la plupart des hommes explique leur imprévoyance. Ils croyaient ne poursuivre qu'un fait; ils s'aperçoivent qu'ils ont poursuivi le Principe, et que la destruction arrive jusqu'à eux. C'est l'Église, c'est le cœur de la Civilisation qui est atteint, c'est l'homme que l'on va renverser... Que les classes qui fondèrent la Société, cet édifice auguste de l'obéissance, songent à la relever aujourd'hui sur sa PIERRE angulaire, sur la pierre posée par Jésus-Christ!

L'homme n'obéit qu'à deux lois, qui se suppléent toujours, celle de la conscience ou celle de la force : et même avant le Christianisme il ne connut que la seconde, celle dans laquelle il retombe dès que l'autre s'évanouit. Il faudra s'asseoir, en définitive, sur la morale ou sur la force; mais si l'on choisit la première, il faut bien la prendre à sa Source! La logique ne connaît pas les transactions; chassée d'un terme, elle va se remplacer dans l'autre... Voyez, cherchez, il n'existe que ces deux lois; et quand il s'agit de fonder un édifice comme celui de notre Civilisation, il faut

traverser les terres mouvantes, il faut arriver sur le Roc. Et qu'est-ce, d'ailleurs, que l'Église, sinon le droit de Dieu introduit chez les hommes ? et la Révolution, sinon le droit de l'homme affranchi du contrôle de Dieu ? Et qu'est-ce qu'un tel droit, sinon le retour à la barbarie ?

L'obéissance, comme la loi, ne peut descendre que de Dieu : il importe dès lors que le lien, que le droit divin soit visible. Dès que le souverain le brise, il perd autant qu'il est en lui le droit de commander, la conscience le devoir d'obéir ; du même coup s'évanouissent aux yeux des hommes le Pouvoir et l'obéissance. Ne sont-ce pas nos lois, et les peuples sont-ils des mystiques parce qu'ils suivent la conscience qu'on leur fait ? Le principe a fléchi, et les Empires se sont affaîssés : *conturbatæ sunt gentes, et inclinata sunt regna...* On a coupé l'obéissance à sa racine, et la moindre secousse a fait tomber les Rois. Quelques hommes, à Naples, ont renversé ces jours derniers une nation de neuf millions d'âmes. Il y a treize ans, des insurgés à peine plus nombreux renversèrent en quelques heures le plus puissant État ; le lendemain trente-six millions de Français se mettaient à leurs pieds. Immédiatement le même fait éclate



à Vienne et retentit jusqu'à Berlin... Qu'est-ce que l'Europe? qu'est-ce que cette société faite de main d'hommes, et que l'homme revient démolir?

L'ORDRE moral n'est pas seul ébranlé, l'ordre matériel présente des symptômes graves. Les États de l'Europe émettent aujourd'hui des emprunts qui absorbent les ressources recueillies par l'épargne de leurs populations. De semblables ressources suffiront-elles toujours? Par suite de nos mœurs, l'épargne ira en diminuant, et par l'effet de nos doctrines, les dépenses publiques vont aller en croissant : combien de temps marchera-t-on dans cette voie? D'une part, affaissement de l'ordre moral, sur lequel s'appuyait l'ordre politique; de l'autre, épuisement des ressources employées à le soutenir, la Société marche donc vers l'époque où elle ne fera plus ses frais... La question qui s'ouvre est bien simple : La Société a-t-elle toujours autant coûté? et lorsqu'elle coûtait moins, quelle force parvenait à la maintenir? C'est cette force que je veux indiquer.

Après ce prélèvement, ce qui subsiste de l'é-

pargne des classes supérieures se transforme en papier dans leurs mains, pour redescendre en salaire sur la foule. Mais le salaire se dissipant à mesure, si un événement vient détruire le papier, nous aurons donc le sort économique de l'Espagne? Elle mit sa richesse dans l'or, comme nous mettons la nôtre dans l'industrie de luxe et dans l'agiotage; le jour où l'or fut écoulé, il ne resta à ce pays que ses terres abandonnées; et sa population fut réduite aux limites de ses subsistances. Le luxe et le papier dessèchent en ce moment chez nous les Aristocraties. Les classes qui créent encore du capital, le voient se transformer en capital fictif, et disparaître dans les consommations improductives. La Civilisation moderne, jusqu'à ce jour, mit au contraire tous ses efforts à retenir ce fluide précieux dans le sol, dans la propriété, dans les antiques réservoirs des Aristocraties. Car la population repose sur la production, la production sur le capital, le capital sur la propriété, la propriété sur la rente, qui en est le mobile, et sur la rente enfin reposent les arts, les sciences, les lois, notre Civilisation entière. C'est par le capital, par la puissance du capital, qu'elle a pu remplacer l'Esclavage. La Civilisation n'existerait pas sans la rente : si on

l'abolissait, la Société rentrerait dans la barbarie; mais vouloir affaiblir la rente <sup>1</sup>, c'est vouloir s'y précipiter. La Société fut-elle toujours réduite à la nécessité de dévorer son capital pour prolonger son existence? Si les classes qui gouvernent avaient toujours été soumises à cette épreuve, seraient-elles arrivées jusqu'à nous? Lorsque les foules n'entraînaient point ces sacrifices, quelle loi les élevait dans la paix? C'est encore cette loi que je veux indiquer.

L'Europe se retrouve non en présence d'une invasion, mais de la dissolution même; le Christianisme se retrouve non en présence d'une hérésie, mais de la négation absolue, c'est-à-dire dans un état plus effrayant pour le monde que celui où il l'a trouvé... C'est le droit qui va disparaître, c'est tout ce qu'a si péniblement construit le travail sacré de l'histoire. L'Europe n'est ni luthérienne, ni calviniste, ni musulmane, l'Europe est sans principes. Voilà pourquoi elle ne fait rien pour la vérité; pourquoi elle se laisse

1. La rente, ou le *revenu*, c'est-à-dire ce qui *revient* au capital lorsque tout salaire est payé. Il faut du pain constitué par une rente pour qu'un homme puisse faire autre chose que gagner du pain. Si l'on veut réfléchir, un médecin, par exemple, coûte à sa famille de vingt-cinq à trente mille francs, un savant quarante, un magistrat soixante, un homme d'État plus encore, etc....

arracher cette pierre sacrée, cette pierre miraculeuse qui soutient tout, les droits, les lois, les mœurs, dans cette voûte immense de l'édifice européen.

On a perdu plus d'un principe pour en arriver là ! C'est pourquoi nous devons remonter vers celui d'où les autres dérivent, et sur lequel doit se fixer notre pensée. Comme si l'époque avait le temps de méditer, j'ai mis le plus grand nombre de ces pages à établir ce point initial. Les conséquences viennent toujours ; elles forment ici la dernière partie. A quoi servirait d'exposer de nouveau toutes les conséquences, — qu'on n'a perdues qu'en perdant le Principe, — si l'on ne fixe ce Principe même, d'où elles doivent découler ?

Il n'existe au fond qu'un principe, dont tous les autres ne sont que des applications ; mais ces diverses applications ne sauraient jamais être opposées ; en les séparant on les brise comme la branche que l'on enlève au tronc. L'unité d'un Principe pour l'homme se lit dans l'unité de sa raison. L'âme n'a qu'une loi : n'en cherchez pas une seconde pour l'asservir. Ne cherchons que l'appli-

cation de cette noble loi à nos sociétés civiles, et d'abord, pour que cette âme immortelle n'obéisse en définitive qu'à Dieu, et ensuite, pour que le bien opéré dans la vie morale soit autant d'opéré pour la loi, autant d'accompli pour la Politique.

C'est la hauteur des vues qui a manqué aux hommes. Ils n'aperçoivent plus que leurs intérêts mêmes se rattachent à la morale et à la politique, la morale et la politique à la Théologie, que dès lors il nous faut la Foi. Dans nos philosophies étroites, nous avons pris quelques idées pour des doctrines, et nos abstractions pour des lois. Hors de la tradition des hommes, l'intelligence individuelle ne saurait aller loin : c'est notre esprit, non la doctrine, qui a été pulvérisé par l'analyse ! Sans cette tradition, qui nous élève et nous complète par le sens commun, il n'y a que les esprits tout à fait supérieurs qui puissent embrasser l'ensemble, surtout le lier au sommet. Il n'y aurait pas d'éducation, et pas de Société, si l'homme pouvait grandir par le moi, et se former à chaque époque par des idées individuelles.

L'Église, avons-nous dit, est attaquée ; c'est la notion de l'Église qu'il faut rétablir dans sa force.

Ici, la raison donnera la démonstration rationnelle de l'Infaillibilité, l'Infaillibilité celle de la Société moderne... La Foi dans ma raison répand tant de lumières, la raison dans ma foi a mis tant de clarté, que peut-être il en sortira ici une étincelle. Trois parties dans ce livre<sup>1</sup>; la première me semble s'adresser au rationalisme, la seconde au protestantisme, et la troisième au schisme; enfin la Conclusion concerne le libéralisme. Ce sont les quatre erreurs qui, lambeau par lambeau nous enlevant le Christianisme, ont fait la place à la Révolution.

La Révolution est la dernière barbarie, celle qui détruit les germes que la première enveloppait. Le signe du retour de la barbarie n'est pas seulement dans l'anarchie, qui pénètre parmi les âmes, mais dans la rareté, mais dans l'impopularité des idées élevées... Il semble que nous avons connu une époque où les idées étaient estimées chez les hommes en raison de leur élévation!

Il est temps! Que les nations décident si elles veulent revenir vers l'Église, qui les a affranchies, ou marcher vers le despotisme, qui les engloutira.

1. Dans le livre de l'INFAILLIBILITÉ : c'est la Conclusion seule que renferme cette Brochure.

Enivrées par l'orgueil, elles ne voient que rêves de bonheur et d'émancipation, alors qu'on les dépouille et qu'on les conduit à la mort.

Cercle fatal! la France périt par l'oubli des principes, et, constamment enchaînée à ce qui se montre à la surface, elle fuit le chemin qui remonte aux principes! C'est ainsi qu'on devient la proie des événements... Celui-là seul est libre qui vit dans les causes morales, dans la cause des mœurs, dans la cause des lois. Là se tient le secret d'une époque, le nœud de l'avenir.

Mais parmi tant d'esprits qui se déclarent indépendants, où est l'homme assez fort pour entendre la vérité? Que dis-je, où est celui qui veut réellement un principe? Dans ces limbes funestes où nous jette la confusion, les âmes fuient comme des ombres que recouvre le manteau du mensonge. Vérité! vérité! qu'as-tu fait pour causer tant d'effroi, pour soulever des haines chez les hommes? Même parmi ceux qui t'appellent, s'il faut te confesser tout entière, le plus intrépide s'arrête, et le plus fier songe à sa popularité...

19 mars 1861.

# CONCLUSION.

---

NÉCESSITÉ DE LA THÉOLOGIE,

OU

POLITIQUE RÉELLE.

---

I.

La Société moderne repose sur la Théologie. Elle en a reçu son idée de Dieu, son idée du pouvoir, son idée de la justice, son idée du droit, son idée du bien et du mal, son idée du vrai, son idée de l'homme, de son origine, de son but, de la loi, de la liberté, de l'imputabilité, de l'inviolabilité humaine, de l'obéissance, de la vertu, et de la sainteté; elle en a reçu ses mœurs, sa philosophie et ses lois. D'une pareille Société, re-

Base  
de la société  
moderne.



tirez la Théologie, c'est comme si vous retiriez la vie ou l'affinité d'un corps, il retombe en dissolution. N'espérons pas vivre sur un miracle.

Déjà la Société est moralement dissoute; elle n'est retenue que par l'ordre politique, lequel dépend d'un événement. A la place de la loi de Dieu, librement acceptée par les âmes, partout la loi fortifiée, rétablissant entre les hommes, entre les classes, des rapports sociaux qui n'existent plus dans les cœurs. Le respect, cet amour de ce qui est plus grand, ne cimente plus la spirale merveilleuse de la hiérarchie. L'orgueil disjoint maintenant les pierres, que l'erreur avait ramollies. La force descend partout se mettre à la place de l'Autorité. Plus d'ordonnance, plus de croissance, tout reste bas; les peuples vont comme des troupeaux. Les armées qui maintiennent la paix intérieure sont trois fois plus considérables que celles qui défendaient autrefois les États; et les nations deviennent policées, de civilisées qu'elles étaient. Le jour approche où la Société elle-même ne fera plus ses frais. La banqueroute finale suivra la dissolution morale, et la barbarie sera là.

Si la force morale est méprisée des hommes, une autre force viendra la remplacer...

En repoussant l'Église, nous nous sommes ruinés. Ce qui ne se fera plus par la vérité, se fera par l'argent; la conscience se verra remplacée par la loi : vous voulez le despotisme pour vos vieux jours. En perdant de vue le Ciel, l'âme a perdu ses droits, et rendu sa vie de plus en plus douloureuse sur la terre. Que ne puis-je ici pénétrer les cœurs comme la conviction a pénétré mon âme! que ne puis-je les ouvrir à la lumière et redire

aux hommes si fiers de notre Société moderne, comme à ceux qui voudraient la sauver :

Une société est une UNITÉ SPIRITUELLE, un ordre, un monde dans les esprits. Voyez le mécanisme divin de la liberté de l'homme, de l'être que l'on forme ici-bas pour le Ciel : ses lois reposent sur ses mœurs, ses mœurs sur les consciences, les consciences sur les devoirs, et les devoirs sur l'Autorité spirituelle qui les éclaire et les prescrit. Notre civilisation roule sur l'Infaillibilité sans la voir<sup>1</sup>. Otez l'Infaillibilité, et les devoirs, les consciences, les mœurs, les lois, les institutions disparaissent successivement<sup>2</sup>. Otez l'Infaillibilité, les tyrans la remplaceront...

Répétons-le jusqu'à la fin à ceux qui désirent sauver la Civilisation moderne : tout pouvoir et toute obéissance viennent de Dieu. Vous sentez que l'homme est un esprit, et qu'il lui faut une logique.

Ne nous abusons pas plus longtemps sur une politique idéale, prise en dehors des faits. L'homme est là ; s'il naissait réellement bon, l'ordre politique ne serait pas seulement inutile, il ne serait pas né. Mais voilà six mille ans que l'ordre politique combat sur cette terre pour y lier le mal, pour rendre la liberté au bien, pour imposer la justice à l'homme, qui ne la voudrait pas. La Chute continue tous les jours : dès qu'on ôte l'arrêt, tout glisse dans l'abyme. Les hommes abandonnés à eux-mêmes retombent vers l'état sau-

1. Hors de là, l'homme glisse insensiblement du schisme dans le despotisme, du despotisme dans la barbarie.

2. Si l'Église se retirait, ce n'est pas le Protestantisme qui maintiendrait le Christianisme. On ne saurait dire que la réciproque soit vraie : la chute du Protestantisme n'entraînerait point celle du Catholicisme.

vage, vers l'état naturel de l'homme que la Chute a renversé de son état surnaturel. Car, fait en vue de l'état surnaturel, l'homme n'a point d'état de nature ici-bas !

La Société humaine telle que nous l'avons eue, est une merveille soutenue par Dieu, une merveille appuyée sur les deux forces d'en-Haut, la Grâce et l'Autorité. Que penser de ceux qui ébranlent à la fois les deux colonnes du temple ? Ne nous obstinons plus à méconnaître nos origines. Et prenons garde ! avec des saints et des Barbares on fonde une civilisation ; avec des saints et des populations qui se sont ruinées, et qui ont perdu la simplicité en même temps que la Foi, on ne produit que des martyrs au sein de la dispersion finale. Les races qui ont péché longtemps contre le Saint-Esprit, ne sont jamais remontées sur le trône de la civilisation.

Les nations ont été élevées par leurs religions comme les enfants par leurs mères. Elles ont été mises debout par des lois qu'elles ne sauraient quitter. Si l'édifice penche, on ne peut que le ramener dans l'équilibre qu'il a perdu. Enfin les religions ne sont pas des abstractions privées, mais des lois générales manifestées dans les esprits. La fontaine sacrée où les âmes et les lois vont puiser la vie doit s'offrir à tous les regards. Sans l'Eglise, le Christianisme eût été l'idée la plus belle de la terre ; mais elle s'y fût elle-même effacée, comme s'effaçait tous les jours chez les Juifs l'idée de l'unité de Dieu. Si le Christianisme est la plus grande des merveilles, l'Eglise en est la plus précieuse, elle qui nous l'a conservé, et en a transmis la substance au corps entier. C'est ce Christianisme,

divinement conservé dans l'urne sacrée de l'Église, que les peuples appellent le Catholicisme, du nom de la vérité qui est universelle, ou plus simplement encore, l'Église catholique. Elle est le centre, elle est la source ; c'est d'elle que notre Civilisation reçoit la vitalité. Que serait-ce, ô philosophie ! si nous abordions la donnée d'une Création, pareillement inexplicable sans l'Église, sans l'établissement de la vérité au sein des êtres intelligents ? Retrancher l'Église de la Création, c'est en retrancher l'homme... sa liberté, sa haute inviolabilité spirituelle. L'Église, c'est la vérité. Elle nous donne le mot de la création, le sens de l'homme ici-bas.

Non-seulement elle est l'âme de la Civilisation, par cette ordonnance morale dans laquelle elle établit elle-même les hommes et nous offre la Société intérieurement faite ; mais, politiquement, et à cette heure, elle est la vie des États, soit par la loi qu'elle met dans les âmes, soit par la direction qu'elle imprime aux esprits. Il faudra en convenir le jour où l'on réfléchira à l'instabilité où se trouve l'Europe. Il n'y a pas là d'abstraction, mais une simple déduction. L'homme n'agit que d'après sa pensée : il faut en chercher les sources et trouver ce qui les altère.

Allons donc au siège du mal, voyons de quelles vérités l'erreur est venue occuper la place. Le temps n'est plus où les lois n'étaient qu'une déduction ; où l'on faisait de la politique en appliquant les principes : il faut aujourd'hui les fonder. Il faut remonter dans l'ordre moral pour rétablir la politique, et dans la métaphysique pour rétablir l'ordre moral... Les croyances ne servent plus.

## II.

Erreur  
qui détruit  
cette base.

Il faut savoir ce qu'il y a dans l'homme pour savoir ce qu'il y a dans la Société ; il faut voir si les idées qu'il reçoit de son point de vue actuel, le maintiennent dans la Civilisation ou le conduisent en dehors. Le point de vue où se place l'esprit humain, nous fait ce que nous sommes.

Mais il ressort plus qu'on ne pense du point où s'arrête le cœur <sup>1</sup>. Nos convictions naissent dans nos vertus ; aussi se forment-elles lentement, et par un emprunt invisible fait à notre croyance ; mais une fois établies, la puissance en est aussi irrésistible qu'inépuisable. Comment se fait-il alors que, dans son esprit, toute une doctrine se présente à la fois, que sa pensée lui arrive toute formée ? l'homme ne le sait plus. Une époque est toujours toute prête. On ne repousse vulgairement la métaphysique que parce qu'on y obéit toujours. Aussi ne saurait-on comprendre la difficulté de modifier la moindre idée en nous. Les idées ne changent qu'en masse et par système, avec leur axe entier. Un homme n'en persuade jamais un autre, à moins qu'il n'offre à celui-ci une de ses propres conséquences, ou que déjà son point de vue n'ait changé. Les esprits ne sont pas libres de résister à leur logique.

1. Le cœur a le pouvoir d'emporter tout notre esprit où il le veut, selon les mouvements de son amour : ce qui rend l'homme responsable de ses pensées.

On ne peut qu'en changer la direction par une lumière très-vive, capable d'entraîner le cœur. C'est pourquoi les hommes ont quelquefois besoin de grands événements.

C'est donc l'état de la raison qu'il faut visiter en nous ; là se tiennent les sources d'un siècle. Là nos croyances préparent en secret nos mobiles et produisent conséquemment nos mœurs. En définitive, ce qui fait l'homme, c'est sa foi. L'ordre civil et politique, l'histoire ne le peut ignorer, découle de l'ordre moral, l'ordre moral de l'ordre spirituel ou des dogmes. Les axiomes unis aux dogmes donnent l'état de la raison : de là celui de la Société. N'appellez point cela de la spéculation, vous laisseriez échapper vos lois mêmes.

On doit examiner l'état bon ou mauvais de la raison si l'on veut découvrir celui de l'homme, et, toujours, quoi qu'il dise, revenir se placer vers Dieu, vers celui qui l'a fait, si on veut le comprendre. Nous ne saurions échapper au plan de la Création, oublier les lois divines, puisque ce sont ces lois qui nous conduisent. Toute la politique est là-Haut : seulement, on oublie d'y porter les yeux. Nous ne savons plus voir comment les causes premières entraînent les causes secondes, ni celles-ci l'ensemble des faits. Cependant, c'est une cause toute métaphysique, l'affaiblissement d'un axiome, un simple dérangement dans la pensée qui produit toute la Situation... Si nous ne comprenons pas cela, nous entrerons dans une impuissance absolue, nous tomberons écrasés sous les faits. L'époque est plus mal qu'il ne semble, c'est l'esprit qui est atteint.

Or, aujourd'hui, deux notions nous échappent de plus en plus, celle de la Création et celle de la Chute. La première disparaît de la raison, et la seconde de l'expérience même. En nous l'idée de cause s'affaiblit; nous oublions que l'Infini seul peut exister par lui-même, et que notre propre racine est constamment fixée dans l'Être. Nous n'avons pas assez présente cette notion, que la piété maintenait aussi vive en chacun de nous que dans l'esprit du plus grand métaphysicien. La Foi entretenait plus de métaphysique<sup>1</sup> que les efforts d'une raison que l'on détourne et qui se lasse. Nous ne sommes plus assez préoccupés de Dieu : bien que là soient toute raison et toute cause. D'ailleurs, c'est la raison qui s'affaiblit. Quoi ! l'homme peut-il sentir une seule fois battre son cœur sans remercier au même instant l'Infini ? D'ordinaire, les gens de bon sens doutent d'eux mêmes et croient en Dieu, ceux d'aujourd'hui ont des doutes sur Dieu et croient en eux : où l'on voit le chemin que le néant fait dans les cœurs !

L'orgueil, qui déjà affaiblit en nous l'idée de l'Être, le cache, et nous empêche de voir tout notre néant, dissipe également cette autre idée : que nous avons essuyé une Chute; qu'affaiblis dans le mal, nous

1. L'homme n'ayant pas assez de portée philosophique pour préférer tout de suite le Ciel à la terre, ce qui serait de stricte logique, la piété vient quelquefois demander au cœur ce que ne saurait donner la pensée. La philosophie, irritée, s'en aperçoit, et se hâte d'appeler mysticisme ce qui s'élève à Dieu par une autre voie que la sienne. « Pour arriver à Dieu, dit-elle, il n'y a qu'une voie, la raison; le reste est du mysticisme. » Pour arriver à Dieu, il y a toutes les voies qu'il a tracées, celles de la grâce et celles de l'amour, celles de la volonté et de l'obéissance. Les peuples n'emploient pas la philosophie.

dépendons de Dieu non-seulement pour la création, mais aussi pour la réparation de notre être. Bien que le mal découle de toutes parts, qu'il nous consume, qu'il nous dévore, nous ne le voulons plus voir au fond de notre propre nature. Il vient du dehors, il le faut repousser par une autre méthode. Et nous ne le voulons plus voir en nous, afin de ne point contracter d'obligations intérieures, de n'avoir pas plus à nous soumettre à notre Réparateur qu'à notre Créateur. Toujours la même pensée. C'est là le fond métaphysique de nos âmes, et, qu'on le sache ou qu'on l'ignore, la source de notre situation politique... Perdant peu à peu la raison, par l'affaiblissement de l'idée de cause, qui en est la racine, et la pratique, par la négation d'un fait qui sert de base à l'expérience universelle, nous quittons les grandes directions, nous poussons de plus en plus les Sociétés modernes hors de la réalité.

Dès que le mal ne tient plus à l'homme, il doit céder à une autre méthode, la religion n'est plus le grand remède. Le mal n'est qu'un accident du dehors, le résultat d'une fausse organisation sociale : c'est sur la Société, non sur l'homme, que pèse la responsabilité du mal. Il faut l'empêcher de naître en enlevant de la Société la pauvreté, la misère, les douleurs qui l'ont produit; enfin prendre l'œuvre par le pied, en restituant à l'homme les droits inhérents à sa nature immaculée. Tout, effectivement, doit changer, quand les effets sont pris pour cause! Ainsi l'orgueil, dans lequel nous oublions que pas une seconde ne s'ajoute à notre être qu'elle ne vienne de Dieu, nous conduit à penser qu'un système de réparation est encore bien



moins nécessaire à cet être pour lui rendre ce que le mal lui a ôté; et par cette brèche tout le Christianisme s'échappe de notre esprit... Le principe d'Autorité, qui ne peut évidemment s'y maintenir qu'en raison du besoin que nous avons de nous rattacher à Dieu et de nous garantir de l'homme, s'enfuit par la même voie. On ne sent plus assez l'immensité de Dieu et le peu que nous sommes; cela suffit pour renverser l'axe de notre esprit et fausser tous les grands problèmes. La dépendance où nous restons du Créateur est, en définitive, la source de l'Autorité, si ce que nous devons craindre des hommes en est le motif ostensible. Il les faut gouverner, et non-seulement pour les retenir dans le bien, mais d'abord pour ôter de devant eux les obstacles que leur opposerait le mal.

Hors de l'Église, je défie de trouver un principe d'Autorité, une base suffisante pour gouverner. Les hommes veulent y voir. Si l'on consent au despotisme, tout est dit<sup>1</sup>... Mais hors de l'Église vous ne pourrez plus gouverner. L'homme est moralement libre, il est l'enfant responsable de Dieu. Les hommes réunis ne pourraient donner une loi à l'un d'entre eux, toucher au droit de cette créature qui puise son inviolabilité dans sa responsabilité devant Dieu.

Hors du Saint-Père, où nous voyons justement le canal de l'Autorité remonter jusqu'à Dieu, et de la doc-

1. Le despotisme, qui substitue la volonté humaine à la volonté de Dieu, est nécessairement en raison inverse de la présence de Dieu sur la terre. Le despotisme existe quand le Souverain, par exemple, se substitue à la justice. Mais comme les volontés doivent être dans la justice, elles restent toutes libres, quelque énergique que se montre la volonté du Souverain pour faire exécuter la justice.

trine de l'Église, où nous savons que les Puissances sont ordonnées de Dieu, on ne maintiendra plus de gouvernement chez les peuples, chez ceux du moins qui ont possédé le Christianisme jusqu'à ce jour. Toutes nos lois d'équilibre, toutes nos constitutions ne sont que du papier. Avec les notions de liberté morale, recueillies dans des dogmes que la démocratie leur a fait rejeter comme une écorce dont on a pris le fruit, ces peuples vous répéteront en termes si clairs que les hommes sont égaux, tous inviolables, que la Révolution sera là avant vous, toujours debout, toujours prête, et plus légitime à leurs yeux que la Société !

On le voit maintenant, la Révolution s'est accrue dans le monde en raison de la décroissance en nos âmes de la pensée de Dieu. En Politique, dans les sciences et dans la vie, on n'a pas la pensée de Dieu suffisamment présente ; on ne sent pas à chaque instant que tout absolument vient de lui. L'idée de cause se perd, et la raison s'en va parce que la Foi se retire. Qu'est-ce que l'esprit de l'homme détaché de l'idée de cause ? une feuille tombée de sa branche et chassée par le vent. C'est à l'énergie de l'idée de cause que se mesure la force et l'étendue de notre intelligence. Or cette idée s'entretient dans notre âme par la présence de la pensée de Dieu. On peut se livrer à d'immenses labeurs, entasser les observations, sans faire un pas vers la lumière. Les faits s'amassent sur les faits comme les pierres dans la carrière, la science ne s'élève pas. Mais au sein de la Société, où il s'agit de tout tenir debout ensemble, la perte de l'idée de cause amène un

cataclysme affreux. Détaché du principe divin, l'ordre moral s'écroule, et l'ordre politique n'offre plus qu'une ruine. Les sciences ont achevé d'entraîner une raison déjà chancelante ; la Théologie seule pourrait la relever. Que la Théologie paraisse, et verse sa lumière sur toute l'étendue de notre enseignement ! L'histoire, la morale, la politique, l'économique, les sciences physiques elles-mêmes, ne sauraient entrer dans le monde sans allumer là leur flambeau. Les États songeront qu'il y va de leur existence.

### III.

Comment  
l'erreur s'érige  
en doctrine.

Le Christianisme avait fait croître simultanément l'arbre de la liberté et celui de l'autorité ; il avait élevé la nature humaine en même temps que son tuteur et son support. C'était un portique appuyé sur deux colonnes précieuses ; retirer l'une, enlever l'autre, c'est le faire écrouler. Et, comme on n'a point à redouter que l'homme se brise lui-même et veuille étouffer son moi, dans ce merveilleux édifice, la colonne de l'Autorité sembla toujours du plus grand prix et la plus importante à maintenir sur sa base. Dieu disait : C'EST MOI QUI FAIS LES ROIS ; il voulait qu'ils fussent sacrés par ses pontifes, promus par sa grâce, enfin héréditaires, pour que les hommes sentissent que ces Rois étaient à mesure formés et donnés de sa main. Chaque jour, leurs prières les lui demandaient justes et sages.

Ceux qui heurtent cet admirable plan par leurs théories insensées, par leur fabuleuse histoire ; qui, oubliant le mal que recèle notre âme, estiment le déploiement de la pure volonté humaine comme un bien supérieur à celui de l'Autorité ; qui bornent aujourd'hui leur mission à obtenir des libertés politiques destructives des droits publics et privés des peuples, en sont en ce moment les plus terribles ennemis. Ils coupent le seul fil qui retienne encore la Civilisation au bord du gouffre où ils l'ont amenée. C'est d'en-Haut, c'est par l'Autorité divine que tout arrive à notre faible humanité. Si la foule possédait si bien la sagesse, qu'on en pût tirer les lois et les gouvernements ; si elle était naturellement éclairée, naturellement ordonnée, il n'eût pas été question de gouvernement en ce monde. Viendrait-on faire ce qui est fait, gouverner ce dont on tire l'essence du gouvernement ? Il faut comprendre ce que l'on dit... Quand les systèmes verront-ils ces cercles vicieux ?

Doctrines nouvelles multiplient les docteurs (tout un nouveau cercle d'idées, toute une révolution doit sortir du point de vue qui exclut le mal originel). Pour eux, l'homme a grandi ; il est tout élevé, il faut ôter maintenant les étais. Sans doute, ajoutent-ils, il s'est formé à l'abri de l'Autorité, comme la chrysalide à l'abri de son enveloppe. Aujourd'hui le papillon rejette les téguments ; ses progrès dans la liberté politique sont exactement ceux qui se sont opérés dans son essence <sup>1</sup>. L'homme

1. C'est vrai sans doute en un sens. Mais ces progrès imprimés par le Christianisme aux aristocraties et aux institutions, ne s'étendent jamais suffisamment à la foule, qui, dans ses mœurs, se traite elle-même d'une manière barbare dès qu'elle peut échapper à des lois, par malheur toujours au-dessus d'elle.

est parti, et les pouvoirs restent debout ! Mais ils seraient bientôt un obstacle au développement de cette progressive nature, à l'entière évolution sociale. Les renverser d'un coup est la folie de la Révolution, qui ne voit qu'un côté du problème ; les maintenir en entier est la sottise du vieux Régime, qui ne voit rien. Oter deux pierres à l'édifice, en fixer une prête à tomber ; maintenir tout à la fois un pouvoir et une négation du pouvoir, c'est-à-dire un pouvoir mixte ; un gouvernement qu'on attaque en restant dans l'ordre et qui de même se défend, c'est-à-dire un gouvernement parlementaire, telle est la véritable politique. Le grand art est de placer le sabot à la roue du progrès. Gloire aux gouvernements quand la chaîne résiste ; mais gloire aux peuples qui s'avancent dans la liberté politique et y arrivent sans verser. — O le grand, le bel art de professer l'illusion !

A ce mot de progrès, si attrayant pour de nobles âmes, vinrent quelques chrétiens surpris de l'oubli du passé dans un fait si considérable. Ils pensèrent y remédier, remplacer le rationalisme par un néochristianisme. Aussitôt la voix des docteurs reprit avec un accent plus doux : L'homme se perfectionne, par le christianisme sans doute, mais il se perfectionne. Si le Christ l'a racheté, s'il le répare sans cesse par les mains de l'Eglise, la statue renversée dans Éden doit être relevée au milieu des Sociétés modernes. Et tout le dit. La terre refléurit sous notre culture, la ronce a laissé passer la machine, et l'antique malédiction semble fuir devant les pas de l'industrie. Devant nos Codes améliorés, la ronce tombe aussi de nos cœurs, et le mal, de notre

volonté si fâcheusement inclinée. Que les gouvernements ont fait de mal à l'âme si noble de l'homme ! Cependant l'ordre politique, qui n'était que le garde-fou, se retire à mesure que l'homme s'avance. La loi s'abolit par la grâce. Nos progrès mêmes sont le degré d'élévation que le Christianisme atteint dans nos cœurs. Que les peuples restés dans le sensualisme gardent encore un système d'autorité qui les met intérieurement à l'abri de leur propre barbarie. Chez nous, en présence de la loi de justice et d'amour, la force doit s'éloigner, l'Autorité se renfermer dans son temple. Elle règne, mais ne gouverne pas ! Dans ce jour attendu, où les hommes se reconnaîtront pour frères, où le paradis perdu sera pour jamais reconquis, la vieille société disparaîtra pour faire place à la Société véritable, à cette phalange glorieuse de la Communion des saints. La Royauté, l'Église elle-même.....

Mais passons quelque chose aux caprices que M. de Chateaubriand<sup>1</sup> caressait sur ses vieux jours. Cependant,

1. M. de Chateaubriand, énumérant ce qu'a perdu le siècle lorsque les RR. PP. Deplace et Druilhet lui furent préférés dans l'éducation du duc de Bordeaux... ajoute, pour stupéfier ses admirateurs : « Si Henri V eût recouvré sa couronne, je lui aurais conseillé de ne la porter que pour la déposer au temps venu. J'eusse voulu voir disparaître les Capets d'une façon digne de leur grandeur. Quel beau, quel illustre jour que celui où, après avoir relevé la religion, perfectionné la Constitution, élargi les droits des citoyens, rompu les derniers liens de la presse, émancipé les communes, balancé équitablement le salaire avec le travail, raffermi la propriété en contenant les abus, assuré par des frontières reculées (etc., etc.), quel beau jour que celui où, ces choses accomplies, MON ÉLÈVE eût dit à la Nation solennellement convoquée :

« Français ! votre éducation est finie avec la mienne. Mon premier

je redoute moins ceux qui déclarent franchement que la Société n'a d'autre forme légitime que l'An-archie, et que l'homme doit y être dans une égalité, dans une liberté d'autant plus parfaites qu'il y vient recevoir son apothéose. Au fond de leur logique, nous voyons tout entière et toute horrible, l'idée dont vous n'osez déposer au seuil qu'un germe enveloppé ! Si ce n'était le blasphème dont on est navré pour celui qui, dévoilant jusqu'au fond nos pensées, a su du moins conclure, on préférerait la voix qui crie : « Le pain dont l'humanité

« s'est nourrie depuis six mille ans, est un poison ; l'air

« qu'elle a respiré, la chaleur qui l'a réchauffée, les

« idées qui l'ont éclairée sont des poisons ! Dieu, ce

« Dieu sur lequel vous vous appuyez depuis soixante

« siècles pour fermer l'homme dans la servitude et la

« douleur, c'est le mal ! La justice, cette justice avec

« laquelle vous partagez inégalement les honneurs, les

« produits de l'industrie et de la terre, c'est là l'iniquité !

« Et votre Société, affichant Dieu, proclamant la jus-

« tice, avouant la propriété, c'est l'abomination ! Elle

« pousse l'imbécillité jusqu'à favoriser l'échelle des

« mérites entre les hommes, jusqu'à consolider une

« hiérarchie impie, alors que son triomphe serait de

« aïeul, Robert-le-Fort, mourut pour vous, et mon père a demandé

« grâce pour l'homme qui lui arracha la vie. Mes ancêtres ont élevé

« et formé la France à travers la barbarie : maintenant les progrès

« de la civilisation ne permettent plus que vous ayez un tuteur, JE

« DESCENDS DU TRÔNE : je confirme les bienfaits de mes pères, en

« vous déliant de vos serments envers la Monarchie. » Dites si jamais

« temple assez magnifique aurait pu être élevé à sa mémoire ? » etc.

— Qui se laisserait d'admirer les voies de la Providence !..

« présenter des hommes partout égaux, et sa gloire d'être une An-archie ! » Oui, nous devons moins redouter celui qui oppose audacieusement ce qu'il nomme *La justice de l'humanité* à *La justice de l'Église* : ses paroles n'auront pas le pouvoir de maintenir pendant dix-sept ans, sur la France, un règne habilement hostile à l'Église ; elles ne gardent point au bord de la coupe, le miel que les vôtres portent aux lèvres des hommes qu'on pourra toujours enivrer. Je les redoute moins, parce que l'honnêteté reconnaîtra l'erreur en la trouvant dans les bras du crime ; parce que la foule jugera, aux traces laissées par le feu, jusqu'où l'aberration est montée ; je les redoute moins, le canon des peuples civilisés peut faire justice de ceux qu'elles armeraient du poignard ; je les redoute moins, Dieu tiendra l'homme dans le bon sens, tant qu'il voudra conserver le monde...

Ce qui effraye, c'est l'erreur sous les habits de la science et prenant tous les accents de la raison ; c'est la vérité unie, par un triste mélange, à toutes les erreurs ; c'est l'orgueil des docteurs frappant d'ivresse les hommes les plus habiles et faisant, hélas ! parmi nous, chanceler les plus grands !

1. J'ai connu des hommes disant très-sérieusement que, sans les lois, la Société irait beaucoup mieux, et qui comptaient sur 1848 pour nous délivrer du fatras des législations...



## IV.

Le fait contredit  
cette erreur.

Si l'Église répare sans cesse l'homme, c'est que sans cesse il a besoin d'être réparé... Les générations marchent, mais l'homme reparaît toujours. Dieu lui pardonne le mal : il ne l'en a pas affranchi, ni, conséquemment, des lois qui lui en épargnent les suites.

Si Jésus-Christ en a pris sur lui le côté qui donnait la mort, il a laissé celui qui sert d'argument au mérite, d'exercice à la vertu de cet être qui demeure le fils de ses œuvres. Les générations repartent du même point ; elles se communiquent leurs sciences, leurs procédés ; elles n'en ont pas pour se communiquer la vertu ; l'homme conserve le même mérite à l'atteindre. La Société, comme la famille, se transmet ses biens et ses lois, mais il lui reste à s'élever. Pourquoi confondre le perfectionnement des choses avec celui de l'âme, perpétuellement suspendue entre le bien et le mal ? Les crimes sont toujours là, l'État ne peut changer les codes, ni retirer ses lois. La Chute continue <sup>1</sup>, puisque Dieu continue de nous relever ; les fautes se renouvellent, puisqu'il ne cesse de pardonner ; les maux ne sont point sortis de notre âme, puisqu'il nous laisse une Église qui ne doit pas périr : la Chute dure encore, puisque le mal est sur la terre !

1. Non dans son essence, mais dans ses effets.

L'âme, il est vrai, peut rentrer à sa place, le chemin lui est rouvert; mais elle est à la même distance de Dieu. Sa position n'a donc pas changé sur la terre. L'homme y reste incapable de s'élever naturellement à la justice et à la vérité perdues. De là l'Autorité pour lui assurer la première, et l'Eglise pour lui assurer la seconde : l'Eglise, surnaturellement ; l'Autorité, artificiellement. Le genre humain est relevé de la Chute, mais il est sous la loi et dans les sentiers de la Chute, puisqu'il y trouve les bons et les méchants. L'Eglise, pas plus que l'Autorité, ne saurait quitter cette terre devant la thèse du progrès. La Civilisation y est encore, en définitive, une association des bons, travaillant par les lois, par l'instruction, par les exemples, par la justice, par la police, par tous les moyens, à y maintenir les autres.

Avez-vous changé les rapports de Dieu et de l'homme ? Eh bien ! vous ne sauriez changer ceux qui fixent la Société.

Et c'est parce que l'ordre politique est le garde-fou de la Société, qu'il faut se garder d'y toucher. Et c'est parce que nos progrès sont le degré d'élévation du Christianisme dans nos cœurs, qu'il faut garantir les cœurs qui le possèdent de ceux qui l'ont rejeté ; puis, au moyen de l'Autorité, établir ces derniers dans ce bien relatif de l'ordre qui fournit la première discipline à leur âme, la met de plain-pied avec le bien, et lui permet d'arriver aux vertus positives. C'est, enfin, parce que ces progrès viennent du Christianisme, qu'il faut laisser toute son énergie à l'Eglise, pour qu'elle continue de les répandre en nous.

Une méprise inouïe frappe la pensée actuelle d'impuissance en philosophie aussi bien qu'en politique. On raisonne constamment sans savoir si on le fait dans *l'ordre amené par la Chute*, ou dans *l'ordre premier*, dans l'ordre où la création fût restée sans la Chute. Et cependant, s'il y a une Chute, c'est le premier des faits historiques, le fait d'où les autres dépendent, le fait que l'homme d'État, que le Législateur, doit étudier avant tout...

De là, d'une part, les empiriques, et de l'autre les rêveurs : les uns partant de ce qui est, les autres de ce qui devrait être, mais sans savoir pourquoi. Les théoriciens peuvent courir dans un idéal entièrement tracé, sans que les empiriques apportent des raisons suffisantes à les retenir; et les empiriques, rentrer d'autant plus vite au fond de l'expérience, qu'ils ont entrevu les dangers.

## V.

**L'état de nature.** Ici la routine et l'imagination se partagent les têtes; comment persuader à l'idéal de consulter l'expérience, ou à l'expérience de ne point perdre de vue l'idéal? Pour peu que les peuples souffrent, ou que l'orgueil soit réveillé, quelques hommes, comme le firent les légistes, et plus tard Voltaire, Montesquieu et Rousseau, pourront toujours les bercer de l'espoir de revenir à un état meilleur, à *l'état de Nature*, à cet idéal

d'autant plus aisé à saisir qu'il se rattache au sentiment d'une perfection que Dieu a nécessairement mise en ses œuvres. Otez les hommes d'un rare bon sens, tous les cœurs bons ou exaltés partageront les beaux désirs, et nous voilà la proie des empiriques ou des rêveurs. Raisonner dans l'ordre amené par la Chute, ou dans l'ordre qui eût précédé la Chute : certes, les deux points de vue sont assez dissemblables ! eh bien, personne n'y fait attention. Chacun prend l'un ou l'autre de ces chemins, sans le savoir, et y marche obstinément jusqu'à la fin. Aussi la pensée, de nos jours, n'a-t-elle pu avancer d'un pas. Ceux qui s'égarent les yeux fixés sur l'idéal, ne savent à quoi cela peut tenir.

Entre ceux qui partent d'une sorte d'immaculée conception de l'homme, c'est-à-dire d'un pur naturalisme, et ceux qui s'enferment dans l'empirisme sans comprendre la légitimité du passé, il n'y a pas place à la philosophie, il n'y en a pas conséquemment à la Politique.

Aussi, depuis longtemps, on n'en fait plus. On court au plus pressé ; on cherche à se garantir des chocs, plutôt qu'à suivre une route. Car, on n'entre pas plus dans la politique en réduisant les difficultés du moment, que dans les hautes mathématiques en arpentant un champ<sup>1</sup>. Peut-on se servir de la loi de Dieu sans la connaître ? et, sans la consulter, en faire une application si difficile ? Où conduire l'humanité, si l'on n'apprend du Créateur où elle va ? Tout marche ici-bas à la réali-

1. Politique et fatalisme sont deux mots qui s'excluent ; bien que de nos jours on procède, par le fatalisme, à l'étude de l'histoire et de la politique... Invoquer la fatalité, en présence des événements, c'est avouer, ce semble, qu'on n'y comprend plus rien.

sation des desseins éternels. En fait , plus un peuple se rattache d'abord aux lois de l'humanité, plus il saisit ensuite dans l'humanité la loi qui la rattache à Dieu, plus sa marche est certaine et sa politique profonde. Les véritables hommes d'État suivirent cette ligne ; et l'histoire proclame les peuples qui y sont entrés. Celui qui ne voit pas les vraies causes, ne saurait espérer de pénétrer dans les effets. Connaître les hommes, n'est pas une mince science ; mais, ce n'est là qu'un point, si l'on ne peut les juger à la lumière de leur Loi. Peu sert à l'homme d'État de saisir le but et l'avenir, s'il n'aperçoit les difficultés du présent ; mais peu lui sert de les connaître, s'il ne sait où se porter pour les résoudre. On ne pénétrera dans la politique que par les chemins de la Théologie.

Il n'est point aisé de saisir des sottises en nombre, il vaut mieux aller à la source pour en couper le cours. Sur ces questions, il faut atteindre l'erreur jusque dans la raison, ou plutôt jusque dans l'illusion qui l'engendre. D'ailleurs, il faut voir d'un peu haut pour bien voir. Souriez donc : pendant que vous tenez le terrain des faits, je vais, comme un enfant, dans l'invisible région en surprendre les causes.

## VI.

Il n'y a pas  
d'état  
de Nature.

Pour un être surnaturel, il ne peut y avoir un état de Nature ici-bas. A le chercher, Rousseau a perdu son génie, et la Révolution, malgré le sang qu'elle a versé

pour se faire un passage , a succombé sous ses propres horreurs. Enumérant nos maux , Rousseau voulut donc revenir à l'état de Nature<sup>1</sup> ; et de là , toutes les illusions que nous fit partager son éloquence. Il crut que l'on retrouverait la perfection de l'homme en supprimant les lois , les religions , l'éducation qu'on lui avait jusqu'alors appliquée : chose facile , si elle eût été vraie. Suivant lui , il fallait écarter tout ce que nous tenions de la civilisation , pour retrouver l'homme de la nature. *L'homme est né libre , et partout il est dans les fers... Il est bon , et la Société le déprave... L'homme qui pense est un animal dépravé...* (Il parlait des pensées que le matérialisme commençait à répandre.) Certainement , l'homme devait avoir été créé bon ; le point de vue était tout simple. Et quant à l'homme , il comprit vite qu'il devait être parfait ! que tout le mal venait d'ailleurs...

Et puis , dans cette alternative , comment préférer la Société à la nature ? la Société que nous avons faite , qui est pleine de nous , à la nature , qui est pleine de Dieu ? Partout l'homme vit dans le mal , et Dieu ne peut l'y avoir mis ! Ici les évidences se multiplient ; et pouvaient-elles ne pas envelopper , comme d'un filet , les esprits qui sortaient des enceintes de la Théologie pour admirer si follement l'antiquité ? Le clergé seul échappa à tant d'évidence ; bien que , en littérature , en poésie , même en philosophie , des intelligences de toutes sortes aient été prises au piège. Constamment rencontrer le mal , l'ignorance , la concupiscence , la misère , la mort ! évidemment , nous étions sortis des voies de la nature.

1. Hors de l'enseignement théologique , il avait toute raison ; la perfection est quelque part.

Dieu ne pouvait avoir créé ces choses et s'écrier : Qu'elles étaient bien ! Que dire à des pensées si justes ? Pour comble, en ce moment l'Antiquité venait d'apparaître si belle, et le Christianisme si laid, au jugement de Boileau ! Assurément le genre humain s'écarterait de jour en jour de sa voie.

L'idée ne vint pas que notre liberté avait pu se jeter elle-même hors de la perfection ; ni que le fait avait eu lieu dès l'origine, puisque le fleuve entier des volontés roule le mal !

## VII.

La Révolution  
sort de l'idée  
d'un  
état de Nature.

Il fallut donc étudier la Nature, et juger à ce point de vue, connu de la pensée seule, une Société dont pas un iota ne devait subsister, puisqu'elle n'avait point été formée sur ce principe de l'état de Nature, de l'état qui n'existe pas. Il fallut donc tout renverser, car tout apparut faux, illégitime. Au point de vue divin, les hommes obtiennent des mérites, et de là, ils s'échelonnent. Au point de vue de la Nature, les hommes, comme les bêtes, sont tous égaux, et de là on les comprime. Les lois, ici, ne sauraient provenir que d'une convention nationale. Toute autre source est tyrannique.

On eut la Convention nationale ; et la Révolution, rétablissant l'égalité, vint combler les désirs des légistes et des rhéteurs, au nom répété de Rousseau, qui présentait l'idée nouvelle avec tant d'éloquence, et de Voltaire, qui, à travers des écrits universellement goûtés,

noyait le passé dans l'outrage<sup>1</sup>. Les novateurs étaient pressés ; il était temps de retrouver la Nature ! Il fallut écarter les hommes aussi bien que les lois. Le sang coula : la foule y avait mis la main ! mais comment débayer ? Or l'état de Nature n'existant point, on trouva, quoi ? l'état sauvage : exactement comme les peuples tombés de la civilisation... On avait vu des Sauvages, on aurait pu s'édifier. Mais, aux mains d'une époque, la logique est si forte, qu'on aima mieux croire à des idées qu'à ses yeux.

Cependant la lassitude des bourreaux apporta quelque trêve. Des victoires éblouissantes, puis des revers, captivèrent un instant notre attention. Mais les loisirs reparaissant avec la paix, notre pensée se remit à suivre la donnée de l'homme né bon, toujours indiquée par Rousseau et maintenue par les légistes. Les économistes, à leur tour, nous apprirent d'où nous venaient l'injustice, la misère, enfin la mort ! ils publièrent les moyens sûrs de rétablir partout et l'abondance et le bonheur, si positivement promis par la Nature. Pour une fin si désirable, il suffisait de rompre tous nos droits, de mettre les biens en commun et d'appeler des machines à les produire...

Ce Fourier, qui charme encore tant d'heureux esprits, fut le disciple des légistes et le nourrisson de

1. « La Convention décrète que les honneurs du Panthéon seront rendus aux libérateurs de la pensée. » La translation des restes de Voltaire eut lieu le 11 juillet 1791. La Révolution reconnaît Rousseau pour son père, et lui décerne les mêmes honneurs. « À peine sortis des « forêts, nos pères n'avaient que le bon sens de la nature, et les philosophes nous apprirent les premiers le chemin du bonheur et de la liberté, etc. » (Disc. de Baudin). — Quel bonheur ? et quelle liberté ?



Rousseau, comme Jean-Jacques fut celui de la Renaissance<sup>1</sup>. De l'égalité devant la loi politique, de Montesquieu et de Rousseau, Fourier arrive très-sensément à l'égalité devant la loi économique : pendant qu'on marchait, en Allemagne, de l'idée de notre indépendance de l'Infini à l'idée de nous le subordonner lui-même<sup>2</sup>... Partager le pain, c'était rendre la vie à la question. Inutile d'avertir comment, prises au point de vue païen, mais écloses de 1820 à 1848, les idées économiques offertes par la Révolution, — et enseignant à l'homme que le travail est une misère dont on le délivrera, l'épargne, un ridicule, la consommation, le but et dès lors le remède, — préparent une catastrophe analogue aux catastrophes politiques. Ajoutons, pour finir, que ceux qui, depuis quarante ans, demandent compte aux gouvernements de toutes nos imperfections et de tous nos maux, comme M. Fourier, sont au service de la vieille pensée qu'a recueillie le philosophe de Genève.

En logique, les gouvernements ne peuvent subsister une heure devant un pareil point de vue ; et, en fait, ils n'ont cessé de rencontrer chez les peuples l'Opposition toujours debout, et des révolutions périodiques. On ne saurait subsister quand on a tort. Les gens sensés sont peu nombreux pour arrêter un courant de ce genre. Qu'on a donc travaillé, fait d'essais, et souffert ;

1. Filiation reconnue : « Nous sommes philosophes et révolutionnaires, s'écrit le *Journal des Débats* ; mais nous sommes les fils « de la Renaissance et de la Philosophie avant d'être fils de la Révolution. » Avril 1852.

2. « Dieu n'est que l'Être en croissance ; il lui faut l'homme pour se « développer, pour prendre conscience de lui-même, tandis que « l'homme n'a pas besoin de Dieu. » Hegel, Feuerbach, Stirner, etc.

qu'on a exposé d'âmes et couru de périls pour une seule erreur, pour une erreur théologique ! Rousseau y laissa son génie ; et notre siècle peut dire s'il y perdit son temps et sa valeur jusqu'à ce jour. Toutes nos thèses politiques et économiques ne s'en iront qu'avec la thèse de Rousseau, et celle-ci ne tombera que devant l'idée de la Théologie, l'idée de l'expérience : le mal !

Tant que ces points de vue subsisteront, les États ne pourront compter sur l'existence. La foule croit sérieusement que ses intérêts sont là. On ne saurait tenir contre les prétendus intérêts de tous, le bon sens le déclare. C'est donc toujours sur la pensée d'où naquit la Révolution, que roule la question politique.

### VIII.

Le compte en est facile. D'abord, ne voyant plus le mal comme inhérent à notre âme ; puis, croyant que l'homme existe un peu par lui-même, du moins quant à son intelligence et à sa volonté, on oublie sa dépendance de l'Infini, on en fait, qu'on le proclame ou qu'on le nie, une sorte de Dieu au sein des choses, Dieu fort à plaindre d'être soumis à tant d'abjections ici-bas. Dès lors la Création n'est plus exempte de reproches, ni plus juste envers lui que la civilisation. Tel est le sentiment qui domine les cœurs, celui que les littérateurs, faisant suite aux historiens, aux politiques et aux économistes, envoient à tous leurs échos ; car la littérature est toujours fille soumise de la philosophie, quand

Le Panthéisme,  
métaphysique  
de la  
Révolution.

il en existe une, ou des sens, quand ils ont étouffé la philosophie.

Depuis trente ans, cette triste expression de la Société met ses joies à exalter la nature de l'homme, à nous montrer la Création fort au-dessous de ce grand cœur, à en plaindre le sort dans d'inépuisables romans. Tous ses héros, grands par le génie et par le caractère, d'une nature supérieure, à la façon des dieux, veulent tous, pour le prouver, briser nos lois, depuis celles de la pensée jusqu'à celles du mariage, puis s'échapper de cette détestable vie par la porte de la débauche ou celle du suicide... Taisez-vous ! cette littérature, sous des formes maladives, ne fait que rendre à la foule l'idée qui fait le fond de votre thèse philosophique, historique et politique. Entre vous, la différence est dans les mots : vos livres, depuis soixante ans, soulèvent chez l'homme le même orgueil, les mêmes passions.

D'abord vous demandez tous la même chose. N'est-on pas toujours sûr, philosophes, politiques et littérateurs, de vous voir soulevés, premièrement, contre tout ce qui s'oppose à votre thèse de l'Égalité ; et secondement, contre tout ce qui favorise la Foi ? Eh ! que dit cette Foi ? Que nous dépendons totalement de Dieu. Et votre Égalité ? Qu'on ne doit rien avoir au-dessus de soi. Aveu complet.. que pouvez-vous répondre ? Ce siècle vous contient tous dans sa pensée, non sur le même point, mais sur la même ligne : il ne faut que la suivre. Depuis la thèse qui proclame les droits innés de l'homme, en histoire, en politique et en économie, partout où l'on veut se passer de Dieu, jusques aux héros incompris,

jusqu'au travail attrayant, à la mer de Fourier prête à tourner en limonade, je ne sens pas de différence<sup>1</sup>. C'est toujours la nature courbée devant le moi, et non celle que le mal souleva contre lui. En nous est l'essence des choses ; loin de dépendre, et de bénir Celui dont il dépend, l'homme n'a ici-bas que des droits à faire connaître, et puis quelques appétits... Que les savants et les littérateurs doivent mépriser la métaphysique, qui les fait tous ainsi obéir à la fois !

Vérifiez vos points de contact : faut-il qu'on vous aide à les reconnaître ? La Société, c'est l'homme dont on n'a pas compris les droits ! la Religion, une heureuse imposture, à laquelle il faut bien renoncer ! l'histoire, un long passé dans l'erreur ! l'économique, l'homme sacrifié dans sa chair ! Mais la philosophie, c'est l'homme dont on a retrouvé la nature ; l'homme avec un droit à lui, une pensée à lui, une substance à lui, et ne relevant que de lui. Sur ces trois points, il peut pourvoir à tout ; l'Infini n'y est que pour bien peu, si tant est qu'il y soit pour quelque chose encore... — Ah ! pourquoi l'Autorité met-elle tous ses soins à contenir l'homme, si, d'autre part, tous les livres en France conspirent à l'égarer ? Espérez-vous que les Sociétés pourront tenir longtemps contre l'ensemble des consciences abusées, contre les foules exaltées qu'elles renferment dans leur sein ? Mal sans bornes, auquel le bras ne pourra rien, si l'Autorité politique ne laisse redescendre la vérité chez les hommes par toutes les voies

1. Les premiers ne sortent pas de l'officine où l'opium est préparé pour des gens au-dessus de la foule. Et les seconds, sachant les goûts de celle-ci, lui montrent des objets qui parlent à son appétit.

de l'enseignement, si l'Autorité ne les ramène à l'éternelle expérience, à la Théologie <sup>1</sup>.

L'homme d'État sourit de me voir aller si haut; et moi, de le voir marcher si bas, si loin des causes qui emportent un monde qui lui échappe entièrement. Tout ce qui s'agite en dehors du problème fixé par la Foi est nul : voyez-le bien. De près ou de loin, affirmation ou négation, tout se rattache à la Foi, tout se décide par elle : PARCE QU'ELLE EST LA PLUS GRANDE CONCEPTION EXPLICATIVE DE CE MONDE... Et, aujourd'hui, les politiques et les légistes ne la dédaignent avec une affectation si marquée, que parce qu'ils le sentent trop bien et qu'ils font les derniers efforts pour s'en débarrasser. Mais, sans entrer dans la Thèologie, avant de mettre le pied dans l'expérience, entr'ouvrons la porte de la philosophie. Que se fait-il, que se dit-il maintenant au fond de notre âme ? Voyons jusqu'à quel point, en ce moment, elle est à même de se conduire et de diriger la pensée et la Société à la fois.

1. Pendant que vous dites l'homme fait ici-bas pour le repos et les jouissances, la Théologie le déclare fait pour le travail et pour la pénitence. Pendant que vous le proclamez indépendant, et que vous faites de ce point une application à la fois métaphysique et politique, les catholiques déclarent que tout pouvoir vient de Dieu, doit être dès lors exercé conformément à sa Loi, et non conformément à celle de l'homme. Ceux-ci voient le plus saint des devoirs dans l'obéissance, et ceux-là, dans l'insurrection... Voilà bien une différence en morale et en politique !

## IX.

Quelles inconséquences jusque dans notre propre manière de sentir ! Il y a, un être près de moi qui me donne à toutes les secondes ce qu'il y a de plus précieux, l'existence ; ce qu'il y a de plus inouï pour moi qui viens du néant, la pensée ; tout ce qu'il y a de divin, la volonté, l'amour ; cet être n'est rien moins que l'Être divin lui-même, et cependant il n'est pas sans cesse appelé dans mon sein par la reconnaissance et par le besoin de mon cœur ! Notre pensée devrait être telle que l'amour de Dieu fût comme une nécessité de notre existence... Après m'avoir donné la vie, il me tend le pain qui doit conserver les jours qui me sont donnés pour déployer ma volonté, puis deux choses plus précieuses encore que tout ce qui n'est pas éternel, notre liberté et la Grâce, pour fonder en cette volonté un mérite de nature infinie, et cependant je ne sais ni m'attacher à cet Être inouï de bonté, ni m'y soumettre, ni traiter avec lui autrement qu'à ma guise et comme si je pouvais m'en passer <sup>1</sup> ! Non, je ne songe point que, si je suis incapable de l'existence, je le suis plus encore de l'Infini !

Faiblesse  
actuelle  
de la pensée.

Car, si je pouvais m'élever vers l'Infini sans le secours de l'Infini, j'aurais moi-même quelque chose de l'Infini. Et

1. Parce que je subsiste depuis quarante années, et que le monde subsiste depuis six mille, sans qu'il y ait eu l'interruption d'un instant, faut-il croire que tout cela ait subsisté, un instant, sans l'éternelle Bonté ? M'en ferai-je une arme contre elle ?

ne réfléchissant pas que si j'avais l'Infini en quelque manière, je l'aurais en toute manière et serais moi-même Infini, je ne sais plus me rendre à l'évidente nécessité pour moi d'un Secours infini, aveuglé, ébloui que je suis par ce que je possède de l'existence. Ce qu'il y a d'être en moi me dérobe totalement l'être... oui, je suis si petit et si vain ! Perdant toute notion première, ne songeant plus à la nécessité de Celui qui obtient pour moi ce Secours infini, que nulle créature ne saurait mériter d'elle-même, puisqu'elle ne saurait, d'elle-même, rien posséder de l'Infini ; ne songeant plus à ce médiateur par lequel mon néant est appelé à ce qui est éternel, comment m'inquiéteraient-je alors de ce qui se passe entre lui et moi ? comment me demanderais-je si mon âme a su conserver ce Secours, ou s'il a fallu le lui rendre ? Le Christianisme, en un mot, cette métaphysique de toute métaphysique ici-bas, où se tiendra-t-il dans ma pensée ?

Dès lors, perdant le point de vue divin, ne sachant ni moi-même, ni mon but, comment retrouverai-je le moyen, la loi, ma destination, ma morale, ma politique ? Dans l'Absolu, ma substance me semble indépendante ; là je ne suis point lié ; ici-bas, d'où serais-je lié à des devoirs, à une obligation ? Je suis : voilà l'évidence ! J'apparais dans l'être ; en moi se trouve conséquemment une perfection considérable. Et ma conclusion a une tout autre force, une tout autre portée que celle de Descartes. Pourquoi ce : *donc je suis* ? Qui me dit que je ne suis pas ? Je suis, au contraire ; c'est mon point de départ : donnez les conséquences. Je suis parfait, puisque je suis... Car, s'il m'avait manqué une des conditions de l'existence, je n'y serais point arrivé ; j'appartiendrais en-

core au néant. Je ne suis ni roi, ni homme ; être, je suis ! et entre comme je le dois dans le domaine de l'existence. Tout ce qui revient à l'être, assurément je le tiens de cette nature même de laquelle je tiens mon être...

Ainsi, l'orgueil aveugle l'homme jusque sur les conceptions indispensables au maintien de la raison humaine. Celui qui, dans l'ordre de son existence, ne se sent point dépendre, peut-il, dans l'ordre politique, dépendre d'autre chose que de son plein vouloir ? Voilà cependant les idées qui planent sur l'Europe, et pénètrent aussi irrésistiblement dans les esprits que la chaleur pénètre dans les corps. Qu'une pareille métaphysique doit donner du pied avec mépris à notre échafaudage européen ! Combien les radicaux de la pensée doivent nous trouver misérables ! Heureusement, les faits sont ici-bas la pierre de touche des lois de l'Infini, et, sur ces faits, vont se briser ceux qui s'élèvent dans les illusions de l'orgueil.

Chose merveilleuse, le genre humain, par la voie de ses traditions, me tient le même langage que les faits. Il me raconte la faiblesse et l'inexpérience de mon être à porter le don sacré de l'existence et les dons tout divins que Dieu y avait attachés. La pratique elle-même m'en avertit ! J'ouvre les yeux, je vois le mal au sein de l'homme, je le vois répandu sur toute la terre.

Combien il faut que la Théologie soit dans le vrai, dans le réel, que toutes les sciences et toutes les idées venant d'un point de vue formé par l'exclusion du sien, se trouvent dans la plus notoire, la plus impraticable erreur ! Et vous devez maintenant le sentir ; blâmer m'est odieux, mais puis-je m'empêcher de le dire ?



vos systèmes panthéistes, socialistes, rationalistes, parlementaristes, suivant l'intensité de l'erreur, tous absolument tombent devant ce fait, le Mal... Le Mal, qu'il faut nous expliquer; ce n'est pas tout, le Mal dont il faut nous garantir! Et, pour vous, deux choses en même temps qu'il vous faut effacer du monde, toute la Théologie et toute la Politique, en un mot, le Passé!

## X.

L'existence  
du mal  
dissipe les  
théories.

Vous pensiez que Dieu avait apporté sur la terre la plus puissante des doctrines, et la plus élevée, sans laisser un témoin dans les faits! Reprenez tous vos discours sur l'omnipotence absolue de la liberté; faites vos théories sur les lois de pondération politique; précipitez-vous dans les causes secondes et obstruez les passages par une intarissable érudition; allez en haut, allez en bas, je vous arrête avec un mot: le Mal! Est-il, oui ou non? Eh bien! levez-vous et expliquez-le moi! (Surtout sans insulter un des grands dons de Dieu, la liberté humaine, en disant que ce mal en est l'inévitable fruit.) Oui, dites en quoi il consiste; indiquez-en la source, l'étendue: il faut bien guérir l'homme, et d'abord, le garantir! Après, vous nous direz si ce qu'a fait sur ce point le Passé, vous semble méprisable, et si vous-mêmes, dans votre sagesse et dans vos lois, vous lui êtes si supérieurs? Le Mal, voilà bien la question: il faut la discuter ou s'y rendre. Je signale le point qui fait pâlir à la fois vos doctrines: et tout y est mis en échec.

Car, et la question s'adresse à tous : pourquoi pensez-vous qu'on puisse restreindre l'autorité des Rois, donner aux peuples une liberté illimitée, leur offrir celle des cultes, répandre sans discernement la science et la littérature, rompre les douanes, associer tous les hommes, leur faire voter leurs lois, et mettre leurs personnes et leurs biens en commun ? pourquoi pensez-vous qu'ils soient désormais en état de se passer de la Foi, du Culte, de la pénitence, de tous les sacrements, y compris celui du mariage ; que la raison leur suffise, et que le Christianisme, au reste, *n'en ait que pour quatre-vingts ans dans le ventre ?* pourquoi, au nom de la philosophie, les investissez-vous pleinement de la liberté de conscience, de la liberté de penser, d'écrire, de parler, de tout faire <sup>1</sup>, sinon parce que vous avez confiance absolue en la nature de l'homme ? sinon parce que vous perdez de vue ce mal originel, qui le suivra jusqu'à la dernière génération ? Vos doctrines, enfin, sur la liberté illimitée de l'industrie, sur le luxe, le crédit, le libre échange, les progrès indéfinis, les nationalités à faire, etc., le bagage en un mot des idées de l'époque se lie à ce même point.

Votre psychologie, au reste, justifie tout. Elle aurait enfanté l'erreur si elle n'avait pas existé.

Vous-mêmes, examinez. Déclarer la raison impersonnelle, c'est-à-dire divine, c'est la déclarer infaillible ; et déclarer notre liberté pleine, c'est-à-dire intacte, c'est la déclarer dans le bien. Raison infaillible

1. On croit indiquer à peu près le programme et les vœux réunis, mais logiques entre eux, du libéralisme, du rationalisme et du socialisme.

et volonté droite, voilà au fond ce que dit la psychologie, ou la psychologie ne dit rien. Pourquoi l'expérience vient-elle la démentir; vient-elle nous montrer l'homme en proie au mal et plongé dans l'erreur? Par la pensée, je le trouve parfait, et par l'observation, je le trouve coupable! la différence est trop frappante. Voilà qui devait surprendre, qui devait empêcher de transporter dans la pratique l'homme de la théorie. Si la raison est impersonnelle, elle est infaillible, et ici je ne le nie pas. Mais je demande si l'homme a conservé cette raison, et s'il lui obéit? Je demande si une science de fantaisie peut servir d'argument à la morale, de base à la Politique? Quelque intéressante qu'elle soit en effet, la psychologie est une étude bien légère et bien vacillante à côté de la Théologie, pour en prendre le rôle et en avoir les applications. Pascal, qui en vit aussitôt le fond dans les limites de la raison et les faiblesses de notre volonté, la quitta, comme Bossuet du reste, pour revenir à la Théologie. Maine de Biran, notre plus grand esprit psychologique avec M. Cousin, fit de même. Le génie tend à la pratique.

Quoi! le mal est une conséquence inévitable de cette liberté que nous tenons de Dieu, même le mal qui détruit notre liberté? Comment font donc les Auges? On confond notre libre arbitre affaibli, c'est-à-dire la liberté atteinte et la liberté pure. Oui, de la liberté pouvait naître du mal<sup>1</sup>, mais c'est le bien surtout qui devait en sortir.

1. Car c'est l'intensité du mal qui embarrasse : l'enfant de cette liberté ne devait pas dévorer sa mère! Le rationalisme, seule école qui ait conservé la thèse de la liberté, abandonnée par les autres,

Je pousserai la thèse au bout; sans la Chute, sans le mal originel, vos systèmes sont complètement vrais. Mais aussi, dans la Chute, ils restent complètement faux, et frappés de cette futilité étrange et fatale qui présage la fin de la pensée sur plusieurs points, et peut-être celle des temps. Il faut y réfléchir! Bien qu'obscur en ce siècle, si je proclamais vos doctrines, je ne voudrais pas laisser derrière moi un fait comme celui qui vient d'être énoncé. Hegel, non plus que vous, n'a point parlé du mal. L'aurait-on oublié? Quelle philosophie! Voudrait-on le nier? Nier n'est pas répondre.

pourra balbutier que le mal est dans la trame du monde, qu'il est un appel à l'activité, un exercice, une épreuve de la volonté. Mais le Créateur ne ménagea pas à la volonté un exercice pour l'étouffer, une épreuve pour qu'elle y meure. L'épreuve dans certaines limites, oui; mais par delà sa mesure? Entrer dans le mal et y périr, est-ce un succès, est-ce un chemin pour notre liberté? Le scandaleux, le parricide, l'adultère, le mal irréparable, apportent-ils au bien un tribut qui lui soit nécessaire? Confondrait-on avec le mal moral, la peine physique ou morale, suffisante au déploiement du caractère? Et les peuples barbares plus nombreux que les peuples civilisés? Et les méchants instincts plus forts dans nos cœurs que les bons? Et tous les codes de la terre armés, formés contre le mal?.. Avouons qu'il en existe un peu trop! Et ne confondons point le mal, qui vient de l'homme et le déborde, avec l'obstacle, qui vient de la nature. Ne confondons pas la plus belle des notions, celle de la liberté, pouvoir de faire le bien quand on pourrait faire le mal, avec la joie universelle qu'éprouve l'homme à faire le mal quand il pourrait faire le bien. N'essayons pas non plus de fuir sur les rives de l'ontologie pour déclarer que le mal, en fin de compte, n'est qu'une privation du bien, un non-être, quelque chose de peu d'importance : car nous sentons assez que le non-être, étant néant pour l'homme, ne le rendrait point coupable. Faire le mal, au reste, c'est retourner dans ce néant par la haine de l'être.

Vous êtes en psychologie des analyses si parfaites, que vous ne sauriez confondre le mal avec une volonté en état de l'éviter et de le vaincre. Qui sut découvrir un fétu dans notre âme, y saura voir la poutre logée en travers. Le mal moral, ou qui détruit la volonté, voilà le fait : on ne vous parle pas d'autre chose.

Il faut que, depuis leur ontologie jusqu'à leur dernière application économique, les systèmes nous expliquent le mal. Qu'elle nous l'explique, surtout, cette philosophie qui se pose dans la sagesse ! On ne saurait être abusé plus longtemps par des feintes. Convenez-en, les idées qui servent de point de départ secret à votre pensée, servent aux autres de maximes ostensibles. Vous ne le voulez pas, mais toutes les conséquences et leur point de départ sont là. En haut, en bas, partout vous êtes liés. Vous n'aimez point vos disciples ; dans vos fiertés vous leur tournez le dos, mais vos idées s'embrassent... Ne croyez pas qu'un jour on fasse une exception pour vous, dans les jugements à porter sur ce siècle annulé jusqu'ici par l'erreur. Vous l'avez dit assez : 'Tout siècle est un.

Le malheur est que vous ne tiriez point les conséquences ; elles vous montreraient vos principes ! Mais déjà votre pensée succombe sous les coups de l'expérience. Pas une tentative, une révolution, un mouvement désiré de vous qui ne vous ait fait sa blessure. Le Mal, une seule idée que lance la pratique, vous tue philosophiquement et politiquement. Et vous ne pouvez la mépriser, bien qu'elle vienne de la Théologie !.. Ne criez pas au mysticisme. Ne dites pas que l'idée du mal est trop loin pour atteindre la Politique, ou niez l'ordre moral et toute son économie. Niez que les mœurs décident des lois, et les croyances, des idées et des mœurs ; niez le cercle entier de la pensée et de la liberté humaine ! Si vous criez au mysticisme, vous avouez que vous vous jugez dans l'erreur <sup>1</sup>.

1. *Impius cum in profundum.... contemnit!* On peut dire aujourd'hui

Tout à l'heure, quand pour éclairer le fait politique, nous remontions dans l'âme, dans la Théologie, je l'avoue, c'était le prendre d'un peu haut. Et cependant ! sans partir du principe, comment pénétrer dans les conséquences ?

## XI.

Voici le fait : il y eut une Chute, il y a le mal, il est au sein de l'homme, il faut le préserver des suites, et lui rendre le bien ainsi que la vérité perdue. Il faut, à l'aide du secours divin, que l'homme remonte à l'état de justice et d'innocence, où il avait été placé, enfin à l'état de vertu et de charité, qu'il aurait dû primitivement atteindre. C'est là tout ce qui se passe sur la terre. Saisir l'idée du mal, c'est saisir la vraie clef, c'est toucher le grand point : et l'on ne peut sortir de ce point sans tomber dans l'abîme.

La Politique  
est née du mal.

(En métaphysique, remplaçons l'idée de l'Infini par l'idée du Développement, comme les Allemands l'ont osé faire ; en politique, l'idée d'une Autorité venue de Dieu, par l'idée du progrès continu, comme on l'a fait chez nous, et nous passons, au premier cas, hors de la raison, au second cas, hors de l'expérience ! Mais déjà nous sommes si avant sur ces voies que nous ne distinguons plus notre point de départ ; nous ne

d'hui : il crie au mysticisme ! L'un prétend la chose *mystique*, et l'autre, *renouvelée* du moyen âge. La Révolution qui nous dévore, le socialisme qui nous atteint, arrivent-ils du moyen âge ?

voyons plus les vérités que nous fuyons. Remontez à la source de votre érudition, de vos doctrines en histoire, en économique, en politique humanitaire, vous trouverez ceci : d'abord la négation du mal inhérent à l'homme, comme effet d'une chute, ensuite l'affirmation de son indépendance absolue. Le niez-vous ? Déclarez alors que vous n'excluez point le mal originel, aussitôt je me tais, vous-mêmes vous tirerez les conséquences. Vous ne le ferez pas. Vous n'avez point le droit dès lors de condamner les tentatives métaphysiques de l'Allemagne pour donner à l'homme au sein de l'Être, pas plus que les tentatives du socialisme en France pour lui donner au sein des faits, une position analogue à celle que la Révolution croit lui avoir assurée, en l'arrachant au point de vue de l'Église. Un peu de fierté, et déclarez que l'homme dépend de Dieu pour la conservation, la réparation et la perfection de son être, ou avouez les conclusions du livre *De la Justice dans l'Humanité* ! Il n'y a pas d'autre issue, il faut être ou catholique ou socialiste, croire que l'homme dépend de Dieu, ou croire qu'il en est indépendant, sous peine de ne présenter qu'un lambeau, de n'avoir qu'un fragment de logique. Reprenez vos systèmes, et quels qu'ils soient, ils ne font que résoudre directement ou indirectement cette question, qu'ils ne peuvent écarter, et dont ils ne peuvent sortir : L'HOMME SE DÉVELOPPE DE LUI-MÊME, ET SANS AVOIR SUBI DE CHUTE. Votre science est toute là : et vous l'avez dans le creux de la main. Or, comme L'HOMME NE SE DÉVELOPPE PAS DE LUI-MÊME, ce que nous démontre la Grâce <sup>1</sup>, et qu'il a subi une chute, ce que nous apprend

1. Philosophiquement, l'absence du développement spontané en

le plus ancien livre du monde, l'erreur que vous accumulez vous paraît-elle maintenant suffisante?... Enchantés des merveilles qu'en politique, elle présentait à vos désirs, vous courûtes saisir, par une Révolution facile, les uns les profits du Pouvoir, les autres ceux de la popularité. La France en 1830 semblait entraînée sur vos pas. Mais les désirs des masses, soulevées pour vous exhausser, ne furent point rassasiés en même temps que les vôtres. Et dix-huit ans plus tard, le jour où la foule, montrant plus de logique que ses maîtres, réclama la totalité des droits innés de l'homme, de l'homme non déchu, qu'avez-vous dit? Il a fallu se taire; il a fallu attendre qu'un fait en dehors de toutes vos prévisions, de toutes vos idées, vînt vous rendre à la vie, à vos biens, et par la voie que vous aviez le plus méprisée! Vous avez tout ébranlé; mais vous n'avez pas ébranlé le point sur lequel roule le monde, sur lequel toute pratique est assise, qui embrasse, qui explique tout chez les hommes, depuis les châtimens jusqu'à la charité. Le Mal, enfin, qu'on oubliait, s'est trouvé là. Et c'est la pierre contre laquelle tout système ira se briser...)

Je reprends !

Il y eut une Chute, il y a le mal, il est dans l'homme, il l'éloigne du bien et de la vérité pure : il y eut un Rédempteur, il y a l'Église, elle rend à l'homme la vérité et la Vie, pendant qu'il est abrité, dans la justice et dans la paix, par une autorité également venue de Dieu. C'est par groupe que ces vérités se recueillent. Combien c'est simple et beau, que le plus

l'homme est un fait historique dont l'évidence contrastant avec les vertus élevées du chrétien, révèle le fait caché de la Grâce.



simple enfant et les plus beaux génies saisissent cette logique ! si beau, si simple, que tout ce qui marche atteint d'erreur, ou pris d'envie, se hâte de la fuir...

• Mais voici votre point retrouvé (car le vrai même nous trompe dès que nous l'abordons par l'orgueil) : l'ordre politique n'eût pas existé sans la Chute ; sur la terre, les hommes se fussent entendus et unis pour le bien, comme les anges dans le Ciel. Le garde-fou eût été inutile, au moins dans sa partie répressive ; et, sans doute, les pasteurs des peuples en eussent aussi guidé les âmes. Cette vérité, qui se perd dans le sentiment que nous avons de l'idéal, et que Rousseau prit pour celui d'un état de perfection auquel la Société s'était substituée, vous fit conclure à une diminution graduelle de l'Autorité correspondant au développement continu de l'homme, comme elle fit soutenir à vos disciples, déjà plus loin du bon sens, l'abolition de cette Autorité même, la suppression des codes, la communauté angélique des biens, l'absence totale de gouvernement, en un mot l'Anarchie. A mesure en effet que la loi morale s'étend sur les consciences, l'Autorité restreint son action sur nous.

Mais le fait n'a point lieu par la loi d'un progrès continu, semblable à celle qui conduit la nature dans l'échelle de la série animale <sup>1</sup>. Il n'est pas un résultat inévitable du temps ; l'homme est le fruit de ses œu-

1. Si le progrès était réellement la loi de notre histoire, où serait la liberté, où serait le mérite ? Ce n'est pas l'idée du progrès, mais l'idée de la décadence qui est universelle dans l'antiquité, remarque si judicieusement M. Coquille. Il n'y est question que de l'âge d'or ; on y rappelle constamment les anciens, on ne cite que les vertus des ancêtres.

vres. L'histoire, au reste, le déclare. L'Église seule amène ce progrès, parce que seule elle tient de la vérité le sceptre des consciences, aussi bien que le pouvoir d'administrer aux âmes les secours de l'Infini. C'est le contraire de la proposition de Rousseau qu'il faut prendre : l'homme naît méchant, et la Société le répare. Ou plutôt, il naît dans le mal, la Société le recueille, et c'est l'Église qui le répare. Voilà la doctrine, et voilà le fait. Il faut avouer une fois, il faut proclamer enfin la position, le rôle véritable des Sociétés humaines ! Et si la Politique veut être une science, qu'elle sache son origine ; qu'elle connaisse son principe et comprenne sa légitimité !

## XII.

Qu'est donc la Loi politique ? D'un bout à l'autre le bien armé, le droit que l'on rétablit, la morale fortifiée, la Société garantie à l'homme malgré le mal, malgré l'égoïsme, malgré ses vices, hélas ! et la méchanceté de son cœur. <sup>1</sup> La Société n'est rien de moins. Elle est mère et non fille de l'homme. Jamais elle ne fut faite pour obéir à ses caprices, céder à son orgueil ou descendre dans ses passions. Le bien armé ! la Politique, hélas ! introduit parmi nous la force, parce que la liberté y introduit le mal. Ou plutôt, le mal

La Loi  
politique.

1. Dans sa 4<sup>e</sup> Conférence, à Notre-Dame, en 1859, le T. R. P. Félix fit, à l'auteur de cette Politique, l'honneur d'en citer ce passage en Chaire. — Voir l'*Univers* du 9 avril 1859. — (NOTE des Éditeurs.)

exige l'emploi de la force, et de là l'ordre politique.

Le bien armé! c'est là notre humiliation. Et cependant, quelque libre que devienne notre âme, quelque noble qu'en soit la nature, ne faisons point mépris de la force : nous lui devons la Société. Chez les êtres libres, la force introduit l'ordre, elle fait rentrer la justice et la paix, afin qu'il y ait des êtres libres! Ils ne le sont point partout où elle ne les a pas recueillis et placés au sein de la justice et de la paix. Il faut bien que la force protège le droit; qu'elle protège la justice, la vérité, l'innocence, tout ce qu'il y a de pur, de sacré sur la terre. Vous-mêmes, qui voudriez qu'elle en fût bannie, vous n'existeriez point sans la force. Elle est réellement une force morale, celle qui oblige les hommes à devenir des êtres moraux; celle qui rend leurs consciences libres, leurs volontés et leurs actes libres, dans le bien, dans le vrai, dans tout ce qui se rapporte au développement de leur noble nature; elle est réellement une force morale, celle qui ôte l'obstacle devant la conscience et rend à l'homme la liberté!. Certes! la force n'a pas la vertu de changer les cœurs, mais elle a celle de les soustraire à la discorde; aussi ne doit-elle plus intervenir chez ceux que la vertu rend libres. Mais la perte des idées chrétiennes nous dérobe les choses les plus simples; ou la force, chez nous, vient dépasser le but, ou nous désirons la bannir.

Le bien armé! là est notre humiliation; là est aussi.

1. Parmi des êtres libres, pourquoi est-ce la force qui a la Souveraineté? Voilà qui devait vous surprendre! Vos théories ne donnent aucun fait...

tout l'ordre politique, le rempart de l'Ordre moral. Toutefois, le bien armé n'est pas le bien ; et le soutien de l'ordre moral n'en est pas plus le souverain que le gendarme n'est le maître de celui qu'il délivra des assassins. Soyons humiliés si la justice prend un glaive pour pénétrer parmi les hommes, humiliés de rencontrer la force au milieu des êtres moraux : fait inouï, fait odieux s'il n'était justifié par ce fait malheureux que l'on nomme le mal ; cependant, félicitons-nous si cette force reste au pouvoir de la justice, si l'arme détestée ne passe pas des mains du droit dans celles de la tyrannie, destructrice des droits ; si la force, en un mot, est la force du droit et non le droit de la force...

Car la force n'est point le droit. Ici, nous voulions uniquement remarquer cette incomparable misère, que notre droit ne puisse régner sans la force. Le droit certes ! est le but ; mais n'ayons pas l'illusion de croire qu'il doive s'affranchir du moyen et puisse un jour se passer de la force. Les vœux, les rêves et les révolutions ne la détruiront pas ; la vertu seule, en multipliant la justice et la paix, a le pouvoir de restreindre l'office des gouvernements et le triste emploi de la force. Mettons aujourd'hui notre espoir à ce qu'elle soit avec et non contre le droit. Voilà pourquoi l'instrument redoutable ne doit être que dans les mains de celui qui est légitime, c'est-à-dire, conforme à la loi, à Dieu qui nous le donne pour qu'il soit selon lui, et pour que ni le Roi ni le peuple ne puisse confondre la force avec le droit.

La force politique établit donc au sein de la justice, des hommes qui d'eux-mêmes ne l'accompliraient pas ;

pendant ce temps, la Société se forme parmi eux. Ici le méchant ne pourra s'emparer de la femme de son prochain, ni de son champ, ni de son bœuf, qu'IL DÉSIRE... L'homme de bien partout circule, dans cette voie merveilleuse, où le méchant se voit cloué à tous les pas par les précautions de la force... Cette force si souvent maudite, arrête l'anthropophagie, suspend le meurtre et l'infanticide, met un frein aux plus cruelles injustices, calme insensiblement les haines, rend libres les consciences, les volontés, la vérité, le bien et l'innocence; prépare la place au droit, au mérite, à la vertu, à la bonté, puis à la charité, à laquelle les hommes peuvent dès-lors paisiblement obéir; cette force en un mot leur assure tous les biens de la terre lorsque Dieu l'a placée entre les mains d'un Roi, « *Donne-leur un Roi*; dit le prophète, *afin qu'ils sachent qu'ils sont des hommes.* » Car son Autorité n'est que le droit qui prend force; ou, si l'on veut, qui prend la force pour qu'elle soit, non du côté du mal, mais du côté du bien. Et la force déposée dans les mains du Droit s'appelle l'Autorité. Voilà pourquoi l'Autorité est souveraine : le Ciel veut qu'elle soit au-dessus de tout homme, alors qu'elle lui rend un service au-dessus de tout.

Quelle est cette parole que j'entendis en mon enfance : *les Rois s'en vont !* et qu'un chansonnier redisait aux foules dans son refrain : *Faites l'aumône au dernier de nos Rois ?* S'il existe une aumône, c'est celle de la justice, celle de la sûreté et de la paix, faite par la main des Rois à cette humanité que, hors de la Grâce ou de l'Autorité, vous voyez depuis six mille ans

*assise à l'ombre de la mort. Et si les Rois s'en vont, alors les peuples les suivent*<sup>1</sup>...

### XIII.

L'ordre politique ne dérive donc point de l'ordre primitif de la Création, mais des impérieuses nécessités de notre nature déchue. Il n'y a d'absolu au fond du pouvoir qu'il exerce que sa nécessité pour nous, et l'obligation où il est de conserver l'autorité suffisante à ses nobles fins. Mais d'une semblable situation va naître cette multitude de droits et de faits légitimes, bien qu'inexplicables aux yeux de la philosophie pure, de la théorie puérile qui sert de point de départ et de principe à la Révolution.

Dieu confie  
la politique  
aux Rois.

Le pouvoir des Rois est issu de la Chute; l'Écriture les nomme, dans sa précision magnifique, *les ministres de Dieu* POUR LE BIEN. Les races qui ont maintenu le ministère de ce bien ont été, avant toutes, aimées et protégées de Dieu; il les a portées dans ses bras par-dessus les périls et les siècles. Sondant les cœurs et les reins, il leur verse avec abondance les trésors de la vie et de l'intelligence; et le temps nous fait compter les anneaux d'une légitimité ainsi fondée au Ciel et consacrée par Dieu. Lorsque le comte de Maistre releva

1. J'ai toujours en tête un professeur qui voulait m'enseigner l'histoire. « Jusqu'ici, me dit-il à sa première leçon, on n'a fait que l'histoire des rois : il faut faire celle des peuples. » J'attendais tous les jours cette *histoire*; je devais croire que les peuples avaient fait quelque chose d'eux-mêmes et sans les Rois !

cette expression de l'Écriture : *C'est moi qui fais les Rois*, il ne manqua pas d'ajouter : « Ceci n'est point une métaphore, mais une loi du monde politique. Dieu *fait* les Rois, au pied de la lettre. Il prépare les races royales; il les mûrit au milieu d'un nuage qui cache leur origine. Elles paraissent ainsi couronnées de gloire et d'honneur. »

Si nous avons vu les nations d'abord exister par elles-mêmes, ensuite prendre des Princes par une sorte de luxe, et comme les villes se choisissent un maire, nous croirions à la réalité du point de vue offert par le siècle dernier. Mais l'histoire nous montre au contraire des Familles princières formant la clef de voûte et même quelquefois le germe des nations; puis ces nations se déployant corrélativement à ces Familles centrales, toujours en proportion de leur grandeur, de leur génie, de leur sentiment de la justice et des destinées définitives de l'homme. La Russie, par exemple, ne vint sur la scène du monde qu'avec les Romanow.

Certainement, entre ces Familles principales et leurs peuples, il a dû s'établir des échanges de diverses natures; ceux-ci présentaient leurs coutumes, leurs droits acquis, celles-là inspiraient leurs sentiments à la noblesse, d'où ils se versaient dans le cœur de ces peuples, car Dieu sut tout proportionner. Néanmoins, on a dû remarquer qu'en fait de hautes qualités morales, politiques et religieuses, les peuples reçurent infiniment plus de ces grandes Familles, que celles-ci n'acceptèrent d'eux : à tel point qu'on voit encore chez ces Familles, quelle qu'en soit la situation aujourd'hui, des vertus et des aspirations qui sont loin d'être absorbées

par leurs peuples. Dans les derniers temps , les filles de nos Rois étaient des Saintes , et leurs petits-fils des héros.

Quand celui qui *sonde les cœurs et les reins* choisit une Famille parmi toutes les autres , son choix est réel et divin. Celle-ci le prouve bientôt (quoique la liberté lui reste pour recueillir ou dissiper ses dons) en fournissant plus de législateurs , de guerriers et de saints , que les familles les plus nobles , bien qu'en ce point celles-ci l'emportent déjà sur les autres dans une proportion prodigieuse <sup>1</sup>. Elle le prouve en fournissant au sein des prospérités continuelles une carrière qui dépasse également celle des familles chez lesquelles la frugalité et la paix réunissent les conditions de la longévité. Elles subsistent depuis huit siècles, ces puissantes Familles de Bourbon et de Hapsbourg ; depuis huit siècles, elles demeurent plongées dans ce bain dissolvant des prospérités, qui a ramolli tant de cœurs et tari tant de sang, pour montrer ce que sont *les cœurs et les reins* chez les hommes à qui Dieu a voulu confier les nations ! Comme l'exprime un grand écrivain , les arguments ne feraient pas défaut pour démontrer que la royauté élective doit mettre à la tête des nations les hommes les meilleurs ; que , de la sorte , n'abandonnant rien au hasard , celles-ci marcheraient dans l'ère des prospérités : et cependant l'expérience est accablante.

Les hommes ne restent surpris de ce fait que parce qu'ils ne jettent pas les yeux assez haut ; dans l'hérédité, Dieu lui-même se charge de nous donner le souverain... Ne croyons pas que les apparences nous trompent beau-

1. Voir , sous ce point de vue , le Bréviaire romain , qui renferme du reste les noms des saints canonisés les plus connus...



coup plus en politique que sur tout autre point. Certainement les hommes superficiels ne cesseront de dire :  
 « La monarchie héréditaire est une chose absurde,  
 « l'élection est évidemment supérieure ; le talent de  
 « gouverner ne se transmet point comme un champ ; le  
 « système qui doit toujours porter le plus digne au  
 « Trône l'emporte raisonnablement sur celui qui peut  
 « y placer un Néron. Qu'est-ce que le mérite a de  
 « commun avec la naissance ? Dès lors comment as-  
 « seoir une nation sur l'hérédité, ainsi que l'a voulu  
 « l'histoire ? » — Ce qu'elle a voulu est bien simple :  
 par l'élection, ce sont les hommes qui choisissent ; et  
 par l'hérédité, c'EST DIEU QU'ON A CHARGÉ DU CHOIX.

Ce fait coupe court à l'erreur de ceux qui croient la Théocratie seule légitime en ce monde, parce que le Pape seul y étant infaillible, les hommes, pour obéir à des lois légitimes, devraient évidemment les tenir de celui qui par lui-même est conforme à la loi. Mais ils oublient que l'Infaillibilité du Saint-Père dans la discipline et la Foi, ne se rapporte qu'au Gouvernement de l'Eglise. Enfin, ils aperçoivent là, et sans trop s'écarter du noble instinct qui les dirige, que, à côté du fait de l'Infaillibilité, se place un autre fait divin, comme le veut leur âme élevée ; le fait désigné, dans la langue chrétienne, sous le nom de *Puissance de seconde Majesté*, fait réservé dans la distinction aussi soigneusement établie, au reste, par le Sauveur<sup>1</sup> que par l'histoire. L'ordre temporel ne fut pas déshérité plus que l'autre : l'homme entre bien dans tous les deux...

1. Jésus-Christ ne voulut point fonder une Théocratie, puisqu'il n'a pas imposé de code politique !

Les hommes, étant libres, ne peuvent légitimement obéir qu'à Dieu ; il faut dès lors que le Pouvoir qui leur commande possède un DROIT DIVIN. La Providence veut sa part dans les choses humaines, elle veut former les Rois justes et sages, les donner aux peuples qui les ont mérités. Et l'histoire s'unit à la thèse première de la Théologie pour rejeter le point de vue mis en avant par le siècle dernier, dans son ignorance des origines, dans son ignorance de la destinée sublime de l'homme.

## XIV.

Revenons à la pensée fondamentale. L'ordre politique ne dérive point de l'ordre primitif ; il n'y a d'absolu dans le pouvoir qu'il exerce que sa nécessité pour nous ; et si les hommes voulaient rentrer suffisamment dans la justice, on verrait l'ordre politique se retirer dans une même proportion. Aussi bien, est-ce la marche de l'histoire. Sur toute la terre, le pouvoir des gouvernements est en raison inverse de celui de la vertu... Telle est la conclusion pratique, infiniment précieuse, infiniment morale et pleine de consolations, qui résulte d'abord du fait que nous venons de rétablir.

De cette position de la Société humaine, découle ensuite, comme nous le disions tout à l'heure, la légitimité de cette série de situations qui semblent fausses, de faits sociaux qui paraissent injustes et ne cessent de réveiller l'étonnement des philosophes de second ordre ou l'éloquence des faibles penseurs. Hors du point de vue

La position  
réelle  
de l'ordre  
politique.

de la Chute, comment expliquer en effet la Pénalité, nécessitée par l'homme qui reste dans le mal? puis l'Inégalité, fruit des divers degrés par où les âmes remontent dans le bien? puis la Propriété, conservation du capital non consommé, refusé à la jouissance? puis toutes les Aristocraties, zones suivant lesquelles une population s'élève successivement dans les voies de l'épargne, de la justice, de l'honneur, de la charité et de la Sainteté? enfin l'Autorité, qui protège les phases de cette végétation d'un peuple et de ses droits acquis, au sein d'une même unité nationale? Oui, comment cette inégalité radicale serait-elle l'équité? et comment serait-elle aussi ancienne que le monde? Comment, hors de la Chute, s'expliqueraient de tels faits, et comment se trouveraient-ils les colonnes mêmes de la Société?... On le voit, les faits qui produisent l'étonnement des esprits venus de l'idéal, c'est-à-dire du droit pur, tel qu'il eût été sans la Chute, ne trouvent leur explication et n'offrent celle de l'histoire, que dans le point de vue sur lequel nous avons désiré attirer enfin l'attention.

La Société humaine, telle que nous l'avons, est issue de la Chute. De là son éternelle imperfection; de là celle de nos libertés, de nos droits, de nos lois et de l'Autorité elle-même!

L'ordre politique, encore une fois, ne tire point son origine de l'ordre absolu, de l'ordre primitif et parfait, mais du besoin où sont les hommes, par le fait de la Chute, de recevoir la justice et la paix, qu'ils n'apportent plus avec eux. Les Rois nous RENDENT la justice, suivant l'expression, volontaire ou involontaire, de nos langues. — La Politique n'a-t-elle jamais abusé de ce

rôle ? — Souvent elle en abusâ chez les peuples modernes, bien plus souvent, si vous le voulez, chez les autres ; mais quel que soit le nombre de ces abus, elle en empêcha, chez tous, un nombre incommensurablement plus grand. Sans le Pouvoir, l'abus lui-même eût disparu au milieu de l'abus, comme la goutte d'eau en tombant dans la mer, et l'homme n'eût pas existé. Il faut songer, d'ailleurs, qu'une pareille chute de notre liberté morale n'a pu s'accomplir sans entamer le système de notre liberté civile, ni sans laisser de funestes traces sur celui de notre liberté politique. Un être renversé de l'état surnaturel de justice et d'innocence, doit s'attendre à des inconvénients. Il ne saurait croire qu'il peut tout retrouver dans un ordre qui, déjà, l'empêche de rouler jusqu'au fond de cet état de *nature*, où la loi des brutes, où la loi du plus fort s'emparerait de lui <sup>1</sup>.

Exiger aujourd'hui une perfection qui ne se retrouve que dans la pensée, c'est ne plus se souvenir de l'homme. Le monde est ancien ; eh bien ! qu'a-t-il su faire à tout cela ? Contentons-nous loyalement du possible ; puisons nos jugements dans notre conscience. Quand on échappe successivement à la mort, à l'état sauvage, à la barbarie, à l'esclavage, à l'ignorance, au despotisme, et que, toujours, dans l'état d'égoïsme où nous sommes, on trouve la Civilisation, le bon sens peut en bénir Dieu ! Mais nous ne le remercions ni

1. « Tout ce que vous nous avez fait, Seigneur, vous l'avez fait très-justement, car nous avons péché contre vous ; mais traitez-nous selon la grandeur de votre miséricorde. » — *Introït* du ix<sup>e</sup> dim. après la Pentecôte.

de notre être, ni de la Grâce : comment le remercions-nous de la Société ?

Entrons une fois dans ces vérités, et nous verrons sous un autre jour les Sociétés humaines, les pouvoirs qui les soutiennent et l'ineffable mission de l'Église ; nous prendrons une idée tout autre des difficultés qu'ils rencontrent, de l'éminence du but atteint, du service incomparable qu'ils nous rendent, et, peut-être, ainsi que l'ont fait de plus grands, viendrons-nous baiser la main sacrée que notre orgueil et nos efforts secrets tendaient à écarter. Voilà les données véritables, l'horizon dans lequel doit entrer l'esprit, s'il veut observer les choses réelles. On a tenté de la politique expérimentale <sup>1</sup>, de la politique rationnelle <sup>2</sup>, voilà de la Politique réelle <sup>3</sup>.

Mais nous ne sommes pas tout-à-fait en haut... Nous avons touché à la Chute, au premier des faits historiques, à celui d'où les autres dérivent ; arrivons jusqu'à l'Être, où se trouve la raison première des faits, en histoire comme en politique. L'homme est la clef de la politique, et l'Être, la clef de l'homme. La question du moins sera vidée philosophiquement.

1. Tirée des lois de l'animal...

2. Tirée des Droits de l'homme...

3. Toute, comme on le voit, dans les faits.

## XV.

Connaissons l'homme et son histoire ; pour cela remontons vers Dieu.

Ontologie  
de la politique.

L'homme est le fils de l'Être, l'homme est créé pour l'Infini, il ne peut point ne pas sentir s'agiter en son sein l'esprit de l'Infini, l'homme tend à la vie absolue. L'Orgueil est ce mouvement intempestif à l'asséité, ce mouvement pris en sens inverse de notre existence toute subordonnée, toute conditionnelle ; c'est un retour vers le néant. Il est vrai, l'Infini seul devait posséder l'être : et le Moi, cette ineffable tentative de la bopté de Dieu, va passer par les inconvénients du fini, traverser les difficultés de l'être, la formation de la personne, la sanctification qui l'approche de Dieu, entrer enfin dans l'épreuve de la séparation momentanée de l'être et de la félicité. Car la Félicité est le mode éternel de l'Être, comme l'Infini, dont elle est le fruit éternel.....

Que l'homme donc ait ressenti le mouvement de l'être à la vie absolue<sup>1</sup>, on le conçoit : mais qu'il n'en ait pas ressenti l'absurdité hors de Dieu, l'ingratitude seule l'explique. L'orgueil et l'amour opèrent tous deux le mouvement, mais par tendances opposées, l'un dans le moi, et l'autre en Dieu ; celui-ci par la loi même de

1. L'Infini a cette vie par lui-même, par l'amour, qui le rend un et fait de tout son Être comme un don infini... Le fini la reçoit, puisqu'il est le fini. Car l'Infini est par lui-même, et le fini non par lui-même : méprise éternelle de l'orgueil !

l'Infini, qui est de se donner ; l'autre par la propension du moi, qui voudrait même absorber l'Infini. Au lieu de suivre le mouvement divin, le moi retourne en lui-même. L'orgueil est la faiblesse et la chute. Hélas ! l'erreur du moi, est de n'être pas l'Infini.. et son crime, de lui refuser sa reconnaissance.....

L'être, en lui, l'éblouit et l'abuse ; ingrat, il écoute l'aveugle instinct de la substance ; il prétend se suffire, il tend à se séparer de sa source, il veut ne rien devoir et devenir indépendant. Rompant avec Dieu, qui lui demande de conserver l'humilité, de tenir ouvert ce canal du consentement par lequel il reçoit avec mérite l'existence, il brise sa racine dans l'être, rend divinement impossibles sa croissance et sa perfection. L'humilité est la plus grande preuve de sens que puisse donner l'être créé, ce que nous nommerions sa plus haute métaphysique. Le vicé de notre être est de s'exalter dans sa force, au lieu de courir vers ses limites et de voir sa faiblesse infinie. L'orgueil est notre débilité, et l'humilité notre force ....

L'égoïsme est assurément ce qu'il y a de plus naturel, mais de plus honteux pour le moi. Il ne veut, il ne voit que son être ; il s'enfonce, il s'écrase en lui-même, il emploie son effort à repousser le mouvement d'Amour qui le soulève vers l'existence éternelle : il ne donne que des signes de néant. Il est créé, mais il en reste là ; il se ferme sur lui et se laisse attirer par l'abîme. Il se ressent des ténèbres d'où il vient, et non de la lumière où il entre : il refuse de connaître et d'aimer. Son être ne lui sert point à concevoir l'Être, à voir la merveille qu'il a reçue, à laquelle il assiste ; « *Non serviam !* »

Il parle comme le néant : Je ne connaîtrai point et je n'aimerai point ! L'Orgueil est la différence entre notre petitesse et Dieu <sup>1</sup>.....

Aimer est un commencement de Dieu , c'est entrer dans l'acte même de l'Infini... L'homme voulut donc posséder l'Infini sans l'atteindre, sans l'obtenir ; son cœur se refuse à aimer, il désire violer la Divinité, *être lui-même comme la Trinité* : SICUT DI !! Tel fut le crime commis en toute connaissance par Adam, le crime dans lequel s'est arrêtée l'essence humaine en son épreuve, où elle s'arrête encore tous les jours ; le crime qui se répète, complet, en chacun de ses fils, comme l'objet dans les fragments de la glace brisée. L'homme en est là, c'est la portée du moi, du fini dans lequel l'a fermé son orgueil. Nous n'avons plus l'élan ; il faut un secours nouveau de l'Infini pour en atteindre la rive. Au lieu de se donner, comme l'Infini, notre moi aussi désire être le centre et tout ravir ; il le veut, il s'obstine, il s'exalte, il entre dans une fureur qui parmi nous ne s'arrête qu'au crime. Un amour qui rebrousse, qui revient sur lui-même, précipite le moi, en accroît le néant, l'Orgueil enfin, tel est l'homme : et tel le montre l'expérience universelle.....

On parle des abîmes du cœur : eh bien ! le fond est là. L'ORGUEIL, — masqué par l'éducation, retenu par l'honneur, contenu par les lois, et combattu par le libre arbitre animé de la Grâce, — VOILA L'HOMME !... Ses

1. C'est dans l'amour que l'homme est plus petit que Dieu... Cette histoire de l'homme s'accomplit tous les jours dans le sein de l'âme rebelle. Celui qui agit par philosophie, par protestantisme, par les égoïsmes divers, accomplit exactement le même fait dans le cercle étroit de son cœur.



vœux, ses désirs, ses passions, ses penchants, sa haine, ses fureurs, ses vengeances, les difficultés inouïes que son éducation rencontre, que la Société vient neutraliser ou vaincre, ne sont que les soupirs et les éclats de cet antique et toujours jeune Orgueil. Le travail, la peine, la douleur, ce monde, enfin, en est le traitement<sup>1</sup>. L'amour-propre, l'égoïsme et l'envie en sont les démembrements, ou plutôt les degrés divers; et l'étendue de cet orgueil en l'homme établit sa distance de Dieu. L'homme voudrait absorber tout ce qui l'environne, ses semblables, la Société entière, comme Adam voulut absorber l'Infini. Voilà ce qu'aucune utopie ne saurait empêcher.

C'est tout à fait ici la dernière racine; mais c'est celle qu'il faut tenir! En morale ou en politique, ne pesons plus l'homme sans l'orgueil. La raison en est bonne, puisqu'il faudrait lui ôter l'être pour lui ôter l'orgueil! Comprendons que, pour l'étouffer, il faudrait étouffer son cœur; que la Grâce peut seule, par une action renouvelée, substituer en lui le pur mouvement de l'Infini, la justice et l'amour, à ce mouvement de retour sur soi, signe de sa débilité, de sa méchanceté. Un seul être ici-bas triomphe de l'orgueil, et c'est le saint. Sans la Grâce, dès lors, qui neutralise le mouvement aveugle de la nature et la ramène à Dieu, et sans

1. Ceux qui promettent le bonheur aux peuples par des voies politiques, partagent la naïveté de ceux qui veulent les dispenser du travail et de la douleur, institués après la Chute pour relever notre volonté expirante, tout en lui apportant ses freins. Les choses les plus admirablement appropriées à l'homme pour l'élever, la Foi, l'Autorité, le Travail et la Pénitence, tous ses leviers devaient disparaître à la fois!...

l'Autorité, qui force l'homme à l'enfermer comme il peut dans le moi, l'orgueil détruirait le monde <sup>1</sup>. Tel est l'indubitable fait sur lequel il faut se baser, le fait d'où part la Politique universelle. Jamais on ne pourra suspendre en l'homme le mouvement de l'être à la vie absolue; jamais, par des systèmes, des rêves politiques, on ne le pourra transformer en justice, en amour pur.

Et c'est là, si l'on veut en croire les faits, la Foi, l'ontologie la plus profonde, qu'il faut étudier notre situation. Le reste est phénoménique et transitoire.

Et quoique puisé haut, l'enseignement en est plus pratique et plus lumineux, que les plus riches thèses humanitaires, les politiques et les histoires étudiées. On ne se défera point de l'orgueil, ni, conséquemment, du Pouvoir. Reconnaissons notre nature. Philosophes, ne prenons pas pour de la grandeur les instincts grossiers de notre être; ne nous laissons plus aveugler par *l'orgueil de la vie*. L'homme se peut tromper d'une manière terrible. Ah! qu'il serait à plaindre si rien n'était venu l'avertir; si, comme le navire que pousse un vent de côte, il avançait dans l'Océan de sa sottise sans le savoir! Pour nous, placés au centre éblouissant de la Foi, recevant tout d'une main comme celle de l'Église, restons du moins hommes d'esprit! Comprendons que le mouvement qui se fit sentir la première fois dans notre être s'y fait sentir aujourd'hui; que l'homme veut partout la domination, qu'il voudrait dérober ce que possède la Société, comme il voulut, au premier jour,

1. Et sans la vérité, l'orgueil usurperait tous les noms, même celui de la vertu, comme chez les Anciens et les faux philosophes, où il en était le mobile.

dérober Dieu ; que, dans cette voie, il n'est pas de système absurde qui ne lui semble éclatant de lumière ; qu'à l'instant où les barrières se briseraient, il se précipiterait sur les biens qu'il ne produisit point, mais pour lesquels il se reconnaîtrait des droits imprescriptibles ! qu'en un mot le Pouvoir, devant lui, est comme l'ange au glaive de feu placé aux portes du paradis terrestre... Plus de politique hors de l'homme : soyons théologiens, si nous désirons le conduire.

## XVI.

Comment  
la Politique  
peut aboutir  
au despotisme.

Dès lors, si l'action du Pouvoir politique peut naturellement s'affaiblir, c'est lorsque notre orgueil s'affaiblit par les effets du Christianisme. Mais si l'action politique peut être atténuée partout où les hommes obéissent et font d'eux-mêmes le bien, elle doit être multipliée partout où ils veulent le mal. Le fait est clair. Que le nombre de ceux que ne règle point la loi morale aille croissant, et l'Autorité s'élève à toute sa puissance. C'est ce que les hommes appellent le despotisme, bien qu'il ne soit jamais permis. Comme le despotisme est une substitution de la volonté à la loi, il serait d'autant plus urgent alors de l'écarter et d'appliquer exclusivement cette loi, que les hommes veulent s'en éloigner. Le souverain doit être d'autant moins despote qu'il devient plus nécessaire de mettre en œuvre toute l'Autorité, qui est la justice armée, le bien fortifié et rétabli.

Au contraire, que les gens de bien se multiplient, qu'ils obtiennent parmi nous plus d'empire; que les aristocraties s'étendent, que la justice et la paix descendent plus avant dans les masses, et l'Autorité peut détendre les rênes. Lorsqu'elle est dans la nécessité de s'immiscer partout, il faut s'attendre à sentir de plus près le poids de sa vigilance et de son attention. Ceci est l'évidence; quand le nombre de ceux qui d'eux-mêmes concourent à la Société diminue, quand les aristocraties morales et politiques s'en vont, il faut que le Pouvoir se rapproche, se multiplie en raison de l'absence de l'unité et des mœurs. Mal qu'on ne réprime pas aisément, car c'est l'arbre qui se couronne. La centralisation n'est point un fait à notre honneur; elle se substitue à ce qu'on a perdu. Elle nous fait vivement craindre qu'il n'y ait plus parmi nous que les aristocraties morales; et que ces aristocraties, hélas! sans corps et sans lien, n'agissent sur les peuples que d'une manière individuelle, dès-lors, que toute action sociale ne vienne du Pouvoir. Les vices et les folies du siècle dernier, entretenus par les entêtements du nôtre, nous mènent à grands pas vers cette situation extrême, si exposée au despotisme.

Craignez que la liberté n'aille en diminuant parmi nous, et l'administration en augmentant; que toute notre liberté ne soit peu à peu changée en ce socialisme déguisé. Au lieu de marquer de plus en plus son empreinte dans sa famille, dans son champ, dans sa cité, dans sa province, l'homme se perd dans un droit vague et impersonnel, comme la goutte d'eau dans la mer. Fatale illusion, et que personne ne songe à dissiper,

sous prétexte d'investir l'homme de droits politiques immenses, mais qui ne lui servent à rien, on lui ravit ses droits publics, on lui ravit ses droits privés ! Sa liberté disparaît hélas ! à mesure que l'orgueil rentre en lui, y paralyse ses développements intérieurs et le ramène dans les conditions de cette civilisation antique, qui déjà tend en Europe à étouffer la Civilisation moderne. Pour conjurer ce malheur, il faudrait que la Révolution fût tout-à-coup paralysée par un événement immense, suivi d'un retour vers la Foi... Or l'administration absolue, comme dans les provinces conquises, devient la forme des États. Tel est l'expédient du despotisme, lequel naît à mesure de la Révolution, comme la Révolution naît à mesure de notre orgueil. Car l'orgueil envahit à ce point les âmes qu'il semble presser le monde vers sa fin. Quand l'homme aura échangé toutes ses libertés personnelles, qui développaient son âme, contre ces libertés vides et éloignées, qui développent son orgueil, la Civilisation aura perdu effectivement toute utilité pour lui. Les institutions parlementaires ont accéléré ce résultat, les États ressaisissant d'un côté la puissance qu'on leur ôtait de l'autre. Malheur à nous quand la bureaucratie achèvera d'envahir les nations, quand on enfermera l'autonomie entière, dans le moule trompeur des Constitutions par écrit ! Vous qui abandonnez la Foi pour croître dans l'orgueil, vous attirez le despotisme sur votre tête, sur celle de vos fils. Quand la bureaucratie remplace toute aristocratie, il n'y a plus de libertés pratiques ; plus rien ne croît ; il reste encore une population, il n'existe plus de nation.

Il faut une Aristocratie : et il lui faut un Corps, parce qu'il lui faut un lien, parce qu'il lui faut une action sociale en même temps qu'une action morale. En détruisant les Aristocraties d'un peuple, on en détruit les traditions, les mœurs, les fonctions propres, les droits acquis, la vie locale, et dès lors il faut recourir à l'artifice d'une Constitution. Mais que constituer alors qu'on veut tout renverser ? Et que constituer, sinon les idées mêmes qui ont produit la *déconstitution* ? Indépendamment de la nécessité d'une Aristocratie pour maintenir partout les droits pratiques, les fonctions propres, la vie locale au sein d'un peuple, le Pouvoir lui-même veut entendre la voix de la tradition et des grands intérêts ; le Pouvoir lui-même veut sentir son précieux contre-poids. La balance entre l'état des mœurs et celui de l'Autorité, cet équilibre entre nos consciences et le Pouvoir ne peut d'avance se régler par des lois. Qui peut dire par anticipation les besoins du Pouvoir, ou l'étendue qu'une amélioration des mœurs doit ouvrir à nos droits privés ? On ne saurait, par des *à priori*, trancher des questions si graves. Aussi bien ces Constitutions ont passé comme autant de rêves.

Les lois civiles, nécessairement variables, ne sont pas la loi morale, nécessairement immuable, bien qu'elles doivent en procéder dans la mesure de nos progrès, dans la mesure de nos mœurs. Et l'État est précisément là pour élever ces lois suivant cette mesure. Les codes, jalons échelonnés sur notre route, tout en visant à un bien supérieur, doivent sous peine d'échouer n'exiger chaque fois qu'un degré d'avancement moral. Dans une Société bien conduite, les lois bonnes au-

jourd'hui, sont insuffisantes demain : le seul point indispensable est un bon Souverain pour les faire, et une Aristocratie pour empêcher le mauvais Souverain de les enfreindre, ou la révolution de les anéantir. Enfin partout les *meilleurs* sont groupés pour servir et de guide et de frein ; c'est alors que les meilleures lois, qui, dans les autres hypothèses, demeurent inutiles, éclosent et se succèdent aisément. Après tout, les nations sont faites avec des hommes, non avec du papier. Ce sont des hommes qui vivent dans leur sein, et non ces abstractions formulées des partis, que, depuis soixante et onze ans, on nomme des Constitutions.

Ces Constitutions ont été les constructions des partis ; celles surtout qui ont eu constamment en vue de mettre nos mœurs d'accord avec nos erreurs, et ces erreurs avec les difficultés que leur opposent les faits. Nos Constitutions sont le fruit de nos révolutions ; on ne veut tant constituer que parce qu'on sent tout remuer. Ce ne sont pas les factions qu'il faut constituer, mais les éléments des nations ; ces éléments sont la famille, la propriété, la cité, les provinces, leurs corporations, leurs Aristocraties, l'hérédité enfin, qui vient pour perpétuer ces faits, et la Foi, pour leur donner la vie : tout ce qu'on a cherché malheureusement à détruire. Sieyès avec son génie construisit un peuple idéal, détruisit la nation réelle ! C'est à lui qu'on aurait pu dire : Mais qu'avez-vous constitué ? Rien. Que fallait-il constituer ? Tout : puisqu'on venait de tout détruire... En renversant les droits pratiques et les faits nationaux, ces lois artificielles ont conduit les peuples abusés jusqu'au bord de l'abîme, où les précipitait le premier

mouvement. Quand il ne reste que du papier, une révolution a bientôt enlevé toutes traces. Lorsqu'il faut renverser la nation même toute constituée, ses ordres, ses municipalités, ses provinces, ses mœurs, ses droits publics et privés, l'opération se fait moins vite, elle ne revient pas tous les quinze ans.

Les mœurs et les coutumes conservées chez les hommes, et la justice chez les Princes, voilà la vraie constitution. Les hommes d'État ne cherchent pas des formes nouvelles ou étrangères aux nations ; celles qu'elles ont sont les leurs, et, dès lors, celles qui leur conviennent. Les peuples ne reçoivent pas ainsi de constitution, ils en ont une naturelle ; il faut toujours y revenir ! Nous avons demandé tant de Constitutions parce que nous pensions avoir changé les choses, bâti tant de systèmes parce qu'on s'était bâti un autre homme ! Enfin, ce ne sont pas ces Constitutions *à priori* qui protègent les libertés locales et défendent les droits, mais les classes indépendantes et constituées, les véritables Aristocraties. Ce sont les Aristocraties qui les firent naître, ce sont les Aristocraties qui les conserveront. Elles seules ont préservé les peuples du despotisme.

## XVII.

Parler des Aristocraties, c'est offrir un breuvage amer à notre soif d'égalité, à notre faim d'indépendance. Des Aristocraties, nous n'en voudrions pas ! Nous ne voudrions pas qu'il y eût des hommes qui

Qu'est-ce que  
les  
Aristocraties ?



enseignassent quand il y en a tant qui ignorent ; qui répandissent la richesse et la paix, la justice et la Société, quand le grand nombre s'affaisse dans la barbarie, dans toutes les misères. Qui défendra le bien, le fera voir dans les exemples, le fixera par des institutions, et formera sur tous les points le capital dont vit la foule ; qui l'administrera elle-même, lui donnera des lois, l'élèvera à la vertu, à la grandeur, à ces délicatesses d'âme, d'honneur et d'esprit que le peuple, appliqué au pain de chaque jour, ne peut cultiver le premier de lui-même ? Non-seulement nous redoutons toute Aristocratie, mais nous considérons le fait comme injurieux à la nature de l'homme, à sa grandeur et au bon sens <sup>1</sup> !

Cependant, si les hommes naissent tous dans le mal, et si, de ce point de départ, la vérité et la Société les conduisent peu à peu vers le bien, tous n'y arrivent pas à la fois, et le fait le démontre. Il en est qui l'atteignent avant les autres. Ceux qui sont *les premiers*, ne doivent-ils pas aider ceux qui les suivent, et surtout les servir dans les choses élevées ? « *Qué les premiers « parmi vous..., etc.* » Les premiers qui profitent dans leur corps et dans leur âme des bénéfices de la Rédemp-

1. L'Aristocratie, chez un peuple, se compose d'abord de tous les honnêtes gens, et de tous ceux qui créent un capital véritable. Il y a de l'aristocratie au beau milieu du peuple, et du peuple jusque dans les classes élevées. Jouer, dévorer son or et son temps, déraisonner et ne rien faire, c'est imiter l'ouvrier qui se mange et se dirige sur l'hôpital.

Un fait qui brille dans toute l'Antiquité, et qui reparait avec plus d'éclat que jamais chez les peuples modernes, est-il, à première vue, d'une telle sottise ?

tion, de la Civilisation, tendent la main et font la route à ceux qui viennent après eux. Ce progrès que vous voulez appliquer comme un règlement à tous les hommes, ne se déclare, hélas ! que sur un petit nombre à la fois : par les traditions, l'éducation, les habitudes contractées, par mille peines, par les délicatesses infinies de l'honneur, il s'établit et se conserve dans des familles qui se trouvent alors les meilleures, ΑΡΙΣΤΟΙ. Faut-il les en blâmer ? Faut-il à chaque génération les remettre au point de départ ? Alors, plus rien de grand, plus rien de fait parmi les peuples.

Quand une race a vu sa tige s'élever de terre, croître et s'épanouir au sein de la vertu, pourquoi la briser si vite et la rendre à l'obscurité ? La Société aussi doit recueillir son capital précieux. Ce capital est l'Aristocratie. La Civilisation ne peut recommencer tous les jours. Elle repose sur la rente, à plus forte raison, sur l'aristocratie acquise. Par leur noblesse, leur vertu, leur grandeur, leur bienfaisance, leur sainteté, il y a des familles dans lesquelles la Civilisation est toute faite. Au milieu du champ social, la noblesse est une gerbe debout qui continue de produire et de donner son grain, et le clergé, sa racine, est source de la sève. Pourquoi ce qui est fait devrait-il se défaire ? Pourquoi, sur cette plante libre et merveilleuse de l'homme, ne restera-t-il

1. On ne peut la remettre à semer le grain ! La Civilisation ne vit pas seulement de pain, mais de toutes bonnes pensées cultivées par l'esprit. Et malheureusement, les muscles s'affaiblissent quand les centres et l'énergie supérieure absorbent le développement. Les familles distinguées et les organisations scientifiques hors de leur place, succomberaient presque toujours. Les bois, la pierre s'emploient au temple, et l'or et l'argent sur l'autel...

rien, ni dans le sang ni dans l'âme, de la nature reconquise? Cependant, si nous naissons avec l'hérédité du mal, il faut que nous naissions avec l'hérédité du bien... Voyez comme, à chaque pas, vous rompiez un fil en logique pour courir après votre orgueil! Ici encore, l'homme doit mériter, et non ravir par des révolutions qui ne ramènent plus bas la société qu'en la démolissant. Qui empêche de s'élever? la hiérarchie n'est qu'une échelle. Prélevons d'abord sur nos sens pour établir un capital, que le travail prépare; puis employons ce capital au service de la vertu, de la justice, de la pensée, de l'honneur, de l'État, et nous serons les hommes de la nation, les *gentilshommes*. Les chemins sont ouverts. Le Pouvoir politique ôte-t-il à quelqu'un la liberté de bien faire?

## XVIII.

Dès lors,  
qu'est-ce que  
le peuple?

Dès lors, qu'est-ce que le peuple? Un fruit des Aristocraties. Elles sont toujours trois : celle qui nous donne la Foi, celle qui nous donne le gouvernement, enfin celle qui nous donne l'exemple et le capital<sup>1</sup>. Il en résulte aussi qu'en étouffant les Aristocraties, on suspend leur effet, et le peuple, sans qu'on y songe, retombe peu à peu dans la barbarie. « Les classes éclairées, dit M. Thiers, ne sont pas la nation tout entière, mais leurs penchants bons ou mauvais sont bientôt ceux de la nation entière : elles font le peuple par la

1. Car on voit rentrer dans le peuple tous ceux qui le consomment.

contagion de leurs idées et de leurs sentiments. » Que serait l'Angleterre sans l'Aristocratie? Que deviennent les mœurs et les goûts des Français depuis qu'ils ont perdu la leur? Le peuple, en Angleterre, admire l'Aristocratie qui lui a donné le commerce du monde, et lui-même travaille, par des efforts que la vertu peut seule multiplier, à en réparer incessamment les rangs. Les masses ne sont point initiatrices. Les masses ne peuvent que recevoir le mouvement; dès qu'elles ne sont ni enseignées, ni protégées, ni dirigées, elles se retournent contre elles-mêmes et se détruisent. Les masses ! nous voilà, c'est nous-mêmes, accablés par notre nature, traînant la chaîne du premier péché ; c'est ce que n'a pas encore relevé le mérite, c'est le poids brut du genre humain. La chute pèse toujours sur nous. Ce n'est point d'un seul coup que l'homme se relève, ni qu'il peut se réhabiliter. Par la grâce qui leur est envoyée, sans doute en vue de leurs semblables, un certain nombre d'âmes parviennent à soulever les chaînes qui compriment la liberté morale de la race d'Adam. Mais partout où l'Autorité se retire, partout où s'éteint l'Aristocratie, le peuple s'affaisse et disparaît. Où sont les foules qui se pressaient dans Rome? où est le peuple de Venise? Car, le peuple, puisque tel est le nom que vos idées mêmes lui laissent, est une création de la Foi et de la justice, appuyées sur l'Autorité; il est celui que l'on éclaire, que l'on sustente, que l'on établit dans la loi, à qui l'on donne la Société; le peuple est le produit de la Civilisation <sup>1</sup>.

1. « Qu'est-ce que le Tiers-État? dit Sieyès. — Rien. — Que doit-il être? — Tout ». Que le fils de Rousseau le dise, comment le tiers peut-il être le tout?

Et lui-même, il sent si bien qu'il est un fait inaccompli, un perpétuel commencement, qu'il n'a qu'une pensée, qu'une envie, c'est de quitter ses propres rangs. Dès qu'un homme s'est fait un capital ou un nom, il ne veut plus être du peuple. Comme aussi, dès que le bourgeois ou le gentilhomme a dissipé corps, âme et biens, il disparaît dans le peuple. Les faits politiques proviennent de la nature des choses, qui provient elle-même de notre propre fait, de l'état où la Chute nous laisse. La hiérarchie n'est pas une échelle arbitraire. C'est le fait, et non un système, qui place toute bourgeoisie au-dessus de la foule. — La Foi n'agirait-elle point sur le peuple s'il n'y avait pas de bourgeoisie? — D'abord, aussitôt que la Foi agit sur le peuple, elle en fait naître une bourgeoisie, elle en fait sortir les *meilleurs*, en le pénétrant des deux vertus chrétiennes, le travail et la modération dans les jouissances, d'où sort le capital.. d'où sort la bourgeoisie. Puis, dès que la Foi agit sur cette bourgeoisie, c'est en lui inspirant la grandeur, la charité, l'esprit de la plus haute aristocratie<sup>1</sup>. La puissance de la Foi, appliquée à un peuple, en tire ses Aristocraties. Elles sont la gloire de la na-

1. La Foi n'agirait-elle pas aussi bien sur le peuple sans Aristocratie? Mais l'Aristocratie se compose des âmes qui les premières sortirent du peuple en voyant la lumière. Comme la lumière pure, la vérité ne se voit pas toujours; et d'ailleurs les exemples donnés par le clergé ne remplacent pas ceux qui viennent des hommes riches, admirés, et dans nos conditions de vie. C'est un fait social de première importance. Si, à la voix du Clergé, ne se constitue aussitôt une Aristocratie chrétienne et dès-lors un État, l'œuvre du Clergé reste inachevée, comme autrefois aux Indes et en Chine; bien que dans cette formation des Aristocraties un élément païen reste toujours mêlé à l'élément chrétien.

tion qui les voit croître, comme les moissons et les forêts, du sol qui leur donne le jour. Les hommes sont personnellement libres ; ce qui est fixe, ou absolu, c'est l'échelle que les individus, suivant leur mérite et leur aptitude, montent ou descendent tour à tour.

Qu'est-ce que le bourgeois ? Un homme du peuple qui a économisé. Et le gentilhomme ? Un bourgeois qui s'est illustré. Et l'homme du peuple ? Celui qui, s'il le veut, dépassant encore ces degrés, peut toujours devenir un saint ; car la Grâce prévient tous les hommes ; elle ne fait point acception de classes qui ne sont après tout que le fait. Au reste, entendez votre propre langue, vos discours ont roulé sur ces mots : *Classe inférieure, classe moyenne, classe élevée* ; c'est bien pour nommer des réalités ! — Depuis notre Révolution, le peuple a reconquis sa place. — Laquelle ? le genre humain en aurait-il changé ? La vertu, la justice sont toujours aussi rares ; les mains débiles, dans la foule, ont toujours même peine à recueillir le capital. Enfin, c'est par pure exception que le peuple garde la vérité, ou qu'il la choisit de lui-même. Il fera bien peu pour la Foi. Dans la cité providentielle, dans Jérusalem elle-même, le peuple fut idolâtre sous les Chananéens, fidèle sous les Hébreux, chrétien sous les Apôtres, musulman sous les Sarrasins. Le peuple relève en tout de ceux qui le gouvernent : anglican sous le parlement d'Angleterre, grec, luthérien, calviniste, suivant ses Rois. C'est le

1. La chair, plus forte que la volonté, empêche encore les trois quarts de la foule de mettre un second sou sur le premier ; et le moi, plus fort que l'amour, empêche encore les volontés déjà plus libres de s'élever au dévouement...

marbre de Paros, attendant que la main de l'artiste en fasse une borne ou un Dieu...

Dès lors comment considérer le peuple? — Il ne peut y avoir deux manières : comme les membres que Jésus-Christ s'est appropriés dans ses souffrances, qu'il a recommandés aux siens de servir, à ses Apôtres d'enseigner, aux Rois de gouverner dans la justice et la paix ! c'est le troupeau qu'il a confié à l'Église, lui enseignant à le chérir de cet amour de préférence qu'une mère a pour le plus jeune et pour le plus faible de ses fils. Car là se trouvent ceux que le Sauveur a sacrés du nom de faibles et de simples, de pauvres et de petits en ce monde, afin qu'ils y soient protégés dans les besoins du corps et de l'esprit ; ceux qui peuvent-être reçoivent moins de lumières et à qui il sera moins demandé ; ceux qui se présentent après les autres aux portes de la Civilisation, afin qu'elle les reçoive et les y édifie dans le vrai, dans le bien, non dans l'orgueil : puisque le fruit d'Adam est encore, en leur sein, la cause de cette infériorité relative. Car, pas plus que le Roi dans l'administration de la justice, l'Église ne connaît ces démarcations ; ses bras s'ouvrent à tous ses enfants, tous viennent indistinctement s'asseoir au foyer et à la table de leur Mère... Le plus faible, le plus petit, le plus à plaindre, à protéger, à secourir par la vertu, les lois et les institutions, voilà celui que vous faisiez souverain ! celui dont le triomphe devait rendre bientôt l'Église et les Rois inutiles ! celui de qui allaient découler le droit, la justice, la vérité, le progrès, tous les biens <sup>1</sup>... Hélas ! le peuple n'a que son sang. Reste

1. Ceux qui tiennent au peuple ce langage, et brûlent devant lui

fidèle au Dieu qui t'a donné le sien , sang de l'homme, sang racheté, sang ennobli, toujours prêt à couler dans les veines du soldat ou du prêtre , à te répandre en larges couches de vertus, à t'élever par les degrés de la justice, de l'honneur, du dévouement et de la sainteté, de gloire en gloire, selon que la Vérité et la Vie ont jeté leur ferment divin dans ta coupe écumante !

Le grand principe est rétabli ; bientôt, le serrant de plus près, nous en verrons sortir tout un ruisseau de conséquences. Plusieurs déroulent leur pensée comme une chaîne, et ils font bien. Moins savante, la mienne se développe comme une plante ; elle a sa racine et sa tige, qui s'ouvre à chaque instant pour laisser passer ses rameaux.

## XIX.

En rétablissant la liberté morale, en formant des hommes qui d'eux-mêmes obéissent au bien, en produisant cette quantité et cette diversité d'aristocratie que jamais les peuples n'ont pu atteindre hors de son sein, l'Eglise seule permet aux pouvoirs politiques de se relâcher de leur autorité, et aux peuples de croître dans leurs libertés légitimes. Mais le fait, on le sent, ne saurait avoir lieu que chez les nations chrétiennes ; toutes les autres, enfermées dans le despotisme, ne crois-

Les peuples  
chrétiens  
développent  
leurs libertés.

leur encens, sont des esprits déclassés que veut réprimer la fortune, des lâches toujours à ses pieds, ou prêts à baiser ceux des tyrans.



sent plus. Il faut aussi se rappeler que vérité et liberté illimitée font parmi nous le trajet du pot de verre et du pot de fer. Chez l'homme, il est des points qu'on doit mettre à l'abri, comme le fait la nature pour l'organe précieux du cerveau. La presse, par exemple, ne saurait librement attaquer les sources de la vie. Ce qui doit être illimité, sans condition, au-dessus de tout, c'est la vérité, qui est le droit de l'âme.

Peut-on livrer au premier venu la faculté d'introduire ses erreurs dans les âmes, ou de leur souffler l'ardente haleine du mal ? Les aristocraties, quand l'heure est belle, réclament de ces libertés-là sans regarder ce qu'on en fait au-dessous d'elles. Une même chose peut-elle être bonne pour tous ? Par exemple, il est louable de prêter, prêterons-nous à tout le monde ? Donnerez-vous à nos littérateurs, à tant d'esprits formés par le hasard, à ces victimes de l'opinion, des préjugés et des mots, la même liberté qu'à l'Église ? Il n'est besoin que d'y réfléchir. Les classes élevées veulent souvent une arme qui deviendrait terrible entre les mains des classes inférieures ou des méchants. Qu'en conclure ? Qu'il faut, ou maintenir dans la Société une liberté moyenne, mesurée à celle qui convient à ces derniers, ou en établir deux degrés : l'un réservé à ceux qui offrent les garanties, et l'autre à ceux qui peuvent abuser. Enfin, chez des peuples sérieux, peut-on traiter de la Politique sans être docteur dans les sciences qu'elle suppose, et sans fournir des garanties considérables d'attachement à l'État ? Chez nous, la Politique est la proie des écoliers délivrés du collège, l'affaire des littérateurs... O France ! ô esprits que la presse conduit !

Comme l'esprit gouverne dans l'homme, il doit gouverner dans la Société. Et ces désirs d'une liberté absolue de la presse partent d'un sentiment obscur du rôle merveilleux de l'Église. Un immortel instinct redit aux peuples modernes : L'homme ne peut obéir qu'à Dieu, c'est l'ordre moral qui nous gouverne ! La question de la liberté de la presse, loin d'avoir été épuisée, en est encore au début. Cette liberté se rattache à la grande question de notre liberté même, dont il faut cependant avoir une idée, à cette heure où les hommes font tout pour la perdre, et rassemblent les matériaux d'un despotisme immense.

## XX.

La liberté humaine, qu'on définit fort mal et qu'on rend ainsi cause d'incalculables maux, est la faculté de faire le bien alors qu'on a la possibilité de faire le mal. C'est l'ineffable pouvoir d'agir par soi-même, d'être cause, et dès lors, responsable. L'homme est cause, la liberté c'est l'homme même. Mais, de ce que l'homme pourra choisir le mal, il ne s'ensuit aucunement qu'il ait le droit de le faire ; que ce soit là, comme on le fait entendre, une dépendance de sa liberté souveraine <sup>1</sup>.

La liberté  
humaine.

1. Nos savants, quand ils ne la nient pas, définissent la liberté : le pouvoir de faire le bien et le mal. Dites au moins, de choisir entre le bien et le mal ! Aussi les révolutionnaires les ont-ils pris au mot ; ils déclarent la liberté absolue, n'ayant d'autre loi qu'elle-même. De là ils tiennent au même rang celle du bien et celle du mal, pour que la pente naturelle choisisse la dernière. C'est ainsi qu'on arrive à ne plus voir la dignité de la vertu, à mépriser les bons, et, peu à peu, à les

Voici le fait. Dieu impose sa loi à la nature, et il la propose à l'homme. La liberté est donc, au fond, le pouvoir qu'a l'homme d'accomplir lui-même sa loi : pouvoir sublime qui le met au-dessus de la création entière (les anges exceptés), le rend *semblable à Dieu*. L'homme, effectivement, a été *fait à cette image*, afin qu'il puisse un jour lui ressembler : *Estote perfecti sicut Pater!* Il faut y prendre garde, le pouvoir d'accomplir soi-même la loi, n'est point le droit de la violer, parce que sous le pouvoir d'accomplir se rencontre celui de ne pas accomplir : interprétation qui serait digne du néant, d'où nous sommes, et non de l'être que Dieu veut en faire sortir !

Et d'ailleurs, croyons-nous que ce soit là un complément, un attribut de notre liberté?. C'en est, tout au contraire, la faiblesse et l'absence. Dieu, qui est libre, fait-il le mal? La sainte Vierge, née sans péché, les anges et les saints dans le Ciel, font-ils le mal parce qu'ils conservent la liberté? Le mal en est exactement l'imperfection momentanée, la débilité ou l'enfance : l'aigle n'a pas encore quitté terre. La perfection de la liberté, pouvoir d'accomplir la loi, est dans la permanence de l'accomplissement de la Loi. Sur cette terre, l'homme n'est qu'un enfant; il en demande et la surveillance et les soins... Dieu remet la liberté à l'homme pour le conduire à la divine Gloire, pour lui faire obtenir un mérite

vouer à cette haine qui, dans les triomphes de cette liberté, dresse les échafauds! « On coupe les têtes sans scrupule, dit un écrivain religieux, parce qu'on les coupe par principe. »

1. De là, résulte sa grandeur; sa dignité vient de ce qu'il l'accomplit...

éternel. Par cette communication de l'essence absolue, l'homme est cause, l'homme mérite, il se crée un titre réel aux yeux de l'Infini ! Qui peut se glorifier de rejeter la loi éternelle de l'Être ? Et qui croit faire acte d'indépendance en refusant la loi qui l'ennoblit pour se donner à celle qui l'asservit, le fait descendre au-dessous de lui-même, le repousse vers le néant ?

Ceci modifie étrangement une thèse dont notre époque, privée de métaphysique, n'a vu que le côté vulgaire. La liberté donnée à l'homme pour l'élever au Ciel, est un pouvoir dont on ne peut se jouer sur la terre ; un pouvoir sacré qu'on ne saurait tourner en dérision en l'appelant illimité, qu'on ne saurait immoler en le laissant écraser de son poids la foule des volontés débilés ou déjà en proie aux passions.

Et d'abord, Dieu n'a pas remis à l'homme une liberté illimitée, dont l'usage anéantirait précisément sa liberté. Il a eu soin, au contraire, de placer partout devant elle un arrêt pour la retenir sur l'abîme : dans notre corps, c'est la douleur ; dans notre âme, le remords ; dans la Société, la loi et la nécessité. Il a tout disposé pour que l'homme fût ramené dans son libre arbitre au moment où l'abus l'en ferait sortir. Ensuite, une liberté illimitée, en l'homme, prouverait qu'il est parfait ; s'il l'était, il ne recevrait pas ici-bas la grâce avec la liberté afin de le devenir. Loin de naître parfait, il est réservé à cette gloire immense de n'être rien pour pouvoir tout par la divine Grâce. Enfin, ce serait le prendre pour bon et comme exempt des suites de la Chute, alors qu'il n'est sur la terre que pour rétablir sa nature et l'accomplir. De cette idée, on s'empressait également de déduire

la thèse d'une société parfaite, exempte de gouvernement, lorsqu'elle n'est au contraire qu'un vaste système d'éducation. Au reste, on sait les inepties que les vains esprits ont entassées sur un fait dont ils ont ignoré le sens.

## XXI.

Usage  
de la liberté.

Pour fixer l'usage et l'étendue de notre liberté, il fallait en connaître l'essence ! Le pouvoir d'accomplir soi-même la loi, ne saurait devenir celui de la violer, moins encore celui de la perdre et de la tourner contre elle-même. La liberté n'est pas pour elle, mais pour l'homme, mais pour son bien, mais pour la loi. A qui d'abord appartient-elle, sinon au bien et à la loi ? D'ici, l'on voit où elle se développe et où elle s'amoindrit ; où elle doit être illimitée, et où il lui importe d'être réglée et conservée. Créée en vue du bien, la liberté ne saurait attaquer le bien sans se détruire, sans être le contraire de la liberté. De là les conséquences, que l'histoire a tirées : *liberté illimitée pour le bien*, pour l'Église, par exemple, parce qu'elle est l'action de Dieu sur l'homme ; *liberté réglée pour l'individu*, pour la presse, par exemple, parce qu'elle est l'action de l'homme sur autrui !

N'oublions point ceci : la liberté, créée pour le mé-

1. Pour l'homme, pour celui qui se trompe, liberté complète d'écrire, de penser et d'agir : pour l'Église, pour celle que Dieu dirige, surveillance sévère dans tous les mouvements ! Voilà la logique du siècle : il ne saurait manquer d'en recueillir les fruits...

rite, se circonscrit au terrain du mérite. Tout ce qui le dépasse est autant de perdu pour l'homme, de détruit dans la Société. Multiplions autant que possible, devant la liberté, les occasions de mériter; réduisons celles où elle peut démériter, et dès lors s'affaiblir. C'est le principe, c'est le point éclairé, et d'où il faut discrètement mener la lumière sur le reste; c'est le nœud des difficultés contemporaines. Personne ne demande l'inquisition telle que les princes l'exercèrent en Espagne, ni la licence telle qu'elle éclate chez les peuples en révolution. On demande le bien dans la liberté possible: et cette thèse, une fois démontrée, rallierait tous les esprits honnêtes et sensés. On doit toujours poser la question de la liberté dans son rapport avec le bien.

Ne serait-elle point guidée partout où elle pourrait nuire, soit à elle-même, soit à autrui? L'homme, en effet, n'est pas seul, et sa liberté se limite encore à celle de ses semblables. Il y eut évidemment confusion! c'est la Justice qui est sans limites, parce qu'elle est l'accomplissement de toutes les libertés. Et ici, l'homme possède un bien plus doux et plus vénéré que la liberté, parce que ce bien contient et toutes les libertés et toute l'égalité possible. Ceux qui font leur unique thèse de la liberté absolue, et l'opposent à la justice, à la famille, aux droits acquis, à la vérité, à la loi, à la Société elle-même, nous offrent une triste idée de leur jugement! L'homme ne doit être attaqué ni dans son âme, ni dans sa famille, ni dans ses biens, ni dans ses mœurs, ni dans ses droits acquis, ni dans la Société, qui les garantit tous. Car c'est elle qui le recueille, qui l'édifie, et le respecte dans tout son être. L'État dé-

fend sa personne contre la violence, l'Église défend son âme contre l'erreur. Enclin au mal, condamné au travail, en proie à la misère et aux passions, il est ouvert de tous côtés aux entreprises du mensonge : et lui laisser la faculté de communiquer ses erreurs aux foules sans expérience, c'est attenter au plus sacré des droits de l'homme. Accorder à la presse une liberté illimitée, c'est vouloir que le peuple appartienne au premier venu.

La liberté n'est point là. Elle naît avec notre âme, elle se lie à tout homme, se développe comme lui, et c'est à quoi l'on reconnaît la véritable liberté. Elle n'est ni l'apanage ni le profit de l'écrivain, qu'on peut toujours acheter ou mettre en prison. « Esclave né, dit Boileau, de quiconque l'achète ». La liberté a pour gardien les Aristocraties. Chez les peuples chrétiens, elle s'ouvre pour l'homme avec la vie, s'assied à son foyer, l'accompagne en son champ, paraît avec lui au sein de la cité, s'épanouit dans ses vertus et dans ses mœurs. Elle veille à ce qu'il ne soit frustré de ses droits, ni comme homme, ni comme père, ni comme propriétaire, ni comme citoyen; à ce qu'on ne lui ôte point, par exemple, la faculté de tester, celle d'élever entièrement ses fils dans sa foi, de défendre les droits qui s'attachent à ses biens, à sa cité, à sa Province, sous le prétexte dérisoire de lui offrir des libertés dont les hommes de lettres sont seuls appelés à jouir.

## XXII.

Peut-on laisser, en conscience, la charge auguste d'enseigner les Nations à quelques hommes formés par la rhétorique, et en dehors précisément des études que réclame la politique ? Docteur en théologie, docteur en histoire, docteur en morale, docteur en économique, docteur dès lors en Politique ! Tels sont, aux yeux de tout homme sérieux, les titres à présenter pour obtenir du Souverain le privilège redoutable de parler aux nations. Vous demandez la liberté de la presse, c'est sans doute pour annoncer aux hommes des vérités nouvelles, et dont vous les croyez privés ? Où sont les détenteurs de ces vérités supérieures au bon sens et à la tradition ?.. Et qui peut croire à une presse instruisant les nations ?

La liberté  
de la presse  
annule  
celle de l'Eglise.

Non, vous voulez ôter l'homme des mains maternelles de l'Eglise pour le livrer à des littérateurs. Égarer l'homme ou le séduire est une étrange profession. Les pasteurs des peuples peuvent-ils fermer les yeux sur cette iniquité fatale ?

Mais la science n'est pas ici la seule condition ; il en existe une seconde, et c'est sur ce point qu'on s'oublie ! Le droit d'enseigner les nations, qui appartient à l'Eglise, ne saurait même s'exercer par les Rois d'une manière absolue. Ce droit dont les Rois, appelés par l'Eglise évêques extérieurs, ne disposent auprès des âmes que dans les choses extérieures<sup>1</sup>, telles que les

1. Il se rapporte, directement, au bien temporel de l'État, et indirectement, à l'exécution des lois divines, dit S. Thomas.



Sciences, les Lettres et les Arts, dans les choses qui se lient aux besoins de l'État, telles que la justice et les lois, l'agriculture et l'industrie, la guerre, le commerce et l'administration ; ce droit de pénétrer dans l'esprit de leurs peuples, de captiver leurs cœurs, est le plus grand, le plus auguste de la Couronne. Le Prince peut seul le conférer. Le Prince qui abandonne cette charge vraiment épiscopale, ce pouvoir précieux, n'est pas digne de conserver les autres : il a fait peu de cas de l'âme de ses peuples. Quand il accorde ce droit si cher, au citoyen qu'il en a jugé digne, le Souverain lui confère une charge non moins grave que celle dont il investit le gouverneur d'une Province ou le commandant d'une armée. Et lorsqu'il la confie, il ne reconnaît point un droit, il cède un *privilège*<sup>1</sup>, un privilège de la Couronne.

Le Christianisme en s'éloignant nous laisse dans la nuit ; les hommes, comme saisis d'un rêve, répètent des mots et demandent des choses dont ils n'ont pas le sens. Dans le mouvement qui entraîne les nations catholiques depuis que l'absolutisme se substitue à l'action de l'Église ; dans le besoin qui appelle partout la liberté de la presse, se manifeste cet instinct sacré : que la loi de l'esprit doit régner chez les hommes. Cette idée affaiblie du triomphe de l'ordre moral, nourrit en nous une image trompeuse des biens que nous avons perdus ; tant notre cœur désire la lumière et redoute la force qui menace la conscience, la liberté des enfants de Dieu !

1. Sous la Monarchie française, qui conservait le sens des nobles choses et de la dignité de l'homme, aucun livre ne se publiait qu'avec *Privilège du Roi*.

## XXIII.

La  
liberté politique  
annule la  
liberté pratique.

Au sein des nations chrétiennes, les hommes ont toujours possédé des droits privés et des droits publics ; les uns, pour l'individu, les autres, pour la Société. Les libertés véritables reposent sur la famille, sur la propriété, sur la commune, sur la Province. Quand l'État se substitue à ces grands faits, il n'y a plus de libertés chez les peuples. Ces libertés réelles se forment avec eux ; elles demandent des Aristocraties pour les produire et pour les protéger. Un peuple privé d'Aristocratie appartient au despotisme. Ces Aristocraties elles-mêmes sont fondées sur des conditions morales et politiques qu'on ne saurait ébranler sans renverser les peuples et leur propre constitution historique.

Au reste, tout le monde sait que les nations chrétiennes arrivent à une sage liberté. Mais une sage liberté est une *liberté sage*, facile à définir : accroître sans mesure la liberté du bien, et réduire avec soin celle de faire le mal, celle de se détruire<sup>1</sup>. Repousser une semblable liberté, serait avouer qu'on réclame les droits de l'orgueil et non ceux de la liberté. Car, dès qu'elle prétend se donner à elle-même sa Loi,

1. La Révolution se garde bien de faire la grande distinction entre la liberté de bien faire et la liberté de mal faire ! Pour découvrir laquelle des deux est chère à ceux qui demandent à si grands cris la liberté, regardons à leurs mœurs...

décider de l'existence qu'il faut laisser à Dieu, à l'homme, à la famille, à la propriété, aux aristocraties, à la commune, à la cité, à la Société elle-même, c'est d'une pareille liberté qu'il faut dire, *elle n'a ni foi ni loi, ni feu ni lieu*. On croit la France avide de cette liberté, qu'on appelle illimitée ou absolue. On la disait aussi folle d'égalité ! Mais la France précisément ne reprit confiance, après 1848, que parce qu'on retirait à la Tribune, à la presse, aux associations politiques, cette liberté illimitée. Voilà qui doit tranquilliser. Car s'il fallait combler l'orgueil, chacun sait quand on y parviendrait !

En politique, l'extrême liberté est la servitude des bons. La liberté politique, telle qu'on la voulait de nos jours, détruit la liberté pratique, et, pour peu qu'on la laisse aller, nous ôte celle d'exister... Ce n'est pas d'elle que viennent au peuple la Foi, la justice et la paix, mais de la solidité de la loi. Eh bien ! ceux qui produisent ces trois choses, le prêtre, le juge et le paysan, ne songent qu'à la liberté vraie, qui est le triomphe de la loi ; ils songent au droit de l'homme qui possède la Foi, au droit de l'homme qui crée un capital, au droit de l'homme qui crée une famille, au droit de l'homme qui défend les intérêts de sa cité. Voilà des libertés pratiques, auxquelles ils songent avant tout ! Restent les beaux esprits. Faut-il exposer une Nation pour deux ou trois cents hommes de lettres ? Ne pouvons pas de conseils dans la foule. Les désirs du peuple sont comme les appétits du corps, on ne peut les écouter sans le détruire.

Dernièrement l'Angleterre, par la voix du journal

qui exprime le mieux ses secrètes pensées, disait naïvement en parlant de la France : « C'est un pays  
« auquel il faut imposer le rétablissement de la *liberté*  
« de la presse et de la *discussion parlementaire*<sup>1</sup> ; de  
« façon que si l'on ne peut en supprimer la force ma-  
« térielle, on supprime du moins la puissance que trouve  
« ce pays dans l'unité de ses conseils. » C'est ainsi qu'en  
1815, en compensation des frontières qu'on laissait  
encore à la France, l'ambassadeur anglais demandait le  
maintien, au Code civil, de ce partage des successions  
qui, brisant les familles à mesure qu'elles se forment,  
prive à jamais les nations d'une aristocratie, arrête leur  
croissance, les condamne à passer alternativement de  
l'anarchie au despotisme. L'Angleterre, qui en doute ?  
nous féliciterait d'une brèche nouvelle faite à l'hérédité,  
à ce dernier rempart de la famille et de tout capital !  
Avant de repousser les inspirations de l'Église et les  
faits de l'histoire, que la France écoute du moins les  
leçons de ses ennemis...

1. Nous parlons de la liberté de la presse, et souvent celle de la Tribune devient plus dangereuse encore par la régularité avec laquelle elle peut miner le siège d'un malheureux gouvernement. Cet esprit d'opposition que les parlementaires, encore étonnés de leur chute, appellent, pour la justifier, « LA PENTE FATALE DE NOTRE TEMPS », est la pente éternelle de l'homme, le fatal besoin de briser tous les jougs, d'envier tous les biens. Pente de notre temps ? En dehors de la vérité, comme on peut se payer de mots !

## XXIV.

La Révolution  
et  
notre liberté.

Un matin la France s'éveille et ne trouve plus ni son Église, ni ses Rois, ni sa Noblesse, ni ses ordres, ni ses corporations, ni ses Provinces, ni ses municipalités, ni ses coutumes, ni son droit public, ni ses libertés dans la famille, dans la propriété, dans la commune, dans la cité; enfin, ni ses universités, ni ses abbayes, ni sa marine, ni ses colonies... plus rien de son histoire, plus rien de son passé. Qui détruit en un jour toute la constitution historique d'un peuple? La Révolution! Et ce peuple dansait de joie autour de ce monceau de ruines.. et les grands, les hommes d'État et les savants, fatigués de ne plus attirer l'attention de la foule, s'écrièrent aussi : Gloire à la Révolution, à qui nous devons tous nos droits, à qui nous devons tous nos biens!... Jamais l'homme de cœur ne vit un spectacle plus navrant.

La Révolution est la grande illusion, le mensonge le plus vaste qui ait paru sur la terre. Aux méchants pressés sous ses drapeaux, elle joint la multitude des cœurs qu'elle a séduits : les méchants seuls, jusqu'à ce jour, s'armaient contre le monde. L'Islamisme n'entraînait que les âmes déjà captives de leurs sens, et le Protestantisme, que celles que dominait leur moi; mais, atteignant la raison même, la Révolution voit peu à peu les âmes généreuses entrer dans ses redoutables filets. Là est l'immensité du péril... Avouer que les

cœurs dans l'humilité, secourus par des traditions ou de fortes doctrines, pourront seuls désormais échapper ; c'est dire que le monde est à la veille de périr.

L'illusion ! Qui comptera les cœurs déjà tombés sous son empire, — depuis ceux qui prétendent à l'égalité absolue, au partage des biens, à l'inutilité des Trônes, à la félicité sur la terre, — jusqu'à ceux qui veulent y proclamer une liberté sans limite, y restreindre l'action des lois, prier les Souverains de partager leurs sceptres, rompre l'écluse du capital, — enfin, jusqu'aux imaginations convaincues que la vérité va par elle-même triompher de l'erreur, que la liberté suffira pour assurer le règne de l'Église, qu'elle peut aliéner son Patrimoine, se passer de l'État, et abdiquer tout pouvoir temporel ? car, telle est la progression, lorsqu'on redescend l'échelle de l'erreur. Que d'hommes aujourd'hui pensent conduire le monde à une ère nouvelle, à une ère plus grande, et le conduisent à sa fin <sup>1</sup> ! Oui, ce que la Révolution renferme de plus terrible, c'est l'illusion. Pas une vérité dont elle n'ait tiré un mensonge, pas un mensonge qu'elle n'appuie sur une vérité ! C'est au nom de ce qu'il y a de plus divin en nous, la liberté humaine, qu'elle a détruit la Foi dans la moitié de l'Europe,

1. Sur cette terre, le mensonge et la séduction seront les derniers maux... « Cette conjuration contre le Ciel revêt un caractère qu'elle n'avait point pris dans les siècles passés, celui d'une profonde et séduisante hypocrisie. On veut épurer l'œuvre de Dieu, qu'on démolit ! Et telle est la sagesse avec laquelle l'esprit du mal a dressé ses embûches qu'il égare des esprits droits, qu'il les fascine au point de s'en faire des défenseurs. Il s'opère sous nos yeux ce qu'on verra au dernier jour : un grand mystère de séduction. Il semble, si cela était possible, que les élus mêmes n'y échapperaient pas. » — Mandement de Mgr l'Évêque de Digne, au clergé de son diocèse ; 1861.

brisé les droits acquis par les provinces, par les cités, par la famille, par la propriété, jeté les âmes dans l'athéisme et la Société moderne sur le bord de l'abîme.

Et l'homme moderne est si vain, il a gardé si peu du bon sens que possédaient nos pères, qu'il s'est vu dépouiller des libertés acquises par dix-huit cents ans de pratique chrétienne ! des libertés réelles, qui s'attachaient à la propriété, à la famille, à la cité, à l'individu même pour lui faire une place au milieu des nations. Il a lui-même échangé ces libertés, propres au bien, contre des libertés illusoires, propres au mal, et dans lesquelles il voit insensiblement disparaître la famille, la propriété, sa personnalité même, sa Foi, ses coutumes, ses droits !

Si une illusion, une hérésie, a suffi jusqu'ici pour ébranler l'Europe, y renverser les plus puissants États, qu'attendre de la Révolution, qu'attendre de l'illusion définitive<sup>1</sup> ? Les axiomes sont ébranlés ; déjà les Rois ont douté d'eux-mêmes, et sont descendus de leurs Trônes ; de grands esprits, rappelant ces mots redoutables : *Les étoiles tomberont du Ciel*, sont tombés du sein de la lumière ; et le sublime écrivain de l'époque a disparu dans l'abîme aux regards consternés de ses contemporains. A quoi servira le génie ? Si les chrétiens eux-mêmes mettent un pied sur les bords de l'illu-

1. « La Révolution, s'écrie S. S. Pie IX, dans l'Encyclique du 8 décembre 1849; la Révolution est inspirée par Satan lui-même. (Expression qui rappelle involontairement la pensée si connue du comte de Maistre !). Son but est de détruire de fond en comble l'édifice du « Christianisme, et de reconstituer sur les ruines l'ordre social du « Paganisme ! »

sion immense, tout est perdu. Laissons des insensés, laissons tous ceux qu'emportent les hérésies, le libéralisme ou le panthéisme, ces âmes privées des ailes du véritable amour, désirer pour l'Église les trois libertés mêmes qui conspirent sa ruine, liberté de conscience, de la presse et des cultes, ces libertés qu'ont proclamé ses ennemis...

## XXV.

Le trop malheureux écrivain qui lui-même arrêta ce programme, et conseillait au Clergé de France de mendi-  
 nier son pain à travers nos campagnes, pour y trouver la liberté, réclamait de plus la rupture entre l'Église et l'État, afin de séparer la cause de l'Église de celle du Pouvoir monarchique, qu'il croyait seul en butte aux haines de la Révolution<sup>1</sup>. Les illusions perdront ce monde... Pour un Théologien, que c'était peu connaître l'homme ! Si déjà les âmes qu'agite le mal, portent une haine si grande au Pouvoir, parce qu'il surveille leurs actes extérieurs, quelle horreur n'éprouvent-elles pas contre l'Église, dont le regard les suit dans leur cons-

La Révolution  
 séduit  
 plusieurs esprits  
 chrétiens.

1. « L'Église, pour rester ce qu'elle doit être, sera contrainte de « s'isoler de la Société politique, afin de recouvrer sa force première « et divine. »..... « Que l'Église donc, évitant de lier sa cause à celle des gouvernements, se concentre en elle-même. » *Des progrès de la Révolution cont. l'Égl.*, par M. l'abbé de La Mennais, chap. IX : Devoirs du Clergé dans les circonstances présentes; Paris, 1829! — « La séparation de l'Église et de l'État a l'avantage d'attaquer le gallicanisme pratique. » *Affaires de Rome*, 1836.



ciencia ? Les populations déchaînées n'ont-elles pas poursuivi les prêtres avec plus de fureur que tous les agents du Pouvoir ? Croire que les hommes se porteraient d'eux-mêmes vers la Foi, c'est-à-dire vers le bien, vers la justice et vers la vérité, s'ils trouvaient une liberté sans limite dans la presse, la conscience et les lois, n'est-ce point oublier et la Foi et le motif qui la fit donner à la terre ? oublier la thèse chrétienne elle-même ?

C'est sur ces points, malheureusement, que les disciples de M. de La Mennais virent le génie du maître. On crut qu'il venait ouvrir le passage entre le monde ancien et un monde nouveau, éclos de la Révolution. Était-ce un monde moderne, ou bien un monde malade ? « La Révolution, s'écriait le maître, donne au Catholicisme une seconde naissance <sup>1</sup>. » « La Révolution française sortit de l'Évangile », écrivait un disciple à l'écart, en tête de ses vastes publications <sup>2</sup>. La chute du puissant esprit n'emporta point les traces faites dans l'imagination. Des âmes possédées d'un noble mais trop pressant désir de conduire à la Foi une Révolution qu'elles croyaient pleine de grands instincts, voulurent en ménager d'abord, mais en épousèrent bientôt les sympathies. Pour diriger des sentiments qu'ils pensaient mieux connaître, associer la Foi à ces progrès nouveaux, ils continuèrent de présenter la liberté de la presse, de la conscience et des cultes comme l'unique voie de salut pour l'Église ; ils continuèrent de repousser pour elle la protection, toujours dans la pensée

1. *Affaires de Rome*, par M. de La Mennais.

2. Début de *l'Hist. parlement. de la Révol.*, par M. Buchez.

qu'une liberté illimitée suffit à son triomphe... C'est bien peu connaître ce monde. L'Église n'est affligée, ni dans la Chine ni dans les Indes, de la protection de l'État, et elle trouve en Amérique la pleine liberté de lutter : son triomphe y est-il plus grand ?

C'est l'illusion du jour. On croit que la liberté fera tout, et qu'elle va couvrir la terre des biens que dix-huit cents ans de Foi n'ont pas su lui donner ! La liberté, c'est l'homme même, et l'homme est atteint par le mal...

On a pris une circonstance passagère pour une règle de tous les temps. 1830 bannissait l'Église de l'ordre légal ; vaincue par la Révolution, et, toujours au nom de la liberté nouvelle, l'Église fut enfermée dans un réseau de lois. On crut renverser cet échafaudage en venant demander pour Elle sa part légale dans cette liberté. Ceux qui, rompant la maille du libéralisme, surprirent alors quelques immunités pour l'Église, ont bien mérité de la Foi, ils ont acquis une gloire immortelle. Mais, cet état ne pouvait durer. Aujourd'hui que, furieux d'en avoir si long-temps attendu la ruine, les ennemis de l'Église voudraient l'*étouffer dans la boue*, faut-il leur en laisser la liberté parce que cette liberté servit un jour à les confondre ? — Ce fut notre principe : nous demandions des libertés complètes, nous devons les demander encore. — Soyons fidèles à nos principes, mais d'abord recevons de l'Église les principes auxquels nous devons cette fidélité. « Ces doctrines sur la *liberté de la presse et des cultes*, écrit le Cardinal Pacca à M. de La Mennais, sont en opposition avec l'enseignement, avec les maximes et la pratique de l'Église.

Elles ont beaucoup *étonné* et affligé le S. Père. Si, en certaines circonstances, la prudence exige de les tolérer *comme un moindre mal*, de telles doctrines NE PEUVENT JAMAIS ÊTRE PRÉSENTÉES PAR UN CATHOLIQUE COMME UNE CHOSE DÉSIRABLE <sup>1</sup>. »

Penser qu'une liberté sans limite rétablira le règne de la Foi, et la fera chérir des hommes, c'est avant tout oublier ce qu'est l'homme. Pour assurer ce triomphe, certes, il ne faut point la contrainte : mais il faut l'appui de l'État, le respect de l'État, les exemples donnés par l'État, parce que le peuple est attentif à la pensée des grands ; parce que le peuple veut toujours imiter ceux qu'il admire et dont il sent le pouvoir sur lui. La contrainte extérieure est absurde et abominable, parce qu'elle prend la place de la contrainte morale, de cette noble fille de la lumière et de l'exemple. C'est pour la liberté de notre âme que l'Église combat, en réclamant les exemples et la protection de l'État !. Mais l'absence de Théologie a réduit partout les questions à des proportions littéraires.

Si déjà la justice et la paix, si désirées des hommes, demandent sur la terre ces organisations puissantes qu'on nomme Gouvernements, combien plus encore faut-il assurer une protection à la Vérité, si méconnue, et si peu désirée des cœurs ? La liberté pour l'Église ; oui d'abord si vous la lui avez ôtée, et si votre société n'est plus qu'une concurrence horrible entre le bien et

1. Lett. de S. E. le Card. Pacca à M. de La Mennais ; écrite par l'ordre de S. S. Grégoire XVI. Rome, août 1832.

2. De glace pour la vérité, l'homme est de feu pour le mensonge.

le mal ; mais si, avec cette liberté, vous méprisez l'Église, si vous la laissez veuve du respect, des exemples et de l'amour du Souverain, vous la verrez mourir comme au sein des États protestants. Et, pour asseoir la liberté, rêver lorsqu'on est catholique, un Souverain protestant sur le trône de France, est une idée étrange, un triste expédient...

Tout provient d'une même illusion, d'une impression qu'on se cache à soi-même : on a moins confiance en l'Église qu'aux promesses de la liberté ! De cette liberté doit sortir l'avenir des nations, et l'Église ne le voit point...

## XXVI.

Entre ceux qui considèrent la religion comme une infirmité, une susceptibilité malade de l'homme, et ceux qui voient sa gloire dans cet élan du cœur vers Dieu, dans ce retour de l'âme vers sa Cause première, il y a place à bien des systèmes, dont le plus odieux est celui qui voudrait abolir chez les hommes de pareils sentiments. Écartez Dieu, l'homme n'a plus de comptes à rendre ; il n'est pas seulement libre, il est indépendant, il devient absolu, *SICUT DEI*. En devenant fragment de la divinité, il doit être fraction de la Souveraineté : une telle conception aura ses retentissements <sup>1</sup>.

De la Révolution  
naquit le néo-  
christianisme.

1. Après Voltaire, d'Alembert et Dupuis, viennent Hegel, Feuerbach et Stirner, pour conclure « que Dieu est encore au néant, et qu'il « ne prend conscience de lui que dans l'homme... Que l'homme doit « s'adorer lui-même, car il n'a pas d'autre Dieu ; et que celui qu'on « imagine n'est qu'une abstraction destructrice de l'Humanité. »

Du point de vue d'une complète indépendance ontologique et religieuse, se déduit aussitôt celui d'une complète indépendance politique. Le passé, ses coutumes, nos principes, la Foi, deviennent des absurdités. Telle est, en soi, la thèse du libéralisme, la thèse qui part de la liberté pour nier toute loi. Rien de plus beau que d'être libéral, de plus mauvais que de fausser et de perdre la liberté par le libéralisme...

Avec le libéralisme n'espérez pas trouver votre point de suture, la liberté ne le fournira pas. Au fond vous demandez la liberté du bien, c'est-à-dire de l'Église ; au fond il vous demande la liberté du mal, c'est-à-dire de la Révolution. S'il désirait sérieusement la liberté, il la verrait d'abord dans un passé où pendant dix-huit cents ans le christianisme s'est appliqué à la faire croître dans les âmes, dans les droits privés et dans les droits publics des peuples, dans la famille et dans l'hérédité, dans la cité, dans la propriété, dans toutes ces institutions aujourd'hui abattues ou ébranlées de la main du libéralisme. Mais il a en horreur ce passé parce que le Christianisme, la liberté du bien, y pouvait triompher. Le libéralisme éclate en France aussitôt que le siècle dernier achève d'étouffer la Théologie. Ce fut la chute des grandes notions, la décadence de la pensée, la route faite au despotisme. Ce sont, au reste, les enfants du libéralisme qui viendront le servir... Hommes de trop de foi, alors seulement vous les reconnaîtrez ! Mais ceux à qui vous présentez la main préféreront le despotisme à la confession.

Or ici arrivent en foule les imaginations avides, dont la sincérité alimente la thèse de la Révolution. A la suite

des cœurs révoltés contre Dieu, accourt la longue série des âmes éblouies par les *nouveautés* et dévorées par l'illusion. Rien ne leur paraît plus sensé que cette liberté nouvelle, que l'Eglise semble oublier !

Croire que l'on puisse confier la justice et les droits au bon vouloir des hommes : voilà le libéralisme ; croire que l'on puisse leur confier la vérité : voilà le néochristianisme. C'est-à-dire que la première erreur engendra la seconde chez des âmes plus élevées, mais aussi inexpérimentées. C'est encore l'oubli de la Chute, encore de la politique faite en dehors de la Théologie.

Mais oubliant la Chute, on oublie ce qui vient de la Rédemption. Aujourd'hui, on ne voit plus le Christianisme, tant il est bien assimilé à la nature humaine. Pour les uns, la confusion est complète, et de là le socialisme ; pour les autres, elle est partielle, et de là diverses écoles qui viennent expirer vers la Foi. Les philosophes attribuent à l'homme tout ce qui lui vient de la Grâce ; les libéraux, au citoyen tous les droits qui lui viennent de la Société <sup>1</sup> ! Eh ! comment la politique et la philosophie échapperaient-elles à l'illusion lorsque, sur tant de points, des chrétiens la partagent ? Dernièrement, j'exprimais cette observation, lorsque M. l'abbé Noirot me dit : « Si la philosophie, si le monde aujourd'hui se trompe, c'est la faute du Chris-

1. Les anciens étaient grands par la tradition ; et l'on vit succomber les peuples à mesure qu'ils la perdaient. Les modernes ne sont grands que par le christianisme ; la liberté et la raison les quittent à mesure qu'ils veulent s'en éloigner.

tianisme, il a mis dans la nature humaine une puissance de liberté et de raison que l'on prend maintenant pour des faits naturels. »

L'Église n'a pu voir plus longtemps ses chers fils désunis sur ces questions graves. Elle a parlé ; il suffit de rappeler aujourd'hui des Paroles sacrées que les événements, sans doute, nous ont fait oublier.

Après avoir demandé « une *régénération* dans l'Église », le grand écrivain, condensant ses erreurs, ajoutait : « Nos vues tendent à unir la cause de l'Église à la cause de la liberté, par conséquent, à rompre l'alliance entre l'Église et les vieilles Souverainetés, <sup>1</sup> » etc. Et l'Encyclique de Sa Sainteté Grégoire XVI répondit : « Comme il est constant, « d'après les paroles du Concile de Trente, que l'Église « est instruite par Jésus-Christ et enseignée par l'Esprit « Saint, il est souverainement absurde et injurieux de « mettre en avant une prétendue *régénération* devenue « nécessaire à son existence » ... Et ensuite : « De la « source infecte de l'indifférentisme découle cette « maxime absurde, ou plutôt ce délire, qu'il faut garan- « tir à chacun la *liberté de conscience*. On prépare la « voie à cette pernicieuse erreur par la *liberté d'opi- « nions* sans bornes ; et pour le malheur de la Société, « religieuse et civile, on répète avec impudence qu'il « en résultera un avantage pour la Foi. Mais qui peut « mieux donner la mort à l'âme, s'écrie S. Augus-

1. « ... Dès lors à détruire ce fait que, de part et d'autre, on croyait « avoir un égal intérêt à conserver. Je viens dire à l'Église : Séparez- « vous des Rois, tendez la main aux peuples, ils vous soutiendront de « leurs *robustes bras*..... La liberté de l'Église sortira de la liberté « des peuples... etc. » ... Introd., tome X<sup>e</sup> des OEuv. *Affaires de Rome*, pag. 25.

« tin, que la *liberté de l'erreur*? Tout frein étant ôté  
 « pour retenir les hommes, leur nature inclinée suc-  
 « combe au mal; nous pouvons dire avec vérité que le  
 « puits de l'abîme est ouvert »... Et enfin : « De là le  
 « fléau le plus mortel pour la Société, car, de toute  
 « antiquité, les États qui ont brillé par leur puissance  
 « ont péri par ce seul mal : la *liberté illimitée des opi-*  
 « *nions*... Là se rapporte cette liberté funeste, et DOÛT  
 « ON NE SAURAIT AVOIR ASSEZ D'HORREUR, la liberté de la  
 « presse pour publier quelque écrit que ce soit, liberté  
 « que quelques-uns osent solliciter avec tant d'ardeur!  
 « Nous sommes épouvantés, Vénérables Frères, en  
 « considérant de quelles erreurs monstrueuses nous  
 « sommes accablés! O douleur! on a l'impudence de  
 « soutenir que le déluge d'erreurs qui découle de là est  
 « bien compensé par tout livre qui paraîtrait pour dé-  
 « fendre la vérité! Quel homme en son bon sens dira :  
 « Il faut laisser librement se vendre les poisons, les  
 « boire même, puisqu'il est un remède tel que celui qui  
 « en use parvient, quelquefois, à échapper à la mort <sup>1</sup>? »

Mais, avant de poursuivre, revenons à cette thèse d'une liberté qui devrait remplacer la Protection pour l'Église.

1. Encyclique *Mirari*, de S. S. Grégoire XVI, à tous les Patriarches, Archevêques et Évêques; donnée à Rome le jour de l'Assomption de la B. Vierge Marie, l'an 1832, 2<sup>e</sup> de son Pontificat.



## XXVII.

L'Église a droit  
à la  
protection  
comme  
à la liberté.

Si par liberté pour l'Église, on entend qu'elle sera l'objet suprême de la sollicitude de l'État, qu'elle se verra entourée de son respect, de son amour, rien de plus juste, rien de plus sage. Si par ces mots on veut laisser au mal, à l'erreur, à la multitude de ses ennemis, les mêmes libertés qu'à l'Église, nous glissons dans l'abîme.

Eh! quoi, l'État protégera la justice, il protégera l'innocence, les arts, les sciences, la propriété, le droit, la liberté, et il ne protégera pas la vérité, cette liberté et ce droit de notre âme? Tout sera secouru, hormis la vérité? L'homme vaut moins, alors, que les choses qui sont faites pour lui. Mais il est évident qu'on n'y avait point réfléchi... Pour étendre la protection à tout, excepté à la vérité, c'est-à-dire à la base des lois, du droit et de la Société, il fallait là quelque grand préjugé.

Des chrétiens, des esprits qui, dès-lors, partent du dogme de la Chute, ne demanderont pour l'Église exactement que la liberté? la liberté pour la vérité et l'erreur pêle-mêle? Et le penchant au mal qui l'emporte dans notre cœur sur le désir du bien! Il faut donc vous le dire : mettre la vérité en champ clos avec l'erreur, le bien avec le mal, la justice avec nos passions, c'est livrer la vérité à l'erreur, le bien au mal, la justice à nos passions... Je lus un jour ces mots de celui qui nous effraya par sa chute : *Le malheur est qu'on n'a*

*pas assez foi en la puissance de la vérité!* Je vis tout à coup que cet esprit merveilleux ne possédait pas le premier mot de la science qui l'élevait au Sacerdoce <sup>1</sup>. Quelle illusion chez un théologien! Avoir la Foi et oublier les résultats de la faute d'Adam! oublier que l'homme livré à lui-même ne saurait arriver à la vérité et s'établir dans la justice, que l'Église est là précisément pour lui rapporter l'une, et l'Autorité pour lui assurer l'autre! Ne plus voir ce qui nécessite la constante intervention des sacrements, dans l'homme, et des lois, dans la Société! Enfin, perdre de vue que la vérité et la justice, réunies, ont une peine extrême à maintenir la Civilisation, à l'empêcher de rentrer dans la barbarie, où l'entraîne éternellement la Chute! La Chute! Mais la Société entière n'est établie qu'en vue de cet immense événement... On croit la Société chrétienne un fait entièrement humain, une chose toute naturelle : après l'Église, rien en vérité n'est plus surnaturel...

Les bons, organisés pour maintenir chez les autres la justice et la paix, voilà toute la Société. Et sans l'autorité qui le protège, comment le petit nombre chez les hommes produirait-il le miracle de contenir le plus grand?.. On ferme les yeux aux faits; il n'y a pas, sur la terre, de prodige plus étonnant après celui de la Grâce, qui nous y fait opérer le bien! L'Autorité

1. Cette illusion est à ce point le centre de nos erreurs contemporaines, qu'on la retrouve aussi naïve, trente ans après, sur les lèvres du libéralisme officiel. « On pensait donc qu'en laissant la vérité et le mensonge aux prises, la vérité finirait par l'emporter. On avait dans notre liberté, ajoute M. Thiers, une confiance, hélas! bien altérée aujourd'hui. » (*Hist. du Cons. et de l'Emp.*, t. XVIII, p. 270.) La vérité aurait cette puissance si l'homme était innocent...

tire les hommes du néant de l'état sauvage ; ils y retombent aussitôt qu'ils repoussent sa main. Les civilisations anciennes, dont on a tant parlé, étaient le fruit d'une tradition et de l'Autorité, elles succombaient à mesure que s'affaiblissaient ces deux faits <sup>1</sup>. Trouvez une nation hors de l'Autorité, une Civilisation réelle hors de la Grâce et de la Vérité ! L'Autorité est le point qui excite le plus l'admiration des sages : après ces deux incomparables dons, elle est le don le plus précieux fait aux hommes.

En contenant le mal, c'est elle qui crée la liberté, qui conserve les droits et les biens acquis. *Toute justice vient du Roi* : c'est en ce sens qu'il faut l'entendre. Ne voyons-nous donc plus cette phalange sacrée qui, suivant les diverses fonctions, nous apporte la justice, le sacerdoce, l'enseignement, l'administration, les exemples, la bienfaisance, l'industrie et la production ? Il est des hommes qui, sans le Code, ne seraient jamais dans la justice, et qui, sans la force, ne seraient jamais dans la paix ; de même, sans le droit, sans la propriété, il en est qui consommeraient tout ce que produisent les autres, et en trois pas nous mèneraient à l'état sauvage. C'est à l'Autorité qu'on doit toute la Société ; pourquoi dès lors soustraire à sa protection la Vérité, sur laquelle, chez des êtres libres, tout le reste

1. Diminuez l'Autorité, et le bien diminue ; renversez-la, le bien s'arrête, la révolution commence, la foule cesse de travailler, s'abandonne à l'ivresse et entre dans le crime en raison de la durée de la révolution. Voilà, l'homme rendu à la liberté, redevenu ce qu'il est ! Et ne pas voir le fait, se laisser éblouir par les mots que trouve notre orgueil, c'est reprendre la route ouverte par les Girondins.

s'appuie?.. Certes ! il faut être homme de bien pour comprendre ce monde, mais pas au point de n'y voir que le bien, surtout de croire qu'il triomphera sûrement si l'on nous laisse liberté entière. Dans ma jeunesse j'entendais dire que l'humanité ne rencontrait d'autre obstacle en ce monde que les gouvernements ; que tout progrès y consistait à restreindre l'Autorité et à nous délivrer peu à peu de l'oppression des lois. Aussitôt que j'ai pu par moi-même voir l'homme, et l'étudier d'assez près, j'ai compris combien ces idées étaient vaines, et où se trouvait le bon sens.

Alors, ne voulez-vous aucune liberté ? — C'est-à-dire que nous les voulons toutes, et d'abord celle qui les produit. Aucune liberté ! Nous voulons la plus grande, celle que Dieu a faite pour l'homme, la liberté elle-même, la faculté d'accomplir de soi-même sa loi, le pouvoir de bien faire : ce que nous repoussons, c'est la facilité avouée de violer de soi-même sa loi, le pouvoir de mal faire, l'orgueil, plaçant l'homme au-dessus de Dieu ! C'est parce que nous méprisons une liberté puérile, qui n'est venue au monde que sur les ruines des libertés positives, acquises par les peuples chrétiens ; c'est parce que des insensés nous enferment dans une révolution qui aboutit de toute part au despotisme, et qu'il faut pourtant échapper à une servitude ou à une barbarie sans bornes, que nous réclamons la liberté réelle, cette liberté des enfants de Dieu qui fit naître les droits privés et les droits publics des peuples, ces droits que, par illusion et par égarement, vous avez renversés ! Avec le bon sens, avec l'histoire nous demandons la liberté de ceux qui accroissent la Foi, les droits,

la justice, la paix, la vertu, la charité et le pain chez les hommes ; avec le bon sens, avec l'histoire nous repoussons la violence de ceux qui diminuent la Foi, les droits, la justice, la paix, la vertu, la charité, le pain ! Il est aisé d'être logique et franc lorsqu'on part d'un principe, contrairement à une époque qui ne fait que répéter un mot ; lorsque l'on sait que notre liberté est le pouvoir angélique du bien, l'instrument du mérite, et que, hors du mérite, elle expire ! car, de là, se déduit la Société tout entière.... Et vous, montrez-nous vos principes jusque dans la racine ; nous attendons vos métaphysiciens ! De tant d'éclat dans le talent est-il sorti une lumière ? Déjà vous subissez le sort des esprits littéraires. Pour résister à une époque, il faut être enraciné plus profond...

Les idées pures aujourd'hui nous abusent ; on persiste à les interroger comme on l'eût fait avant la Chute. L'Homme est tombé ; en vain Rousseau voudrait invoquer la nature première, en rétablir les droits innés, retrouver les prérogatives d'un état d'innocence : ses *à priori* ne sont plus. Les idées philosophiques nous trompent ; la Doctrine complète ne peut sortir que de l'Église, les idées politiques, que de l'expérience. Voilà pourquoi si peu d'hommes sont aptes à gouverner, et pourquoi la Providence nous procure, par l'Hérédité, des Rois préparés de sa main.... Croire à la liberté illimitée de la presse, de la conscience et des cultes, croire que l'on puisse confier la vérité, la justice au bon vouloir des peuples, n'est pas une ignorance légère, ou une illusion éphémère, mais l'erreur capitale, l'illusion qui déracinera la Chrétienté. C'est

sur le principe opposé que la Civilisation s'est assise. Si au moment le plus alarmant, si lorsqu'elle a de la Protection un plus pressant besoin, ses premiers défenseurs déclarent qu'elle doit s'en passer, tout est perdu...

Il n'y a plus de traditions, plus de métaphysique, et l'on veut faire de la Politique ! Dans la Foi, il existe un trésor de lumière, mais on ne l'ouvre pas. On ne rencontre que des esprits littéraires. En France effectivement les phrases sont très-claires ; c'est la pensée qui est obscure, qui est toujours dans le néant. Aussi, que la moindre idée s'avance et se découvre entièrement, on crie à l'exagération. Mais tirez la vôtre des limbes, que nous la connaissions enfin <sup>1</sup>. Ne croyez pas défendre les principes parce que vous en présentez

1. Entrer dans toutes les questions sans Doctrines ni obéissance, comme le fait notre époque, est une grande frivolité. L'esprit, en France, dépouillé des principes par le siècle dernier, puis de la pensée, par le nôtre, se nourrit d'un pain doré, mais bien léger.

Détrompé sur la vérité, étourdi de l'éternel retour d'un langage vulgaire, empesé, mais brillant, le public ne peut plus distinguer le produit de la rhétorique du fruit de la pensée. Il abandonne la doctrine pour le discours. Notre esprit est tombé dans la servilité : la place du despotisme est faite. Après avoir frappé nos aristocraties politiques, la frivolité atteint la fragile tige de l'aristocratie de l'esprit. La vérité que fera-t-elle ? la rhétorique nous inonde, et couvre tout d'un émail emprunté à la langue. Idée vieille, idée fausse, idée nulle, sans ombre de réalité, tout revient et prend vie sous ce vernis banal.

Et c'est ce qu'on nomme talent... On ne vit que pour l'apparence. Nos thèses et nos livres, par le titre, la nature et la forme, semblent écrits par des marchands : tout dans la devanture, et rien dans la maison... La rhétorique achèvera d'énervier les notions de la Foi après avoir éteint, chez nous, jusqu'à la dernière idée philosophique. Elle a remplacé l'âme, elle a tué l'esprit, annulé la vérité même, elle porte le dernier coup à la Société française. La littérature est le linceul de la pensée. A cette heure elle descend dans la lâcheté, et nous pousse comme un troupeau aux portes de la barbarie.

quelques-uns. Les principes sont les branches d'un arbre : vous leur ôtez la vie si vous les détachez du tronc, et vous faites périr le tronc si vous offensez la racine. Montrez une doctrine sous tant de thèses empruntées à ces temps ! Si l'on est à la fois privé de doctrines et d'obéissance, vous le sentez, il ne reste plus rien... Honneur aux personnes, à toute pensée magnanime, à toute noble intention ; mais que les idées particulières s'effacent dans le danger commun ! Le monde est à cette heure dans la crise fatale, l'avenir se décide demain. Le libéralisme et le gallicanisme vont cette fois périr, ou la Civilisation ne s'en relève pas...

Justement alarmée de l'invasion de ces erreurs chez les peuples chrétiens, l'Église, répétons-le, a élevé la voix. Dans l'Encyclique de 1832, S. S. Grégoire XVI, continuant, s'écrie : « Ces faits condamnent l'insolence  
« de ceux qui, enflammés de l'ardeur d'une liberté im-  
« modérée, travaillent à ébranler les Droits des puis-  
« sances, lorsqu'ils n'apportent aux peuples que la  
« servitude sous le masque de la liberté. Et nous n'a-  
« vons rien de plus heureux à attendre, ni pour la Re-  
« ligion ni pour les Gouvernements, en écoutant les  
« vœux de ceux qui désirent voir l'Église séparée de  
« l'État, la concorde se rompre entre le Sacerdoce et  
« l'Empire. Il est certain que cette union, qui FUT  
« TOUJOURS SI SALUTAIRE AUX INTÉRÊTS DE LA SOCIÉTÉ RELI-  
« gieuse ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, est redoutée de tous  
« les partisans d'une liberté sans frein. <sup>1</sup> » A coup sûr, on ne saurait nier que, parmi les prérogatives sacrées

1. L'Encyclique, *Mirari* ; *idem*, 1832.

de l'Église, l'une des principales ne soit celle de discerner ce qui est nécessaire à sa défense, utile à sa conservation. Eh bien ! puisqu'elle a prononcé, sera-t-il bien, sera-t-il sage d'ouvrir un avis opposé ? Entendons-nous mieux que l'Église elle-même les premiers intérêts de l'Église ? Hélas ! ceux qui prétendent la conseiller restent si convaincus de s'être mis au bon chemin, qu'ils croient voir l'Église elle-même s'en écarter, s'écarter des voies de l'avenir ! Elle aurait égaré sa boussole ; 89 l'aurait trouvée, et le libéralisme se hâte d'en avertir la sainte Église... Il ne sent point qu'il dérive, il pense que c'est l'Église qui s'éloigne du bord : ainsi l'homme emporté par un fleuve rapide, voit le rivage fuir...

Non, quelles que soient ces menaces d'un schisme qui envelopperait les nations, l'Église, pour les flatter, ne les laissera point tomber dans un mensonge, dans un abîme qui les engloutirait. Et comme entre ceux qui chérissent l'Église, la bonne foi est profonde, la bonne foi est sans bornes, nous entrerons dans le sens des grandes paroles qui suivent le texte déjà cité : « Que  
« les Princes, nos très-chers fils, considèrent que ce  
« n'est pas seulement pour le Gouvernement de la  
« Société temporelle, mais surtout pour la PROTECTION  
« de l'Église, *que le Pouvoir leur a été donné* ; que d'ail-  
« leurs tout ce qui se fait pour l'avantage de l'Église,  
« se fait dans l'intérêt de leur puissance, dans l'intérêt  
« de leur repos. »



## XXVIII.

La tolérance  
dans l'État,  
et non  
l'indifférence.

En parlant du devoir qu'a l'État de protéger la vérité, nous raisonnons comme on doit raisonner en Europe, dans cette portion du monde supérieure aux autres par la vérité, et qui n'est telle que par la vérité.

— Si l'État doit protéger un culte, la Prusse maintiendra donc le Luthéranisme et l'Angleterre l'Anglicanisme? — Oui, sans doute, tant qu'elles ne reprendront pas la vraie Foi ! car leur civilisation précisément se rattache à ce qui leur reste de vérité. Aussi, se gardent-elles de l'attaquer officiellement en proclamant l'indifférence. (Au reste, des publicistes sérieux ont récemment fait justice d'une civilisation trop vantée; mais il en resterait moins encore sans cet attachement si noble des États protestants et de leurs aristocraties au culte officiel. Tous les cœurs bien placés leur rendent, sur ce point, un hommage empreint de respect.) Certes, la Prusse et l'Angleterre ont dégénéré de la vérité, puisque l'une s'en rapporte à un homme plutôt qu'à Dieu, l'autre à une religion locale plutôt qu'à l'Universelle; mais la Prusse se garde bien de descendre au-dessous du Luthéranisme, et l'Angleterre, au-dessous de l'Anglicanisme : tout en usant de tolérance, ces deux États font leurs efforts pour écarter l'athéisme pratique et soutenir le niveau de leur foi. C'est en se rattachant à ce qu'elles croient le plus vrai, que ces Puissances se maintiendront plus près du Catholi-

cisme, et non en proclamant une licence qui ferait écrouler le reste de leurs dogmes. D'ailleurs, c'est des classes supérieures, des têtes les plus éclairées, non des sectes obscures, que part tout retour vers la Foi. — Mais qu'ai-je dit? les États dissidents protégeront leur culte! Pour eux, d'abord, partant tous du libre examen, ils ne sauraient, sans rompre la logique et sans ruiner leur thèse, parler de protéger leur culte : ce qu'ils font cependant! Pour nous, ensuite, nous n'avons prétendu parler que de la vérité<sup>1</sup>...

La liberté de conscience et des cultes, avec laquelle on a détruit et la conscience et le culte, ne rétablira pas la Foi. A coup sûr, il faut tolérer, mais tolérer les personnes, et non pas toutes leurs doctrines! à coup sûr, il faut supporter des erreurs, mais aussi, confesser une vérité! Oui, il faut tolérer, mais non encourager, engendrer soi-même le faux par un officiel aveu de scepticisme. C'est la Révolution, elle, qui réclame une tolérance illimitée pour les doctrines : quant à sa tolérance pour les personnes, elle en donna trop la mesure en 93, pour qu'il soit nécessaire d'en attendre les nouveaux effets.

L'État évidemment ne saurait lui-même enseigner : mais, si le père de famille n'enseigne ni les humanités

1. Vérité, dont la noblesse est garantie par dix-huit siècles, et par les sacrifices toujours nouveaux de ses martyrs! En sa présence, faut-il que l'erreur, qui allume l'orgueil et souffle les passions, soit offerte à un être si faible que les leçons de l'éducation, sa propre conscience, ne peuvent dérober aux plus honteux penchants? Un père chrétien tolère-t-il chez lui l'homélie du sectaire ou le roman du jour? Ne ferme-t-il pas sa porte à tous les genres de poisons? Eh bien! n'est-ce pas le devoir du Souverain, du père de ses peuples?

ni la philosophie à ses fils, il veille du moins à ce qu'elles leur soient enseignées. L'État, enfin, ne saurait se montrer plus exigeant, plus impatient que Dieu, qui tolère, qui attend les personnes. Mais tolérance ne fut jamais indifférence; l'une existe pour la personne, et la seconde tue les âmes. On confond tout; on prétend fixer des principes, on n'a pas même des idées. Avant de tolérer le mal, commençons par proclamer le bien, par avouer le vrai, et par le protéger dans ceux qui nous l'apportent. Un État ne peut être sans foi; sinon la gendarmerie sera le fond de ses principes, fera seule exécuter ses lois.

Nous admettons la liberté de la conscience : mais nous voulons le droit de la vérité ! Certes, la liberté est dans la conscience, mais c'est le don de Dieu; et elle y est pour que la conscience puisse d'elle-même obéir à sa loi, et non pour qu'elle puisse la repousser. Aurait-on l'infamie de jouer sur le mot ? et, de ce que Dieu fait la conscience libre pour accomplir sa loi, prétendre qu'elle l'est pour la méconnaître et pour la rejeter ? La

1. On n'y a pas manqué. La feuille qu'on distribue en France au plus grand nombre d'exemplaires, publiait l'an dernier : « Quand il « serait prouvé que Dieu a donné mission à un Clergé de le représenter « sur la terre, resterait la question de savoir si, AU NOM DE LA « LIBERTÉ DE CONSCIENCE, chacun n'a pas le droit d'accepter ou de « méconnaître ce mandat ! » Et pour fixer l'application de cette pensée merveilleuse, tout récemment la même feuille ajoute : « Nous « ne devons compte de notre parole qu'à Dieu » ! s'écrie Mgr. de Bonald. « Oui, mais Dieu parle ici-bas par la voix des peuples, et non « par la voix des prêtres. » Et qui nous traduira la voix des peuples ? Sans doute ces Messieurs.

Il est douloureux d'entendre parler publiquement des hommes qui ignorent les premières notions, et compliquent de folie l'ignorance du peuple.

liberté, encore une fois, donnée à l'homme pour le mérite, ne vit et ne s'accroît que sur le terrain du mérite. Hors de là, elle se soulève contre l'homme, au lieu de se lever pour lui. Que dis-je ? à un pas de là s'ouvre l'abîme où elle disparaîtrait<sup>1</sup>.

Définissons ici la nature de la Protection que l'État doit à la morale et au Dogme... Bien qu'en ce point la pratique soit tout, mettons en saillie le principe qui doit la diriger.

Prise dans ses limites, la lutte entre l'erreur et la vérité est nécessaire à la liberté même comme l'effort l'est à la vertu, utile aux bons comme les hérésies furent utiles à l'Église. La lutte contre l'erreur écarte l'indolence, entretient la ferveur, conserve l'énergie dans les âmes, en fait jaillir souvent la lumière et le zèle comme l'éclair de la nue. Enfin la Providence nous avoue qu'elle laisse quelque ivraie au milieu de son grain, et les Rois doivent gouverner la Société un peu comme la Providence nous gouverne elle-même. Or si la lutte de la vérité contre l'erreur est utile, la destruction de la vérité par l'erreur est non-seulement nuisible, mais le point que tout le monde veut éviter. Quand cette lutte empoisonne les âmes qu'elle doit ranimer, quand elle arrive à étouffer au sein des peuples la vérité sous le mensonge, elle sort des vues de Dieu, renverse la Civilisation. La licence est antisociale, et détruit la liberté même.

1. La moralité seule a engendré les droits au sein des Sociétés modernes. Les Civilisations élevées reposent sur des vertus. La vertu est l'hymen sacré du libre arbitre avec sa loi.

Une Civilisation ne peut abdiquer, devant l'individu, le droit d'éclairer la conscience publique. Toute Société ne reposant que sur des principes, ne se fonde que sur ce droit, et ne saurait y renoncer sans s'abdicquer elle-même. Voilà le principe, il est clair : mais il est absolu comme tous les principes, et la pratique est relative aux temps, aux mœurs, aux hommes. Reste donc la question de savoir de quelle manière la Société exercera ce droit. Or la réponse est simple, c'est celle qui se présente toutes les fois que l'on veut préciser l'usage d'une jouissance ou d'un droit, autrement dit : l'État exercera ce droit *en bon père de famille*. Un véritable père n'est jamais fanatique en son droit. De fait, les peuples se sont toujours montrés d'autant plus fanatiques qu'ils offraient un culte plus pauvre. La proportion demeure exacte : des puritains et des mormons, on passe aux Turcs, et des Turcs aux Indous. La tolérance fut révélée par le Catholicisme, qui nous apprend celle que l'on doit, non aux erreurs, mais aux personnes.

Nos lois civiles mêmes ont quelque chose d'absolu ; partout la Société demande que l'État la traite en bon père de famille : *summum jus, summa injuria*. C'est pourquoi, en dépit des légistes, le bon sens et les peuples se montrent toujours plus ardemment préoccupés de la question des Princes, que de celle des Constitutions par écrit. C'est la pratique qui nous importe. Enfin, c'est ici-bas que naît la liberté humaine, et au Ciel seulement qu'elle doit s'accomplir. L'homme n'est point si grand que la Révolution veut le dire, quand elle vient l'écraser d'une liberté absolue. L'homme a cette liberté qui commence, qui mérite, qui grandit

avec la vertu, et non cette liberté angélique, cette liberté pleine qui, le constituant parfait, rendrait les gouvernements inutiles. Comme nous l'avons fait remarquer, ici-bas notre liberté est positivement dans l'état de l'enfance ; elle en demande et la surveillance et les soins. Nos lois, la Société, ont-elles une autre signification ? et font-elles autre chose que d'affaiblir ou d'écarter le mal pour mieux laisser passer le bien ? Or le Pouvoir, par ses nobles exemples, étend et complète cette action, réduisant d'autant plus les dures nécessités du Code, accroissant d'autant plus notre vraie liberté qu'il l'affranchit tout à la fois de l'étreinte du mal et du respect humain.

Ainsi, la raison pure veut que la vérité triomphe, mais la raison pratique, qu'on en prenne la voie, qu'on écarte la pure contrainte, la force extérieure, pour faire place à la conviction, à la force intérieure, et que l'État enfin travaille à fonder celle-ci pour mieux éloigner l'autre. Le bien avec la liberté possible, et non la liberté sans le bien, telle est la mesure de la Protection que l'on doit assurer à la morale, et à son fondement, le Dogme. En tout, procédons des principes, puis, entrons dans le bon sens et dans les faits, où gît l'application des principes. La liberté et la vérité sont nées évidemment l'une pour l'autre, mais avec cette distinction radicale : qu'on ne saurait aller de la liberté à la vérité, comme le veut la thèse protestante, mais de la vérité à la liberté, qui est la gloire des enfants de Dieu.

M. de La Mennais conseillait lâchement à l'Eglise de séparer sa cause de celle du Pouvoir, pour n'en point

partager l'impopularité auprès des hommes de l'époque : des courtisans conseilleraient au Pouvoir de séparer sa cause de celle de la Foi, pour ne point non plus hériter des haines qu'elle rencontre dans le vulgaire. C'est, d'un côté, sacrifier la souveraineté, de l'autre, sacrifier la vérité, abandonner l'Église ; de part et d'autre, commettre une stupidité, diviser ce que les siècles ont lié, séparer ce que Dieu a uni <sup>1</sup> !

Pour achever d'éclairer la question, il suffit de poser celle de la distinction des deux Puissances, question dans laquelle nos écrivains, nos légistes, courent droit au despotisme...

## XXIX.

La distinction  
des puissances.

Les mots, dans un siècle de littérature, exercent sur l'opinion une plus grande influence que les idées. Ils s'enfoncent dans les esprits, et sans en faire jaillir de lumière. Ce terme de séparation des deux Puissances nous abuse profondément. Et d'abord, la distinction des deux Puissances n'en est point la séparation absolue. Que l'une offre les Dogmes pour asseoir la vertu, les mœurs, toute la Société ; que l'autre les reçoive avec indifférence, ou les laisse officiellement en butte à l'erreur, et voilà, non pas une séparation, mais une

1. « C'est bien le moins, s'écriait Calvin lui-même, que ceux à qui Dieu a donné le glaive et l'autorité, ne permettent point qu'on blasphème la foi en laquelle ils sont enseignés ! » *Lettres franç. de Calvin*, éd. B., t. II, p. 20.

dissolution qui atteint la Civilisation même. La philosophie démontre la distinction de l'âme et du corps, elle n'en proclame point la séparation, qui est la mort. Le corps protège l'âme, protège l'homme même; leur parfaite union est la vie. Mais ici, comme ailleurs, la vérité nous abandonne et fait place à la confusion.

Séparation entre les deux Puissances? oui, dans l'ordre politique, dans l'ordre des Puissances. Mais dans l'ordre moral, et même dans l'ordre civil, le fait change de caractère! Comment les mœurs pourraient-elles être séparées des croyances, ou les lois être séparées des mœurs sans ramener les Sociétés sous un despotisme semblable à celui de la Rome païenne? La liberté moderne, la liberté de l'homme, est toute dans cet ordre social fondé par le Christianisme, où les lois découlent des mœurs et les mœurs des croyances. Et c'est ainsi que notre âme a l'empire, que le pouvoir, au fond, appartient à la conscience. Séparez ici le spirituel du temporel, c'est-à-dire les croyances des mœurs et des lois, vous renversez de fond en comble la Société moderne. Au lieu de reposer sur la conscience, la voilà de nouveau assise sur le pouvoir absolu <sup>1</sup>. Dans l'ordre politique, au contraire, cette séparation des deux Puissances est le Catholicisme même, est tout notre triomphe; ici leur réunion serait la confusion, confusion qui devient un schisme lorsqu'elle est partielle, et un retour au paganisme lorsqu'elle est absolue.

1. Cette séparation des deux Pouvoirs n'a lieu que chez les peuples et dans les pays catholiques. Partout ailleurs, en Allemagne, en Angleterre, en Russie, en Chine, et dans le reste, la même main tient le sceptre et fixe le dogme. Et l'homme cède à l'homme, c'est-à-dire qu'il n'obéit plus...



La séparation du Spirituel et du Temporel dans l'ordre politique, leur union dans l'ordre moral, sont pour le même but, concourent à la même fin. Une semblable séparation n'est au fond qu'un admirable accord dans l'intérêt de notre âme !

Or, la séparation des deux Puissances fut opérée de droit il y a dix-huit cents ans, et, de fait, même avant que Constantin eût abandonné Rome. C'est sur ce droit, c'est sur ce fait que repose la liberté de conscience : laquelle ainsi fut soustraite à César. Mais Jésus-Christ l'a opérée pour délivrer la conscience et non pour qu'elle soit abandonnée. Cette précieuse séparation, par Jésus-Christ, ne saurait s'étendre à l'ordre moral et civil sans nous séparer nous-mêmes de Dieu. Jésus n'est point venu dépouiller l'âme de sa loi. Séparez-moi de la force, ne me séparez pas de la vie ! Dieu a voulu nous délivrer, enlever notre conscience à César, à qui elle était liée : « Rendez à César ce qui est à César, mais A DIEU CE QUI EST A DIEU... » Et la séparation opérée, la conscience rendue à Dieu, la scission ne peut se poursuivre au sein de la Société humaine ; la conscience a besoin d'y retrouver sa loi en pleine vie ; sinon la Société même se verrait séquestrée de Dieu !... Sans s'élever dans la Théologie, sans découvrir tout notre but, comment le siècle peut-il débrouiller une question de cette importance ?

1. « Qu'est-ce donc que l'ordre social, s'écrie l'éloquent, l'admirable Évêque d'Orléans, et comment l'entendez-vous ? Est-ce que la Société humaine n'est pas aussi de droit divin ? Et quelle est cette incompatibilité nouvelle, qu'après dix-huit siècles de christianisme, « vous venez proclamer entre le Christianisme et l'ordre social ? »

Les deux Pouvoirs se séparent, en ce sens que le temporel ne saurait imposer la loi spirituelle comme ses propres lois : ce serait annuler la séparation et ressaisir la conscience. Mais s'il ne peut imposer cette loi, il peut la protéger. Il peut en défendre la vie, en soutenir l'honneur, et l'asseoir dans tout son empire. Et, comme il ne saurait subsister lui-même si cette loi ne s'accomplit, il veut lui-même en être le noble défenseur : le bras fut placé si haut pour protéger la tête. Mais demander que la séparation soit totale, c'est déclarer que la puissance spirituelle est exclue de la Société, c'est tomber dans l'abîme qu'on voulait éviter. La puissance spirituelle écartée, on passe sous celle de César. Avec la proscription du droit chrétien, l'ère du césarisme commence : c'est à la fois ici l'histoire ancienne et l'histoire moderne. Les hommes répètent, sans le comprendre, que cette grande séparation a été le salut de l'Europe moderne : ils devraient dire, l'origine ! Mais, en la façon dont on l'entend, il faudrait dire qu'elle en sera la rupture et la mort...

Pas de théocratie, c'est-à-dire de Pouvoir politique qui soit le prolongement du Pouvoir spirituel : et pas d'absolutisme, c'est-à-dire de Pouvoir spirituel qui soit un prolongement du Pouvoir politique ! Et c'est ce qu'a fait Jésus-Christ. C'est ce qu'il a voulu, ce que demande l'Église, et au fond tous les hommes. En écartant le premier des deux faits, le Sauveur écarta le second ; il détruisit deux puissantes erreurs. La religion de Mahomet est une théocratie, l'autorité du Czar est un absolutisme, et tout gallicanisme pratiqué par l'État oscille entre ces deux termes du despo-

tisme <sup>1</sup>. Mais si Jésus-Christ ne voulut pas la théocratie, il voulut moins encore l'absolutisme, puisqu'il sépara les Pouvoirs, rendit à la conscience la liberté des enfants de Dieu ; et ici se dévoile un des sens de cette admirable expression.

Celui qui tient le corps ne doit pas tenir l'âme : car il ne tient le corps que pour protéger l'âme et la servir. Sinon, quelle serait la mission du Pouvoir dans une Société où les âmes sont libres et sous la conduite de Dieu?.. L'État qui ne défend pas la vérité, défend l'erreur, ou du moins paraît la défendre aux yeux des foules, ce qui produit un effet tout aussi désastreux.

### XXX.

Les  
Encycliques,  
et la liberté  
de conscience,  
de la presse,  
et  
des cultes.

Avançons à la lueur de ce principe tout divin que la métaphysique donne, le seul que la raison puisse avouer, à savoir : que la liberté est le pouvoir du bien, alors qu'on a la possibilité du mal ; le pouvoir en un mot d'accomplir de soi-même la loi, pouvoir qui est l'attribut de Dieu, et qui lui rend l'homme semblable. Car, cette possibilité du mal n'est ni un complément ni un attribut de notre liberté, mais une imperfection, une

1. « La Théocratie, dit un esprit tout à fait étranger à nos vues, « en attribuant au Pouvoir une origine spirituelle, platt aux esprits « élevés ; mais elle renferme un poison caché : elle ne peut produire « que des pouvoirs absolus. » (*Rev. des Deux-Mondes*, 15 octobre 1860.) En France on trouve à tous les pas des hommes de talent ; c'est la doctrine, c'est la conception qui leur manque. La rhétorique et les sciences ont mûré les esprits.

débilité, une absence. L'homme, avons-nous dit, commence sur cette terre ; il n'y est qu'un enfant ; il en demande et la surveillance et les soins : et la Société est pour lui une mère.

Il y a un fait qu'on ne veut plus comprendre, c'est celui de la Société. On ne voit que l'homme, l'homme avec sa liberté, la raison et la grâce, et l'on croit que cela suffit : les gouvernements n'apportent qu'une entrave, l'Autorité ne produit rien... C'est une négation de la Société. La liberté aveugle des esprits trop faibles, et le reste disparaît pour eux. Enfin, nous ne pensons qu'au moi ! Quand la philosophie et l'amour à la fois se retirent, notre horizon se rétrécit. Avec ces idées littéraires on a brisé les doctrines, on a ruiné les principes, on a épuisé la raison.

Ceux qui manquent la question de la Société, qui croient que la liberté suffit à tout et suffirait à l'Église, devaient naturellement réclamer la liberté *de conscience, de la presse et des cultes*. Les trois points s'engendrent en effet : toute illusion d'ailleurs ne peut subsister que complète. Cependant il était très-aisé de voir qu'on tombait pleinement d'accord avec la Révolution, que l'on demandait après elle l'indifférence de l'État... Dieu nous garde effectivement de son intolérance ! mais que reprocherait à cette thèse l'auteur des mots : *la loi doit être athée*, qu'un politique du dernier règne et un légiste de celui-ci nous ont complétés de la sorte : *l'État, l'enseignement doivent être laïques ?* au fait, toutes les idées de l'époque ?... Un État ne peut pas être sans religion ; il tomberait au-dessous de l'État antique, toujours appuyé sur ses Dieux. Heureusement

pour nous, ces quatre points : liberté de conscience, liberté de la presse, liberté publique des cultes, et liberté toute pareille pour l'Eglise, ce qui veut dire abandon par l'État, ont été frappés par les condamnations réitérées du Saint-Siège.

Dans ses Brefs ultérieurs, S. S. Grégoire XVI ne fait exactement que rappeler la gravité des censures infligées par l'Encyclique *Mirari*. Et d'abord, voyez le Bref du 5 octobre 1833, adressé à l'Évêque de Rennes. M. de La Mennais demande en quels termes il peut le mieux exprimer son obéissance au Saint-Siège : « A  
« cela, Nous ne répondons qu'une chose : qu'il s'engage  
« à suivre *uniquement, absolument*, la Doctrine exposée  
« dans notre Encyclique ; à *ne rien écrire*, à *ne rien*  
« *approuver* qui ne soit conforme à cette Doctrine, suivant en ceci l'exemple d'hommes remplis de sainteté  
« qui *recoururent*, selon l'expression de S. Damien,  
« à *l'enseignement de Pierre*. » Et plus loin, à lui-même (Lettre de S. S. Grégoire XVI du 28 décembre 1833) : « Employez les dons du talent que vous  
« possédez si éminemment *pour que les autres pensent*  
« *et parlent tous suivant la Doctrine tracée* dans notre  
« Encyclique. » Et, dans l'Encyclique nouvelle, de 1834, où, s'adressant encore aux Évêques du monde, le S. Père s'écrie : « Accueillez notre Encyclique du  
« 15 août 1832, où nous annoncions à l'universalité des  
« Brebis catholiques la saine Doctrine, *la seule qu'il*  
« *soit permis de suivre sur CHACUN DES POINTS qui y*  
« *SONT TRAITÉS*. » Or, l'on connaît ces points ! Et enfin :  
« Nous avons été vraiment saisi d'horreur, et avons  
« compris à quel excès emporte la science qui est selon

« l'esprit du monde. Quoi ! au mépris de la foi jurée,  
 « l'auteur a entrepris d'ébranler la *Doctrine que nous*  
 « *avons définie*, soit sur la *soumission due aux Puis-*  
 « *sances*, soit sur l'obligation de *réfréner la liberté*  
 « *illimitée de la presse*, soit enfin sur la *liberté de*  
 « *conscience*, liberté si condamnable !<sup>1</sup> De plus, il re-  
 « présente l'Autorité des Princes comme contraire à la  
 « loi divine, et il flétrit ceux qui président aux choses  
 « divines comme s'ils avaient conclu avec eux une al-  
 « liance contre les droits des peuples ! Non satisfait  
 « d'une pareille audace, il veut qu'on impose par la vio-  
 « lence cette liberté absolue d'*opinions*, de *discours* et  
 « de *conscience*... Dissimuler, par notre silence, un si  
 « funeste coup porté à la sainte Doctrine, nous est  
 « défendu par Celui, etc.; c'est pourquoi, après avoir  
 « entendu nos Vénérables Frères les Cardinaux, de  
 « *notre propre mouvement, de notre science certaine,*  
 « de TOUTE LA PLÉNITUDE DE NOTRE PUISSANCE APOSTOLIQUE,  
 « nous réprouvons, condamnons et voulons qu'à perpé-  
 « tuité on tienne pour réprouvé et condamné, etc.<sup>2</sup> »

Franchement, tous ceux qui parmi nous renouvellent ces thèses, *n'écrivent-ils rien*, et *n'approuvent-ils rien* qui ne soit conforme à la sainte Encyclique ? Conscieusement, entrent-ils dans la seule Doctrine *qu'il soit permis de suivre sur chacun des points* qui y sont traités ? Emploient-ils leur savoir à ce que les autres

1. De la distinction de l'Église et de l'État n'en découle point, nous l'avons vu, la séparation. Encore une fois, on démontre en philosophie la distinction de l'âme et du corps, et leur séparation serait toute autre chose... Mais notre époque est plus savante que cela !

2. Encyclique *Singulari*; du 7 juillet 1834.

*pensent et parlent suivant la Doctrine tracée*, appliquant leur talent à en développer tous les points définis, soit sur la *soumission due aux Princes*, soit sur la *liberté sans borne de la presse*, la *liberté de conscience et des cultes* ?.. Je crains, s'il faut livrer une inquiétude, que, rêvant des alliances impossibles, on n'ait encore en ce moment, moins de confiance dans la doctrine du Saint-Père qu'en celle de la Révolution<sup>1</sup>...

Pour l'époque, c'est la pierre d'achoppement ! Où aller ? les idées sont interrompues, on ne voit plus de doctrines ? Les esprits se fatiguent à quitter des erreurs pour les reprendre encore, à s'écarter de la Révolution pour se remettre dans son chemin. Le scepticisme gagne les âmes, elles perdent confiance en la vérité. Oui, c'est la pierre d'achoppement ! D'abord, le nombre déjà si faible de ceux qui ont conservé les principes, est encore divisé par ces opinions ; ensuite, elles offensent une Doctrine qui semblerait accueillir des idées qu'elle aurait jusqu'ici méconnues. Enfin, et c'est le pire, elles justifient les tendances de la Révolution chez cette masse honnête, mais impersonnelle, qui sert alternativement d'appoint à l'ordre et aux révo-

1. Le Pape, nous assure-t-on, *n'est point infallible en politique*. Bien : mais en morale, d'où découle la politique ? Et prenez-vous pour de la politique la position qui sera faite à l'âme au sein des Sociétés chrétiennes, ou ce qui fait la substance, la constitution même de ces Sociétés ? Et le Pape lui-même violerait l'Infaillibilité, en étendant ses jugements sur les matières qui lui échappent ? Le Jansénisme aussi avait ses fines réparties. « Le Pape, disait-il, n'est point l'Eglise ; ou, « son infallibilité n'est point là. » Non, la racine n'est pas l'Eglise, ni la cause l'effet ! Mon Dieu ! que de témérité à croire que le Pape soit éclairé sur son droit et sur ce qui convient à la défense de l'Eglise ?...

lutions<sup>1</sup>. Où vont tous ces démembrements? il serait navrant de calculer ce qui reste de vie au monde, de forces à la Civilisation.... Mais remontons dans l'espérance, auprès d'un Dieu que nous verrons intervenir, s'il veut encore conserver un monde qui, de lui-même, ne pourrait se continuer. Ailleurs nous avons signalé le péril de la situation économique, indiqué la pente fatale sur laquelle on lance les peuples; ne pensons aujourd'hui qu'au péril de la situation morale! Que ceux qui ont reçu la Foi, s'ils n'en ont le génie, aient du moins le bon sens d'en embrasser les conséquences! La Foi n'est pas un vêtement, une façon d'écrire, mais une âme nouvelle ajoutée à notre âme; elle nous revêt de l'homme nouveau.

Liberté complète des cultes, quelle confiance en l'homme!... Mais ce sont les questions de l'époque, ce sont celles qu'il faut vider.

### XXXI.

Après avoir replacé sous nos yeux des Paroles qu'il importe, à cette heure, de ne plus oublier, faisons une dernière observation sur cette *liberté des cultes*, dans l'espoir où nous sommes que le lecteur sincère a partagé précédemment nos sentiments, d'abord sur la li-

L'homme  
a droit à la vérité  
dans les  
États chrétiens.

1. La Révolution ne tarda pas à s'enorgueillir des premiers pas que fit vers elle M. de La Mennais. Ceux qui la mènent à cette heure n'oublièrent point, dernièrement, de réclamer pour eux les disciples, en politique, que nous a laissés l'écrivain.



berté de notre âme, ensuite sur celle de la presse, enfin sur la pensée qui prétend que la liberté doit suffire à l'Église. Les trois thèses sortirent de ce fleuve d'illusions et d'erreurs qui grossissait de jour en jour pendant le dernier règne. Celle de l'athéisme de la loi, de la séparation complète entre l'Église et l'État, ou de la liberté des cultes, a la même origine. Évidemment nous voulons tous la liberté de la conscience, mais aussi le droit de la vérité!

La liberté des cultes! n'est-ce point là trop de candeur? Si l'homme pouvait si bien choisir son culte, il n'en aurait pas tant besoin. Et l'attrait naturel du vice, et l'effort surnaturel qu'exige la vertu? Toujours la même ignorance de la nature humaine, de sa situation réelle ici-bas. Cette inadvertance est un fléau sur notre époque. En proie à l'orgueil, à l'ignorance, à toutes les misères, à toutes les passions, l'homme est une créature trop fragile et trop précieuse, son âme a trop de droit à la protection, trop de droit à la vérité au sein des Sociétés chrétiennes, pour y rester abandonnée aux entreprises du mensonge, à celles de la méchanceté. S'il faut protéger son esprit contre la presse, il ne faut pas moins protéger sa raison contre l'hérésie, enfin, pouvoir sauver son âme. Avec le droit de choisir tous les cultes, on choisira toujours le plus bas... Voyez-vous l'homme possédé du désir de la justice et de l'amour de la perfection? Alors, pourquoi la religion? pourquoi vos lois, votre police, pourquoi votre Société? On ne peut sortir du dilemme...

L'État offrira la liberté à tous les cultes, et tous les *honnêtes* gens prendront cette liberté politique pour

une liberté théologique, et comme si l'on pouvait être indifféremment, devant Dieu, catholique, déiste ou athée. Prouvez à la foule qu'elle doit faire mieux que l'État ! De cette liberté des cultes, elle déduira qu'il ne faut aucun culte. Nous perdons le bon sens chrétien, c'est-à-dire le bon sens moderne. De grâce, évitons au peuple les suites de toutes ces démenées, dépouillons-nous enfin d'un vil libéralisme. Et si l'État se persuade qu'il n'a aucune charge d'âmes, aucun droit d'enseigner, qu'il comprenne aussi qu'il n'en a aucun pour détruire tout enseignement. Entre Dieu et l'homme, il y a des rapports immuables, qui précèdent en quelque sorte les temps et qui suivront les temps, rapports indépendants des mesures que la politique peut prendre à l'égard de la Religion, qui est l'expression de ces rapports. Et si l'État prétend faire abstraction de cela seul qui ait en l'homme une valeur éternelle, qui soit d'ailleurs le but de cet être étonnant, le but de la Civilisation, il témoigne d'une sinistre ignorance, il entre lui-même dans la voie qui mène à sa destruction. D'où sort l'anarchie politique, sinon de l'anarchie des croyances ?

En elle-même, la vérité est intolérante comme les mathématiques ; elle ne peut déclarer qu'une ligne droite soit courbe, ni que deux et deux fassent cinq. La loi divine étant donnée, la Foi ne saurait faire qu'elle ne soit point la Loi ; que la justice ne soit pas la justice ; que le bien ne soit pas le bien, et que l'homme se puisse sauver en ne le pratiquant point. Ce n'est pas tout, elle ne peut se dispenser de le déclarer hautement, et de proscrire une absurde, une lâche liberté de conscience. Vouloir qu'en présence du vrai, la Foi

laisse la pensée libre de ne le point croire, qu'en présence du bien, elle laisse le cœur libre de ne le point aimer! vous n'y aviez point réfléchi... Et si tel est le devoir de la vérité, croyez-vous qu'il n'y en ait aucun pour l'Autorité?

Oui, l'homme a le droit d'adhérer de lui-même à la vérité, afin d'en avoir le mérite, mais il n'a pas le droit de s'en écarter sciemment pour pratiquer l'erreur et préférer le culte qui déprave son âme ou la prive de biens qui seront éternels : et l'État a moins encore le droit de prêter les mains à une pareille iniquité, à une pareille destruction de la liberté de nos âmes. Or, en proclamant l'indifférence politique, n'est-ce pas ce qu'il pratique officiellement? Indifférence, conséquemment scepticisme, conséquemment anarchie.. et l'État saura bientôt lui-même s'il peut séparer à ce point l'ordre naturel, sur lequel il prétend s'établir, de l'ordre surnaturel, d'où découlent ce devoir et cette obéissance sur lesquels il est en définitive établi! L'État n'est pas une brute, l'État doit reconnaître une vérité! la moralité du peuple le veut. L'homme en Société a droit à la vérité de la part de l'État. On ne demande, il est évident, ni l'inquisition ni la licence, mais la profession de cette vérité. Quand un pays est sain, on l'environne avec soin d'un cordon sanitaire. Mais quand l'épidémie, mais quand l'erreur l'a envahi, on cherche par l'exemple, par le zèle et la charité, à ranimer une vérité expirante. Au reste, comment recourir à l'inquisition quand on a vu la manière dont en abusaient les pouvoirs politiques<sup>1</sup>?

1. « Beaucoup en ont parlé, mais peu l'ont bien connue », a-t-on

La liberté des cultes peut-elle réellement descendre jusqu'à la faculté d'admettre tous les cultes? Non, évidemment.. Eh bien! que le Pouvoir s'élève jusqu'à la mission de reconnaître le vrai culte; qu'il s'élève à l'honneur de le pratiquer! A cette incomparable Église qui place elle-même les cœurs dans la justice, dans l'obéissance et la paix, à cette Église qui lui fournit la Société à peu près faite, qu'il accorde du moins le se-

dit de l'inquisition. Ici ce sont les faits que surtout on ignore. Les Papes ont eu constamment à se plaindre de la manière dont les Princes la pratiquaient. En Espagne d'abord, elle fut à tout instant soustraite à l'autorité du Saint-Siège, c'est pourquoi les Papes en ont déploré les excès et allèrent jusqu'à invoquer la piété de cette nation pour modérer ses rigueurs. « Dès l'origine, dit le R. P. Franco, citant Llorente, Sixte IV fit au roi Ferdinand des observations si vives sur la manière dont on exerçait l'inquisition en Espagne, que les deux cours en vinrent à l'inimitié et suspendirent mutuellement leurs relations diplomatiques. Ce Pape obligea les inquisiteurs de Séville à introduire les évêques dans leur tribunal, et s'opposa à l'établissement de tout tribunal d'inquisition dans les autres provinces. Enfin il nomma un Juge papal d'appel pour recevoir les réclamations de ceux qui auraient été injustement ou trop vivement persécutés. Il voulut même que, des sentences d'appel on eût recours directement à lui; il supprima des procès, mitigea des peines et conjura le Roi et la Reine, « *per viscera Christi* », de se montrer plus miséricordieux envers leurs sujets. Léon X, à son tour, excommunia plusieurs inquisiteurs qui avaient agi avec trop de sévérité, et entre autres ceux de Tolède en dépit de Charles-Quint. Ce prince voulait empêcher tout recours à Rome, et étudiait les moyens d'éluder les effets des trois Brefs du souverain Pontife. Plus tard, Paul III et Pie IV continuèrent les mêmes efforts pour maintenir la mansuétude en Espagne. Les Papes veillèrent en tous temps à ce qu'on rendit l'honneur civil et les biens temporels à ceux qui avaient été condamnés, et surtout à ce que leurs enfants ne fussent point lésés; fréquemment ils recommandèrent aux inquisiteurs d'absoudre secrètement les inculpés disposés à la pénitence pour les soustraire aux peines civiles. En février 1486, rapporte Llorente, le souverain Pontife en fit absoudre un grand nombre »....., etc. (*Obiezioni cont. la Relig.*, del R. P. S. Franco. D. C. D. Gesù.)

cours de sa loi et de son amour avéré! Puisque la liberté des cultes ne saurait s'entendre comme la faculté de n'en avoir aucun, qu'il se fasse une gloire de posséder le véritable! On ne lui demande pas d'imposer la vérité, mais de l'honorer pour que les hommes se l'imposent. Ce n'est point pour nous abaisser au scepticisme, mais pour nous élever à la foi de Celui qu'on *adore en vérité*, que la LIBERTÉ fut donnée à l'homme, l'AUTORITÉ à ceux qui viennent le gouverner. L'État doit protection à la morale, il la doit donc au dogme... c'est la logique qui lui parle! Or cette protection de sa part, c'EST L'AVEU DE LA VÉRITÉ; et l'aveu de la vérité, l'exclusion d'une profanation, d'une prostitution des cultes publiquement avouée. « Que le souverain se souviennne, dit l'Encyclique, dans sa langue élevée, que c'est surtout pour la protection et la défense de l'Eglise que le Pouvoir lui a été donné! »

## XXXII.

Idée de l'État ;  
son devoir.

L'État doit avant tout l'exemple : et c'est uniquement lorsque les hommes franchissent la loi morale au point d'entamer la loi civile ou la loi politique, qu'il doit la répression.

Car pour lui cette répression est le second devoir, et, qu'on l'observe bien, le côté le moins noble de ses hautes fonctions. Mais, il ne saurait diminuer la répression qu'en étendant, par ses exemples, le pouvoir de la vérité. C'est ici qu'il révèle un véritable libéralisme. Il agira en même temps dans l'intérêt de la vérité, sans

laquelle il n'y a plus de liberté, et dans celui de la liberté, sans laquelle il n'est pas de mérite en l'homme. Voilà pourquoi l'État ouvre d'abord la source de conviction dont il dispose : l'exemple et l'aveu de la vérité.

Les peuples eux-mêmes honorent les gouvernements qui remplissent ce grand devoir, car ces gouvernements sont les amis du peuple, les bienfaiteurs des nations. Il est clair que l'État qui accueillera toutes les erreurs aura d'abord pour lui la foule, où elles règnent dès qu'on les lui fait voir ; qu'il soulèvera moins d'embarras, rencontrera moins de difficultés, si sa lâcheté le désire ; et qu'au contraire, l'État qui défendra toutes les vérités, multipliera les difficultés et sera, non pas d'autant plus faible, mais, au début, d'autant plus attaqué. Il ne sera plus faible que s'il le fait sans l'avouer... La vérité dissimulée, offerte avec timidité est une preuve ineffaçable de faiblesse. Quand on possède le noble droit de la défendre, il faut d'abord l'exercer, mais ensuite le déclarer ouvertement, pour que les hommes en soient bien avertis, et qu'ils apprennent en même temps à s'y soumettre et à vous estimer. C'est sur ces points, les plus élevés et les plus délicats, que les peuples prendront surtout l'idée de votre force.

Pour agir en père de famille, l'État éloignera donc à la fois, comme nous l'avons vu, la licence absolue et ce qu'on pourrait appeler la protection absolue. Si la première est un principe désastreux, la seconde est une voie dangereuse. Mais si la théorie pure, privée d'expérience, amène le fanatisme, l'indifférence pure, née de la lâcheté, amène l'athéisme brutal et la destruction des États. La Sagesse seule est complète, et devient la

reine du monde aussitôt qu'elle y apparaît ! Elle y réunit la loi pure à l'expérience, la vérité à la bonté et à la fermeté. Les Livres Saints et les nations l'ont appelée le plus précieux don du Ciel, et la plus grande chose de la terre.

Telle est la thèse qui découle de l'expérience et de la notion métaphysique de notre liberté, la thèse qui réunira tous les esprits pratiques, honnêtes et sensés. Personne, encore une fois, ne demande ni la licence ni l'inquisition ; mais, toute la liberté que comporte le bien, et non la liberté sans le bien. Dans cet emploi des soins qui feront triompher la vérité sur la contrainte, ou la force morale sur la force brutale, nous trouvons l'idée de l'État et de son devoir : car là est l'idée de la Civilisation elle-même.

L'État, avons-nous dit, doit avant tout l'exemple ; la répression est le second devoir, et le moindre côté de ses nobles fonctions. Les hommes ne lui ont point été confiés pour qu'il les abandonne, et attende leurs fautes afin de réprimer. Triste conception de l'État, si c'est la nôtre ! qu'elle suppose peu de fierté !... Avoir une morale pour ceux qui gouvernent, et une pour ceux qui sont gouvernés, est un crime de haute politique, une source profonde de démoralisation. Quoi ! pour l'individu, rien de plus cher que la vérité, et pour l'État, rien qui lui soit plus indifférent ? Que les gouvernements se relèvent ; qu'ils sortent de l'humiliante situation où veulent les jeter les idées trop faibles des hommes ! Ne possédant sur les consciences d'autre pouvoir direct que celui de la vertu, et la volonté hautement exprimée d'en protéger partout l'empire, que l'État exerce du moins

ce pouvoir dans son étendue, qu'il prenne en main son propre sacerdoce ! Qu'il soit le *ministre de Dieu*, qu'il reste à la hauteur de ces États chrétiens qui firent la grandeur et la prospérité des nations modernes ! Et que l'époque, qui déjà définissait la liberté, le pouvoir de faire le bien et le mal, n'aille point prétendre que la liberté de conscience soit celle de n'avoir point de conscience, ni définir l'État, le pouvoir de laisser tout faire.

Ceux qui précipitent les choses sur cette pente malheureuse, qui prétendent que les États doivent être désintéressés dans la question de la vérité, se borner à la répression, ne comprennent donc point qu'ils les vouent au mépris?.. Les États resteront-ils victimes de l'étroitesse de nos vues, de l'affaiblissement des esprits ? De vastes études nous manquent ; on sent partout la nécessité de la Théologie, et pour soutenir les empires, et pour relever l'esprit humain. Ce qui perd les intelligences, c'est que loin de se fier aux grandes lois, elles se jettent sur des détails d'où elles veulent juger de l'ensemble. L'homme est trop faible, son esprit a trop peu d'étendue, pour partir de ses impressions, pour se former hors de l'histoire, et croître de son propre fond comme une fleur dans un vase. L'érudition insuffisante l'a bientôt aveuglé. Comment avertir le ciron qu'il monte contre un tertre et non contre les flancs du monde ?

En politique, comme dans le reste, nous n'avons plus que de la littérature. La philosophie, fruit d'une raison devenue tout humaine, a écarté la Théologie, et une littérature issue d'une raison retombée dans l'enfance, a



banni la philosophie. Comme des plantes arrachées du sol, les esprits restent privés de sève et frappés de stérilité. Ne pouvant plus produire, ils continuent d'opérer dans le vide de leurs impressions personnelles, et de là la littérature. Sans mission, sans Principes, sans instruction sérieuse, quelquefois pour gagner sa vie, on s'empare de toutes les questions, on s'adresse aux caprices, à l'opinion, aux sens, aux derniers appétits. La littérature a pris la place de la pensée, de la tradition, de l'honneur et de l'indépendance; elle a détourné le sentiment du vrai, perversi peu à peu les plus nobles instincts. Tout le mal qui s'est fait est sorti de l'erreur; celui qui se fera viendra de la littérature : nées l'une et l'autre de l'individu ! Toute parole estimée chez les hommes procède d'une noble science ou de la tradition : un homme procède de son sens propre, un homme ose de lui-même parler, c'est le Littérateur... Aussi quel siècle a produit plus de pages, et quel siècle en versera plus dans l'oubli ?

Plus de principes, plus de génie; on ne sent plus dès lors la nécessité de retrouver l'ensemble, de vivre dans une doctrine. C'est trop le répéter, et ce n'est pas assez le dire... La liberté, la raison et la loi, l'âme, la

1. La Grèce eut les rhéteurs, la France a les littérateurs. Les premiers n'occupaient que le sol de la philosophie; mais ceux-ci ont pénétré partout, et changé par la rhétorique en un instrument de vanité et de mensonge, l'instrument et le gage de la vérité. Le Christianisme a triomphé du paganisme chez ces nations antiques où brillait le bon sens, où, sous le nom vénéré de coutume, régnait encore la tradition; il a triomphé du judaïsme, et de tout ce qui présentait quelque corps de doctrine. Je ne vois plus comment il pourra triompher chez nous de cette littérature, de cette pourriture de la pensée.

grâce, l'Infini, toutes les notions philosophiques sont des chiffres dont on a perdu la valeur. C'est-à-dire que les idées s'en vont ; la rhétorique les a remplacées. Nous entrons en plein Bas-Empire. Le sensualisme est dans les âmes, le servilisme dans la pensée. Ce n'est plus la doctrine que l'on admire, c'est le talent. Nos pères cherchaient la vérité, c'est la dextérité que recherchent leurs fils ! La thèse plate, avec la phrase ornée, captive entièrement leur âme. Il faut dérouler pour leur plaire des surfaces brillantes, des tapis d'Aubusson où la plante n'a pas de racine, où les êtres sont des couleurs...

Les hommes n'ont plus de doctrine ; à peine conservent-ils des idées, c'est-à-dire des débris détachés de l'édifice des doctrines. Brisant la vérité dans les esprits qu'elle n'a pu envahir, la Révolution a partout amené l'absence de doctrines ! châtiment d'une époque qui vient condamner le passé, dès lors condamner Dieu ; d'une époque qui veut marcher seule, et sans donner la main à Celle qui la nourrit dans la Doctrine..... Le monde n'a plus de doctrine, et ses droits les plus chers demandent leur raison d'être. Les principes disparaissent avec les croyances, les caractères avec les principes, et le despotisme s'avance. Les esprits sont vaincus ; sciences, histoire, politique, philosophie, religion même, tous les canaux de la vérité restent interrompus, et l'homme ne peut suivre aujourd'hui sa pensée sans aboutir dans le mensonge..... Les Rois, les Rois eux-mêmes n'ont plus de doctrine, et c'est le dernier coup porté au monde par la Révolution. Les éléments des nations, les aristocraties, la famille, la

propriété, les ordres, les cités, tout succombe, plus rien n'a sa raison d'exister. Les lois s'en vont, les pères ne se croient plus maîtres chez eux, les armées hésitent, et les Rois tombent de leurs Trônes, parce que ceux qui les approchent sont privés de doctrines...

## XXXIII.

Les Rois.

Les Rois tourneront les yeux vers le passé, ils considéreront la marche de l'histoire, et ils reprendront confiance en leur droit. Après S. Pierre, ce sont les Rois que la Providence a chargés de ses affaires en ce monde. Dans cet universel bouleversement, dans ce tremblement de la terre, l'Église, avec plus de vaillance, plus de vertus, plus de patience, plus d'ardeur, d'enthousiasme que jamais, combat à son poste sacré : les Rois quitteront-ils le leur ? Si les colonnes chancelent, l'édifice s'écroulera ; si elles sont immobiles, l'édifice se maintiendra. Plus que jamais le monde a besoin de compter sur ses Rois : et j'espère<sup>1</sup> ! Que ceux qui leur conseillent de descendre du trône, songent à Celui qui les y fait monter...

Que les Rois se soumettent eux-mêmes au droit de

1. En publiant l'héroïque défense du *Fils de la sainte*, la grande feuille catholique s'écrit :

« En écoutant les paroles qui viennent de Gaëte, on se rassure sur l'avenir de la Royauté. François II s'est révélé à l'Europe, étonnée de retrouver un Roi... Les hommes qui gardent dans leur cœur le sentiment du bien, répéteront avec lui : « L'œuvre de l'iniquité n'a « jamais duré longtemps, et les usurpations ne sont pas éternelles. »

Dieu, et qu'ils ne craignent plus de soumettre leurs peuples à leur droit ! à ce droit dans lequel grandissent les nôtres et qui introduit les nations modernes dans une civilisation supérieure.

*Ministre de Dieu*, suivant la noble expression de l'Écriture, le Roi accomplit sa mission en ministre de Dieu, et « non en ministre du peuple. » S'il est le ministre du bien, il devient le soutien du peuple, et s'il se fait l'homme du peuple, il laissera périr le bien. S'il devait émaner du peuple, comment le peuple en aurait-il besoin ? L'effet ne saurait dépasser la cause, ni la foule arriver à un degré plus élevé par celui qui sortit de son sein. Le Roi n'est point un produit de la foule, mais le don que Dieu fait à la foule, pour l'amener plus près de lui. « Donne-leur un Roi », dit l'Écriture...

*Ministre de Dieu*, le Roi ne vient point suivre le peuple, il vient le relever et le conduire. La Religion vénérée, le règne et le respect du bien ; l'honnêteté, le droit partout ; la famille, la commune, la Province et leurs besoins sincèrement représentés ; la propriété, la liberté individuelle et religieuse inviolables, sacrées ; l'administration paternellement établie, sagement décentralisée ; dans toutes les classes, le libre accès aux honneurs, aux avantages sociaux, pour la vertu, le mérite et la loyauté, tels sont, aux yeux du Roi, les garanties de bonheur et de paix.

*Ministres de Dieu*, les Rois lui doivent être soumis, et demeurer pour nous des pères. Le principe du gouvernement est la paternité ; paternité au reste rendue visible dans les faits. Ce sont les dynasties qui ont fondé les nations. Les nations se sont déployées dans

le champ de l'histoire , en proportion de la grandeur des Familles qui les ont dirigées <sup>1</sup>. C'est pourquoi il leur importe de conserver ces Familles, sous peine de passer dans les mains de celui qui est mercenaire et qui n'est point Pasteur.

*Ministres de Dieu pour le bien*, les Rois sont appelés à le défendre et à l'accroître chez les hommes. Ce n'est point à une époque de débordement du moi, de révolte universelle de l'orgueil, qu'ils peuvent restreindre l'action sacrée de leur pouvoir. Ils redoublent alors de surveillance et de soin, de justice et de bons exemples, à la manière d'un père, devenu d'autant plus irréprochable et ferme aux yeux de ses enfants qu'ils en ont plus besoin. Les révolutions suscitent des pouvoirs plus sévères, la paix et la beauté des mœurs leur rendent les douceurs de la paternité : telle est l'heureuse loi des choses.

En 1848, il fallut bien le dire : on n'a pas le gouvernement qu'on veut, on a celui qu'on mérite. En ce moment, nous devons ajouter : plus que jamais la mission des gouvernements est sacrée; le sort de la Civilisation est entièrement dans leurs mains. Ils le voient, la Société entière est à la merci de l'erreur. Quand les grands esprits ont cédé, comment se défendraient les autres? Par leur contenance, par la Grâce d'état qu'ils reçoivent de Dieu, les Rois peuvent encore sauver le monde.

Une mission, sinon une Couronne semblable à celle

1. Les Rois sont moralement pères du peuple, mais, suivant la nature historique, ils sont les pères de la nation. On le verra dès qu'on lira l'histoire, non par l'orgueil, mais par les yeux.

de Charlemagne, appelle aujourd'hui une tête dans cette Europe envahie et déjà barbare par la pensée. Peu d'hommes d'État se sont formés au sein de ce chaos, dans ce labyrinthe de faits que reniera l'expérience. Les Souverains restent seuls pour s'élever à la hauteur de leur position difficile. Mais ce n'est pas en vain qu'ils ont été placés entre Dieu et les hommes ! Le flot du scepticisme de ce temps avili ne peut monter jusqu'à leurs lèvres ; le chant de la sirène, de la perfide popularité, ne peut arriver à l'oreille de ceux qui entendent la voix d'en-Haut et voient le nombre des âmes à sauver. Il me semble, lorsque mon âme est dans la vérité, qu'un peuple ne l'en chasserait pas !

« Un phénomène étrange de l'époque, dit un éminent écrivain, c'est la force de l'esprit d'agression contre les Trônes, et le peu de résistance qu'y opposent les souverains. Ce n'est pas le courage personnel qui manque aux Rois ; ils s'effraient de leur responsabilité, ils doutent de leurs droits <sup>1</sup>... » Dès lors, pour que les Rois puissent défendre la Société, il faut qu'ils sachent où et comment ils peuvent la défendre. C'est pourquoi, dans ces pages, je me suis efforcé de signaler l'erreur

1. « Un fait si général et si nouveau atteste une doctrine nouvelle. Le Catholicisme posait sur la notion du *devoir* les fonctions des Souverains. Investis d'une charge, ils ne pouvaient en décliner les obligations ; et l'abdication était interdite. La doctrine du *droit* royal, née de l'enseignement juridique, a grandi avec le Protestantisme. Elle porte en elle-même un germe d'antagonisme et de mort ; elle suppose, ne fût-ce que comme limite, un droit populaire ou individuel... Enfin, le droit étant un avantage, on renonce à un droit ; et le devoir n'admet aucune transaction. En transformant leurs *devoirs* en *droits*, sous l'impulsion des idées modernes, les souverains ont perdu la plus solide assise de leur puissance. » Coquille ; 8 août 1860.

qui produit la Révolution, conséquemment, la vérité qui parviendrait à la détruire. Ces notions, que le bon sens découvre aux premières lueurs de la Foi, sont les prolégomènes d'une Politique réelle : bien que les beaux esprits aient toujours espéré découvrir quelque chose de mieux que la Foi. Sans doute, pour l'homme d'État, l'art consiste à connaître son temps, à discerner ce que l'on doit accorder ou refuser aux hommes, à mesurer ses moyens d'action d'après les faits ; mais la science, pour lui, doit être prise du point de vue qui nous occupe, du point de vue théologique de la Chute. S'il le perd, ne sachant ni pourquoi il conduit les hommes, ni pourquoi ils lui obéissent ; ignorant la direction autant que l'éminence du but, l'homme d'État ne sait point la mesure suivant laquelle il faut agir ; il s'embarque dans les systèmes, au sein de la nuit de plus en plus obscure des faits, sans pouvoir distinguer l'obstination de la persévérance. Si l'historien doit être loin des événements mais près des causes, l'homme d'État trop loin des causes ne saurait arriver près des faits.

Qu'ici la Politique, en comprenant son ministère, en découvre à la fois les limites et la sublimité ! Née pour secourir la justice et la vérité, pour remédier à la Société impuissante, y établir de force ou de gré le droit, l'équité et la paix, elle accourt où s'arrête l'action de l'Église, elle nous aborde au sortir de la conscience, resserre de plus en plus sur l'homme l'espace qu'il veut lui dérober<sup>1</sup>, porte un étai où les mœurs plient, fait

1. L'Église règne sur ceux que la conscience gouverne. Ceux qui lui échappent iraient loin, si les Codes ne resserraient l'enceinte ouverte devant eux.

éclater l'esprit d'honneur, appuie les nobles sentiments, maintient tous les niveaux : elle est le ministre de Dieu pour le bien, et, pour atteindre le bien, elle se met elle-même dans le chemin du vrai ! Hors de ce plan sublime, la Politique abuse d'elle-même, rentre dans le pouvoir païen, et aboutit au despotisme.

Ou bien encore, si l'Église mène les cœurs à Dieu, et si la Politique les ramène à ce monde, par les sentiers de la chair ou du moi, les deux forces se neutralisent et la Société s'abat. Quand l'Église est absente, le Pouvoir le comprend, la tâche retombe sur lui : tâche impossible, insurmontable, que les efforts du despotisme ne sauraient accomplir, que l'or des États ne pourrait payer, et à laquelle l'âme libre de l'homme échappe nécessairement. Il faut assurer la vie à la loi, en la puisant dans la vérité, car l'homme veut garder la conviction profonde de n'obéir qu'à la vérité : il veut trouver à la même source sa croyance et sa certitude. « Il est aisé de faire des lois, dit Démosthènes, c'est le faire vouloir qui est tout. »

Ou bien enfin, si le Pouvoir lui-même affaiblit l'action de l'Église et, par indifférence, permet à toutes nos erreurs de s'établir pour la neutraliser, le mal arrive au comble. Depuis un siècle Dieu ne soutenait plus les Rois, parce que, depuis longtemps, les Rois ne soutenaient plus Dieu. Une lettre de Mgr l'évêque de Poitiers à Mgr l'archevêque de Turin, que l'illustre exilé a daigné me communiquer, fait ressortir ce point si grave, si plein pour nous d'enseignements. « .... Depuis soixante-dix ans que les Gouvernements mettent toutes les croyances dans une même catégorie, dit cette voix



qui rappelle à la France l'accent de Bossuet, Dieu a paru faire un même cas de tous les Gouvernements. La peine du talion étant la grande loi de l'histoire, Dieu a appliqué aux Pouvoirs, la règle que les Pouvoirs appliquaient à la Religion, et il leur a rendu l'indifférence qu'ils professaient envers lui. C'est ainsi qu'en ce pays où, depuis treize siècles et plus, le fond de la constitution nationale n'avait pas varié, où une Dynastie qui s'était soudée sans révolution aux précédentes, avait compté huit cents ans d'existence, nous avons vu, en deux tiers de siècle, quinze ou vingt Constitutions et révolutions, et pas un Pouvoir n'a pu atteindre un règne de vingt ans. Après s'être servi de chacun d'eux comme d'un instrument, la Providence les a tous successivement brisés; et, si quelqu'un d'eux a duré plus que les autres, il a été rejeté ensuite avec plus de dédain et d'ignominie. On écrirait l'histoire de cette période sous ce titre de chapitre : « De l'égale protection de Dieu envers tous les gouvernements, depuis que la politique « proclame le droit de tous les cultes à l'égale protection ». Après une expérience déjà si longue, le moment n'est-il pas venu de conclure ? N'y a-t-il pas lieu de dire avec David : *Et nunc, Reges, intelligite; erudimini qui judicatis terram!* C'est cet enseignement que M\*\*\* a merveilleusement entrepris de faire ressortir. Je ne doute point que son livre n'avance considérablement la question. Et ce nouvel écrit par lequel il établit qu'il n'y a de *Politique réelle* que celle qui s'appuie sur la Théologie, ne saurait se produire dans un moment plus opportun. Les Sociétés se meurent, l'Europe se dissout, ses tentatives en Orient avortent, parce que la

sévé théologique a cessé de vivifier la Politique. L'avenir, et l'avenir prochain de l'Italie <sup>1</sup> comme de la France, de l'Orient comme de l'Europe, dépend de la direction que sauront prendre les gouvernements à qui Dieu accordera, encore une fois, de triompher des ennemis forcenés de la Société... Espérons que le lendemain d'une révolution, qui est plus menaçante que jamais à cette heure, la Politique saura enfin demander à la Théologie les principes opposés à la Révolution. »

Trois choses, la vérité, la croyance et l'obéissance, doivent être placées en quelque sorte perpendiculairement. Sinon la loi elle-même est renversée, la conscience sacrifiée on retourne à la barbarie, l'homme cède au lieu d'obéir, et ses efforts pour échapper à la loi arbitraire, redoublant ceux des Pouvoirs pour l'y soumettre, font renaître le despotisme, lequel remplacera toujours les consciences qui ne sont plus. Il ne saurait, d'ailleurs, être réduit que par le bien. La base de la liberté, c'est la conscience, et celle-ci ne vit que par le principe religieux.

Les nations, encore une fois, retournent à la barbarie quand l'Autorité politique est la seule ; car la puissance de cette autorité aboutit en définitive à garantir le bien, et non à le faire germer de l'âme ; à empêcher les hommes de démolir la Société, et non à la produire intrinsèquement elle-même. Le comte de Maistre, qui possédait l'instinct de toutes les vérités que ne déploya pas son génie, disait : « Le pouvoir humain ne s'étend peut-être qu'à ôter ou à combattre le mal pour en dégager le bien et lui rendre le pouvoir de germer suivant sa na-

1. Lettre que la date rend prophétique (26 décembre 1858!).

ture ». Toutes les lois du monde ne réussiront qu'à empêcher de faire extérieurement le mal. Sans l'ordre politique, l'Église disparaîtrait<sup>1</sup> ; mais, sans l'Église, la politique succomberait.

Je ne répète pas, je conclus :

On parle de la Société ; mais l'Église en fait les trois quarts, l'Autorité et les lois font le reste. On ne saurait restreindre l'Église sans accroître la force pour la remplacer. On ne veut donc pas se rappeler que l'homme est un être libre, que tous ses actes résultent de sa volonté, sa volonté de sa conscience, sa conscience de la vérité ! Diminuer les croyances, c'est diminuer l'homme et le remplacer par la Loi... Cette substitution constitue à proprement parler le despotisme ; c'est ce dont nous menacent les temps où nous voulons entrer.

Laisser faire à la Foi le plus qu'elle peut, et puis exécuter le reste, voilà la Société et voilà l'art de gouverner. Voilà aussi le chemin de la liberté. Par l'autre voie, vous allez droit au despotisme...

#### XXXIV.

La  
Politique réelle  
et les  
hommes d'État.

Le problème semble maintenant rétabli. Je ne saurais être clair, dit Rousseau, pour qui ne veut être attentif ; nous ne saurions, non plus, convaincre qui ne veut suivre la raison.

1. L'Église est immortelle, mais elle peut toujours nous quitter... Voyez la foi en Angleterre, en France à partir de 1789, dans les Indes, en Chine, où on l'avait portée.

Les conclusions sont là. Telle métaphysique, telle politique ; telle la notion de l'homme , tel l'état de la Société. La raison et la conscience disposeront toujours de l'homme. Que la Vérité théologique, seule conforme aux faits comme à la plus puissante philosophie, vienne d'abord chasser des âmes l'illusion de Rousseau sur un état de Nature, d'où naît la thèse des Droits de l'homme ; dissiper ensuite l'illusion métaphysique correspondante, qui le pose aujourd'hui souverain dans les sphères de la Substance ; ruiner enfin, la thèse abrutissante de Hobbes, qui en est la conséquence certaine, si l'on tient à maintenir la paix dans les États autrement que par une armée sur le pied de guerre, à résister à la Révolution autrement que par les baïonnettes, à conserver la Société autrement que par le despotisme ! Reprenez position dans la pensée ; vous serez sur le terrain réel, sur celui qui maintient la victoire à la Révolution. Ici les choses seront décisives ; ce sera du gouvernement véritable. Pour rétablir l'Autorité dans sa source, et arrêter le despotisme dans la sienne, rétablissez dans les esprits la haute thèse de la Grâce, le dogme de la Création et celui de la Chute. Cela semble bien élevé, bien idéal, cependant la pratique est là... Il ne faut qu'une idée pour changer tout dans la raison ; l'histoire d'un siècle n'est que le développement d'un point de vue. C'est par la haute philosophie, c'est par les premières questions que tout mouvement se propage <sup>1</sup>.

1. La question politique ne peut être résolue sans la question dogmatique, sans la question métaphysique elle-même. L'erreur est totale : il faut tout prouver d'un seul coup.

La *raison* de la Politique est dans la chute de l'homme ; son *but*, comme celui de l'Église, est de le diriger vers le bien ; mais l'homme agissant d'après ses pensées, c'est là qu'elle doit prendre son *siège*. La Politique ne peut changer ni de point de départ, ni de but, ni de siège, sans sortir de la pratique et se perdre.

De l'homme innocent et bon, naît le socialisme ; de l'homme coupable, enclin au mal, est née la Politique, telle que l'ont pratiquée les âges. Un dogme, en disparaissant, laisse écrouler le monde... On nous oppose la théorie des droits innés ; on l'oppose à la thèse des droits acquis, qui est la thèse de l'histoire.

La psychologie pure démolit la Société : le fait la rétablit tout entière. Pour sortir de la Révolution, il faut revenir dans le Dogme, éloigner le rationalisme. — Le fait ici devient palpable. Mais nous épousons la logique dès que notre intérêt s'y trouve ; nous la répudions dès que nos passions la refusent.

Un seul point de vue faux désoriente la Politique, un seul argument la ramène. L'argument est bien simple : si la raison pure était pure, l'homme ne se tromperait pas, et si la volonté était droite, la loi ne se violerait pas, et surtout cette volonté ne la détruirait pas. Quoi ! l'homme est parfait quand je le vois par l'œil de la philosophie, imparfait et méchant quand je l'observe par celui de l'expérience !

La preuve, hélas ! que nous avons péché en Adam, c'est qu'à l'instant où nous le pouvons nous péchons comme Adam ! Le rationalisme n'est qu'une théorie,

1, In peccatis sumus nati, in Adamo vulnerati, et ad malum inclinati. *Prose de l'Off. de l'Imm. Conception.*

il ne peut donner lieu à une pratique réelle. Il nous parlait d'une Méthode, mais le chemin est sans issue.

Le doigt est maintenant sur la plaie...

Mon humble tâche est accomplie. Convaincu que les principes générateurs de l'ordre social sont au moment de disparaître, je me suis efforcé d'en ramener l'intelligence et l'amour. Je suis remonté à la première question, celle de la vérité, de l'Infaillibilité. Les notions qui précèdent découlent de la plus profonde métaphysique : je les crois fondées en Dieu et fondées dans les faits. Mais de nos jours, les thèses offertes par la rhétorique l'emportent sur les autres. L'art attire les esprits plus que la profondeur : la pensée est chez nous vaincue par les paroles. Si la philosophie mit ses efforts à bannir la Théologie, qui lui assurait l'existence, la littérature est venue à son tour étouffer la philosophie, comme nous l'observions tout à l'heure. Cet affaiblissement de la pensée coïncidant avec celui de l'Aristocratie<sup>1</sup>, accroît malheureusement encore la prédominance du Pouvoir politique, et le porte à une hauteur plus dangereuse aussi pour lui. L'époque me semble bien compromise... Mais qu'attendre, quand ceux qui ont la Foi hésitent sur la Politique, et quand ceux qui ont la Politique hésitent à fonder sur la Foi ; quand les meilleurs ont besoin d'être gouvernés ? Tout est scindé, tout est rompu ; la moindre vérité provoque un scepticisme jusque chez les plus sages. Les esprits

1. Il s'agit de l'absence d'Aristocratie en politique et dans les mœurs ; car le Clergé, qui en est la tête, et la magistrature, le membre le plus urgent, seront la gloire de notre époque.

complets sont si rares qu'ils restent broyés dans les autres. Siècle débile, où les hommes peuvent se passer de logique, surseoir aux plus grandes questions ! Se dire philosophe, entrer dans la pensée, et ne faire qu'un morceau du chemin... Vivre dans l'incomplet, est-ce d'un homme ? La plupart ne se sauvent que par l'inconséquence.

C'est la logique qui manque aux hommes. Tout panthéisme ne tombe-t-il pas devant l'idée de cause, et tout rationalisme devant l'idée du mal ? Tout panthéisme ! car si l'esprit humain entend par cause ce qui produit et non ce qui est produit, pas de Cause si elle n'est définitive et dès lors absolue : et nous voilà dans l'Infini, dont le Christianisme n'est qu'une merveilleuse application sur la terre... Tout rationalisme ! car du moment où la liberté n'est pas définitivement et en tous lieux victorieuse, en plein accord avec sa loi, il faut bien avouer que le mal a pénétré dans notre essence : et nous voilà devant la Chute, dont les effets ont de tout temps nécessité la Politique... De la logique, et vous êtes chrétiens, vous arrivez à la hauteur de Pascal et de Bossuet, vous êtes à côté des saints !

On ne saurait se méprendre sur les signes du temps. Déjà les hommes n'entendent plus la vérité ; ils se détournent, et les méchants cachent leur tête dans le pli du mensonge. Ému à la vue du péril, j'ai voulu, par une sainte liberté, désigner d'un côté l'erreur qui compromet le monde, de l'autre la lumière qui pourrait le sauver. « Notre Foi catholique, s'écrie avec angoisse le « Saint-Père, peut seule guérir une société malade, et « la relever lorsqu'elle est prête à tomber... » Mais qui

protégera la lumière ? qui permettra de la mettre sur le flambeau, et qui le portera dans ses vaillantes mains ?

## XXXV.

Sans franchir l'enceinte de ces Principes, car je ne suis chargé par personne d'entrer dans la politique, j'oserai néanmoins y déposer une indication.

La pratique  
actuelle  
et les  
hommes d'Etat.

Autrefois, l'histoire et les hautes sciences étaient cultivées dans l'asile du silence et de la piété ; la main qui touchait aux consciences, pénétrant dans le champ de l'érudition, y recueillait la plante délicate des faits. Foyer de la prière, du savoir et de la vertu ; pépinière de savants, d'historiens, d'hommes d'État, de saints et à peu près de tout ce qui a illustré, enseigné et dirigé l'Europe au temps de sa grandeur, telles furent nos Abbayes <sup>1</sup>. Alors les hommes d'État trouvaient la

1. « Des entreprises littéraires qui devaient durer des siècles, disait M. de Chateaubriand, demandaient une société d'hommes consacrés à la solitude, dégagés des embarras de l'existence, nourrissant parmi eux les jeunes héritiers de leur savoir. Si j'avais le droit de proposer quelque chose, je solliciterais le rétablissement d'Ordres qui ont si bien mérité des Lettres. »

Dernièrement on a pu remarquer, dans le Concordat qui vient d'être ratifié entre le Saint-Siège et le Sénat d'Haïti, qu'après les articles fondamentaux, où il est dit par exemple : « Que la religion catholique sera SPÉCIALEMENT PROTÉGÉE ainsi que ses ministres, » et « Que les ecclésiastiques nommés aux Évêchés ne pourront exercer *avant de recevoir l'Institution canonique* » ; qu'après, disons-nous, ces points de première importance, vient cet Article significatif : « Dans l'intérêt, et l'avantage spirituel du pays, on pourra y instituer des ordres religieux approuvés par l'Église, etc. »



science toute faite, et approchaient des sources sûres. Après avoir ôté l'enseignement au clergé, la Révolution incendia les Abbayes ; la science venue du point de vue divin fut interrompue dans son cours ; celle du siècle passa et se mit à sa place... On avait eu jusque-là une histoire du point de vue divin, une politique, une économique du point de vue divin, c'est-à-dire réel : on y substitua une histoire du point de vue humain, une politique, une morale, une économique du point de vue humain, c'est-à-dire conforme à l'état *de nature*, ou à ce qui n'existe point... Que de douleurs pour soutenir la Civilisation, depuis quatre-vingts ans, sur ces bases artificielles !

Les temps ont baissé comme les esprits, les esprits comme les études. Nos pères se préoccupaient avant tout de Théologie, c'est-à-dire des destinées véritables de l'homme <sup>1</sup>. De là nous sommes descendus dans la philosophie, c'est-à-dire dans un point de vue tout humain. Puis, nous sommes encore descendus dans les sciences naturelles, c'est-à-dire dans l'impasse de la matière et du temps. Autrefois, on s'occupait de Dieu d'abord, de l'homme ensuite, de la nature enfin ; la marche était rationnelle. Mais on l'a renversée. En repoussant la Théologie, les sciences morales n'ont pas tardé à retourner dans le chaos ; et les sciences physiques, qui repoussent à leur tour la philosophie, ne tarderont pas à y rentrer, comme on l'a vu dans l'antique Orient. Les

1. Autrefois on adorait Dieu ; notre peu de poésie, aujourd'hui, se tourne tout vers la nature. Dans cette altération du sens de l'âme, on a cru voir un grand progrès, sur le XVII<sup>e</sup> siècle surtout ; nous posséderions mieux, dit-on, le *vrai sens* de la nature !!

filles aînées de la Théologie, les sciences politiques, ont déjà succombé <sup>1</sup>. Si l'on veut relever toutes les sciences, tous les cordages de l'immense navire, il faut replacer le grand mât.

Or, si le Christianisme est perdu dans la Société, dans les idées, dans les lois, dans les mœurs, c'est qu'il n'y a plus de théologiens. Plus de Théologiens dans une civilisation qui repose sur la Théologie !. Il faut constamment répandre dans la Société un courant d'idées vraies, si l'on veut arrêter le courant d'idées fausses, c'est-à-dire *naturelles*, que l'inexpérience humaine y verse constamment. Il faut avoir une base certaine sous les mœurs, sous les idées et sous les lois, surtout sous la Politique. Ce n'est pas dans le monde, où tout vacille, où tout se perd, où tout obéit au caprice, que l'on peut fixer cette pierre ; et ce n'est point au monde que l'on peut confier la culture des premiers Principes.

Les grands principes, unique base des États, les ver-

1. Il y a eu dégradation successive dans les études. Au XIV<sup>e</sup> siècle, l'ordre divin, dont le Christianisme n'est que la formule, en formait la base. De la Théologie on passait à la morale, ou à ce qu'on appelle aujourd'hui la philosophie ; de la morale on passait à la politique et à l'économique, qui n'étaient qu'un résultat des notions précédentes. Vers le XVI<sup>e</sup> siècle, au lieu de débiter par la Théologie, on s'est immédiatement placé à l'étude de la raison humaine. Toutes les lumières qui résultent de la science qui précède étaient déjà perdues ; les sciences prirent la place des idées primitives. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, au lieu de débiter par la morale, on s'est immédiatement placé à l'étude de la matière. Le point de vue de l'esprit humain fut abaissé encore ; la pensée fut bornée à l'ordre du visible, la pratique à la sphère des sens. Les hommes d'État ne peuvent avoir qu'une science limitée aux études qui les ont formés. Il devait y avoir, dans le développement de leur intelligence, une dégradation analogue à celle que nous venons de remarquer... — Voir le livre de *la Restauration française*, liv. I, chap. XLI. Chez L. Hervé, 1851. (NOTE des Éditeurs.)

tus élevées, source unique des mœurs, sont les plantes des sanctuaires. Mais indépendamment des grands principes et des vertus premières, il y a une raison capitale de relever les Abbayes. Dans le monde, on ne trouve jamais l'arbre entier de la vérité, ni même une de ses principales branches. Il existe une raison de ce fait. Pour posséder la vérité (secret que le monde ne peut connaître), il ne faut point cultiver son sens propre, il faut chercher celui de Dieu, ou, tout au moins être saint par l'esprit. Les religieux ont seuls découvert, dans l'obéissance, tout le secret de l'âme, c'est-à-dire le secret de l'éducation et celui de l'esprit humain. La vérité sortit toujours d'un homme que son éducation habitua à obéir, à quitter son sens propre pour chercher le bon sens. Au ton que lui donne sa modestie, on reconnaît l'homme bien élevé. Toutes les erreurs soutenues dans le monde, proviennent d'un orgueil intérieur. A la vérité philosophique, à la vérité historique, morale, politique, ajoutons donc l'éducation, et nous aurons les raisons d'État pour lesquelles il importe, non-seulement de tolérer, mais de favoriser ces précieuses institutions. Détruire les Abbayes, est, de la part d'un État, un véritable suicide.

Après avoir servi les caprices de la Révolution, puis ceux des littérateurs, en empêchant les esprits sérieux et pieux de se réunir, les Universités et la science monastique de renaître, les Gouvernements comprendront-ils assez leurs plus chers intérêts pour ramener ici l'opinion<sup>1</sup>, au lieu de la subir? — Que faire? — Deux

1. Porter envie à l'Aristocratie se concevrait d'une sottise qui dé-

choses toujours simples : d'abord, favoriser les legs religieux qui ont pour but de rétablir ces asiles de la pensée et du recueillement, où se reconstituerait la science réelle ; ensuite, leur demander des hommes supérieurs pour professer dans les chaires de premier ordre. Les Gouvernements ne peuvent tout faire, mais ils peuvent tout encourager.

Qu'ils garantissent leurs propres bases ! Qu'ils ne permettent plus au point de vue humain de remplacer la Foi dans leurs États, car ils reposent eux-mêmes sur le point de vue divin. La Théologie, voilà la force à entretenir. La plus puissante armée est celle qui combat pour vous dans les esprits !

Les maux qui ont détruit le Monde ancien fondent à la fois sur nous. Laissera-t-on au Christianisme les moyens d'en triompher, de sauver une fois encore la Civilisation qui se meurt ? Le fléau est là : le paganisme et un rationalisme qui, partout, se verse dans le panthéisme, la double végétation de la chair et du moi. Déjà la chair prétend remplacer la vertu ; la loi, remplacer notre conscience ; l'orgueil, abolir tous les droits acquis. Les grandes idées succombent comme les nations ; la raison s'affaiblit<sup>1</sup>, les caractères disparaissent, l'opinion qui naissait des croyances n'existe plus, l'er-

sespère d'y parvenir ; mais, porter envie à la vérité, à la vertu, c'est aussi trop montrer sa propre turpitude...

1. Que la raison se soit affaiblie, que le sens métaphysique ait baissé, je n'en veux que cette preuve commune : l'homme se montre attendri d'un service ou d'un don, il ne l'est pas de celui de son existence ! Il ne dit pas à tout instant à Dieu : Quel bien ! et comment vous remercier ? Il ne voit point la chose qui le touche le plus, il la croit naturelle ou issue de lui-même, tant il est nul, et tant il est atteint du néant de l'orgueil... L'ingratitude lui ôte la raison !

reur est glorifiée, instituée, victorieuse; le mal a osé se nommer le bien, il s'avance, et personne ne lui oppose plus de barrières. C'est aux hommes d'État, c'est aux Rois d'y songer! Sur eux pèse la responsabilité du monde.

Il est temps! Que les hommes d'État portent leur attention, d'une part, sur ce que l'on nomme les *principes nouveaux*: liberté de conscience, de la presse, des cultes, et par suite liberté absolue en morale et en politique; d'autre part, sur ce que l'on nomme les *principes anciens*: rétablissement de la Théologie au centre de la pensée humaine, des ordres religieux au sein de nos populations, et par suite protection avérée, intelligente de l'Église. Pour passer des principes anciens à ce qu'on appelle des principes *nouveaux*, l'homme est-il donc nouveau? Pour rejeter l'expérience, et pour qualifier tout le passé d'ancien régime, l'homme a-t-il plus de sagesse que les anciens, ou plus de vertus que ses pères?...

### XXXVI.

Espoir du monde  
dans  
les nouvelles  
générations.

En voilà peu sur la grande question, mais bien assez pour réfléchir. Pour une CONCLUSION les prémisses sont suffisamment établies; les applications seraient nombreuses, on les peut déduire aisément... Que le bien nous devient nécessaire! Que le bon sens serait utile! Que d'esprits aveuglés par le point de vue humain, entraînés par le naturalisme, s'égarent au sein d'une

éternelle nuit. Philosophie, économie, morale, littérature, que de canaux versent sur nous les eaux de la Révolution! Combien peu de législateurs travaillent à en fermer le cours; combien peu d'historiens nous ramènent à l'expérience, et paraissent sentir le mérite incomparable du passé, la légitimité profonde de la Société chrétienne! La Foi, abandonnée, ne peut suffire en ce moment à la sauver; il faut que la pensée entière vienne au secours du monde, et la pensée elle-même est brisée, est en proie, je le crains, à la dernière, à la fatale Confusion...

Nous assistons à un cataclysme intellectuel! les vérités les plus éclatantes semblent maintenant des erreurs: et des erreurs jusqu'ici inouïes semblent des vérités. Comment nier la confusion! et comment la prendre pour l'ignorance: celle-ci se montre à l'origine, celle-là présage la fin. Si l'ignorance est ce qui précède la vérité, la confusion est ce qui lui succède, alors que les principes se décomposent, que l'homme avale cet affreux mélange où il a fait dissoudre la vérité dans ses passions! La Confusion est l'ignorance des derniers temps... Que pourra faire Dieu? on retourne ses dons contre lui! S'il envoie un poète pour célébrer, sur un mode oublié des hommes, les merveilles et la Gloire de l'Infini, le poète lui-même change les cordes de sa lyre,

1. Les hommes éclairés sentent, en ce moment, dans quel impasse nous laissent les idées du siècle: ils voient qu'on ne peut faire un pas de plus sans disparaître dans la Révolution. D'où nous viendra la vérité? et où trouver une Doctrine? Après tant de mécomptes, il y a autre chose à faire que de chercher des systèmes nouveaux! Pour les hommes d'esprit, la cause de la Foi est gagnée. Mais, la foule? et sans ramener la foule, comment tirer le monde d'une pareille situation?

et tout à coup se mêlant à la foule, nous fait entendre le chant du doute et de l'orgueil. Et s'il envoie un homme tenant la verge du prophète pour nous montrer notre avenir, cet homme est lui-même enivré des fumées du mensonge qu'il venait d'immoler, et son âme, emportée par la danse fatale, fuit enlacée dans les bras de l'erreur.

Pour comble de disgrâce, chez nous, la philosophie chargée d'éclairer les hautes pensées, les jette dans son incertitude et son impasse, les conduit hors du dogme, hors des chemins de la pratique ! Certes, on ne peut regretter que ce siècle ait commencé à réagir par un effort vers le spiritualisme ; mais cet élan a surpris des hommes encore pleins de la vieille erreur. Ils donnèrent un premier coup d'aile, mais ils comptaient conserver leur moi... Où est notre trésor, là se tient notre cœur, et là s'arrêteront nos pas. Mais j'en juge à la marche des choses, à la force de la logique, qui est toute pour nous, si ces hommes arrivaient aujourd'hui dans l'arène, ils marcheraient à côté de nous, ils marcheraient à notre tête ! Qu'ils nous permettent du moins de regretter les personnes, si nous fûmes contraints d'écarter les doctrines ! Dans cet horrible accès, où la France vit tomber de sa tête ses plus belles couronnes, où elle a laissé tant de sang, livré tant d'âmes, perdu quelquefois jusqu'au sentiment d'elle-même, ce n'est point sans regret qu'elle a vu descendre de son front

1. Voir : *Comment les dogmes finissent* ; — *La Religion naturelle*, etc., etc. Fatalistes en histoire, rationalistes en philosophie, tous s'acharnent sur le grand édifice. Quand le monde périra, Dieu fera voir aux hommes que ce sont eux qui l'ont détruit...

plusieurs rayons de son génie. Il serait beau , cependant , de se lever et de combattre pour la plus grande idée du monde..... Allez au fond de la politique , allez au fond de la science , ou au sommet de la pensée , la logique est pour nous...

Et vous qui êtes armés de la Foi , une place est réservée , parmi ses Confesseurs , à ceux qui combattront dans ce siècle suprême... Combattez tous , par la vertu , par la patience , la pauvreté et la richesse , la parole et la charité , chacun au point où Dieu vous met , car il a ses desseins sur chacun de vous ! Jeunes générations , venez , combattez la Révolution. Ne vous effrayez pas du nombre de ses branches ; au fond , elle n'a qu'une racine.. Un orgueil , une erreur !! Il faut que l'erreur tombe , s'il y a du courage ! Venez armées contre elle du glaive de la vertu.

L'erreur n'a fait que s'accomplir. Elle commence au protestantisme , marche par divers corps de système , arrive au panthéisme , se réalise et se consomme dans le socialisme.

L'erreur ne saurait aller plus avant ; dans sa pensée elle a renversé la nature divine , elle a mis l'homme à la place de Dieu ; de là , elle a renversé la morale , la Politique , la Société. Et , cette fois , l'homme a dit dans son cœur : *mais , c'est moi qui suis Dieu !* Jamais l'erreur n'était montée si haut. Est-ce hardiesse ? est-ce génie ? Hélas ! c'est l'œuvre du maçon qui peu à peu élève un mur. Philosophies , histoires , droits naturels , théories sur l'origine de la Société , travail incessant des légistes , tout concourt à former la base longtemps inaperçue. L'homme prenait dans le silence la place



qu'on ravissait à Dieu. Puis, tout à coup, des publicistes armés d'une éloquence tout humaine, des économistes avec l'appât grossier qu'on présente à la foule, servis par une nuée de romanciers, superposèrent l'un après l'autre tous les degrés de l'erreur. Une classe entière monte aujourd'hui cet escalier funeste, et le plus sot se trouve en haut... Parce qu'il voit l'abîme sous lui, il croit avoir dépassé les nues; il croit entrer dans sa propre lumière, faire lui-même partie de l'éternelle vérité; il répète la conclusion des derniers impies, le cri affreux poussé par Hegel, par Feuerbach, par Stirner, par Proudhon : *mais, c'est moi qui suis Dieu!!*. Venez, venez voir l'homme! il a pris sa chair pour de la vertu, son esprit pour la vérité même; il a pris son néant pour Dieu!

Qui brisera l'œuvre insensée? Jeunes générations, venez, détournez les malheurs qui menacent l'impie et mettent en danger le monde; écarterez, renversez à son tour cette Révolution! Suivez ces Chefs incomparables dans la doctrine, si grands par la sainteté, si nobles par la charité, par la bonté, par le génie, ces Evêques que Dieu, dans les profondeurs de ses trésors et de ses dons, semble avoir tenus en réserve pour sauver aujourd'hui la France!

## XXXVII.

« J'ai peur du danger que court le monde. »

S. HILAIRE.

Qui me donnera une parole égale en moi à l'évidence?  
qui me donnera une force égale à mon désir? Dans le

danger qui nous presse, trois faits sont à considérer : la Révolution détruit la Société humaine ; la Révolution vient d'une erreur sur l'homme ; et l'Église est la vérité... Comment celui qui possède à peine une voix dira-t-il ces trois choses aux hommes ?

\*

Si les hommes veulent conserver, je ne dis pas une religion qui les a aimés, comme du reste les aima son divin Fondateur, mais une Civilisation qui abrite un sol encore tout émaillé de vertus, de mérites et d'héroïsmes privés, une Société qui leur est chère, qui fait leur bonheur et leur gloire, je les conjure de combattre la Révolution... Qu'ils combattent une invasion plus redoutable, pour eux plus dangereuse que l'Islamisme : invasion dans leur âme, dans leur propre génie, et qui étouffera l'homme au cœur même de l'homme. L'Islamisme ne l'attaquait qu'avec les sens, la Révolution l'attaque avec sa raison même, renverse sa conscience, y replace l'orgueil, y tue les deux éternels gardiens de l'homme, le droit et la vérité. Que sera l'homme, quand après avoir quitté les voies de la raison, perdu ses véritables droits, il se croira en possession de tous les droits, dans le sein de toute raison ? L'erreur dernière sera la pire, parce que l'homme ébranlé, avili, s'écriera : Voilà la vérité ! O mensonge, erreur dernière, erreur fatale à l'homme ! La Révolution lui dit : Viens à la liberté, à la richesse, au progrès, à la vie ; et elle le mène à la servitude, à la ruine, à la barbarie, à la mort. Mais elle a des secrets inconnus de la vérité.

La Révolution  
détruit  
la Société  
humaine.

Celle-ci le conduit à la liberté par l'obéissance, à la fortune par l'épargne, à la grandeur par la vertu ; celle-là le convie à la vertu par ses faiblesses, à la fortune par le luxe, au bonheur par ses appétits ; elle s'adresse à tous ses instincts ! Le Tentateur mettait cette thèse en un mot : EN DÉSŒBÉISSANT TU SERAS COMME UN DIEU !.. Lâcheté de la Révolution ! il est aisé d'égorger l'homme avec le poignard du mensonge, difficile de l'en garantir. Voilà pourquoi l'Autorité fut commise à sa garde, et pourquoi elle lui est ravie, aussi, par la Révolution. Mais elle règnera ! l'homme lui-même veut être esclave, « il veut jouir ! » Elle seule a connu l'homme, elle seule a trouvé sa nature. Il abandonnera ses droits, sa dignité, ses foyers, ses autels ; il veut jouir, la Révolution a parlé ! Multitudes que ses erreurs ont plongées dans le paupérisme, villes qu'elle a ouvertes aux maux d'une industrie sans frein, foules abandonnées, et vous, nations que ne conduisent plus leurs Rois, accourez, et chantez les bienfaits et la gloire de la Révolution ! Vieille nature humaine, célébrée par Homère, reconnue des prophètes, sacrée par Jésus-Christ, amenée jusqu'à nous par l'histoire, tu emporteras le vieux droit, le vieil honneur, la vieille Europe avec toi..... Mensonge, erreur fatale à l'homme ! lui-même il court à la servitude, il croit entrer dans le cercle d'un Droit immense, au moment où disparaissent à la fois ses libertés les plus chères, pour lui, pour sa famille, ses biens, sa cité, et leurs droits acquis. Pas une erreur que la Révolution apporte, qui, par une voie perfide, ne descende d'une vérité et n'en prenne le nom ! Sous le prétexte de libertés

plus vastes, elle a ravi aux peuples leurs libertés publiques, à l'homme ses libertés privées, ses libertés véritables ; elle a aboli les provinces, les cités, les corporations, tous les intérêts collectifs ; elle a touché à l'antique constitution de la famille, de la propriété, restreint les droits de la vérité, dispersé les abris séculaires de la science, de la prière et de la charité, démoli l'homme sur tous les points ! Le mérite est la loi de l'homme : mais, sous le nom d'égalité dans un seul Dieu, elle brise la loi sacrée du mérite, et détruit de la sorte le droit jusque dans son germe. Sous le nom cher de liberté, elle viole en lui la conscience, elle assujettit l'homme jusque dans sa famille, dans l'instruction de ses enfants. Sous le nom vénéré de justice, elle est entrée dans sa maison, y partage elle-même ses biens à ses fils, ruine son autorité paternelle, dérobe l'avenir à son sang, et le grand citoyen n'est plus maître chez lui ! Enfin, sous le nom respecté de l'État, elle s'est substituée à l'homme, à la famille, à la commune, à la cité, à la Province ; elle se substituera à la charité, elle se substituera à la Foi ! Que les nations cherchent, aujourd'hui, ce qu'elles ont construit avec le travail de l'histoire, et que l'homme cherche sa place au milieu des nations ! De son mérite, de son droit, de sa conscience, de sa pensée, de sa

1. A l'homme, en lui ôtant les droits privés ; à la famille, en lui ôtant dans sa liberté de tester, son éternelle constitution, et l'autorité paternelle ; elle se substituera à la charité, par l'assistance publique ; à la Foi, par une religion, par une impiété nationale. — Et qu'est-ce que la Révolution prétend substituer à la famille, à la propriété et à la Foi ? Lisez les Oeuvres de Fourier, et de Considerant...

grandeur, de toute son autonomie, la Révolution ne lui laissera rien. C'est le droit que la Révolution a renversé, le droit dans l'homme, le droit dans les nations ! Par une logique fatale, et qui l'emporte elle-même, elle oppose le droit de corrompre les âmes au droit de les sanctifier, la prééminence d'un luxe qui nous ruine à celle du capital qui nous nourrit, la loi de la Nature à celle de Jésus-Christ, le socialisme à la Société ! elle oppose une liberté fausse à la liberté vraie, un droit faux aux droits réels, une richesse fausse à la richesse vraie, une morale fausse, une société fausse, à la morale vraie, à la Société véritable ! Elle veut une famille, une propriété, une commune, une justice, un pouvoir, une Foi, qui ne sont pas la véritable famille, la véritable commune, la véritable hérédité, la véritable justice, le véritable pouvoir, la véritable Foi. Progrès de la Révolution contre l'Église, progrès de la Révolution contre la Société, progrès vers une abolition de l'homme..... Aux yeux de la droite raison, comme aux yeux de la politique, la Révolution n'est pas uniquement la destruction de la Société, mais la destruction même de l'homme ; destruction si violente et si savante à la fois de son esprit, de son honneur, de ses droits, de ses mœurs, de ses vertus, de son passé, de ses nobles instincts, de toutes ses affections, de ce qui l'a fait grand, de toutes ses puissances, de toutes ses énergies, de toutes ses libertés radicales, qu'elle a réveillé, chez les hommes, la pensée de ce Temps redoutable dont il est dit : *qu'il sera abrégé en faveur des élus !* Qui combattra aujourd'hui la Révolution ? Qui la méprisera ainsi

vêtue par le mensonge, les mains pleines de ses présents ? Qui ? et je l'espère encore, les Rois et les nations qu'elle a trompés, les cœurs dont elle soulève la colère, dont elle a provoqué le mépris, et auxquels elle apporte autant de pitié que d'effroi. Si les hommes ne veulent tomber dans une servitude incalculable, dans un état tel que jamais des êtres formés par le Christianisme n'ont connu le pareil, s'ils désirent sauver cette Civilisation sacrée, qui fait leur honneur et leur gloire, ah ! s'ils désirent sauver le monde, je les conjure de combattre la Révolution !

\*   \*

MAIS pour que les Rois puissent défendre la Société, il faut qu'ils sachent où et comment ils peuvent la défendre ; les armées ne protègent qu'un jour. Ce sont les âmes qu'il faut armer, les citoyens qu'il faut mettre en mesure de s'unir à la Société et d'en consolider eux-mêmes le vivant édifice ! Que les Rois, donc, atteignent la Révolution dans son germe, la fausse idée sur l'homme laissée par le siècle dernier ! Qu'ils replacent au centre des Universités cette lumière de la Théologie qui portera le jour sur les sommets de la philosophie, sur la base des lois, et dans la nature de l'homme. Que des éléments de cette science des sciences, ils fassent la condition des grades civils, des premiers emplois de l'État, restituant à la vérité son sceptre sur la

La Révolution  
vient  
d'une erreur sur  
l'homme.

pensée humaine <sup>1</sup>, pendant que de justes lois protégeront la croissance de ces Ordres bénis qui multiplient, au sein d'un peuple malheureux, le doux pain de l'exemple, de l'instruction et de la charité. Vérité et charité, axe et ciment de l'édifice... On ne déchargera la Politique, quoi de plus évident ! on ne soulagera l'État, et l'on n'augmentera la liberté qu'en multipliant les hommes qui pensent comme le Souverain, et réalisent par eux-mêmes la Civilisation. Le catéchisme dans les masses, la Théologie dans les classes instruites : la guérison réelle ne viendra que de là. La pensée seule gouverne l'homme ! Qu'on s'attache à déployer surtout dans les jeunes intelligences l'idée de cause et l'idée de la Grâce : avec l'idée de loi et celle de liberté en l'homme, ce sont les plus importantes idées de l'âme, et celles malheureusement que les esprits ont laissé perdre. Il faut maintenir la raison dans toute sa force pour en obtenir plus aisément la Foi. Car les sciences ont laissé tomber la raison, et depuis quarante ans la philosophie est impuissante à la relever. Qu'un peu de Théologie et, pour un temps, s'il le faut, un peu moins de mathématiques dans l'enseignement supérieur, nous seraient d'un puissant secours. C'est l'homme d'abord qui entre dans la Société ! c'est d'après l'homme, l'homme réel, et tel qu'il est dans le fait, que la Société s'édifie : la notion doit en être toujours présente. Et dès l'instant que sur ce point capital, les esprits ne sont plus dirigés par la Croyance, il est urgent qu'ils le

1. On oublie trop que, jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, tous les hommes instruits possédaient leur Théologie.

soient par la connaissance; il faut croire ou il faut savoir! Sinon la Politique vient opérer le fait, l'État se mettre à notre place, et les hommes perdent la liberté. Ils la perdent, parce qu'ils n'ont plus en eux la lumière, la source des déterminations. Lorsqu'ils ne marchent pas d'eux-mêmes au but, la loi, bon gré mal gré, les y amène. Ou les lumières de la Théologie, ou pas de liberté chez les hommes. . . . . — Quoi! les laïques feront de la Théologie? — Ne font-ils pas à tout instant de la Politique, à tout instant de la morale et de la Religion? On ne l'a point remarqué: dès qu'on franchit l'enceinte de la Théologie, qu'on sort de ses affirmations sur l'homme, on passe dans le Socialisme. Il n'existe pas de milieu: né bon, l'homme a droit évidemment à une égalité absolue, et à tout ce que l'utopie demande! Naturellement l'homme n'ira pas croire que sa nature pervertie préfère le mal au bien; que, de là résulte la nécessité de lois morales préventives, de lois civiles restrictives, de lois pénales répressives, la nécessité de confier aux *meilleurs* ces moyens qui protègent les autres, enfin l'État surveillant tous les hommes, l'intervention de Dieu dans le Pouvoir, notre état social en un mot! Naturellement, l'homme se croira partout le maître; il voudra posséder tout ce qu'il voit, et le réclamera! c'est la Révolution... Le même danger existera tant que subsistera illusion. Ou la Théologie chez les hommes, ou le socialisme: il n'y a rien entre deux. Thèse naïve de l'ignorance, thèse éternelle de notre orgueil toujours vivant, le socialisme exige qu'on lui oppose sans cesse la thèse de la Théologie, comme sans cesse on oppose une digue au fleuve qui ne ces-



sera de couler... Ce n'est pas tout; comme en sortant du point de vue pratique, où la Théologie avait placé la civilisation en Europe, on entre dans le point de vue théorique, dans le point de vue socialiste d'une égalité absolue; et comme, placé en dehors de notre nature réelle, le socialisme est impossible, on aboutit au despotisme, ainsi qu'y ont abouti sur la terre la plupart des nations <sup>1</sup>. Et là sera le résultat de la Révolution... Le despotisme règne partout où le christianisme n'éclaire pas l'esprit humain. Dès que la conscience a perdu sa règle, le pouvoir se met à sa place. Hors de la répression par soi-même, de la répression intérieure, vient la répression politique. Ou la liberté morale, c'est-à-dire le catholicisme, ou la contrainte politique; ou la Théologie ou le despotisme! aucun homme d'État ne pourra sortir du dilemme, d'ailleurs l'expérience est là..... La Société étant construite au point de vue de la Théologie, c'est-à-dire de l'homme réel, ou tel que l'a laissé la Chute, quand cette Société succombe parce que ce point de vue s'éloigne, vous sentez ce qui reste à faire! Reprenons donc tout le problème, et dans les termes où il fut posé au début: — La Société moderne repose sur la Théologie; elle en a reçu son idée de Dieu, son idée du Pouvoir, son idée de la justice, son idée du droit, son idée du bien et du mal, son idée de l'homme, de son but, de sa loi, de sa liberté, de sa responsabilité, de son in-

1. Si le christianisme disparaissait, les écrivains se mettraient tous à lui rendre justice: il ne serait plus temps... L'orgueil, sous le nom de Révolution, amène en ce moment sur le monde moderne le même état de choses qui asservit, puis détruit le monde ancien.

violabilité, de son obéissance sur la terre. D'une pareille Société retirer la Théologie, c'est comme si l'on retirait l'affinité d'un corps, il retombe en dissolution. Les théories ne conduisent pas loin. Ou la Société moderne succombera, soutenue encore quelques jours par un douloureux despotisme, ou on la rétablira sur la vérité : la vérité conforme au fait et conforme à notre nature, conforme à l'homme et à l'histoire, conforme au droit, conforme au bien, à notre liberté, à notre dignité, et, pour preuve dernière qu'elle est la vérité, déposée au milieu de ce monde, dans cette miraculeuse Église, surnaturellement établie, et surnaturellement conservée... Ah ! que demandons-nous de plus à la Vérité ?

\*

\*      \*

L'ÉGLISE, c'est la vérité. Qu'est-ce que le monde sans la vérité ? Voilà six mille ans qu'il existe, et l'on cherche la vérité : et cela s'appelle philosophie ? L'Église, dis-je, c'est la vérité, et la vérité, la connaissance de l'homme, sa position au sein de l'être, ses rapports avec celui qui le crée, la Société, ses fins, l'explication sublime de la vie ! Pourquoi créé, quel est le but ? la Foi est l'axe de tout le système. Les autres questions, la pensée, la morale, le droit, la Politique, fixent le leur sur celui-là. L'Église, c'est la vérité..... Les grands esprits voient l'unité ; la Création est une, c'est l'en-

Et l'Église  
est  
la vérité...

semble qu'il faut posséder. Hors de là, le bien, ce monde, Dieu, la justice, tout disparaît de la pensée. On peut donner la preuve d'une intelligence vive, d'une imagination enchantée, d'un inimitable talent ; mais on n'est qu'une cymbale retentissante si l'on n'a pas l'unité. D'où viendraient les hommes pratiques ? C'est le tout qui subsiste, c'est le tout qu'il faut embrasser. L'Église, c'est la vérité..... Et parce qu'ils l'ont perdue, leur esprit qui croyait contenir la lumière, est tombé dans une sorte d'enfance ; ils oublient les idées éternelles pour le brin d'herbe ou de sable qui se trouve à leurs pieds. La science a détruit la pensée. L'esprit de l'homme ne résistera point à une analyse qui le dissout. Déjà cette science, cette poussière de la pensée, s'évanouit dans le panthéisme, où disparurent et les sciences et la sagesse de l'Orient ! Les catholiques sont les seuls qui aient sauvé la raison du naufrage. Les catholiques disent aux hommes : Où serait la vérité depuis six mille ans que le monde subsiste ? Et personne n'a pu leur répondre.. L'Église, c'est la vérité..... En définitive, l'humanité dans ses plus grands esprits, dans ses cœurs les plus héroïques, ses peuples les plus nobles et les plus relevés, nous a prouvé en croyant, qu'elle pouvait croire, en marchant qu'elle a pu marcher ! En présence des Cieux, de cette harmonie qui déborde, où est le sens d'un monde comme celui qui remplit notre admiration, si le but est absent, s'il est inconnu de la terre ? Pour être catholique, il faut deux choses : de la vertu et du bon sens. Le sens moral ne peut se détacher de l'autre. L'Église, c'est la vérité..... On ne découvrira point les choses du côté opposé à

Dieu. Le bien nous dit sur quel point est la lumière. Mais l'homme ne réfléchit pas que l'Infini à tout instant lui donne l'être, comment songerait-il qu'il en reçoit la vérité? Comme l'enfant, l'humanité ne sait pas qui la tient. De toutes parts on lui tend les bras : ici, la famille, l'éducation, les exemples, la charité; ici, l'Autorité, la protection, la justice, la paix; et là, la vérité. L'Église, c'est la vérité..... Et c'est en rapportant la vérité parmi les hommes, en y rétablissant la conscience, la liberté et la raison, toutes trois cruellement affaiblies par la chute; en leur restituant la Grâce et la charité, ces richesses surnaturelles qui viennent non pas détruire la nature mais l'accomplir, que l'Église, comme il devait arriver, a fondé des Civilisations vraies, basées sur le développement réel de la nature humaine. C'est la raison métaphysique de la durée et de la résistance de la Civilisation parmi nous. Et comme les nations chrétiennes sont nées successivement de l'Église, elles s'en iront à mesure qu'elles s'en sépareront. Ainsi peut successivement périr toute la chrétienté... L'Église vivra jusqu'à la fin. Dans l'agonie, nos membres, les uns après les autres, se paralysent, quand le cœur agit encore. Tout est mort dès que le cœur cesse de battre... Et l'homme disparaîtra de la terre avec la vérité.....

Mais vous, ne craignez-vous pas Dieu? Hier vous désiriez que la loi fût athée, aujourd'hui vous voulez que l'Église succombe. Si vous frappez l'Église, Dieu frappera le monde; il enveloppera les hommes dans ses châtiments. Si vous frappez l'Église, craignez pour

votre Civilisation ! Craignons pour nous, pour notre propre génération, si nous chassons de sa demeure Celle qui nous a élevés. Si l'Europe veut étouffer de sa main Celle qui lui a donné le jour, son infamie dépassera celle des Juifs, et ce peuple cette fois révolté, se lèvera pour Dieu. Craignons de le payer de notre âme, de faire éclater sur nous la voix du dernier jugement, de précipiter l'heure d'un monde qui ne subsiste que pour les Saints !..... Les hommes ne sentent-ils pas que, lorsqu'ils auront immolé son Église, Dieu ne les épargnera plus ? Ils ont crucifié son Fils, bien que par son amour pour eux, par son cœur sans orgueil, il se soit montré Dieu. Et cependant ils ont pu dire, malgré l'avertissement des prophètes, qu'ils ne l'avaient pas connu. Mais l'Église, qui les a inondés de ses biens, diront-ils qu'ils ne l'ont point connue ? Que peuvent ils lui comparer sur la terre ? Le Verbe crucifié pardonne aux hommes, *parce qu'ils ne savent ce qu'ils font* : mais pour l'Église, une voix ne vous crie-t-elle pas qu'il ne leur pardonnera point, PARCE QU'ILS SAVENT CE QU'ILS FONT ?..... Le Monde, « qui veut dominer et jouir » porte une haine d'orgueil à Celle qui lui demande de se soumettre et de souffrir. Voilà pourquoi l'Église est un objet d'horreur au monde qui triomphe. Mais le monde sera détruit lorsqu'il voudra porter le dernier coup à l'Église. Le monde périra quand sa haine fatale ne pourra plus la tolérer, parce que l'Église ne pourra plus le sauver. Le jour où les Rois et les peuples, les sages comme les insensés, où le monde entier, dont les attaques ont été jusqu'ici partielles, se lèvera pour consommer cette mort odieuse, ce jour là

sera le dernier... L'homme ne peut subsister sans l'Église : l'Église, c'est la vérité.

« Seigneur du Ciel et de la terre, considérez notre humiliation ! montrez que vous n'abandonnez pas ceux qui espèrent en vous, mais que vous humiliez ceux qui se glorifient dans leurs forces. » N'entrez pas en jugement avec ce peuple, on l'a jeté depuis trop longtemps dans l'erreur, et il n'y a que votre bras qui le puisse sauver. A nous la confusion, mais à vous la miséricorde ! Faites, Seigneur, que la terre soit de nouveau remplie par votre puissance, et tous comprendront votre gloire.

FIN.

## ERRATA.

---

Page 36, ligne 22, *lire ainsi la phrase qui suit* : Quoi ! le mal serait la conséquence inévitable d'une liberté que nous tenons de Dieu, même le mal qui détruit cette liberté ?

*Idem.* ligne 25, *lire ainsi les phrases suivantes* : On confond notre libre arbitre affaibli et celui qui nous vint de Dieu, c'est-à-dire la liberté atteinte et la liberté pure. Oui, de la liberté, de la causalité, pouvait naître le mal ; mais, comme à la Source infinie, c'est le bien surtout qui devait en sortir.

Page 85, à la note, ligne 3, miner le siège ; *lisez* : mener le siège.

Page 114, lignes 12 et 13, Cette précieuse séparation, par Jésus-Christ ;  
*lisez* : Cette précieuse séparation, fondée par Jésus-Christ.

Page 139, ligne 13, *au lieu de* : la conscience sacrifiée on retourne ,  
*lisez* : la conscience sacrifiée, on retourne, etc.

---

# TABLE

## POLITIQUE RÉELLE.

	Pages.
AVANT-PROPOS . . . . .	iij
I. Base de la Société moderne . . . . .	1
II. Erreur qui détruit cette base . . . . .	6
III. Comment l'erreur s'érige en doctrine. . . . .	12
IV. Le fait contredit cette erreur. . . . .	18
V. L'état de Nature . . . . .	20
VI. Il n'y a pas d'état de Nature . . . . .	22
VII. La Révolution sort de l'idée de l'état de Nature. . . . .	24
VIII. Le panthéisme, métaphysique de la Révolution . . . . .	27
IX. Faiblesse actuelle de la pensée. . . . .	31
X. L'existence du Mal dissipe les théories. . . . .	34
XI. La Politique est née du Mal. . . . .	39
XII. La Loi politique. . . . .	43
XIII. Dieu confie la politique aux Rois . . . . .	47
XIV. Position réelle de l'ordre politique. . . . .	51
XV. Ontologie de la Politique . . . . .	55
XVI. Comment la Politique peut aboutir au despotisme. . . . .	60
XVII. Qu'est-ce que les Aristocraties? . . . . .	65
XVIII. Dès lors, qu'est-ce que le peuple? . . . . .	68
XIX. Les peuples chrétiens développent leurs libertés. . . . .	73
XX. La Liberté humaine. . . . .	75
XXI. Usage de la liberté . . . . .	78
XXII. La liberté de la presse annule celle de l'Eglise . . . . .	81
XXIII. La liberté politique annule la liberté pratique. . . . .	83
XXIV. La Révolution et notre liberté. . . . .	86
XXV. La Révolution séduit plusieurs esprits chrétiens . . . . .	89
XXVI. De la Révolution naquit le néochristianisme. . . . .	93
XXVII. L'Eglise a droit à la protection comme à la liberté . . . . .	98
XXVIII. La Tolérance dans l'État, et non l'indifférence. . . . .	106
XXIX. La distinction des deux Puissances. . . . .	112



	Pages.
XXX. Les Encycliques et la liberté de conscience, de la presse et des cultes . . . . .	116
XXXI. L'homme a droit à la vérité dans les États chrétiens. .	121
XXXII. Idée de l'État, son devoir. . . . .	126
XXXIII. Les Rois. . . . .	132
XXXIV. La politique réelle et les hommes d'État . . . . .	140
XXXV. La pratique actuelle et les hommes d'État. . . . .	145
XXXVI. Espoir du monde dans les nouvelles générations . . .	150
XXXVII. « J'ai peur du danger que court le monde. » (S. HIL.).	154
* La Révolution détruit la Société humaine. . . . .	155
* * La Révolution vient d'une erreur sur l'homme . . . . .	159
* * * L'Église, c'est la vérité... . . . .	163
ERRATA . . . . .	168

FIN DE LA TABLE.